

[REDACTED]

KURDES Les directeurs des polices nationales de six pays européens (Italie, France, Allemagne, Pays-Bas, Grèce et Turquie) se réunissent, jeudi 8 janvier à Rome, pour

examiner des mesures pouvant permettre d'endiguer l'afflux de réfugiés kurdes sur les côtes italiennes. La question devait être également évoquée par Hubert Védrine, mi-

nistre français des affaires étrangères, attendu mercredi soir à Ankara. **ISTANBUL** est devenue une vaste plaque tournante de clandestins bengalis, pakistanais, maghré-

bins ou tziganes roumains prêts à payer des sommes importantes pour obtenir un faux passeport et la possibilité de « passer » en Europe pour y trouver une vie meilleure. **KENDAL**

NEZAN, le directeur de l'Institut kurde de Paris, estime que des services liés à l'état turc sont sans doute complices de cet exode de Kurdes venant également en partie d'Irak.

Les Européens resserrent leur coopération face à l'immigration clandestine

Les chefs des polices de six pays, dont la Turquie, se réunissent à Rome pour tenter de freiner l'afflux de réfugiés kurdes vers les côtes italiennes. La question devait être évoquée jeudi à Ankara par le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine

LA MENACE d'une arrivée massive dans l'Union européenne, par l'Italie, de réfugiés transitant par la Turquie avant de tenter leur chance en Europe fait l'objet d'un branle-bas de combat dans les capitales européennes. Les hésitations du gouvernement italien sur le sort à réserver aux Kurdes et autres candidats à l'immigration arrivés par bateau sur les côtes calabraises suscitent de violentes réactions en Allemagne. L'Italie, qui est entrée en octobre 1997 dans l'espace Schengen, y est accusée de mettre en péril le dispositif mis en place par ses partenaires pour s'assurer d'une protection efficace de leurs frontières extérieures communes contre la criminalité et l'immigration sauvage.

Une réunion des chefs des polices des principaux pays européens concernés, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France, avec leurs collègues italiens, grecs et turcs, a été convoquée, jeudi 8 janvier à Rome, pour tenter de trouver les moyens à adopter pour s'opposer aux filières de trafic d'immigrants. Mais la question dépasse largement les problèmes techniques. L'Italie, dont les frontières terrestres avec ses voisins Schengen (Autriche et France) doivent

s'ouvrir le 1^{er} avril, n'a pas encore complètement adapté sa législation à la situation. On lui reproche de permettre aux réfugiés arrivant sur son territoire d'aller où bon leur semble, facilitant le travail des passeurs qui les conduisent vers les autres pays du Nord de l'Europe.

S'estimant bafoué par les Européens qui, en décembre 1997, lors du Sommet de Luxembourg, ne l'ont pas associée au nouveau processus d'élargissement que l'Union va lancer, la Turquie a pour sa part une attitude ambiguë. Le gouvernement d'Ankara, qui a annoncé, mardi, le démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de migrants, cherche à donner des preuves de sa capacité à agir si nécessaire. Elle est fortement suspectée en même temps de fermer les yeux sur les navires chargés de clandestins, principalement kurdes, qui quittent ses ports.

RÉAMORÇER LA DISCUSSION

Les relations de la Turquie avec l'Europe seront au cœur des entretiens que le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, devait avoir, jeudi matin, avec les principaux dirigeants turcs à Ankara. Il devait arriver, mercredi soir, pour une visite prévue



de longue date. Il se rendra ensuite, dans la soirée de jeudi, à Athènes. A la veille de cette visite, le gouvernement turc, qui a officiellement gelé toutes ses relations politiques avec l'Union européenne depuis le Sommet de Luxembourg, a fait dire publiquement qu'il ne souhaitait parler avec le ministre français que de

questions bilatérales. La France, qui a été un des meilleurs amis d'Ankara à Luxembourg, est néanmoins bien placée pour tenter de réamorcer une discussion.

Premier objectif supposé des candidats à l'immigration débarquant en Italie, l'Allemagne, qui abrite de très fortes communautés turque et kurde, tente de mobiliser

ses partenaires pour éviter un afflux de réfugiés difficilement acceptable dans une année électorale. Le chancelier Helmut Kohl a fait annoncer, mardi, par son porte-parole, Peter Haussmann, qu'il avait personnellement téléphoné dans la journée aux premiers ministres français et italien pour s'entretenir avec eux de la question. La veille, M. Kohl avait appelé Jacques Chirac.

La réaction de Bonn est d'autant plus vive que le gouvernement allemand peut craindre d'être critiqué pour s'être lui-même mis dans une situation difficile. L'Allemagne a joué, lors du sommet de Luxembourg, un rôle de premier plan, avec la Grèce, pour tenir la Turquie à l'écart du processus d'élargissement de l'Union européenne. Mais c'est elle aussi qui a accepté que l'Italie rentre dans l'espace Schengen avant même d'avoir adopté tous les dispositifs législatifs nécessaires. L'accord, qui avait été scellé au cours de l'été 1997 lors d'un sommet triangulaire entre le premier ministre Romano Prodi et les chancelliers d'Allemagne et d'Autriche, avait suscité des réactions agacées à Paris. Mais devant le fait accompli, les Français se sont trouvés contraints d'accepter l'ouverture de leurs frontières avec

l'Italie sans avoir toutes les garanties qu'ils souhaitaient.

Le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, qui a annoncé un renforcement des contrôles aux frontières avec l'Autriche, a demandé que la réunion des polices à Rome « apporte des résultats concrets et ne se perde pas dans des assurances diplomatiques ». Il a appelé la Turquie, l'Italie et la Grèce à prendre « des mesures plus fortes contre l'immigration illégale ». M. Kanther veut obtenir un renforcement des contrôles dans les ports et les ferries en Turquie, en Grèce et en Italie. Il exige des frontières d'émigration accrues en Italie même - sur les routes et dans les trains. A ses partenaires de Schengen, l'Allemagne demande également de nouvelles mesures communes pour lutter contre les immigrants illégaux. « Il ne s'agit pas de mettre en doute le principe de Schengen mais de l'appliquer strictement. L'Allemagne le fait et exige la même chose de ses partenaires », a affirmé le ministre en réponse à ceux qui réclament en Allemagne, à droite comme à gauche, la suspension des accords Schengen.

Henri de Bresson et Arnaud Leparmentier (à Bonn)

A deux pas de la Corne d'or, la Babel de tous les trafics

ISTANBUL, de notre correspondant De jour, Kucuk Pazar apparaît comme un quartier populaire ordinaire d'Istanbul: des ruelles

REPORTAGE

Tous ont en commun le désir de trouver une vie meilleure en Europe

étroites et tortueuses, des maisons dilapidées et quelques vendeurs de kebabs. Mais à la nuit tombée, cette zone urbaine située à deux pas des rives de la Corne d'Or historique se transforme en une tour de Babel animée où toutes les langues, toutes les nationalités se côtoient: Kurdes, Bengalis, Pakistanais, Marocains, Algériens, Iraniens, Tziganes roumains. Quelle que soit leur origine, ils ont une apparence similaire: souvent porteurs d'un gros sac de voyage, ils jettent des regards furtifs autour d'eux, visiblement à l'affût. Certains, évitant prudemment tout contact avec l'extérieur, passent leur journée assoupis sur les lits défoncés d'hôtels à 12 ou 20 francs, attendant le signal du départ. Tous ont en commun le désir de trouver une vie meilleure en Europe. Istanbul, plus que jamais une plaque tournante pour tous les trafics - de drogue ou d'immigrants clandestins - est leur tremplin. Sous le couvert de l'obscurité, des rabatteurs font leur tournée quotidienne dans les dizaines d'hôtels minuscules, à la recherche de clients. « J'ai un groupe de trente personnes qui partira demain par bateau », explique un jeune hôtelier, un Kurde d'Adiyaman brillant de fièvre nationaliste.

Quelques heures dans ce quartier cosmopolite suffisent pour obtenir un échantillon de l'offre abondante qui - explique le tenancier - est proportionnelle à la demande. Pour 3 000 deutschemarks (près de 10 000 francs), vous pouvez acheter à la fois un faux passeport et un départ sans encombre à partir de l'aéroport d'Istanbul: une part du prix assure apparemment la coopération de responsables de la sécurité. Pour les budgets plus modestes, un voyage par bateau est conseillé: 1 500 dollars (9 000 francs) déposés sur le compte en banque de ce capitaine

syrien assureront une ou deux nuits dans un lieu de « villégiature » inconnu suivi, avec un peu de chance, par une embarcation sur un bateau, souvent peu sûr, à partir d'Istanbul ou d'un port méditerranéen comme celui de Mersin.

La situation géographique d'Istanbul assure une multitude d'alternatives. Certains partent par l'Ukraine ou la Russie, d'autres traversent la rivière à Unakoprui, en Thrace occidentale, pour passer en Grèce. « Comme nous n'avons pas d'hiver au Bangladesh, nous partons en Slovaquie pour voir de la neige », explique le dirigeant, à l'allure prospère, d'un groupe de « touristes » bengalis, rabrouant sévèrement un compatriote trop bavard qui affirme être arrivé légalement de Dacca via Dubaï, ayant obtenu, par la poste, un visa de l'ambassade slovaque à Beijing. « L'avantage de l'Italie, explique de son côté un Kurde de Turquie, c'est qu'ils ne peuvent pas nous expulser avant quinze jours. » Des emplois fictifs dans des compagnies européennes complètent également d'obtenir des permis de travail légaux. Les Kurdes venant d'Irak ou d'Irak sont souvent pris en charge à Dogubeyazit, au pied du mont Ararat, à l'autre extrémité de la Turquie. Ils sont ensuite acheminés par petits groupes, en bus ou en voiture, jusqu'à Istanbul.

CENTRE DE TRIAGE

Aucune organisation centrale ne semble contrôler exclusivement le trafic. « Trois ou quatre personnes s'associent, achètent un bateau », explique un passeur. Souvent, ces filières sont organisées sur place par des Turcs ou des Kurdes associés à des ressortissants étrangers, semi-pensionnés, qui assurent les contacts avec leur pays d'origine. Ainsi ce jeune Marocain qui vit en Turquie, illégalement, depuis deux ans et « aide » ses compatriotes. Le risque d'une arrestation ne fait pas peur à ces résidents à long terme: leurs ambassades refusent de les prendre en charge, le gouvernement turc ne veut pas payer pour les rapatrier; les forces de l'ordre ferment les yeux s'ils sont interpellés, d'autant que leur libération peut être monnayée.

Certains clandestins restent volontairement en Turquie, notamment les Roumains, qui, source de main-d'œuvre à bon marché, font désormais partie du paysage turc.

D'autres, à court d'argent, y sont contraints et survivent grâce à des emplois occasionnels. « J'ai très faim », se plaint un Kurde irakien, ancien combattant peshmerga du Parti démocratique du Kurdistan-Irak (PDK-I). Quelques francs ramènent un sourire sur son visage émacié. En Turquie depuis six mois, il rêve de réunir l'argent nécessaire à son passage vers l'Europe, mais pour l'instant il a à peine de quoi se nourrir.

La situation des Kurdes, en Irak, en Turquie et en Iran, et les violations des droits de l'homme sont des facteurs de cet exode, bien qu'indirectement. L'insécurité constante dans des régions soumise depuis de longues années à des conflits sanglants, comme le Sud-Est anatolien ou le nord de l'Irak, l'évacuation des villages forçant les paysans vers des villes où ils ne trouvent pas d'emploi et surtout l'appauvrissement général dû aux affrontements - plutôt que la persécution personnelle - poussent apparemment de nombreux Kurdes, du moins ceux qui ont encore suffisamment d'argent et d'initiative, à tenter leur chance ailleurs. « Il y a une crise économique, les gens sont forcés de vendre leur maison », se plaint un Kurde.

Si les voies utilisées par ce trafic très lucratif d'immigrants clandestins sont les mêmes que celles empruntées par les trafiquants de drogue, ce n'est apparemment pas un hasard. « Son oncle est en prison pour trafic d'héroïne, il fait partie d'une grande famille de la mafia locale », chuchote l'hôtelier kurde, alors qu'un passeur se rend à l'étage supérieur pour recruter des clients potentiels. Si l'arrivée soudaine de bateaux surchargés de réfugiés en Italie inquiète les Européens, qui réalisent soudain l'ampleur du problème, ces trafics durent depuis des années. De tout temps, Istanbul, une ville de plus de 10 millions d'habitants située à la croisée des chemins, a été un centre de triage important.

« Certains récoltent l'argent, transfèrent les réfugiés jusqu'à la gare routière puis les embarquent sur des bus qui les emmènent à l'autre bout de la Turquie plutôt qu'en Italie », explique le tenancier de l'hôtel. « Mais vous pouvez faire confiance à mon copain, affirme-t-il, il fait ce boulot depuis dix ans. »

Nicole Pope

Certains services de l'Etat turc sont « complices », estime le président de l'Institut kurde de Paris

« DANS UN ETAT aussi policier que l'Etat turc », dit Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, il n'est pas possible que les bateaux chargés de réfugiés kurdes turcs et irakiens puissent partir s'il n'y a pas de complicité au niveau de l'appareil d'Etat. »

Sans des complicités du même genre, il n'est pas non plus possible pour les Kurdes irakiens candidats à l'exil d'entrer en territoire turc, ajoute M. Nezan, dans un entretien avec Le Monde. « Même pour les étudiants kurdes irakiens bénéficiant de bourses et dont l'Institut se charge du transfert en France, il faut un minimum de deux mois pour obtenir un visa de transit par le territoire turc, et cela en faisant intervenir des partis kurdes », tel le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani, allié de la Turquie, souligne-t-il.

En Europe, dit encore le président de l'Institut kurde de Paris, « on ne mesure pas l'ampleur du phénomène mafieux en Turquie. Après la Russie, la mafia turque est la deuxième du monde par son chiffre d'affaires ». Sur la base du témoignage d'un haut responsable de la police devant une commission parlementaire, le quotidien Harriyet a révélé que le trafic de drogue avait rapporté à la Turquie 25 milliards de dollars en 1995 et 37,5 milliards l'année suivante. « La mafia travaille main dans la main avec certains services de l'Etat turc », plus précisément la police politique et les services de renseignement.

Ces services, estime M. Nezan, « ne sont pas mécontents de se faire un peu d'argent » en organisant le départ des Kurdes. « C'est aussi une manière d'exporter le problème kurde et de dire aux Européens "puisque vous aimez tellement les Kurdes, servez-vous !". Et puis, estime-t-il, cela cadre parfaitement avec la politique de dépeuplement du Kurdistan. Ils se disent: "Moins il y a de Kurdes, mieux c'est". »

M. Nezan rappelle qu'à l'intérieur même de la Turquie, tout est fait pour réduire à néant toute culture ou identité kurde - c'est un « génocide culturel », s'indigne-t-il. Depuis le début des années 80, 3 815 villages kurdes ont été détruits ou évacués dans le Sud-Est anatolien, « au bas mot quelque 7 millions de Kurdes ont été déplacés » sur une population totale kurde officiellement évaluée à 12 millions, mais qui, selon

M. Nezan, serait de 15 à 20 millions; plus de 4 000 membres de l'intelligentsia assassinés et des milliers d'autres jetés en prison ou contraints à l'exil.

Pourquoi l'exode kurde s'est-il intensifié? Les Kurdes de Turquie, explique M. Nezan, s'étaient mis à espérer quelque peu lorsque le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) est arrivé au pouvoir, « parce que l'islam est une religion fraternelle ». « Après tout, se disaient-ils, sous l'Empire ottoman, les Kurdes avaient bénéficié d'une large autonomie. » Après la chute du Refah et du premier ministre, Necmettin Erbakan, et la perte d'influence substantielle, d'après M. Nezan, du Parti des travailleurs (PKK) qui prône la lutte armée - « laquelle a engendré un désastre pour tous les Kurdes », qu'ils soient de Turquie, d'Irak ou d'Iran -, les Kurdes turcs ont déchanté.

Le mouvement d'immigration « cadre parfaitement avec la politique de dépeuplement du Kurdistan »

Les Kurdes irakiens, les plus nombreux à prendre le chemin de l'exil, ne voient eux non plus aucun avenir. Ils craignent le retour à tout moment de l'administration irakienne dans le nord du pays. Les luttes entre les deux principales formations kurdes rivales ont réduit à néant tous leurs espoirs, et les incursions militaires massives répétées turques dans le Kurdistan irakien ont achevé de briser leurs illusions.

Les partisans sont de jeunes cadres, techniciens, scientifiques, médecins, etc. Déjà en 1996, près de six mille avaient dû s'expatrier, après l'intervention militaire de l'armée irakienne aux côtés du PDK et la débandade de l'armée de la CIA dans le Kurdistan. Quelques centaines d'entre eux travaillaient pour l'agence de renseignement américaine, mais les autres, qui avaient copié avec des organisations non gouvernementales, ont craint d'être assimilés à des agents.

Après l'arrivée, en décembre 1996, en Italie d'un navire, l'Ararat, transportant 835 réfugiés, dont 431 Kurdes turcs et 230 Kurdes irakiens, M. Nezan s'est rendu à Rome pour expliquer aux formations politiques, aux organisations humanitaires et au ministère italien des affaires étrangères, les tenants et aboutissants de cet exode, dont l'Italie est le point d'échouage depuis quelques mois.

Un premier groupe de quelque 200 réfugiés kurdes y est en effet arrivé le 29 mai, suivi, en juillet, par un autre composé de 403 réfugiés, dont 340 Kurdes. Deux cents autres, dont 178 Kurdes, ont suivi en août. En moyenne, 80 % des trois contingents sont des Kurdes irakiens. Puis il y eut les 835 réfugiés de décembre 1997 et les 386 du 1^{er} janvier, dont 270 Kurdes.

Mais en 1996, ce fut en Grèce qu'échouèrent 4 000 réfugiés kurdes irakiens arrivés à bord de radeaux de fortune - dont un fit naufrage. Avec l'accord des autorités grecques, l'organisation non gouvernementale Médécina du monde a ouvert des camps de réfugiés dont l'Institut kurde de Paris a assuré la logistique scolaire. Les autorités grecques ont ensuite délégué à nombre de ces réfugiés des permis de séjour et de travail de six mois.

Mais lorsqu'on interrogeait les intéressés, leur objectif était clair: ils voulaient gagner l'Allemagne où ils voulaient gagner l'Allemagne, ou les Pays-Bas, affirme M. Nezan, qui critique une certaine « hypocrisie européenne », les Grecs n'hésitant pas à encourager des Kurdes à aller en Italie, les Italiens laissant certains Kurdes se rendre jusqu'à la frontière française et les Français fermant l'œil sur le passage des Kurdes, à condition qu'ils fient droit vers l'Allemagne.

Mouna Naim

La situation s'assombrit en Irlande du Nord à la veille de la reprise des pourparlers de paix

Les actions violentes se sont multipliées ces dernières semaines

A quelques jours de la reprise des pourparlers de paix à Belfast, lundi 12 janvier, la situation en Irlande du Nord s'assombrit à nouveau. La me-

nace que font peser les terroristes loyalistes protestants sur le processus de paix a balayé l'optimisme prudent qui prévalait depuis que Tony

Blair a mis tout son poids en faveur d'une solution négociée à cette guerre civile qui se perpétue depuis près de trente ans.

LONDRES
de notre correspondant
L'assassinat, fin décembre, dans la prison de Maze, du chef terroriste Billy Wright, responsable de nombreux assassinats de catholiques et farouche opposant au cessez-le-feu, par des membres de l'IRA, groupuscule républicain extrémiste, a mis le feu aux poudres en Irlande du Nord. Depuis, deux catholiques sont tombés sous les balles des tueurs du LVP (Force des volontaires loyalistes) fondé par Billy Wright, entraînant dans une spirale de vengeance les deux petites formations loyalistes qui avaient jusqu'alors joué un rôle positif dans la négociation. Le Parti progressiste unioniste (PUP) de David Ervine, façade légale de l'UVF (Force des volontaires de l'Ulster), et le Parti démocratique d'Ulster (UDP) de Gary McMichael, branche politique de l'UDA (Association de défense de l'Ulster) et de l'UFFI (Combattants de la liberté d'Ulster), sont désormais soumis aux pressions de militants qui estiment que le processus de paix est biaisé en faveur de l'IRA. Ils demandent au PUP et à l'UDP de se retirer des pourparlers.

Mardi 6 janvier, les prisonniers loyalistes ont affirmé leur opposition à la négociation sans toutefois conseiller le retour au terrorisme,

mettant en porte-à-faux MM. Ervine et McMichael. « Nous voulons que les négociations continuent, que le processus en cours soit remis sur les rails. (...) Mais, pour que cela se produise il faut un environnement stable. Il faut que nous soyons soutenus et nous n'avons pas réussi à changer l'opinion des prisonniers », a déclaré ce dernier. Le chef du principal parti unioniste (UUP), David Trimble, s'est lui aussi rendu à la prison de Maze - qui regroupe des terroristes de tous bords - sans parvenir à convaincre ses coreligionnaires qui se trouvent derrière les barreaux de donner encore une chance à la paix.

CHANTAGE À LA VIOLENCE

M. Trimble a absolument besoin de la présence du PUP et de l'UDP aux négociations car, sans eux, son parti serait dans la situation embarrassante d'être le seul mouvement protestant à y participer face au Sinn Féin et aux nationalistes modérés du SDLE. M. Trimble multiplie les initiatives, rencontrant lundi le premier ministre et mardi la ministre chargée de l'Irlande du Nord, Mo Mowlam. Mercredi, M. Ervine devait être reçu par le chef de la diplomatie irlandaise.

S'il est difficile de faire la part du blâme du chantage à la violence dans le comportement des loyalistes, le fait est qu'ils sont persua-

dés d'être les perdants du processus de paix. Ils affirment que celui-ci favorise les républicains et que cela ne peut plus durer. Le porte-parole des détenus de l'UDA a ainsi déclaré à la BBC : « Nous voulons la paix, mais nous souhaitons aussi un message clair de notre gouvernement : nous ne voulons pas jouer les utiles à côté de l'IRA. Il y a seulement quelques mois, la situation était inversée, l'IRA accusant Londres de favoriser les protestants. »

Ces menaces sont d'autant plus inquiétantes que des membres de l'UDA - officiellement liés par le cessez-le-feu - auraient participé aux représailles qui, le 31 décembre, ont causé la mort d'un civil catholique. Ce n'est pas la première fois que les paramilitaires loyalistes violent leur cessez-le-feu mais, jusqu'à présent, Londres et Dublin ont fermé les yeux pour leur permettre de rester associés à la négociation. Un renouveau de violence rendrait cette position intenable et remettrait en cause le processus de paix.

Considérant du risque, M. Mowlam s'efforce de convaincre les loyalistes de ne pas jouer la politique de la chaise vide. Elle estime que seul un approfondissement de la négociation peut permettre de surmonter cette grave crise. Mais elle rejette pour le moment leur revendication de remise en liberté des

terroristes protestants. En effet, plus de trois ans après les cessez-le-feu parallèles de l'IRA et des loyalistes, le gouvernement britannique n'a toujours pas entamé la libération des détenus des deux camps. Par contre, Dublin a élargi un certain nombre de membres de l'IRA et son ministre des affaires étrangères s'est dit favorable à ce que Londres fasse de même avec les loyalistes.

De leur côté, les nationalistes dénoncent le chantage à la violence des loyalistes. Le modérateur (chef de l'église presbytérienne du Nord, le docteur Sam Hutchinson, a critiqué la place indue prise par les terroristes aux dépens des partis légalistes : « Ceux qui ont un passé de violence, dont l'attitude envers un cessez-le-feu permanent et définitif reste ambivalente, donnent l'impression d'être avantagés par rapport aux tenants de la méthode démocratique traditionnelle. Il est à craindre que l'on en arrive à la question de savoir qui peut causer le plus de troubles, que ce soit par la violence paramilitaire ou par les désordres civils, s'il n'obtient pas satisfaction. Il ne faut pas que cela puisse se produire. » C'est ce à quoi les modérés de tous les bords s'efforcent actuellement de parvenir.

Patrice de Beer

Bruxelles pourrait interdire l'importation d'oiseaux vivants de Chine

BRUXELLES. Le comité vétérinaire permanent de la Commission européenne devait débattre, mercredi 7 janvier à Bruxelles, de la nécessité de suspendre, à la suite de l'épidémie de grippe du poulet à Hongkong, les importations d'oiseaux vivants provenant de Chine. L'Union européenne avait interdit, dès 1995, l'importation de volailles vivantes en provenance de cette région, mais un porte-parole de la commission de Bruxelles a annoncé, lundi, que les vétérinaires allaient étudier le cas d'autres volatiles, notamment ceux des oiseaux de compagnie. Les autorités chinoises ont, pour leur part, affirmé le même jour que de nouvelles études confirmaient qu'aucun cas de grippe du poulet n'avait à ce jour été recensé en Chine continentale.

Les Etats-Unis tentent de réactiver le processus de paix au Proche-Orient

JÉRUSALEM. L'ambassadeur américain au Proche-Orient, Dennis Ross, a rencontré successivement, mardi 6 janvier, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, à Jérusalem et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à Bethléem, en Cisjordanie. M. Ross a indiqué que l'objectif de sa mission « est de préparer le terrain aux rencontres de Washington » des deux responsables avec le président Bill Clinton, le 20 et le 22 janvier. Les Etats-Unis réclament à Israël un redéploiement militaire israélien « significatif et crédible » en Cisjordanie, mais le gouvernement israélien, qui ne parvient pas à s'entendre sur le sujet, s'est radicalisé après la démission, devenue effective mardi, du ministre des affaires étrangères, David Lévy. M. Nétanyahou a ainsi consulté uniquement le chef de file des durs, le ministre des Infrastructures, Ariel Sharon, avant de rencontrer M. Ross. - (AFP)

EUROPE

■ **RUSSE :** Le Kremlin a annoncé, mardi 6 janvier, que la visite de Boris Eltsine en Inde, prévue fin janvier, a été repoussée à « plus tard » dans l'année, et qu'un sommet de la Communauté des Etats indépendants (CEI), prévu ce mois-ci, a été annulé. Aucun de ces deux reports n'est officiellement lié à la mauvaise santé du président russe. La visite en Inde aurait dû être le premier déplacement à l'étranger de M. Eltsine depuis son hospitalisation pendant deux semaines en décembre 1997. - (AFP)
■ **Le ministre russe de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, a déclaré, le ton, mardi 6 janvier, à l'égard de la Tchétchénie, en déclarant que la Russie mènerait des « raids préventifs » contre les bases de bandits » dans la république indépendante. M. Koulikov a fait cette déclaration en commentant une attaque en décembre, au Daghestan, contre un bataillon de bandes russes par un groupe armé venu de Tchétchénie. - (Reuters.)**
■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :** la couronne a atteint, mardi 6 janvier, son plus bas niveau par rapport au dollar en cédant à 36,02 couronnes pour un dollar. La banque centrale a annoncé qu'elle est intervenue pour « empêcher les variations injustifiées du cours ». La faiblesse de la monnaie tchèque est liée aux turbulences sur les marchés asiatiques et à l'instabilité politique dans le pays, indiquent des cambistes. - (AFP)

AFRIQUE

■ **MAROC :** Abdelouahed Radi, un enseignant de soixante-deux ans, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition), a été élu mardi 6 janvier président de la Chambre des députés, dont les 325 membres ont été élus le 14 novembre 1997. L'élection d'un président socialiste à la tête du Parlement pourrait annoncer la constitution d'un gouvernement d'USFP, serait présente dans le cadre de l'« alternance » souhaitée en vain par le roi Hassan II depuis 1993. - (AFP)
■ **Plus de cinquante personnes ont été arrêtées dimanche 4 et lundi 5 janvier à Jérada, petite ville minière de 60 000 habitants à l'est du Maroc, rapporte mardi le quotidien Al Itihad al-Ichiraki. Ces arrestations, ajoute le journal, sont survenues après de violents incidents entre les forces de l'ordre et les habitants, qui protestaient contre la fermeture imminente de la mine de charbon de Jérada, où travaillent quelque 9 000 ouvriers. - (AFP)**

■ **ALGÉRIE :** les comités de censure installés dans les imprimeries pour contrôler le contenu des journaux ont été supprimés. La suppression n'a été ni annoncée officiellement ni notifiée aux responsables des publications. « Nous l'avons apprise par nos employés chargés de suivre l'impression du journal, sans savoir si elle est définitive ou simplement temporaire », a indiqué le directeur du quotidien privé El Watan, Omar Belhouichet. Les comités de lecture, composés de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et ironiquement appelés « visiteurs de la nuit » par les journalistes, avaient été installés il y a deux ans. - (AFP)
■ **RWANDA :** vingt-quatre Hutus ont été tués en décembre dans la région de Butarizi (sud), a annoncé, mardi 6 janvier, Radio Rwanda. La majorité sont des prisonniers récemment libérés. Les prisonniers rwandais renferment 130 000 suspects accusés d'avoir pris part au génocide de 1994. Neuf personnes, dont quatre soldats, accusés d'avoir commis ces meurtres, ont été arrêtés, selon la radio. D'autre part, les rebelles hutus ont tué, lundi, quatorze habitants de la région de Nyabikenke (centre), dont deux enfants, lors d'une attaque. - (AFP)

■ **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO :** l'opposant Etienne Tshisekedi a appelé, mardi 6 janvier, la population à « persévérer en 1998 dans la lutte contre le retour de la tyrannie ». Le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) relève que l'année 1997 « aura été celle du triomphe sur la dictature ». Opposant au maréchal Mobutu, il refuse de reconnaître le pouvoir de Laurent-Désiré Kabila. - (AFP)
■ **SIERRA LEONE :** le caporal qui a proclamé le coup d'état du 25 mai 1997 à la radio a été emprisonné pour avoir participé au pillage de l'ambassade d'Iran le soir du 31 décembre, a-t-on appris, mardi 6 janvier, de sources militaires à Freetown. Quatre militaires de la junte au pouvoir ont été limogés après cet acte de pillage et exclus de l'armée. - (AFP)

■ **ASIÉ**
■ **PAPOUASIE :** le quart de la population de Papouasie-Nouvelle-Guinée (plus d'un million de personnes) est désormais exposé à la famine en raison de la sécheresse, et la situation devrait encore empirer, selon un rapport que l'Agence australienne pour le développement international (AusAid) doit publier jeudi 8 janvier. - (AFP)

La Petite Sirène de Copenhague n'a plus de tête

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord
Dans le monde de la marine, la tradition veut qu'embarquer la Petite Sirène de Copenhague porte bonheur. Officiers et matelots ne peuvent plus sacrifier à ce rituel, et les touristes déchantent devant l'un des sites les plus renommés et visités de la capitale danoise : la Petite Sirène n'a plus de tête. On la lui a coupée, ou plutôt découpée. A la scie à métaux, semble-t-il. La sculpture en bronze a subi cet outrage mardi 6 janvier. Un sacrilège ! « La Petite Sirène, c'est comme la tour Eiffel à Paris ou Big Ben à Londres, c'est un symbole très important pour la ville », explique Lars Jørgensen, de l'Office de tourisme.

Assise sur son rocher, le long de la promenade de Langelinie, dans la partie nord du port, la sculpture d'Edvard Eriksen, haute d'un mètre à peine, surprenait déjà par sa petitesse. Un visage un peu triste, encadré d'une chevelure que

l'on devinait blonde. Mardi, ce n'était plus avec le même regard que curieux et touristes la regardaient, décapitée et flanquée d'hommes-grenouilles à la recherche de la tête ou, tout au moins, d'indices, telles ces deux lames de scie remontées à la surface.

La statuette représente l'héroïne d'un conte de Hans Christian Andersen, le célèbre auteur danois du XIX^e siècle. Dernière fille du Roi de la mer, elle sacrifia sa voix et sa queue en échange pour tenter de s'attirer les faveurs d'un prince dont elle avait sauvé la vie au cours d'une tempête. Le prince n'en voulut pas, et l'écloua finit en ange. Erit en 1897, ce conte fut l'une des seules « de mes œuvres qui m'ait ému pendant que je l'écrivais », confia H. C. Andersen. Elle inspira un ballet dont l'interprète principale éblouit, par sa grâce, un riche brasseur et mécène, Carl Jacobsen. Il décida alors de faire don, en 1913, d'une statue de la sirène à la ville

de Copenhague. Le sculpteur prit pour modèle sa propre épouse.

En avril 1964, la statue perdit sa tête d'origine, découpée elle aussi. On ne la retrouva jamais. Un artiste danois, Jørgen Nash, prétendit avoir jeté à la mer l'objet du délit. Sans preuve. Il appela néanmoins la télévision danoise pour jurer que, cette fois-ci, il n'était pas dans le coup. Les enquêteurs recherchent en revanche deux jeunes hommes en patins à roulettes, croisés par le journaliste alerté du méfait par des appels téléphoniques anonymes : « Il manque quelque chose à la Petite Sirène. » Peut-être les « agresseurs » auront-ils la bonne idée de restituer la tête, tout comme ces deux étudiants qui, en 1984, rendirent un de ses bras, qu'ils avaient arraché dans un moment d'ivresse.

Benoît Peltier

L'armée mexicaine continue de se déployer au Chiapas

MEXICO

de notre envoyé spécial
Malgré toutes leurs dénégations, encore répétées au lendemain du massacre d'Acteal où ont péri quarante-cinq indiens Tzotzils, les autorités mexicaines auraient bien organisé des groupes paramilitaires chargés de contre l'influence zapatiste dans le Chiapas. C'est ce qu'affirme Proceso, un hebdomadaire indépendant, dans son dernier numéro, en publiant un document où figurent les consignes adressées aux unités de l'armée en opération dans la région.

Dans un souci évident d'éviter toute polémique, le ministère de la défense a affirmé, lundi 5 janvier, qu'il n'était pas en possession du document publié par l'hebdomadaire, ajoutant que la politique qui y était décrite « n'était celle d'aucune des unités dépendant du ministère de la défense ».

Initialement « Plan de campagne Chiapas 94 » et attribué aux services cen-

traux du ministère de la défense, le document confidentiel aurait été adressé, en octobre 1994, au commandement de la septième région militaire, à Tuxtla Gutiérrez, capitale du Chiapas. Jargon compris, il n'est rien d'autre qu'un inventaire des classiques recettes contre-insurrectionnelles qu'enseignent les spécialistes de diverses écoles militaires. Mais, sous réserve de son authenticité, son intérêt est moins militaire que politique : il consigne tout sur blanc le mot « paramilitaire », aujourd'hui au centre de la polémique sur les responsabilités du dernier massacre.

« PARAMILITAIRES »

Les rédacteurs du plan soulignent ainsi la nécessité de « couper la relation de soutien qui lie la population [du Chiapas] à ceux qui violent la loi [les zapatistes] ». Pour cela, les services de renseignement militaire devront « organiser secrètement certains secteurs de la population civile,

notamment les éleveurs, les petits propriétaires et les individus qui habitent en zones isolées ». Ces derniers seront utilisés en appui de nos opérations. Des instructeurs militaires seront notamment chargés « de conseiller et d'appuyer les forces d'autodéfense et les autres organisations paramilitaires » ; au cas où de telles forces n'existeraient pas, les services de l'armée sont chargés de les créer.

Les révélations de Proceso n'ont cependant pas provoqué d'autres commentaires que quelques demandes d'éclaircissements émanant de parlementaires de l'opposition. Aussi, c'est presque dans l'indifférence que, lundi, le nouveau ministre de l'Intérieur, Francisco Labastida Ochua, a lancé aux zapatistes ce qu'ils considèrent être une véritable déclaration de guerre. Faisant référence aux accords de San Andrés, en 1996, accordant l'autonomie aux indiens révoltés, mais n'ont jamais été appliqués, le nouveau ministre a assuré que le gouvernement

respecterait sa signature. Mais, a-t-il ajouté, pour éviter les risques de balkanisation qu'introduirait l'autonomie, il fallait au préalable renégocier les accords. M. Labastida a également insisté sur la nécessité préalable de désarmer toutes les parties, exigence que les zapatistes ont toujours refusée tant que des accords définitifs n'étaient pas conclus.

Souple dans la forme, mais intransigeant sur le fond, le pouvoir semble être en mesure, une fois de plus, de déigner la crise. Sur le terrain, calmement mais systématiquement, des milliers de soldats - de 15 000 à 40 000, selon les chiffres - passent au peigne fin le Chiapas, multiplient les barrages et les fouilles, n'hésitent plus à installer des postes dans les villages zapatistes. Toute la région que tenaient les rebelles est en passe d'être sous le contrôle de l'armée.

Georges Marion



QUINZAINE DES RÉALISATEURS CANNES 97
FESTIVAL BRITANNIQUE DE DINARD 97

My Son
the fanatic
réalisé par udayan prasad

écrit par hanif kureishi l'auteur de my beautiful laundrette

noval 10.5

SORTIE LE 7 JANVIER

Observateur

Alger réplique à la proposition américaine de commission d'enquête

EN L'ABSENCE de toute information officielle, la presse algérienne donnait mercredi 7 janvier des bilans divergents des massacres survenus dimanche soir, après la rupture du jeûne du ramadan, dans plusieurs douars de la commune de Had T'Chekala, à 250 kilomètres environ à l'ouest d'Alger. L'envoyé spécial du quotidien *Le Matin* estime que, « selon des témoins, il dépasserait les trois cents morts » tandis que *El Watan* parle de 150 morts. La veille, *La Tribune* avançait le chiffre de 177 morts pour un massacre dépeint, avec force détails, par certains journaux comme « le summum de la barbarie ».

En fait, pour se rapprocher de la réalité, il faudra attendre que les équipes de secours aient accès à tous les douars environnants, ce qui, dans cette région montagneuse, ne semblait toujours pas encore être le cas.

En dépit de ce contexte, les dirigeants algériens ne veulent toujours pas d'une enquête internationale pour faire la lumière sur les massacres. Aux États-Unis, le 6 janvier, avaient tenu la proposition sur la table, par le biais d'une déclaration du porte-parole du secrétaire d'État, James Rubin. Alger a sèchement répliqué. L'ambassadeur américain Cameron Humon (en poste depuis peu) a été convoqué mardi par les autorités algériennes et des « explications » lui ont été demandées.

« Le diplomate américain s'est vu rappeler le rejet catégorique par l'Algérie de toute idée de commission d'enquête internationale d'où qu'elle vienne et qu'elle qu'en soient la forme ou la nature », selon l'agence de presse officielle algérienne APS.

En outre, poursuit l'APS, l'attention de l'ambassadeur a été appelée sur le fait que l'idée d'une enquête internationale associée à l'introduction d'un doute quant à l'identité des auteurs du terrorisme participerait objectivement d'une entreprise de déculpabilisation des terroristes, alors même qu'ils assument leurs crimes odieux et les revendiquent. Cette réaction inhabituelle d'Alger à l'encontre des États-Unis — un pays considéré comme un allié — intervient alors que, la veille, la France avait fait l'objet de sévères critiques pour avoir rappelé le droit des civils algériens à être « protégés ». Paris avait également plaidé en faveur d'une « démocratisation authentique » du régime algérien.

Mardi, le ministre algérien des affaires religieuses, Bouabdellah Ghoulamallah, est d'ailleurs revenu à la charge contre la France. « C'est elle qui abrite les criminels et leurs commanditaires ainsi que ceux qui leur fournissent les armes et les fonds », a accusé le ministre, selon les propos rapportés par l'AFP.

De son côté, l'ambassadeur de l'Algérie en France, Mohamed Ghoulam, qui était mardi l'invité de FR3, a estimé que « plus le terrorisme augmente en atrocité, (...) plus il y a une pression internationale, malheureusement pas sur les terroristes mais sur l'État algérien ; et donc elle participe à déstabiliser cet État et à affaiblir dans son combat titanesque contre le terrorisme ». Critique à l'égard des prises de position de Paris et de Washington, le diplomate, en revanche, a commenté en termes beaucoup plus mesurés la proposition allemande d'envoyer la « *troika* » européenne en Algérie et de venir en aide aux populations touchées par les massacres.

Jean-Pierre Tuquoy

GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS
ENA - ENM - CNESS - IRA
 ■ Commissaire de Police
 ■ Encadrement des Compagnies Écrites à l'Oral
 ■ AU CHOI 3 MATIÈRES PRINCIPALES
ISTH 75016 PARIS
 DEPUIS 1954 01 42 24 10 72
 ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS PRIVÉS

L'Indonésie éprouve de plus en plus de mal à gérer la crise

La roupie a nettement franchi mercredi la barre des 8000 roupies pour un dollar, son plus bas niveau depuis sa convertibilité en 1971

Le président Suharto a présenté, mardi 6 janvier, un budget pour l'année fiscale qui commence le 1^{er} avril, en augmentation de 32 % (en roupies) par rapport au précédent. Il a réitéré son « engagement total » à appli-

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Entre le risque sérieux de nouveaux troubles sociaux et la nécessité de redresser ses finances, l'Indonésie, considérée comme le pays-clé de la stabilité en Asie du Sud-Est, ne dispose plus que d'une marge de manœuvre bien étroite. La présentation du budget, mardi 6 janvier, par le président Suharto en offre l'illustration : dans une atmosphère volatile, les mesures d'austérité devaient s'accommoder du triste sort fait à des populations de surcroît victimes d'une forte sécheresse. La publication d'un budget mitigé n'a pas enrayer la dégringolade de la roupie indonésienne. Sous l'effet de désordres provoqués à Bandung par la fermeture d'écoles sur la voie publique, la roupie a nettement franchi mercredi la barre des 8000 roupies pour un dollar, son plus bas niveau depuis sa convertibilité, en 1971.

Apparemment tenu d'une « fatigue » qui l'avait obligé à prendre dix jours de repos complet en décembre, le président Suharto, âgé de soixante-seize ans, a parlé pendant près d'une heure, debout, d'une voix de plus en plus assurée. Comme prévu, il n'a pas fait allusion à sa candidature à un septième mandat présidentiel consécutif sur lequel doivent se prononcer, le 1^{er} mars, les mille délégués d'une Assemblée consultative du peuple qui lui est acquise. Toutefois, en dépit de ses appels

au « sang-froid », à la « lucidité » et à la « rigueur », son propos n'a pas permis, du moins sur le moment, de porter un coup d'arrêt à ce qu'il a qualifié d'« érosion de la confiance » dans la monnaie indonésienne.

« **ENGAGEMENT TOTAL** »
Le budget indonésien, pour l'année fiscale qui commence le

Des aides financières sans exigences démocratiques

Les aides financières internationales qui sont actuellement débattues pour les pays d'Asie du Sud-Est devraient être assorties d'exigences démocratiques, estime José Ramos Horta, Prix Nobel de la paix indonésien. Dans un article publié mercredi 7 janvier dans le *Sydney Morning Herald*, le Prix Nobel de la paix de 1996 (conjointement avec l'évêque du Timor Oriental) juge que les tensions politiques et sociales sont en partie responsables de l'effondrement des économies asiatiques. Selon lui, la communauté internationale devrait exiger plus que de simples réformes économiques en contrepartie des importants programmes d'aide. « Une partie de ces aides devrait être affectée aux fondations sociales et politiques, de façon que le développement futur puisse se faire sur une base plus stable », explique M. Horta. « Responsabilité politique, transparence et respect des valeurs démocratiques sont des conditions sine qua non d'un développement durable et équilibré », conclut le Prix Nobel.

1^{er} avril, est en augmentation de 32 % (en roupies) par rapport au précédent. Son équilibre, imposé par la loi, laisse entrevoir la possibilité d'un surplus (1 % par rapport au PNB) réclamé par le FMI, qui a réuni 40 milliards de crédits pour surmonter la crise. Mais ce budget est basé sur un taux de 4000 roupies pour un dollar, alors que la roupie vaut déjà deux fois moins,

déclaré de son côté que le taux d'expansion serait de 4 % en 1998, alors que le FMI ne prévoit que 3 % et que d'autres analystes, à Singapour et à Hongkong, évoquent déjà une contraction de 1 %. Suharto a réitéré son « engagement total » à appliquer le programme d'austérité du FMI, qui n'a déboursé que 3,5 milliards de dollars pour le moment et dont

une équipe est attendue à Jakarta début février pour faire un premier point. Selon des responsables du FMI cités par la presse américaine, les autorités indonésiennes n'ont pas pour l'instant rempli leurs engagements et l'institution multilatérale pourrait décider de ne pas verser les 3 milliards de dollars suivants. Les militaires,

pour les autorités indonésiennes, l'épreuve tient désormais de la corde raide. D'un côté, comme l'a dit Suharto, « le principal objectif est de restaurer aussitôt que possible la confiance des acteurs économiques, à domicile et à l'étranger ». De l'autre, dans un archipel qui a déjà connu une série d'émeutes en 1996 et au début de 1997, des programmes de développement ne peuvent être abandonnés quand la disette menace dans quelques régions et que la crise financière a déjà produit, selon l'armée, quelque deux millions de chômeurs supplémentaires.

Les militaires, dont le rôle pourrait être déterminant en période de fin de règne, ne sous-estiment pas le risque de troubles sociaux. Leur porte-parole a même prévenu, le 2 janvier, que la prolongation de la crise économique pourrait déstabiliser le pays, surtout si la population est provoquée par des spéculations et des rumeurs. Les forces armées, a-t-il ajouté, seront « toujours prêtes à faire face à la situation pour une mauvaise tournure ». La Constitution confie aux forces armées la « double fonction » de la défense du territoire et du maintien de l'ordre intérieur. Certains se demandent, enfin, si le gouvernement ne sous-estime

pas la gravité de la crise. Les autorités ont vertement réagi quand une étude privée a évalué, fin décembre, la dette extérieure globale à près de 200 milliards de dollars, incluant 83 milliards de dollars d'emprunts privés non déclarés. Mais même si les chiffres officiels doivent être retenus (une dette privée extérieure de 65 milliards de dollars), les firmes indonésiennes devront rembourser, sans rééchelonnements, la bagatelle de 50 milliards de dollars en 1998. La chute conduira de la roupie rend de plus en plus difficile le service de cette dette.

PROJETS CONTROVERSÉS
Certes, des mesures ont été prises : fermeture de seize banques privées, fusion de quatre des sept banques d'État, déstabilisation provisoire de trois membres de la direction de la Banque centrale. Si des programmes de développement ne sont pas affectés par l'austérité, les salaires dans la fonction publique ont été gelés. Toutefois, une quinzaine de projets controversés d'infrastructure, qui avaient été suspendus en septembre, ont reçu le feu vert de la présidence début novembre, au lendemain de l'accord avec le FMI. Dans le marasme actuel, le projet d'augmenter de 32 % les recettes budgétaires se heurte fatalement à la chute de la consommation et des revenus des entreprises.

J.-C. P.

Triste cinquantenaire de l'indépendance à Rangoun

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Voilà un demi-siècle, l'Union birmane passait pour le pays au potentiel le plus riche de la région. Elle se retrouve aujourd'hui au bord de la banqueroute et sous le joug d'une junte dont les méthodes rappellent un passé précolonial. Les populations dominées y sont corvées à merci, l'opposition interne y est jugulée et la paix armée avec les ethnies de la périphérie tient du contrat traditionnel entre suzerain et vassaux.

Devant quelques centaines de ses partisans réunis à son domicile, dimanche 4 janvier, à l'occasion du cinquantenaire anniversaire de l'indépendance, Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition, a donc dû se contenter d'exprimer le vœu que la Birma-

nie soit dotée d'un gouvernement élu « dans un avenir pas trop éloigné » et souhaité, de nouveau, un dialogue avec le pouvoir militaire. Mais ce dernier continue de faire la sourde oreille. Son chef, le général Than Shwe, en a appelé à une « constante vigilance contre tout mouvement qui veut troubler la stabilité ».

UNE ÉCONOMIE MORIBONDE

Il n'y a pas eu de célébration populaire de ce que le Prix Nobel de la Paix 1991, qui est également la fille du « père » du nationalisme birman assassiné en 1947, a qualifié de jubilé non-doré. « Nous ne pouvons toujours pas apporter la paix, garantir les droits de l'homme et assurer le bien-être des gens », a dit M^{me} Suu Kyi, déjà placée en résidence surveillée pendant six ans (1989-1995), qui

ne peut que rarement quitter son domicile et n'est pas autorisée à quitter Rangoun.

Certes, la Birmanie est devenue le Myanmar et le Conseil pour la restauration de la loi et de l'ordre (nom de la junte qui a repris le pouvoir en 1988) a été récemment rebaptisé Conseil d'État pour la paix et le développement. Des généraux corrompus ont été remplacés par une nouvelle génération d'officiers supérieurs. Surtout, Aung San Suu Kyi, représentant du secrétaire général de l'ONU, se rendra ce mois-ci à Rangoun où il sera sans doute autorisé à rencontrer M^{me} Suu Kyi.

Si Kofi Annan, qui s'est entretenu avec Than Shwe à la mi-décembre en Malaisie, a noté « un peu de mouvement », rien ne laisse prévoir un changement de cap de la part des militaires. La junte refuse toujours de tenir

comptes des résultats des élections générales de 1990, où la Ligue nationale pour la démocratie de M^{me} Suu Kyi l'avait emporté haut la main. En outre, un projet de Constitution, en gestation depuis plus de quatre ans, semble au point mort depuis de nombreux mois.

Certains experts soulignent que l'économie est moribonde, comme elle l'était en 1988 quand des manifestations en faveur de la démocratie avaient contraint Ne Win, le vieux dictateur, à quitter un devant de scène qu'il occupait depuis le coup d'État de 1962. Mais le mouvement populaire avait alors été réprimé dans un bain de sang par une armée qui, depuis, avec l'assistance intéressée de la Chine, s'est nettement renforcée.

Jean-Claude Pomonti

L'introduction d'une nouvelle monnaie en Érythrée crée des tensions avec l'Éthiopie

AXOUM
de notre envoyé spécial

Sur les marchés de la province érythréenne du Tigre, les œufs ont perdu beaucoup de leur valeur. « Avant on en achetait un pour 1 birr (0,85 centime), dit un paysan d'Adigrat. Maintenant, on peut en avoir cinq pour le même prix. » Les donateurs qui financent des programmes d'aide alimentaire ont constaté que le prix des céréales a chuté en Éthiopie. « Depuis un mois, dit un de leurs représentants, les autorités insistent pour nous rappeler que le sorgho récolté à Humera est à vendre alors qu'il y a deux mois toute la production partait en Érythrée. Et son prix était trop élevé pour nous. »

Il y a encore ce commerçant d'Axoum qui achetait du téf (la céréale de base en Éthiopie) à Addis-Abeba 230 birrs le quintal pour le revendre 300 birrs en Érythrée. « Aujourd'hui, je ne peux l'acheter 190 birrs mais je ne peux l'exporter. De plus, la frontière est fermée et je sais que les 100 kg de téf atteignent 500 birrs en Érythrée. »

L'introduction du nakfa (la nouvelle monnaie érythréenne), le 18 novembre, a paralysé le commerce transfrontalier. Depuis 1991 — date à laquelle les rebelles érythréens ont obtenu leur indépendance après plus de trente ans de guerre contre l'Éthiopie —, le birr était utilisé en Érythrée. Mais Asmara, la capitale, a choisi de battre sa propre monnaie. Officiellement, il s'agit de résoudre les problèmes entre deux États utilisant la même monnaie mais ayant des politiques monétaires différentes. Le marché

des devises est libre en Érythrée mais est contrôlé en Éthiopie, où toute importation se fait par l'intermédiaire d'une lettre de crédit. Le réflexe nationaliste a probablement joué dans la décision du gouvernement érythréen pour rompre les liens avec l'ancienne métropole éthiopienne.

ÉCHANGES BILATÉRAUX

Mais l'introduction du nakfa pose des problèmes inattendus entre les deux régimes, pourtant très proches, puisque les dirigeants d'Addis-Abeba, anciens rebelles éthiopiens, se sont battus pendant des années, comme les combattants du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLÉ), contre le Derg, la junte communiste du colonel Mengistu. Et c'est une brigade blindée érythréenne qui a appuyé les rebelles éthiopiens lorsqu'ils sont entrés dans Addis-Abeba en mai 1991.

Depuis le 18 novembre, les désaccords monétaires ont été exposés poliment sur la place publique. De part et d'autre, des officiels ont expliqué que les Éthiopiens ont voulu que le dollar soit utilisé, comme avec tout pays étranger, dans les transactions alors que les Érythréens n'ont pas caché qu'ils préféraient en rester aux monnaies nationales pour les échanges bilatéraux, sur la base du taux de 1 birr pour 1 nakfa. Ces derniers ont fini par céder en précisant « qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'accepter, avec beaucoup de réserves, le choix de leurs voisins ».

Ainsi que les analystes le pré-

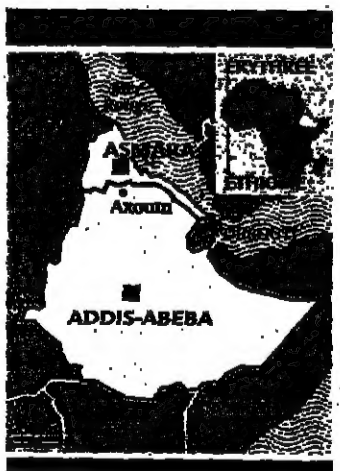
voient, ce taux paraissait être impossible à préserver, les échanges économiques entre les pays étant très déséquilibrés. L'Érythrée, ce territoire rocailleux de trois millions et demi d'habitants, importe toutes ses vivres d'Éthiopie ; peuplée de cinquante-huit millions de personnes, en retour, peu de produits érythréens, sauf le sel, trouvent un accès au marché éthiopien.

« Les Érythréens veulent nous payer le téf ou le café avec des nakfas. Mais que vais-je acheter avec ?, demande cet exportateur tigré. Je peux trouver des chaussures ou de la bière à Addis-Abeba, sans frais de douane, et les revendre ici. » La valeur du billet érythréen a rapidement chuté sur le marché noir.

Les commerçants, qui attendent que la valeur du nakfa se stabilise, s'interrogent aussi sur les silences des autorités d'Addis-Abeba, qui ne donnent aucune indication sur les taux de change. On signale par ailleurs que les douaniers éthiopiens ont bloqué des camions de sel d'Érythrée et, parallèlement, ont empêché que des chargements de téf passent en Érythrée.

RANQUES TENACES

Outre le fait que les prix des céréales montent en flèche à Asmara, le nakfa pose aussi problème aux immigrants éthiopiens, nombreux à travailler en Érythrée, attirés par de meilleurs salaires. Désormais payés en nakfas (qui n'a aucune valeur en Éthiopie), il leur est impossible d'envoyer des mandats à leur famille restée au pays. Et ils ne peuvent pas davantage l'échanger



en dollars dans les banques d'Asmara. De ce fait, beaucoup d'entre eux quittent leur emploi et retournent chez eux. « La tension monte entre Asmara et Addis-Abeba et je suis inquiet, dit cet ancien rebelle tigré devenu homme d'affaires. D'autres contentieux pourraient revenir à la surface, même entre nos deux peuples frères. Comme le tracé de la frontière, resté flou à certains endroits, ou les rancunes tenaces dues à la déportation d'Éthiopiens au lendemain de la victoire du FPLÉ sur le Derg. » C'est cent soixante-cinq mille civils éthiopiens, surtout des femmes et des enfants, qui avaient été déposés sans ménagement de l'autre côté de la frontière, en juin 1991.

Enfin, l'enclavement de l'Éthiopie, consécutif à l'indépendance de l'ancienne province érythréenne,

pourrait aussi devenir une autre pomme de discorde. Addis-Abeba cherche à multiplier ses ports d'approvisionnement, se rapproche de Djibouti, mise en concurrence avec Assab, étudie les possibilités offertes par Berbera au Somaliland ou Mombasa au Kenya. Mais il est à craindre que certains en Éthiopie, qui regrettent toujours qu'« Assab ne soit plus à nous », trouvent au sein du pouvoir des oreilles attentives.

Des sources informées font état de divergences croissantes, bien que dissimulées, parmi les dirigeants éthiopiens sur la question du nakfa, et de l'Érythrée en général. Certains, comme le premier ministre Meles Zenawi, l'homme fort du régime (qui est un parent du président érythréen Issayas Afewerki), souhaitent faire des concessions en souvenir de l'aide du FPLÉ à la guérilla éthiopienne. D'autres estiment qu'il faut penser « d'abord à l'Éthiopie ».

C'est d'ailleurs la devise qui se trouvait sur les billets imprimés par le Derg, juste au-dessous de la carte du pays incluant l'Érythrée. L'arrivée du nakfa a gelé la banque centrale d'Éthiopie à modifier ses billets pour éviter qu'un afflux de birrs en circulation en Érythrée n'en dévalue le cours. Les contenus des nouveaux birrs a changé et la carte a été amputée de l'Érythrée. Quant à la devise « *Ethiopia dhikem* », effacée du papier monétaire, elle n'a peut-être pas tout à fait disparu de l'esprit de certains dirigeants.

Jean HÉLÈNE

The following items are
 from the collection of
 the National Archives
 and Records Administration
 and are available for
 public use. The items
 are: 1. A copy of the
 original document.
 2. A copy of the
 document as it appears
 in the original collection.
 3. A copy of the
 document as it appears
 in the National Archives
 and Records Administration
 collection.

D +

SOCIAL Alors que la mobilisation des associations de chômeurs s'est renforcée, dans de nombreuses villes, avant la manifestation organisée à Paris, mercredi 7 janvier, devant le

siège de l'Unedic (assurance-chômage), le débat s'est développé au sein de la gauche gouvernementale et parlementaire sur les réponses à apporter à leurs revendications. Li-

nel Jospin envisageait de s'exprimer lui-même à ce sujet jeudi. ● LES 35 HEURES ont fait l'objet de nouvelles discussions entre les ministres et les responsables parlementaires

socialistes, mercredi, avant la réunion du gouvernement jeudi. Le seuil d'application a été maintenu aux entreprises de vingt salariés et plus. ● LE PATRONAT a manifesté son dur-

cissement, mercredi, lors d'une séance de négociations avec les syndicats sur l'assurance-chômage des emplois-jeunes, qu'il refuse de voir couvrir par l'Unedic (lire page 7).

Le PS encourage Lionel Jospin à se saisir du conflit des chômeurs

Le premier ministre pourrait intervenir jeudi 8 janvier, au lendemain de la réunion du conseil d'administration de l'Unedic et de la manifestation organisée à cette occasion par la CGT et les associations de lutte contre le chômage

MUET, ces dernières semaines, sur le mouvement des chômeurs, le Parti socialiste est sorti de son silence, mardi 6 janvier, à l'issue de son bureau national. Les socialistes ont voulu affirmer leur « solidarité » avec les chômeurs, tout en manifestant une grande prudence à l'égard des associations. Ni le gouvernement, ni ses partenaires de la majorité, ni la CFDT, après les déclarations de Nicole Notat parlant de « manipulation », n'ont été critiqués. En dehors du bureau national, seuls Jean-Marie Le Guen, le patron de la fédération de Paris, Claude Bartolone et les rouchards de l'Action pour le renouveau socialiste ont égratigné les Verts. L'ARS juge ainsi « peu prudent de profiter du gros temps pour s'aventurer hors piste ».

Conformément à la ligne présentée par François Hollande, présent, le matin, au petit-déjeuner hebdomadaire à Matignon avec Lionel Jospin, le PS va demander au gouvernement d'« améliorer en urgence les dispositifs d'insertion des chômeurs de longue durée ». Devant la presse, Jean Glavany, chargé de l'emploi au secrétariat national, a déclaré, en énumérant les mesures déjà prises, que « le gouvernement n'est pas resté les bras croisés », mais, a-t-il dit, les socialistes « pensent qu'il faut aller plus loin et plus vite ». Il faut, a-t-il souligné, travailler vite à un renforcement des dispositifs d'insertion des chômeurs de longue durée. « Peu favorable à la prime de 3 000 francs demandée par certaines associations ou à

Pertension du RMI aux moins de vingt-cinq ans, réclamée par les Verts, le PS pense que les contrats emploi-solidarité peuvent être améliorés, par la voie réglementaire, et avant le vote de la loi sur l'exclusion, pour les chômeurs de longue durée.

Cette prise de position du PS devrait précéder celle du premier ministre. Mercredi 7 janvier, journée de mobilisation des associations et de la réunion du conseil d'administration de l'Unedic, M. Jospin, retenu par l'obligation protocolaire d'assister aux vœux à l'Élysée, ne participera pas à la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, laissant ce soin

à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, mais il pourrait intervenir dès jeudi. Le 6 janvier, deux ministres ont participé à la réunion du bureau national du PS : Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, mais le ministre délégué aux affaires européennes, dont la permanence dans le Doubs avait été occupée par des chômeurs, est resté silencieux.

UN GESTE SUR L'INSERTION

Dans son intervention, M. Hollande a évoqué à la fois le mouvement des chômeurs et les violences urbaines. Pour le premier secrétaire, le PS doit être « solidaire des chômeurs de longue durée qui vivent

une situation de détresse » et ne veulent pas être des « laissés-pour-compte ». « Le retour vers l'emploi, c'est la seule réponse, mais il faut faire un geste sur l'insertion », a souligné le député de Courcèze, en mettant en cause les « lourdes responsabilités » du patronat. M. Hollande a jugé peu opportuniste d'« affaiblir les syndicats » et il a mis en garde, à propos des violences urbaines, sur « les législations de circonstance ». C'était une allusion transparente aux propos de Claude Allègre, qui avait évoqué l'hypothèse, critiquée mardi par Bernard Roman, d'un abaissement du droit de vote à seize ans. Le PS va aussi lancer une campagne de mobilisa-

tion sur les 35 heures, avec une réunion de ses secrétaires de sections, le 25 janvier à Paris.

Au nom de la Gauche socialiste, Harlem Désir a parlé d'un « mouvement important » et « très légitime », ayant une « valeur d'exemplarité ». Il a demandé au gouvernement de rétablir le « dialogue » et de répondre aux aspirations d'un mouvement qui relève d'une « situation d'urgence sociale ». Sur un registre voisin, la jospiniste Marisol Touraine, chargée de la solidarité au secrétariat national, a rappelé que les socialistes devaient appliquer leurs promesses. Elle a aussi demandé des mesures d'urgence pour « les plus

exclus des exclus ». Refusant, comme la totalité des participants, de parler de « manipulation », Jean-Christophe Cambadélis, chargé des relations extérieures et des fédérations au secrétariat national, a mis l'accent sur une « aspiration » des chômeurs à « monter dans le train » alors que la reprise se profile. « Ces catégories ne veulent pas être des laissés-pour-compte de la croissance », a souligné le député de Paris en évoquant la « dichotomie » entre ceux qui auront des emplois, grâce à la croissance, et ceux qui « auront le sentiment d'être inemployables ». Il a plaidé pour un dosage entre mesures d'urgence et mesures structurelles.

M. Strauss-Kahn a développé une argumentation voisine. « Solidaire » des chômeurs et de « leur très grande dignité », le ministre de l'économie a souligné qu'il ne fallait pas confondre « le » mouvement des chômeurs et « les » mouvements de chômeurs. « Il faut poser les problèmes cas par cas, a-t-il affirmé, car il y a des moyens de répondre aux détresses individuelles tout en traitant, par une politique volontaire pour l'emploi, l'aspiration collective. » Le gouvernement est visiblement disposé à faire « des gestes », même si ses marges budgétaires sont étroites, mais il entend d'abord, comme l'a indiqué Jean-Pierre Chevènement, mercredi matin, sur Europe 1, laisser agir les gestionnaires de l'assurance-chômage.

Ariane Chemin

Michel Noblecourt

Le PCF et les Verts présents à la manifestation devant l'Unedic

QUELQUES HEURES avant le rassemblement prévu devant le siège de l'Unedic, à la veille du jour choisi par le gouvernement pour « dire ce qu'il a à dire » au mouvement des chômeurs, la majorité plurielle « ajuste » ses « dissonances », selon le mot de L'Humanité du 7 janvier : « Martine Aubry trouve un ton plus adéquat et juge les propos de Robert Hue « raisonnables » ; Dominique Voynet maintient sa position, mais en la situant dans le cadre gouvernemental ; Lionel Jospin réunit ses ministres », écrit sagement le quotidien communiste.

Pas de réaction, chez les Verts, aux petites piques lancées publiquement par le député jospiniste de Paris, Jean-Marie Le Guen, mardi, jugeant que Dominique Voynet s'était « un peu déconcentrée », ou de Claude Bartolone, qui, le 7 janvier, dans un entretien au Parisien, l'a trouvé un peu « décalée ». Mardi, après la rencontre du groupe RCV avec Martine Aubry, entendue sur

son projet de loi sur la réduction du temps de travail, Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise) s'est voulu apaisant : « Aubry est une femme extrêmement résistante et puissante. Il n'y a pas de divergences au sein du gouvernement ». Guy Hascobé (Nord) jugeait toutefois qu'« on ne peut pas employer le qualificatif de « manipulé » comme certains l'ont fait ». Et l'écologiste girondin Noël Mamère : « Nous ne nous sommes pas désolidarisés du gouvernement, mais solidarisés des chômeurs. Les hésitations du gouvernement n'ont pas été bien interprétées par la population. Aubry a commencé à évoluer. Il faudra un jour un statut des chômeurs... »

Au PCF, en revanche, on serait plutôt tenté, après les propos prudents de Robert Hue, de monter le ton... avec l'occupation croissante des Assedic. Les propos de Marie-Georges Buffet, mardi, jugeant le mouvement des chômeurs « complètement légitime », sont chaudement ap-

prouvés par la Place du Colonel-Fabien : sans doute, d'ailleurs, les avait-elle autorisés. L'Humanité du jour, qui consacre trois pages à l'événement, interroge aussi le représentant d'ACI, Christophe Aguiton. Signe d'une volonté de dialogue – que partage la direction confédérale de la CGT – et d'ancrage dans le « mouvement social » quand certains comités locaux de la centrale continuent à regarder cette organisation avec méfiance.

Qui ira – qui osera aller ? –, mercredi après-midi, devant le siège de l'Unedic ? Le PCF assure, embarrassé, qu'il « y aura au moins des parlementaires », accompagnés par Daniel Brunel et Nicole Borvo, membre du secrétariat national. Le Mouvement des citoyens n'en sera pas. Jean-Luc Bennaïm, secrétaire national des Verts, si, « comme dans les antennes Assedic ».

Multiplication des occupations et nouvelles interventions policières

LA MOBILISATION des chômeurs s'est accentuée, mardi 6 janvier : selon un décompte de l'Unedic, 26 antennes Assedic de province sur 636 étaient occupées, contre 18 le 5 janvier, et 13 le 2. Les occupations se poursuivent dans les Bouches-du-Rhône, d'où est parti le mouvement, le 11 décembre 1997, et où le conseil général, présidé par Lucien Weygand (PS), a décidé, mardi, d'accorder « une aide spécifique » aux chômeurs non indemnisés de plus de cinquante ans ne payant pas d'impôt sur le revenu, ce qui représentera une dépense de « 20 millions de francs ».

Les occupations continuent aussi à Arras (Pas-de-Calais), où le mouvement dure depuis le 15 décembre, Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), ou encore Lille, Roubaix et Fourmies (Nord). Le Centre d'action sociale de Paris est toujours occupé, bien que la cellule d'urgence réunie par la préfecture ait décidé de verser une somme allant de 500 à 1 000 francs

(qui s'ajoute aux 1 000 francs déjà versés par la Ville) à quarante personnes.

En outre, une douzaine de chômeurs ont investi, mardi 6 janvier, l'antenne Assedic de Dole (Jura), fief de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Plusieurs dizaines de personnes, évacuées de l'Assedic de Perpignan-Sud (Pyrénées-Orientales) par les forces de l'ordre, mardi matin, ont à nouveau pénétré dans le bâtiment, dans la soirée. Une trentaine de chômeurs ont repris, mardi, l'occupation des locaux des Assedic de Montbéliard (Doubs), qu'ils avaient déjà investis durant deux jours avant Noël. Deux centres d'action sociale étaient toujours occupés à Nantes.

D'autres occupations ont lieu à Troyes, Metz, Poissy, Lorient et Asnières (Hauts-de-Seine), où cinq élus socialistes, dont Gilles Catoire, maître de Chilly, sont venus soutenir les chômeurs.

Du côté des organisations de

chômeurs, on commence à craindre la répression. D'ailleurs, une demi-douzaine d'évacuations ont été diligentées par les forces de l'ordre, à Saint-Dié (Vosges), Cherbourg (Manche), Elbeuf (Seine-Maritime), Lorient, Paris (Assedic du 10^e), Bordeaux et Villeneuve-d'Ornon (Gironde).

L'antenne Assedic de Clermont-Ferrand a été évacuée, mardi en fin d'après-midi, dans une atmosphère tendue et sous les huées de soixante-dix à quatre-vingts manifestants qui scandaient « CRS au chômage ! » et « A bas la répression ! ». Des policiers du corps urbain, entrés par l'arrière du local, ont traîné dehors la dizaine de personnes qui se trouvaient à l'intérieur, dont le président du Mouvement national des chômeurs et précaires, Hubert Constanças, et le secrétaire régional de la CFDT Auvergne, René Defroment, connu pour son opposition à Nicole Notat. Malgré la crainte de ces évacuations, Christophe Aguiton (ACI) explique : « Si l'on nous éva-

cue, on continuera : ce sera la tactique sans-papiers ».

Une manifestation était prévue à Paris, mercredi, devant le siège de l'Unedic, à l'appel de la CGT et des collectifs de chômeurs ACI, MNCP et Apels, pour réclamer « une mise à plat de tout le système d'indemnisation et de solidarité ». Cette manifestation a reçu le soutien de plusieurs syndicats, dont le FSU, le Groupe des dix, dont SUD, et la CFDT-transport (opposants internes à l'orientation de la secrétaire générale, Nicole Notat, présidente de l'Unedic), la Fédération des mutuelles de France (FMF). Des rassemblements sont également prévus dans une dizaine de villes de province.

Les organisations rappellent qu'elles souhaitent, selon l'expression de Claire Villiers (ACI), « un Grenelle du chômage » : ouverture de négociations et prise de mesures « significatives » pour les cas de détresse, comme la revalorisation immédiate des minima sociaux de 1 500 francs par mois.

A l'antenne Assedic de Lille : « L'horreur, c'est de rester isolé »

LILLE de notre correspondant. Quelques affiches d'ACI et de la CGT ont été punaisées aux murs. « C'est tout de suite plus gai, pas

REPORTAGE

Pourquoi les sans-emploi répondent à l'appel d'ACI et de la CGT

vrai ? », lance en riant Kader, jeune chômeur, mais déjà de longue durée.

Assises côte à côte sur un matelas disposé à même le sol, trois jeunes femmes, sérieuses et concentrées en dépit des vagues incessantes, sont plongées dans la lecture d'articles de presse sur le mouvement des chômeurs. Derrière leurs guichets, des salaires de l'Assedic, un peu lasses, continuent à travailler « le plus normalement possible ».

Depuis le 5 janvier, cette antenne Assedic, située dans le centre de Lille, est à son tour occupée jour et nuit. Contrairement à Arras, dans le Pas-de-Calais, où les chômeurs sont mobilisés depuis plus de trois semaines, le mouvement a eu quelques difficultés à démarrer : « Juste de petits problèmes d'organisation et de mésentente entre structures », explique la conquête d'un représentant d'Agir ensemble contre le chômage (ACI).

Ici comme à Arras, l'occupation est menée conjointement par ACI et la CGT, et bon nombre des occupants, s'ils se disent sympathiques de ces organisations, n'en sont ni adhérents ni militants actifs. « C'est toute la force de ce mouvement que d'avoir réussi à rassembler des chômeurs isolés », se félicite un militant CGT.

Isolé, Christian l'est effectivement depuis longtemps. Au chômage de longue durée, ce cuisinier de quarante-neuf ans a travaillé

« normalement » pendant des années avant d'être licencié économique. « Depuis, c'est la spirale des petits boulots, des CES, tous ces trucs qui ne servent à rien d'autre qu'à camoufler le chômage », dit-il, écoeuré. Depuis le début du mouvement des chômeurs, il suit de près les journaux, tout ce qui se passe à Arras. Et c'est par la radio, le matin même, qu'il a appris la nouvelle de l'occupation d'une antenne à Lille. « Je suis venu aussitôt, dit-il. Je vois certainement rester cette nuit. Cela remonte un peu le moral d'être tous ensemble ».

A quarante ans, Eric, dessinateur industriel au chômage depuis quatre ans après un licenciement, connaît un parcours assez stimulant. « Avant, tout allait bien, résume-t-il, j'avais un bon boulot, une voiture, des vacances, une maison. Maintenant, je n'ai plus rien et j'en suis à mon quatrième stage. » Arrivé en fin de droits, il touche l'allocation de solidarité spécifique (ASS), soit un peu plus de 2 200 francs par

mois, « encore moins que le RMI ». Il y a six mois, un ami l'a convaincu d'aller voir ce qui se passait du côté des chômeurs de la CGT. « Avant, dit-il, je ne militais pas, je n'étais même pas syndiqué. Je n'avais pas besoin de me battre. Aujourd'hui, je suis prêt à me battre jusqu'au bout ».

« ÇA SOUDE TOUT LE MONDE » Autour d'un café, Blandine, Nadia, Lucile et Sabine parlent à bâtons rompus, souriantes. Toutes sont au chômage ou en situation précaire et participent à l'occupation depuis le début. On ne lit ni lassitude ni abattement sur les visages, mais beaucoup d'enthousiasme et de détermination. Bien qu'elles semblent complices comme des amies de toujours, certaines d'entre elles se connaissent à peine. « Une action comme celle-ci, ça soude tout le monde », explique Nadia.

Comme les autres jeunes femmes à ses côtés, Nadia se sent

proche d'ACI, dont elle avait déjà entendu parler sans y militer. « Je suis adhérente de nulle part, explique-t-elle, juste très révoltée par les injustices sociales, les patrons qui n'embauchent pas, le gouvernement qui ne tient pas ses promesses et des tas d'autres choses de ce genre ».

Depuis qu'elle a quitté l'école, à dix-huit ans, un BEP en poche, Nadia a tout connu en matière de petits boulots. « Comme beaucoup, j'ai commencé directement par les TUC. Normal, on est la génération Mitterrand », lance-t-elle en riant. De stage en travail saisonnier, d'intérim en contrat à durée déterminée, elle a décidé de reprendre des études. Elle a décroché son baccalauréat à des cours du soir, puis une licence d'histoire-géographie dans la foulée. Et si, aujourd'hui, elle est de nouveau en contrat CES, c'est juste pour pouvoir poursuivre ses études, assure-t-elle.

A trente-sept ans, Blandine élève seule ses enfants, « deux adolescents qui sont fiers de l'action menée

actuellement par les chômeurs », et vit avec 3 000 francs par mois. « Durant plusieurs années, explique-t-elle, j'étais référente RMI à la mairie de Roubaix. C'est-à-dire que je recevais les bénéficiaires du RMI, je suivais leur dossier. Aujourd'hui, c'est moi qui me retrouve RMIée, quelle ironie du sort ! » Sa présence à cette occupation ne tient pas réellement du hasard. « J'ai un voisin de palier dans mon HLM qui est un vrai chômeur engagé militant, il me parlait de manifestations, de luttes, d'action... J'avais le choix entre aller chez le psy ou militer », plaisante-t-elle.

Puis, beaucoup plus grave et sérieuse : « Quand tu es au RMI, les premiers mois, tu es plein d'énergie. Et puis, plus ça va, plus tu sombres. L'horreur, c'est de rester isolé. Il faut que les chômeurs et les précaires se rassemblent, se fassent entendre, se battent. Il faut arrêter de mourir à petit feu chacun dans son coin ».

Nadia Lemaire



Des manifestations ou investissements sont prévus mercredi 7 dans les villes suivantes : Paris, Elbeuf, Montbéliard, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Toulouse, Brest, Quimper, Nantes, Metz.

150

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 8 JANVIER 1998 / 7



La majorité se concerte sur la réduction du temps de travail

DISCUTER, discuter encore, discuter toujours. Mise à mal à travers la gestion du conflit des chômeurs par le ministère du travail, la méthode Jospin fait l'objet d'une tentative de réhabilitation de la part de son auteur par le biais du projet de loi sur les 35 heures. Le premier ministre va multiplier les rencontres de préparation de la discussion du texte sur la réduction de la durée hebdomadaire légale du travail dont l'examen commencera le 27 janvier à l'Assemblée nationale. Le projet pourrait arriver devant le Sénat dans la dernière semaine de février, voire la première semaine de mars, avant la suspension des travaux parlementaires pour cause d'élections régionales et cantonales. La volonté du gouvernement est d'obtenir son adoption avant ces scrutins.

Lionel Jospin a commencé, mardi 6 janvier, le marathon de ses réunions par deux rencontres - une le matin et une le soir - avec les membres du gouvernement directement concernés par le projet : Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Christian Sautier, secrétaire d'Etat au budget. Longue de deux heures, la réunion du soir a été élargie aux présidents des groupes socialistes à l'Assemblée et au Sénat, Jean-Marc Ayraut et Claude Estier, ainsi qu'au

président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, Claude Bartolone, et au rapporteur du projet de loi, Jean Le Garrec.

Contrairement à la « réunion de travail » du matin, qui n'avait donné lieu à aucun commentaire, celle de la soirée a donné l'occasion à M. Bartolone de préciser que « ce texte [sur les 35 heures] est un des outils » permettant un mouvement de création d'emplois, une des revendications de fond des chômeurs. Lors de cette réunion, le chef du gouvernement a manifesté sa volonté de voir sa majorité « plurielle » montrer son unité. M. Jospin souhaite, contrairement à ce qui s'est passé sur d'autres textes importants, que les députés communistes et Verts approuvent le projet.

Pour ce faire, des amendements des uns et des autres seront probablement retenus, mais sur la question du seuil d'application des 35 heures dans les PME, le 1^{er} janvier 2000, il est définitivement admis que le chiffre de vingt salariés, qui figure dans le projet approuvé par le conseil des ministres du 10 décembre, est retenu. Un débat continuait d'opposer les partisans d'un seuil à cinquante salariés et ceux d'un seuil à dix.

S'agissant des amendements les plus importants, M. Jospin aura l'occasion d'en parler avec les membres de son gouvernement qui

sont conviés à une réunion de ministres, jeudi, consacrée à ce projet et à la remise en ordre de l'équipe gouvernementale. Il en repartira au cours d'un déjeuner, le 12 janvier, à Matignon, avec les présidents des groupes socialistes et communistes de l'Assemblée, M. Ayraut et Alain Bockquet, ainsi qu'un représentant de chacune des trois composantes du groupe RCV, Michel Crépeau (PRS), Georges Sarre (MDC) et Guy Hascoët (Verts).

Les députés du groupe RCV ont reçu, mardi, M. Aubry : la ministre leur a présenté les grandes lignes de son projet. A l'instar de M. Sarre, il ont donc enregistré que ce texte est « amendable ». Favorable à une « campagne vive » en faveur des 35 heures, « principal instrument de lutte contre le chômage », Yves Cochet (Verts) a refusé par avance que le seuil soit porté de 20 à 50 salariés lors de l'examen du projet de loi, car « on passerait au-dessous de 50 % des salariés ». Evoquant un « bon texte, très incitatif », Noël Mamère (écologiste) a indiqué qu'il se rallie favorablement à « un certain nombre d'amendements destinés à introduire davantage de souplesse dans la loi ». M. Hascoët a également vanté les mérites d'un « texte fort » : « On ne va pas jouer les zozos en réclamant les 32 heures tout de suite ! », a-t-il prévenu.

Olivier Biffaud

Les militants du quart monde approuvent l'action des chômeurs

RÈGLEMENTS de comptes entre syndicats, manœuvres politiques ? « Peu importe », répondent à l'unisson les responsables des grandes associations de lutte contre l'exclusion. Cela fait trop longtemps qu'ils écoutent s'amplifier les échos de la désespérance sociale dans le pays pour ne pas être sûrs que le mouvement d'occupation des antennes Assedic ne peut être réduit à la thèse de la manipulation.

« Les chômeurs posent de vraies questions de fond », constate Jean-Paul Péneau, directeur général de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars). « L'opinion y est sensible. Même s'il n'est mené que par de petits groupes, le mouvement traduit les angoisses quotidiennes d'un grand nombre », dit Didier Robert, responsable d'ATD-Quart monde. « Il exprime un ras-le-bol que nous sentons monter depuis des années, renchérit Gilbert Lagouanelle, responsable du secteur France du Secours catholique. Ce serait se cacher le problème que de limiter les revendications à des stratégies politiques. »

Cantonnés jusque-là dans une réserve prudente, pour ne pas compromettre la préparation du projet de loi contre l'exclusion, les responsables associatifs s'approprient à sortir de l'observation attentive, mais silencieuse, des premiers semaines du conflit. Comme si les actions de petites associations militantes avaient insufflé aux grosses machines institutionnelles l'audace qui leur a manqué pour dénoncer, ces derniers mois, la disparition de l'acheminement du débat public. Dans une tribune publiée dans Le Monde du 7 janvier, Denis Vienot, secrétaire général du Secours catholique, a fait office d'éclaircisseur en déclarant que le mouvement en cours comme « un cri de révolte (...) dans le registre de la lutte pour la survie » qui « échappe à toute récupération idéologique ». Jeudi 8 janvier, les « poids lourds » du monde caritatif, regroupés au sein du réseau Aler

te des Unioops (Union nationale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), doivent se réunir pour envisager des initiatives communes afin de lier les revendications des chômeurs à leurs propres demandes.

Pour tous, les occupations des antennes Assedic ont pour effet inespéré de replacer l'exclusion au centre des préoccupations. « Il me semble que depuis la campagne présidentielle de 1995 et sa fameuse fracture sociale, la pauvreté n'a plus jamais été autant dans l'actualité que ces derniers jours, analyse M. Robert. Pendant plus de deux ans, cela a surtout pris la forme d'un débat d'intérêt autour de la question de la loi, loin de l'attention du grand public. Là, les chômeurs ont su trouver un moyen pour faire passer le message auprès de l'opinion qui comprend qu'ils représentent tous ceux qui n'osent pas s'exprimer. »

« VIVRE DÉCEMMENT » Chaque association se félicite de voir revenir au premier plan des thèmes qui lui sont chers. Pour Jacques Mamou, président de Médecins du monde, l'un des principaux mérites du mouvement est de ne pas oublier de « mettre en avant les conditions de vie déplorables des jeunes de moins de vingt-cinq ans, privés de toute ressource ». Pour M. Lagouanelle, la revendication d'une remise à plat du système de l'assurance-chômage fait apparaître que, « chaque mois, des personnes sortent du champ de l'indemnisation, mais aussi de la conscience de leurs concitoyens ». « On se contente de faire gérer ces exclus à la marge par les associations », dit-il. Pour M. Robert, la demande d'une revalorisation des minima sociaux s'appuie sur le « droit de tous à disposer de moyens convenables d'existence ». « On débat sans fin sur les minima, observe ce responsable d'ATD, sans se poser la vraie question : est-ce qu'ils permettent de vivre décemment ? Aujourd'hui, la réponse est « non ». Traverser la période des

fiétes avec le RMI devait donner comme seule envie de se cacher. »

Ce retour de thèmes refoulés permet-il pour autant aux associations de solidarité d'espérer voir aboutir dans les plus brefs délais ce qui se refuse à elles depuis près de trois ans : une loi, complète et efficace, de lutte contre l'exclusion ? Au rebours des syndicats, les membres du réseau Aler te assurent qu'ils trouvent logique l'invitation lancée par Martine Aubry aux organisations de chômeurs de participer, le 12 janvier, à la préparation du projet de loi.

Is ont beaucoup plus mal vécu le report d'une réunion, prévue le 9 janvier, au cours de laquelle le ministère de l'emploi et de la solidarité devait présenter le volet emploi du projet de loi. La plupart lissent dans ce délai la volonté gouvernementale de ne pas laisser brouiller un sujet aussi sensible par le conflit en cours. « C'est peut-être aussi le signe qu'ils ne sont pas prêts, peste M. Lagouanelle. Dans tous les cas, ce retard est une nouvelle coulure à avaler. »

Même s'ils se déclarent satisfaits de la méthode employée, qui les associe largement à la préparation du projet, les responsables associatifs font remarquer que le travail sur le texte n'a vraiment commencé que début décembre. « Ces derniers temps, explique Hugues Feltess, directeur général de l'Unioops, nous sommes entrés dans cette période de flottement que nous connaissons bien pour l'avoir vécue sous le précédent gouvernement. On nous laisse entendre que ce n'est pas la priorité, qu'il n'y a plus de moyens, alors que tout va se jouer au cours de ces deux mois si l'on veut que le texte soit adopté avant l'été. C'est maintenant qu'il faut mettre le paquet ! » Toutes les associations espèrent ainsi que le mouvement des chômeurs contribuera à convaincre le ministère de la nécessité de cette accélération.

Jérôme Fenoglio

Le patronat refuse aux emplois-jeunes la couverture chômage de l'Unedic

C'EST un conseil d'administration « ordinaire » qui devait se réunir à l'Unedic, mercredi 7 janvier dans l'après-midi, comme chaque trimestre. Mais ce « CA »-là est convoqué alors que vingt-trois antennes Assedic sont occupées et que les associations de chômeurs et différentes organisations syndicales ont appelé, au même moment, à un rassemblement devant le siège parisien de l'organisme paritaire. Parmi leurs revendications, les manifestants demandent l'abandon de la réforme des fonds sociaux.

Le conseil d'administration de l'Unedic a justement prévu de faire un point sur cette réforme, adoptée en juillet 1997 avec l'accord du patronat et de quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC). La CGT s'y était opposée et, déjà, les associations de chômeurs avaient fait entendre leur mécontentement. Pour apporter « plus de transparence, plus d'efficacité et plus de justice » dans ce dispositif, selon l'expression de Nicole Notat, sa présidente (CFDT), l'Unedic a modifié les règles de distribution de ces fonds sociaux, déléguant la gestion d'une partie de ces sommes à des organismes extérieurs jugés plus compétents : fonds de solidarité-logement, fonds de solidarité-énergie ou fonds sociaux.

Autour de la table du conseil de l'Unedic, la CGT, forte du mouvement de chômeurs, qu'elle soutient, devait réaffirmer son opposition à cette délégitimation des compétences, les autres représentants syndicaux montrant quelque embarras et le patronat camper dans une position de

distance. Mardi, la séance de négociations au siège du CNPF a déjà donné un avant-goût des positions de chacun.

Opposée au principe même de la création d'emplois-jeunes dans le secteur public et parapublic, mais aussi décidée, alors que le mouvement des chômeurs se poursuit, à prévenir toute velléité de mise à contribution de l'Unedic pour régler le conflit, la délégation patronale a adopté une posture de refus hautement symbolique. Elle a rejeté la requête du gouvernement, qui souhaitait affilier les 350 000 emplois-jeunes du secteur non marchand au régime d'assurance-chômage.

« L'assurance-chômage n'est pas un bureau d'aide sociale », a commenté Bernard Boisson, vice-président de la commission sociale du CNPF à l'issue des discussions, en déplorant « un mélange des genres ». « Le gouvernement - c'est sa responsabilité - a pris la décision de créer 350 000 emplois-jeunes dans le secteur non marchand. Il nous demande d'assurer leur couverture chômage. Le régime d'assurance-chômage est destiné au secteur privé, il n'est pas responsable de la solidarité sur tous les plans », a insisté M. Boisson.

Dans la soirée, Georges Jollès, le nouveau président de la commission des affaires sociales, estimait qu'il s'agissait d'« un signe fort » envoyé au gouvernement. Pour ces premières négociations interprofessionnelles depuis l'élection d'Ernest-Antoine Seillière à sa présidence, le CNPF a voulu signifier son « changement de ton », expliquait-il.

Unanimes à condamner le « durcissement de la position patronale » et son refus d'indemniser les emplois-jeunes, les représentants syndicaux ont, avec des nuances, jugé nécessaires la « clarification » des responsabilités entre l'Unedic et l'Etat, réclamée, plus généralement, par le patronat. Le CNPF et les syndicats, à l'exception de la CGT, ont signé une lettre commune à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, sur l'assurance-chômage de certains contrats - comme les contrats emploi-solidarité (CES) - qui reste déficitaire (à hauteur de 1 milliard de francs) malgré la surcotisation prévue en raison de leur précarité.

« Sur les CES, nous n'avons pas pu apurer les comptes », a indiqué Michel Jallmain (CFDT). Nous avons la contribution qui s'ajoute aux pouvoirs publics... L'Etat doit être responsable des dépenses qu'il engage dans le régime d'assurance-chômage », a souligné Michel Coquilhon (CFTC), tandis que Claude Jenet (FO), prenant acte de la « radicalisation des positions du patronat », estimait que, « si cela conduit à une clarification entre l'Etat et le régime d'assurance-chômage, ce n'est pas forcément une mauvaise chose ».

Concernant l'allocation de formation reclassement (AFR), le CNPF a accepté de prolonger jusqu'au 31 décembre 1998 le principe d'un montant « plancher » de 3 168 francs par mois. Le patronat réclamait initialement sa « prorogation » en fonction de la durée de travail effectuée.

Bruno Caussé et Caroline Monnot

Aux « inclus » l'assurance, aux « exclus » la solidarité

OÙ FINIT l'assurance et où commence la solidarité ? En d'autres termes, jusqu'où les entreprises et les salariés doivent-ils « assurer » le risque chômage au prix

ANALYSE

La montée en puissance de l'aide la plus libérale du CNPF se confirme de jour en jour

de leurs cotisations et à quel moment l'Etat doit-il prendre le relais ? Cette question récurrente était en filigrane, mardi 6 janvier, dans les négociations entre le patronat et les syndicats, au cours desquelles le CNPF a catégoriquement refusé que l'Unedic assure la couverture chômage des 350 000 emplois-jeunes que le gouvernement a décidé de créer dans les secteurs public et parapublic à l'horizon 2000.

C'est Bernard Boisson, vice-président de la commission sociale de la principale organisation patronale, qui a posé le problème en termes crus, à la sortie de cette réunion, en réclamant « une clarification entre les responsabilités de la puissance publique et le fonctionnement d'un établissement paritaire », en l'occurrence l'Unedic. « Les champs d'intervention de l'Etat et du régime d'assurance-chômage doivent être déterminés de façon plus précise, a-t-il ajouté. Le régime n'est pas responsable de la solidarité nationale. L'assurance-chômage n'est pas un bureau d'aide sociale. »

Derrière cette affirmation, il y a plus que le simple fait de rappeler ses responsabilités au gouvernement socialiste. Plus que jamais partisan d'une baisse des charges, le patronat plaide à nouveau pour une adaptation de l'Unedic aux réalités du marché du travail. Cette fermeté est, bien sûr, une manifestation du durcissement du CNPF, en « guerre » contre les 35 heures. Elle est aussi la preuve d'une recherche de « cohérence idéologique », selon l'expression de M. Boisson : si l'Etat crée des emplois-jeunes, à lui d'en assumer toutes les conséquences, notamment financières !

Le CNPF a toujours estimé que le système de protection sociale, en général, et l'indemnisation des chômeurs, en particulier, sont trop coûteux pour les entreprises et compromettent leur compétitivité. Il a toujours jugé qu'à l'Unedic, la logique « assurantielle » doit l'emporter, autrement dit que les prestations doivent « coller » au plus juste aux cotisations et concerner en priorité les « inclus » dans le marché du travail, tandis que les jeunes, les chômeurs âgés et ceux

de longue durée relèvent de la solidarité. Il est vrai que l'assurance-chômage obligatoire, créée par le patronat et les syndicats en 1958, dans une période de plein emploi et de chômage seulement « fictionnel », a connu des crises financières qui ont montré qu'elle n'est plus adaptée à un chômage de masse et de longue durée. Certaines de ces crises, comme en 1982 et en 1992, ont menacé son existence même.

En 1984, un partage de l'indemnisation s'est opéré entre l'Unedic et l'Etat, qui a renforcé sa participation au nom de la solidarité. D'un côté, l'assurance-chômage, financée par des cotisations et gérée par l'Unedic ; de l'autre, un régime de solidarité financé par l'impôt. Solidarité toute relative, d'ailleurs, puisque près d'un chômeur sur deux ne perçoit aucune allocation.

L'ÉQUILIBRE PAR LE MARCHÉ

Aujourd'hui, les comptes de l'Unedic sont globalement assainis, même si elle reste à la merci d'un ralentissement de l'activité. Elle est, en effet, le régime social le plus sensible à la conjoncture puisqu'en période de croissance faible, ses ressources baissent (moins de recettes) alors que ses dépenses progressent (plus de chômeurs). Or, bilant que 80 % des chômeurs perçoivent moins de 5 000 francs par mois, le patronat juge encore que la « générosité » de l'assu-

rance-chômage dissuade de nombreux chômeurs de retrouver un emploi.

La « cohérence idéologique », redéfinie et réaffirmée après l'électrocroc des 35 heures, va plus loin. L'approche doctrinale du patronat sur la protection sociale trouve certains prolongements dans le domaine des salaires. De même que le niveau des prestations sociales accordées aux salariés et aux chômeurs doit coller au plus près à leur effort contributif, de même les salaires doivent refléter au plus juste la productivité marginale des travailleurs, comme l'a récemment exposé Denis Kessler, président de la commission économique du CNPF, dans un entretien à la revue Passages (Le Monde du 17 décembre).

L'entreprise ne doit donc verser, notamment pour les moins qualifiés, que ce à quoi ils ont droit au regard de leur productivité. Sous-trait à des normes comme le SMIC, le niveau des salaires devrait s'équilibrer par le marché. Comme pour les chômeurs, ce serait à l'Etat, par la fiscalité ou les transferts sociaux, d'assurer une politique des revenus et de compléter le salaire pour que les travailleurs disposent d'un revenu égal au SMIC. Chaque jour qui passe confirme ainsi la montée en puissance de l'aide la plus libérale du CNPF.

Jean-Michel Bezat

SOLDES & SOLDES

HOLLAND & HOLLAND

Established London 1836

29 AVENUE VICTOR HUGO, 75116 PARIS
21 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 75008 PARIS

SOLDES DU JEUDI 8 AU SAMEDI 17 JANVIER
JUSQU'À 50% DE RÉDUCTION SUR CERTAINS PRODUITS
TÉL. 01 45 92 22 00

Le président de la République souhaite une limitation du recours à la procédure d'urgence

Comme René Monory, M. Chirac défend la nécessité pour le Parlement de disposer de temps

Jacques Chirac, qui répondait, mardi 6 janvier, aux vœux des bureaux de l'Assemblée et du Sénat, a mis en garde le gouvernement contre un

usage trop fréquent de la procédure d'urgence qui limite le nombre de navettes entre les deux assemblées. Elle « ne favorise pas toujours la

qualité des travaux législatifs », a souligné le président de la République, en écho au mécontentement exprimé à ce sujet par René Monory.

EN RÉPONSE aux vœux des bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, mardi 6 janvier, Jacques Chirac a mis en garde le gouvernement contre un usage excessif de la procédure d'urgence pour l'adoption des projets de loi au Parlement. René Monory, qui a réclamé dans son allocution qu'« on laisse travailler le Sénat », s'était déjà plaint auprès du président de la République, le 27 novembre, de l'usage de la procédure d'urgence qui limite de nombre de navettes entre les deux assemblées. Le président du Sénat avait du reste adressé, le 26 novembre, au premier ministre une lettre sur ce même thème.

Le chef de l'Etat a également jugé que le travail législatif avait été « chargé » et avait « imposé des contraintes lourdes » depuis le début de la législature. Laurent Fabius avait lui-même évoqué, fin décembre 1997, une certaine « saturation » du Parlement. « Beaucoup de textes de lois ont été soumis au Parlement selon la procédure d'urgence », a dit M. Chirac dont les propos étaient rapportés par la porte-

parole de l'Elysée, Catherine Collonna. Or la fréquence de son usage, qui est certes une prérogative constitutionnelle à la disposition du gouvernement, ne favorise pas toujours la qualité des travaux législatifs, en particulier pour les projets de lois complexes qui exigent une discussion approfondie », a-t-il déclaré. Pour le chef de l'Etat, la procédure d'urgence « affecte aussi le rapprochement des points de vue

entre les deux assemblées et nuit par là-même au fonctionnement du bicamérisme auquel les Français sont fortement attachés ». « Les fonctions de débat et de contrôle supposent que le Parlement dispose dans les faits des moyens de s'exprimer et d'agir », a ajouté le président de la République.

Le gouvernement a eu recours à cette procédure d'urgence pour ses principaux projets : les emplois

jeunes, la réforme du service national, celle de la nationalité, l'immigration.

Lors de cette cérémonie des vœux, M. Monory a aussi souhaité que « la voix du Sénat soit davantage encore entendue et respectée, par un fonctionnement normal du dialogue bicaméral », une allusion aux tensions qui ont envenimé les rapports entre le Sénat et le gouvernement au mois de décembre 1997, particulièrement à propos de la discussion sur le projet de réforme de la nationalité (Le Monde du 19 décembre).

INVITATION DE M. FABUIS

M. Monory a assuré que le Sénat privilégierait « la raison » et le « rassemblement » des Français dans la discussion de la réforme constitutionnelle rendue nécessaire par la ratification du traité d'Amsterdam, alors que la Constitution implique que députés et sénateurs se mettent d'accord sur un même texte.

Laurent Fabius a profité de cette rencontre avec M. Chirac pour l'inviter à se rendre au Palais Bourbon ou à l'Hôtel de Lassay, début 1998, pour y rencontrer les députés, alors que la tradition interdit en principe au président de la République de se rendre officiellement dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. L'entourage de M. Chirac a indiqué à celui de M. Fabius que le président accepterait cette invitation, après les élections régionales et cantonales du mois de mars.

Fabien Roland-Lévy

La commémoration de l'Edit de Nantes

Jacques Chirac a reçu, mardi 6 janvier, les vœux des autorités religieuses. M. Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, le pasteur Jean Tartier, président de la Fédération protestante de France, et le grand rabbin Joseph Sitruk se sont entretenus avec le président de la République de la situation des chrétiens, des interrogations de la jeunesse, des violences urbaines, des sectes, de la tentation du quinquisme centenaire de l'Edit de Nantes, autorisant la religion réformée — le chef de l'Etat sera associé à une cérémonie le 18 février — a été évoquée, mais pas la situation en Algérie. Cette année encore, la religion musulmane, qui n'a pas d'autorité représentative unique, n'assistait pas à cette cérémonie (Le Monde du 1^{er} janvier).

Thierry Bréhier

Le Conseil d'Etat envisage un équivalent du référé

EST-IL NORMAL que les victimes de l'administration attendent plus de deux ans pour obtenir un jugement, quand leur vie est parfois en danger, alors que les personnes privées ont la possibilité de recourir au juge judiciaire, qui statue, provisoirement, en quelques heures ?

Cette question s'est posée, il y a quelques mois, à l'occasion d'une vive polémique relative au sort de deux passagers clandestins d'un bateau étranger qui avait fait escale à Honfleur (Le Monde du 16 mai). La police les avait consignés à bord, alors qu'elle aurait dû les placer dans une zone d'attente. L'armateur du navire avait saisi le juge judiciaire des référés en invoquant l'existence d'une « voie de fait », c'est-à-dire d'une grave illégalité administrative portant atteinte à la liberté des personnes et permettant de lui soumettre l'affaire. Ce juge avait alors enjoint à l'administration de laisser débarquer les deux hommes, mais le préfet, qui n'était pas d'accord avec cette décision, avait saisi le tribunal des conflits, compétent pour dire de quelle juridiction relevait l'affaire.

Ce tribunal avait estimé qu'il n'y avait pas « voie de fait » et consi-

déré que le juge administratif devait statuer. Cela signifiait que les deux Marocains devaient attendre très longtemps pour obtenir un jugement. Que seraient-ils devenus d'ici là ? Ayant en mémoire le sort des passagers du *McKubly*, jetés à la mer par un équipage ukrainien, le rapporteur du dossier, Pierre Sargosse, conseiller à la Cour de cassation, avait donné sa démission du tribunal, pour manifester son désaccord.

Les services de Jacques Toubon, alors ministre de la Justice, avaient annoncé qu'ils étudiaient une modification législative permettant de doter la justice administrative d'une procédure d'urgence analogue à celle du juge judiciaire. Depuis, les élections législatives ont eu lieu. Le vice-président du Conseil d'Etat, Renaud Denoix de Saint-Marc, vient d'installer dans une grande discrétion un groupe de travail chargé de réfléchir aux « carences et aux dysfonctionnements » des procédures en vigueur. Les services d'Elisabeth Guigou assurent que la chancellerie ne lui a donné aucune instruction, mais qu'elle se réjouit de cette initiative. Le groupe de travail, piloté par Daniel Labetoulle, président adjoint de la section du contentieux de

vrait rendre ses conclusions dans trois ou quatre mois.

Le juge judiciaire peut, en vertu de l'article 809 du nouveau code de procédure civile, « prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent », faculté que ne possède pas le juge administratif, alors que l'administration est mieux armée qu'une personne privée pour attenter aux libertés.

Cette situation est critiquée par nombre de juristes et de magistrats. Les justiciables eux-mêmes semblent la déplorer : nombre d'entre eux saisissent le juge des référés, en invoquant l'existence d'une « voie de fait » même lorsque cette dernière n'est pas constituée, parce qu'ils savent qu'ainsi leur affaire sera jugée vite. En outre, le juge judiciaire a une conception plus large de la notion de voie de fait.

LE SURIUS A EXECUTION

Il existe plus d'une vingtaine de procédures d'urgence dans la justice administrative mais elles n'ont qu'une portée limitée. La principale est le surrès à exécution : n'importe quel justiciable peut le demander, à la double condition qu'il fasse valoir un « moyen sé-

rieux » (l'existence d'une illégalité) et que l'exécution de la décision entraîne « un préjudice difficilement réparable ». Un fonctionnaire qui, injustement révoqué, se retrouve sans revenus, ne peut l'obtenir, le juge estimant qu'il n'y a pas de préjudice « difficilement réparable ».

Il existe un surrès à exécution de 48 heures, en cas d'atteinte à une liberté publique : mais ce dernier n'est accordé qu'au préfet, dans le cadre du contrôle de légalité des actes des collectivités locales. Les préfets ne l'utilisent que rarement : ils ont fait exception à la règle cet été, dans l'affaire des arrêtés municipaux qui interdisaient aux enfants de circuler seuls la nuit.

Il existe aussi une procédure d'urgence en matière de étrangers, instituée par une loi du 10 janvier 1990. L'étranger menacé de reconduite peut attaquer cette décision dans un délai de 24 heures, et le tribunal doit statuer dans les 48 heures. Cette mesure, qui impose une permanence le week-end, n'a pas donné lieu à des créations de postes.

Rafaele Rivais

En Ile-de-France, M. Rocard veut combattre « en solidarité » avec M. Strauss-Kahn

Les dirigeants franciliens du PS se réunissent

CHEZ LES MILITANTS socialistes d'Ile-de-France l'impatience et l'agacement se font entendre. Nombreux sont ceux qui voudraient sans attendre commencer la campagne des régionales et qui n'acceptent pas les intrigues qui se nouent autour de la désignation de leur candidat à la présidence de la région.

Aussi interprètent-ils la réunion organisée, mercredi 7 janvier au soir, par Dominique Strauss-Kahn, avec les têtes de listes de sept autres départements d'Ile-de-France (lui-même conduira la gauche dans le Val-d'Oise) comme le lancement de la campagne et le point final d'une embrouille qui, à leurs yeux, confine au ridicule : d'une part un chef de file qui ne peut pas se déclarer candidat à la présidence, en raison de l'interdiction faite à un ministre de cumuler cette fonction avec un mandat exécutif local ; d'autre part, un prétendant pas vraiment demandeur, Michel Rocard, mais quand même intéressé.

Poussé malgré lui sur le devant de la scène, l'ancien premier ministre s'est déclaré mardi soir prêt « à prendre part à l'action de la gauche pour conquérir cette région », tandis que M. Strauss-Kahn ne cédait pas un pouce de terrain. M. Rocard, se plaçant dans l'hypothèse où M. Strauss-Kahn choisirait de rester au gouvernement et donc de ne pas briguer la présidence de la région, juge « souhaitable » de présenter aux Franciliens « un dispositif global de conduite future de la région ».

Diplomatiquement, il relève que

Pascal Sauvage

M. Chevènement est favorable à un référendum sur Amsterdam

LE MINISTRE de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a exprimé sa préférence, mercredi 7 janvier sur Europe 1, pour l'organisation d'un référendum portant sur la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. « La communautarisation de l'immigration est une lourde responsabilité », a-t-il expliqué. Ce sentiment est partagé par une autre opposante au traité de Maastricht, Nicole Catala, membre de la direction provisoire du RPR, qui, hostile à la communautarisation des décisions relevant de la politique extérieure et de sécurité commune de l'Union européenne, a affirmé au Monde qu'« il serait naturel de consulter le peuple ». En revanche, le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a indiqué, mercredi 7 janvier sur France 2, qu'il croyait « plutôt » à une réunion du Parlement en Congrès, pour procéder à la révision de la Constitution. Pour sa part, le secrétaire général de l'UDF, Claude Gosselin, a estimé, mardi sur Sud-Radio, que cette solution était « la plus simple ».

Régionales : le RPR et l'UDF se disputent la Bretagne

UNE NOUVELLE RÉUNION devait avoir lieu, mercredi 7 janvier, entre le RPR et l'UDF pour arrêter le choix des têtes de listes aux élections régionales du 15 mars. Les deux délégations restreintes ont buté, mardi, sur le cas de la Bretagne, où le RPR soutient la candidature du commissaire européen Yves-Thibault de Silguy pour assurer la succession d'Yvon Bourges à la présidence du conseil régional, tandis que l'UDF défend Pierre Méhaignerie. En représailles, le RPR continue de faire pression dans la région Centre, convoquée par l'un des plus proches collaborateurs de François Léotard, le député (UDF-DL) Renaud Dommedieu de Valbres. D'autres difficultés subsistent, mardi soir, en Franche-Comté, en Lorraine, dans le Nord-Pas-de-Calais et dans les Pays de la Loire.

DÉPÊCHES

■ RÉGIONALES : le bureau national du Parti socialiste a examiné, mardi 6 janvier, les ultimes contentieux entre socialistes sur la composition des listes départementales pour les élections régionales. Après la convention nationale du 20 décembre 1997, il s'agissait de régler les différends subsistant sur la représentation des courants minoritaires du PS. La Gauche socialiste et les amis ex-posepénistes de Marie-Thérèse Mutin ont voté contre les arbitrages du bureau national.

■ ALPES-MARITIMES : Patrick Allemand, conseiller régional socialiste de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a annoncé, mardi 6 janvier, qu'il serait tête de liste de la « gauche plurielle » dans les Alpes-Maritimes aux élections régionales. Auparavant, le député (Verts) André Aschieri, maire de Mouans-Sartoux, avait refusé de conduire cette liste, en raison de son opposition au cumul des mandats.

■ ANGERS : le maire (divers gauche) d'Angers, Jean Mommer, âgé de 67 ans, a annoncé, lundi 5 janvier, qu'il démissionnerait de son poste au mois de septembre. M. Mommer est maire d'Angers depuis 1977.

■ SANTÉ : l'objectif prévisionnel des dépenses de soins de ville serait fixé à 267,5 milliards de francs en 1998, en hausse de 2,17 % par rapport à 1997, selon un document de travail soumis, mardi 6 janvier, aux administrateurs de la Caisse nationale d'assurance maladie. Cette enveloppe, qui comprend les honoraires et prescriptions des médecins libéraux, mais également les dépenses des dentistes, sages-femmes ainsi que certaines prescriptions hospitalières, avait été limitée à 261,8 milliards de francs en 1997.

Retour à Str

SÉCURITÉ La mairie de Strasbourg devait organiser, mercredi 7 janvier, une table-ronde sur la sécurité urbaine, à la suite des violents incidents survenus dans des quar-

tiers de la ville la nuit du Nouvel An. Plusieurs dizaines de voitures avaient été brûlées. La municipalité souhaite augmenter la présence de travailleurs sociaux.

● **DANS** les quartiers de Hautepierre et du Neuhof, les habitants expliquent comment les tensions s'étaient accrues ces dernières semaines. Ils racontent aussi leur désarroi face aux actions

des jeunes. ● **APRÈS** l'initiative de Jacques Chirac de réunir, le 13 janvier, une douzaine de maires de banlieue, le ministre de l'intérieur a annoncé une réunion, le 19 janvier,

de trois cents maires et des préfets de vingt-six départements jugés sensibles. M. Chevènement espère « un consensus » sur ce sujet entre le gouvernement et le chef de l'Etat.

Retour à Strasbourg, après les violences à répétition du Nouvel An

Des dizaines de voitures brûlées ; des élus et des responsables pris par surprise. Dans les quartiers de Hautepierre et du Neuhof, les habitants racontent leur désarroi, des jeunes détaillent les petits trafics et reviennent sur les incidents de la nuit de la Saint-Sylvestre

STRASBOURG
de notre envoyé spécial
Premier dimanche après la nuit de la Saint-Sylvestre. Sous un pâle soleil, dans le quartier de Hautepierre,

REPORTAGE

Trente voitures incendiées.
« On l'a fait pour rien. Pour jouer, quoi »

et sous les fenêtres des parents, quatre gamins sont assis sur un banc. « Qu'est-ce qui nous dit que vous êtes journalistes ? », interpelle le plus doudou, dans un sursaut moqueur. Il faut montrer ses papiers. « C'est vrai qu'on a fait mieux qu'à Neuhof ? », reprend le plus grand, un duvet naissant sur le visage. Neuhof est un des autres quartiers sensibles de la périphérie de Strasbourg, « où la police n'ose plus fouler les pieds ». Les regards brillent. « Ce n'est pas comme à Hautepierre, où les CRS et la BAC [brigade anticriminalité] nous cassent les pieds depuis le mois de novembre. Certains jours, on est contrôlé six fois. »

À Hautepierre, une trentaine de voitures ont été incendiées. Le plus gringalet des quatre, casquette à visière sur la nuque, secoue le grand. « C'était grave, le 31 décembre, à 10 heures du soir, on y voyait comme en plein jour ! », évoque-t-il, joyeux. Et avec un ton de regret : « Ce serait bien si c'était tous les jours comme ça. Ses trois copains baissent la tête, sans commentaire. Le petit : « Pas besoin de casser la vitre. On pète la portière, on fuit le feu, et on se plaque. » Dans ce pâté de petits immeubles plutôt coquets, il y a eu des interpellations. « Mais tous ont été relâchés », confirme la petite bande.

Depuis quelques mois, certaines nuits, une voiture était ainsi incendiée. Depuis novembre, la tension se faisait encore plus palpable. « On leur a dit, aux adultes : "On va tout faire flamber pour le Nouvel An". Simple bravade ? Le Nouvel An et les jours suivants, des groupes mirent le feu ici ou là, « pas aux voitures des parents et amis, ça non ». Parmi les victimes, souvent endormies par l'achat de leur véhicule, il y eut bien quelques voisins « qui dans le passé avaient appelé les keufs [flics en verlan] pour nous emmerder ». Mais la plupart du temps, « on l'a fait pour rien. Pour jouer, quoi. Hautepierre est aussi [chaud] ! »

Certains pères pris au dépourvu préfèrent pour leur part dénoncer « les majeurs qui poussent les petits qui, eux, ne risquent pas la prison ». Mais chez les adolescents qui ont franchi la barrière des « dix-huit ans », on n'en croit pas un mot. « A douze, quatorze ou seize ans, c'est l'âge bête, dit l'un d'eux. Ils veulent montrer qu'ils sont grands. Nous, les frères nous tapaient si on déconnaît. Eux, à quoi sert de les frapper ? Ils vivent comme à la télé, pas dans la rue, mais dans le film. »

Les quatre copains font mine d'acquiescer. L'un d'eux montre un gosse de sept ans qui dribble son ballon. « Lui, tiens, il a piqué un VTT. Pour l'exporter, il y a un trafic sur les VTT, au printemps surtout, avant les vacances au pays. Question trafics, on semble en connaître un bout. Les dealers eux-mêmes ont engueulé les "petits". "Vous nous amenez les keufs avec vos conneries". Ils ne peuvent plus faire leur marché tranquillement. Il y a dix ans, le quartier avait connu une flambée de violence. Puis le calme était revenu. On s'amusa, on dansait pour 5 ou 10 francs aux boums du mercredi après-midi et du



samedi soir organisés par les amateurs sociaux. Un Café musique avait ouvert, à deux pas du centre socio-culturel de Hautepierre. Il a dû fermer ses portes, en avril 1997. « Une bande de quinze mecs avait pris la tête des égarés, entrant sans payer, ou gaulant parce qu'il n'y avait pas assez de rap. Tous les prétextes étaient bons. » Depuis, il n'y a plus de musique, plus de lieu de rendez-vous, en dehors de la rue.

LEUR RÉVEILLON À LEUR FAÇON

Des adultes ont senti venir le feu d'artifice de la Saint-Sylvestre. Le gérant de la petite surface, dans la galerie commerciale, préféra fermer son rideau le jour du 31 décembre. Depuis, il respire, du moins dans la journée. « Nombreux sont les jeunes à faire le ramadan », explique un beur de dix-huit ans. Lui-même, élève au

lycée professionnel, a « fait des béatitudes », mais n'est pas « un délinquant. J'ai plus l'âge, je me suis calmé ». Le soir du 31, il est allé danser à la Big Party Two, organisée à grands frais par les services municipaux.

Techno, funk, rap et rythmes n'blues, l'affiche, élaborée par les jeunes des quartiers avec les conseils de professionnels, pouvait justifier les 80 francs d'entrée que trois mille participants ont payés. « Beaucoup n'ont pas pu se le permettre ! », proteste une jeune secrétaire âgée de vingt et un ans, d'origine algérienne. « J'ai galéré pendant dix mois pour trouver une place. Les Arabes, on n'aime pas trop dans les entreprises. Je peux comprendre à la limite ces jeunes qui n'ont pas un rond, mais vraiment pas un. Alors ils se sont fait leur réveillon à leur fa-

çon. » Le soir du 31, elle était chez des amis, quand, vers 20 heures, une forte explosion a retenti. « Tout le monde s'est mis aux fenêtres. Une bombe venait d'éclater au gymnase. Là, on ne comprend pas... Ce gymnase était très fréquenté par les jeunes du quartier qui y faisaient de la nausculution. La condescence, M^{me} Andrée, laisse volontiers les salles ouvertes, été comme hiver. « C'est une brave femme, ça, personne dans le quartier n'a rien à lui reprocher. La bombe, ce n'était pas contre elle. »

Pourquoi cette attaque, visible-ment bien préparée, avec un extincteur rempli de chlorate de soude ? Les rumeurs vont bon train. Certains extrémistes feraient monter la tension, en prévision des élections cantonales. Pour l'un, ce serait des lepnistes. Pour l'autre, des intégristes musulmans. Hautepierre abrite une population de quinze mille habitants, aux deux tiers d'origine maghrébine. Et n'a-t-on pas découvert, près du gymnase, des inscriptions calligraphiées avec soin et sans faute, annonçant « GIA, FIS » ou pis, « L'Algérie a baïlé la France en 62, elle le refait ». « La France doit-elle exister ? », ou encore « Kelhal » ? « C'est un islam moderne que nous vivons dans le quartier. Et nous n'avons aucune envie de partir au pays, que nous ne connaissons pas, que nous ne pourrions pas retrouver. »

« Nous sommes français ». A les croire, ces inscriptions sont le fait de provocateurs isolés, les gamins trépanant gribouiller « Nique la police ». Les gosses eux-mêmes regrettent leur gymnase. « La bombe, c'est une vraie connerie », disent-ils avec gravité.

Une réponse du même ordre est donnée dans un autre quartier chaud, celui de Neuhof, par des res-

pensables de la communauté musulmane rencontrés au temple protestant où ils se réunissent chaque soir de ramadan. Là, on fustige volontiers l'évolution des mœurs, et l'intervention sociale « qui empêche de faire une bonne racée au gamin qui fait une bêtise. La famille doit rester forte ». Des groupes de jeunes musulmans tentent de raisonner les petits fauteurs de troubles, « mais ça ne marche pas chez tous ». Début janvier, dans le quartier de Neuhof, on dénombre quelques arrestations. Un gitan de dix-sept ans, écroué, aurait mis le feu à une douzaine de voitures. Son clan vit à la cité des Aviateurs, redoutée dans Neuhof. Le quartier lui-même a sa tradition de violence. Certains murs sont criblés d'impacts de balles, comme celui d'une école maternelle ouverte en 1995. De quoi écoeurer un ancien directeur d'entreprise... « J'ai voté Mitterrand en 1981, le vote Le Pen, à présent. L'hypocrisie constante de la mairie me révolte. Cette jeunesse qui met le feu est folle. C'est malheureux à dire, mais la seule solution est de la détruire. »

Au palais de justice, dans la tourmente, les magistrats ont choisi de sévir. Deux ans de prison ferme pour deux cousins vivant à Haguenau, non loin de Strasbourg. A l'audience, les prévenus, de souche alsacienne, se montraient à peine capables d'aligner deux mots. Un troisième prévenu, fils de cadre moyen, lui aussi du cru, paraissait se demander encore pourquoi il se retrouvait à la barre entre deux policiers. Sur les trente et une interpellations opérées par la police depuis le 31 décembre, quatre seulement concernent des jeunes nés de parents étrangers. De quoi tordre le cou à certaines rumeurs.

Danielle Rouard

La municipalité veut renforcer les missions des travailleurs sociaux

STRASBOURG
de notre correspondant régional
Roland Ries, maire (PS) de Strasbourg, souhaitait parvenir à un « consensus démocratique » à l'occasion de la table-ronde qu'il organisait, mercredi 7 janvier, sur la lutte contre la délinquance urbaine. Pour bien marquer que les solutions ne pouvaient résider dans la seule répression, la municipalité n'a pas invité la hiérarchie policière. Certes, le préfet Patrice Magnier devait y participer, ainsi que le président du tribunal de grande instance ; le procureur Edmond Stenger, retenu par d'autres tâches, s'est fait excuser. Le recteur de l'académie, le président de la région, Adrien Zeller (UDF-FD), et celui du conseil général du Bas-Rhin, Daniel Hoefel (UDF-FD), devaient aussi être présents.

Constatant qu'il s'agit d'un « phénomène particulier » relevant de l'action d'adolescents et entraînant des « délits d'un poids social et politique très lourd », M. Ries estime que les

institutions doivent trouver de « nouvelles réponses aux nouvelles formes de délinquance ». M. Magnier partage cette analyse : « Cette approche ne présente que des avantages, car les collectivités locales et leurs intervenants sociaux peuvent contribuer à l'émergence de mesures concrètes. »

La ville de Strasbourg a signé, le 17 novembre 1997, une série de contrats, dans le cadre du plan emplois-jeunes, avec les centres socioculturels pour créer des postes de « correspondants de nuit », afin de renforcer la présence de travailleurs sociaux dans les quartiers dits difficiles. M. Ries veut étendre leur champ d'intervention, notamment « en leur demandant d'aller, beaucoup plus souvent qu'ils ne le font aujourd'hui, à l'intérieur de la famille, car c'est là que se situe le nœud du problème ». Dans son esprit, la priorité doit être donnée au dialogue. Dans les cas extrêmes, le maire prône, à l'instar de M. Hoefel, la mise sous tutelle des allocations familiales. L'autre piste

que M. Ries souhaite explorer porte sur la notion d'« intervention citoyenne ». Il juge indispensable l'instauration d'un « droit de regard des citoyens dans leur quartier ». M. Ries souhaite éviter la création de nouvelles structures. Les comités de quartier, qui, pour lui, ont des « missions trop généralistes » ne répondent pas réellement à cette tâche de prévention, mais ils pourraient aider des adultes qui sont prêts « à sortir le soir et à parler aux jeunes ». Reste les sanctions contre les délinquants. Pour ceux qui sont pénalement mineurs, le maire de Strasbourg est, comment beaucoup d'autres élus de la région, favorable à des travaux d'intérêt général ayant un « rapport direct ou indirect » avec les délits commis. Même s'il a conscience des limites de l'exercice. L'expérience montre que les services publics sont réticents à cette prise en charge qui suppose un encadrement de qualité.

Marcel Scotto

M. Chevènement réunira trois cents maires le 19 janvier

LA LUTTE contre les violences urbaines mobilise au sommet de l'Etat. Après l'initiative du président de la République, Jacques Chirac, qui veut convoier douze maires de villes moyennes, le 13 janvier, pour une réunion sur les violences dans les quartiers difficiles (Le Monde du 7 janvier), c'est au tour de Jean-Pierre Chevènement d'organiser une rencontre sur le même thème. Le ministre de l'intérieur recevra, le 19 janvier, les préfets et environ trois cents maires des vingt-six départements classés parmi les plus sensibles en matière d'insécurité. Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, et Alain Richard, ministre de la Défense, seront associés à cette réunion, qu'on estime au ministère de l'intérieur « pas contradictoire » avec celle organisée par le président de la République.

« La prise de conscience de la difficulté de ces problèmes est nécessaire à tous les niveaux », souligne M. Chevènement à l'issue d'un entretien avec le premier ministre, Lionel Jospin, mardi 6 janvier, et je

pense que c'est une responsabilité collective ; c'est la responsabilité du gouvernement, c'est évidemment celle du président de la République. » Espérant un « consensus » sur ce sujet entre le gouvernement et le chef de l'Etat, le ministre a estimé que si tel n'était pas le cas, « la solution du problème serait rendue encore plus difficile ».

SOLUTIONS DE FOND

La réunion du 19 janvier précède celle du conseil de la sécurité intérieure, dont la date et l'ordre du jour n'ont pas encore été définitivement fixés. Il pourrait avoir lieu le même jour, ou le 20 janvier, la question des violences urbaines figurant notamment au menu, avec les polices municipales. M. Chevènement n'entend pourtant pas précipiter les choses, indique l'un de ses proches conseillers. La réponse à l'urgence créée par les incidents à répétition dans plusieurs villes de France ne doit pas faire oublier les solutions de fond ébauchées lors du colloque de Villepinote organisé par le ministère, les 24 et 25 octo-

bre 1997, indique-t-on de même source. C'est plutôt par le biais des contrats locaux de sécurité qu'il entend aborder le problème de l'insécurité et de la violence urbaine.

La plupart de ces contrats sont encore en préparation, notamment dans les villes où se concentrent les zones réputées les plus sensibles. Pour être validés, ils ont l'obligation de s'appuyer sur des diagnostics locaux de sécurité, qui font l'analyse des besoins d'un quartier ou d'une ville, à travers une concertation menée avec tous les acteurs locaux, commissaires de police, officiers de gendarmerie, procureur de la République, travailleurs sociaux, responsables d'association. C'est grâce à ce travail que seront, par exemple, définies les missions précises des adjoints de sécurité recrutés par le ministère de l'intérieur (Le Monde du 17 décembre 1997). « Nous sommes soumis à une double contrainte », reprend le conseiller de M. Chevènement. Il ne faut pas trop traîner et en même temps il ne faut pas dénaturer le projet, laisser à

chacun le temps de comprendre ce qu'il a à faire. »

Les premiers contrats concernant les villes les plus sensibles sont attendus pour le printemps. Quelques-uns ont déjà été signés, comme à Saint-Dié, dans les Vosges, dès le 15 décembre 1997. Le document de quatorze pages commence par un diagnostic chiffré de la délinquance dans la ville de Saint-Dié, puis établit une évaluation du sentiment d'insécurité de la population et un recensement des moyens disponibles (police nationale et police municipale). Il définit ensuite les objectifs prioritaires de sécurité à Saint-Dié, la lutte contre la délinquance de voie publique, la toxicomanie et le travail clandestin, ainsi que l'amélioration des conditions d'intervention de la police. Il détaille enfin les missions dévolues aux trois adjoints de sécurité affectés en 1998 : accueil du public au commissariat, aide et assistance aux victimes, assistance des itotiers.

Pascal Ceaux

Relance de l'instruction contre le Père Wenceslas Munyeshyaka

LA COUR DE CASSATION a cassé, mardi 6 janvier, une décision de la cour d'appel de Nîmes ordonnant l'abandon des poursuites contre un prêtre rwandais, le Père Wenceslas Munyeshyaka, pour sa participation au génocide dans son pays en 1994. Le prêtre avait été mis en examen en juillet 1995 par un juge de Prives (Ardèche) pour « génocide, complicité de génocide, tortures et traitements inhumains et dégradants » et incarcéré pendant quinze jours. La cour d'appel de Nîmes, saisie alors que l'éclésiastique exerçait à Bourg-Saint-Andéol, avait décidé l'abandon des poursuites le 20 mars 1996. Quinze parties civiles et le parquet général de Nîmes avaient formé un pourvoi devant la juridiction suprême, qui vient de confier le dossier à la chambre d'accusation de Paris.

Trois adhérents d'un système d'échange local condamnés

POURSUIVIS POUR TRAVAIL CLANDESTIN, trois adhérents du Système d'échange local (SEL) pyrénéen, un réseau d'entraide au sein duquel biens et services sont échangés sur la base de « grains de sel », ont été condamnés, mardi 6 janvier, à une amende de 2 000 francs avec sursis. Ils devront verser 1 franc de dommages-intérêts à la Fédération du bâtiment et des travaux publics et à la chambre syndicale des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Ariège. Le procureur avait requis des peines de travail d'intérêt général à l'encontre de Sarah Two, qui avait fait réparer son toit par Robert Evans et John Mac Cullogh (Le Monde des 18 et 20 novembre 1997).

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : le proviseur du lycée Pierre-Mendès-France, à Vitrolles, Monique Lehnan, dont l'action était contestée par les enseignants et le personnel de l'établissement, vient d'être suspendu de ses fonctions par arrêté ministériel. Les enseignants et les élèves dénonçaient son comportement jugé « trop proche » de la mairie FN.
■ **ANTI-IVG** : le tribunal correctionnel de Versailles a condamné, mardi 6 janvier, le militant anti-IVG Xavier Dor, à une amende de 60 000 francs pour « délit d'entrave en état de récidive légale ». Le parquet avait demandé huit mois de prison ferme et la révocation du sur-sis de deux peines de prison prononcées précédemment par la cour d'appel de Versailles. Xavier Dor a déjà fait l'objet de onze condamnations pour des faits similaires.
■ **SÉLECTION GÉNÉTIQUE** : à la suite des informations sur les menaces de sélection génétique dans le monde du travail (Le Monde du 7 janvier) Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, ont précisé dans un communiqué, mercredi 7 janvier, « qu'il était exclu d'utiliser des tests génétiques pour procéder à une quelconque sélection dans le monde du travail ». La loi du 29 juillet 1994 précise que « l'étude génétique des caractéristiques d'une personne ne peut être entreprise qu'à des fins médicales ou de recherches scientifiques ».

Arrêté à Mont-de-Marsan, cet homme qui avait alors quinze ans a été déporté le 26 août 1942 à Auschwitz. « Je ne peux pas faire autrement que de vous parler de la mort, dit-il à la cour. Le train de la mort, les camps de la mort, la marche de la mort... »

Nicolas Wille

600 décisions administratives à caractère individuel ne dépendent plus désormais des ministères. Les préfets décideront directement. Un allègement des procédures et un raccourcissement des délais qui rapprochent le citoyen des arbitrages le concernant

Le propriétaire d'un hôtel désireux de vendre des boissons alcoolisées devait ainsi demander une licence auprès d'une commission

CE sont aujourd'hui les préfets de département qui sont compétents pour prendre les décisions administratives individuelles : depuis le début de l'année, l'intervention de l'autorité ministérielle constitue l'exception et non plus la règle. Cette réforme majeure a connu une longue gestation, et fait l'objet d'une remarquable continuité politique. La gauche a amorcé la politique de déconcentration, avec la loi du 6 février 1992, préparée par Pierre Joxe, qui prévoit que la déconcentration devient la règle de droit commun de l'organisation administrative. Ce texte n'a guère été appliqué par l'administration, faute de dispositions contraignantes. Alain Juppé a décidé de rendre obligatoire la déconcentration des décisions individuelles. Il en a fixé le principe dans un décret du 15 janvier 1997. L'ancien premier ministre de Jacques Chirac a expliqué que les décisions des administrations doivent être prises « à l'échelon le plus proche de ceux qu'elles

Nombre de ministères ont invoqué des raisons d'ordre technique pour s'opposer à la déconcentration : les services déconcentrés ne

Figurent aussi des décisions techniques qui concernent peu de monde, telles que la désignation des organismes habilités à contrôler la conformité des bateaux de pla-

Les différents ministères concernés vont soumettre ces dispositions au Conseil constitutionnel, afin qu'il confirme que la loi les a, par erreur, instituées, mais qu'elles relèvent du pouvoir réglementaire, et qu'elles peuvent être déconcentrées par décret. Ce sera là l'objet d'un chantier devant être défriché en 1998, au même titre, notamment, que la déconcentration des décisions financières.

Rafaële Rivais

- Procédures répertoriées au 1^{er} janvier 1997 : 3 987
- Procédures déconcentrées avant le 1^{er} janvier 1998 : 2 100, soit 52 %

● Nombre de procédures restant la prérogative de l'administration centrale : 1 000, soit 27 %.

A L'ISSUE d'une ultime réunion d'arbitrage interministérielle qui s'est tenue mardi 6 janvier au soir, la décision de déclarer d'utilité publique le tronçon auvergnat de l'autoroute A 89 Lyon-Bordeaux — 52 km entre Combronde et Saint-Julien-Puy-Laveze (Puy-de-Dôme) — a été prise (*Le Monde* du 5 décembre). Ce tronçon, dont le coût avait été évalué à 2,740 milliards de francs (près de 4 milliards selon un chiffrage plus récent du ministère de l'économie et des finances), baptisé l'« autoroute des présidents » parce qu'il aboutit à la desserte des « fiets » auvergnats et corréziens de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac, est très vivement contesté par de nombreuses associations de défense de l'environnement regroupées dans une coordination régionale. Celle-ci s'inquiète des atteintes au paysage, dénonce un gaspillage économique et souligne que l'A 89 traverserait le bassin versant des eaux de Voivie.

Circonstance rare, après consultations et repérages de terrain, la commission d'enquête publique avait rendu un avis « défavorable », que le Conseil d'Etat ne semble pas avoir suivi au vu des documents d'instruction mixte. L'avis du Conseil d'Etat n'engage pas le premier ministre, mais aurait pu réfuser la déclaration d'utilité publique (DUP).

DOMINIQUE VOYNET, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a réuni, mardi 6 janvier, les 22 *préfets de région* en présence de Jean-Luc Guigou, «patron» de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). La ministre a expliqué aux représentants de l'Etat le contenu et la portée des décisions arrêtées par le gouvernement au Comité interministériel (Ciadt) du 16 décembre, et les conditions dans lesquelles ils devront, sur le terrain, organiser la consultation préalable à la préparation de la future loi d'orientation (*Le Monde* du 17 décembre). Le texte, a ajouté la ministre, qui s'exprimait en présence de Jean-Pierre Dupont, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur et ancien numéro un de la Datar, sera déposé au Parlement en avril.

Les préfets, selon plusieurs participants, ont insisté sur l'importance que prend de plus en plus la notion de «pays», ainsi que la volonté des élus de travailler, en termes de prospective et d'aménagement, au niveau interterritorial (facade atlantique, Grand Est, Bassin parisien...).

■ **HAUTE-NORMANDIE** : le port de Rouen a connu une bonne année 1997. Le trafic a en effet dépassé 20 millions de tonnes, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1996. Ce sont essentiellement les trafics de produits pétroliers raffinés et les exportations de céréales qui ont fortement progressé. En revanche, l'arrêt en juillet des services de la compagnie Bell Lines a provoqué un recul du trafic de conteneurs de 19,5 %.

■ **PAYS-DE-LA-LOIRE** : une plainte contre l'abandon de la centrale nucléaire du Camet (Loire-Atlantique) vient d'être déposée auprès du tribunal administratif de Paris par le Conseil mondial des travailleurs du nucléaire (Wonuc), ainsi que par les communes de Frossay et de Saint-Viaud. La plainte fait valoir que la décision d'abandon, prise par le gouvernement le 16 septembre, « baffoue le fonctionnement démocratique des institutions ».

Avignon · Bordeaux
Begles · Caen · Clermont
Ferrand · Coquelles
Creteil · Ecully · Evry
Grenoble · La Defense
Lille · Lyon · Marseille
Metz · Montpellier
Mulhouse · Nice · Nîmes
Noisy-Le-Grand · Paris
Parsly 2 · Rosny 2 · Saint-
Etienne · Strasbourg
Thiais · Toulouse · Velizy

ESPAGNE
FRANCE
BELGIQUE
PORTUGAL
GRANDE-BRETAGNE
ALLEMAGNE
MEXIQUE
CHYPRE
ISRAËL
TURQUIE
JAPON
ARGENTINE

ZARA

Choses vues en Algérie

1. Le jasmin et le sang

O N m'avait dit : « Entre l'aéroport et la ville, il faudra traverser El Harrach et Kuba, les fiefs de l'intégrisme. » Et puis j'arrive à Alger. Pas de présence policière particulièrement voyante. Encore moins de militaires ou de chars. Une grande fresque, à l'entrée de l'autoroute, qui dit (humour involontaire ?) : « Bienvenue en Algérie ! ». Une autre : « Amitié algéro-bosniaque ! ». Des cités de HLM, partout. Un parc d'attractions désert, mais qui a l'air de fonctionner. Le Centre sportif du gouvernorat d'Alger, squatté par des petits joueurs de hand-ball. Des voitures françaises. Là où l'autoroute oblique et se met à longer la mer, presque un embouteillage. Alger-la-Blanche, à l'horizon. Le port, avec son hérissement de grues et de mâts. L'entrepôt d'une entreprise d'agroalimentaire - « Golt d'hier, qualité d'aujourd'hui » - qui semble une cible idéale, mais où je ne vois toujours pas de déploiement de police. Très vite, bien sûr, je quitterai Alger. J'ai, dans le « triangle de la mort » de la Mitidja, puis dans l'Oranais, sur le terrain des récents massacres. Mais telle est, pour l'heure, l'impression. On guette une ville en état de siège. On s'attend à trouver, dès ce premier contact, les stigmates d'une horreur quotidienne. Au lieu de quoi une vie « normale ». Des femmes dévotées. Des taxis bondés. Des gens qui, la peur au ventre, mais comme si de rien n'était, vaquent aux affaires quotidiennes. Et, sur les 20 kilomètres qui séparent l'aéroport du centre-ville, trois barrages - mais légers, à peine filtrants, sans fouille des véhicules.

La Casbah. C'est le quartier le plus chaud d'Alger. C'est là, dans ce labyrinthe de ruelles, que les paras de Bigeard et Massu manœuvrent, voici quarante ans, perdant leur sale guerre. Et c'est là que, dans cette nouvelle guerre, les islamistes ont, en pleine ville, la plupart de leurs bases arrière. Commissariat du boulevard Che Guevara, où j'obtiens, avec le coauteur de *Bosna*, Gilles Hert-

Le gouverneur d'Alger : « Le terrorisme est en voie d'élimination dans la Casbah »

zog, une autorisation de « repérage » pour un projet de documentaire. Rue Ahmed-Bouaziza, longue enfilade d'arcades blanches, où il ne faisait pas bon, il y a quelques semaines encore, s'aventurer. Rue Ousslimani, où j'aperçois, signe des temps, un commerce dont l'enseigne a été fraîchement repeinte en français. Atmosphère plus tendue, rue Portenuef, sur la droite, mais c'est peut-être à cause des façades opaques, tenues par des échafaudages ou des poutres. Animation, de nouveau, dans la rue Ahmed-Hamouda, avec sa « douche populaire », son école de l'Affectation, son petit marchand de dragées ou le magasin de tissus Cléopâtre. La mosquée Farès. L'hôtel Kherrata, en face, où les hommes d'escorte semblent soudain nerveux - visages tendus, fusils-mitrailleurs pointés vers les balcons, deux tireurs courant se poster des deux côtés du carrefour. D'autres venelles encore, des escaliers, tout un enchevêtrement de maisons qu'il faut traverser au pas de charge. Et puis la descente, enfin, par le marché de Chartres, où nous croisons un

mariage : convoi de sept ou huit voitures - certaines très cabossées, d'autres repeintes en couleur kaki camouflé, deux camionnettes neuves, bourrées d'enfants rieurs - qui, dans un vacarme de klaxons, passe à travers les étals de fruits, de viandes et de piment séché. Je ne prétends pas, en une heure, me faire une idée de la situation dans la Casbah. Mais des impressions. Des bribes d'information. L'absence, par exemple, de graffiti islamistes. L'extrême discrétion, à l'inverse, comme sur la route de l'aéroport, du quadrillage militaro-policiier. Ce vieux quartier coupe-gorge, qui passe pour un repaire des GIA, on ne le sent pas sous contrôle ; on n'y voit pas, à l'œil nu, la trace de la guerre ; on passe à l'endroit où un escadron de gendarmes coince, le surlendemain, Moh' le Blond, l'adjoint d'Othmane Kheili, dit Flicha, l'« émir » de la Casbah. Or rien - sinon peut-être, à la réflexion, une imperceptible nervosité de l'escorte au moment de s'engager dans la rue Bénachère - ne permet de le deviner. Bizarre...

Huit jours plus tard. Nous sommes, entre-temps, allés dans l'Algérie profonde. Mais nous voici chez Cherif Rahmani, ministre gouverneur d'Alger, en son palais néo-mauresque construit au début du siècle, sur la bannière de l'Amirauté, par le préfet Lasserre. L'homme est ouvert. Brillant. Il est typique, me semble-t-il, de la nouvelle génération de « quadras » qui arrivent aux affaires et poussent vers la sortie les caciques discrédités du FLN. Il dit : « Le terrorisme est en voie d'élimination dans la Casbah. » Je lui répons : « Retournons-y, dans ce cas ! Si la Casbah est si sûre, pourquoi ne pas la descendre avec nous ? » Le gouverneur hésite. S'informe. Se fait dire que, l'essentiel des forces de gendarmerie étant occupé à passer au peigne fin la prison d'El Harrach, nous n'aurons pour compagnons d'équipée que ses gardes du corps habituels. Mais bon. Il me prend au mot. Et c'est ainsi que je vais parcourir, à nouveau, la ville interdite - mais depuis sa partie haute cette fois, et accompagné d'un édile dont j'apprendrai, par la suite, que ce n'est pas, loin s'en faut, la promenade la plus quotidienne... Stupeur des habitants, le voyant s'arrêter boire un café au Hadj Moussa, rue Barbe-rousse. Clameur des gamins, sur leur terrain de foot improvisé au milieu des ruines d'un immeuble : « Mouloudia ! Mouloudia ! » « Ça veut dire "chiffonnier" ! », explique-t-il. Club des chiffonniers, c'est le nom de notre « Paris Saint-Germain » local ; ils savent que, moi aussi, j'ai joué au foot dans ma jeunesse ; alors, vous voyez, c'est pour ça qu'ils m'appellent chiffonnier... » Habitants de la rue N'Fissa qui se plaignent des ordures qu'on ne ramasse plus. Epicier de la rue Bourahia, aux prises avec une ménagère qui rouspète contre la hausse du prix de l'huile et qui, le reconnaissant, le prend à témoin. Le carrefour M'Hamed Cherif, où une petite foule nous entoure, méfiante, mais pas vraiment hostile. La rue de la Porte-Neuve, puis l'ex-rue des Abderamans, où nous prenons le temps de visiter, 10 mètres sous terre, la reconstitution de la cave d'Ali la Pointe, détruite à l'explosion, au soir du 8 octobre 1957, par les paras français. « Si les terroristes d'aujourd'hui disposent de caches semblables ? Bien sûr ! Si ce sont les mêmes caches que celles de la guerre d'Algérie, réinvesties par les islamistes ? Souvent ! »

Je ne suis pas complètement dupe, là non plus, de ce moment de parler vrai. Je n'exclus pas d'avoir été le témoin - ou la cible - d'une opération de séduction comme en font tous les vrais politiques. Mais enfin : qu'une telle opération soit possible à Alger, que le Chirac ou le Tibéri local puisse se déplacer

Alger et la Casbah sont calmes. L'élégant « Club des Pins », camp retranché où logent les privilégiés du régime, aussi. Mais la violence reste présente. Dans la Mitidja et l'Ouest algérien, règne la terreur. Bernard-Henri Lévy y est allé. Il raconte ce qu'il a vu et rapporte, pour « Le Monde », les témoignages qu'il y a recueillis. Premier volet de ce reportage, Alger

n'est-plus-l'émancipation-que-de-gangsters - sans intérêt ». J'aurai, en dix jours, tout loisir de sympathiser avec mes quatre « permanents ». J'aurai le temps de leur faire admettre, par exemple, que le plus abject des tueurs islamistes a droit, aussi, à un procès et à un traitement convenable dans les prisons. Je parviendrai même à leur faire entendre que leur façon de conduire dans les villes, leur habitude de brûler les feux, rouler sur les trottoirs, terroriser les passants, les éclabousser quand il a plu, leur manière, pour remplacer le gyrophare, de sortir par la vitre le canon de leur arme ou leurs talkie-walkie, bref leur goût du rodéo urbain, sont à la fois très odieux, très dangereux et, surtout, très inutiles. Sur le point du terrorisme, en revanche, rien ne les ébranlera - ni la recrudescence des tueries dans les campagnes ni leur escalade dans la sauvagerie : « Le terrorisme ? Oh ! il n'y a pas de terroristes en Algérie ; juste des petits voyous ; Alger c'est comme Paris ! comme Naples ! On a, nous aussi, nos petits voyous ! D'ailleurs regardez l'autre lieutenant de Flicha, le maître de la Casbah : est-ce qu'on ne l'a pas surnommé Napoli ? Ah ah ah... »

Autre signe des temps (et du passage des générations) : du « Commandant Azeddine », héros de la guerre de libération, les anges gardiens ne connaissent apparemment pas l'existence. Mais ils semblent impressionnés, en revanche, que, guerre de libération ou pas, on puisse me fixer rendez-vous à l'élégantissime « Club des Pins », l'ex-domaine Borgeaud du temps des Français, devenu un quartier protégé où logent, à vingt kilomètres à l'ouest d'Alger, dans un complexe

pés... Un gros convoi militaire, passé à la sortie d'Alger... Cet autre convoi, arrêté celui-là, à l'embranchement de la route de Cheraga : j'ai le temps d'apercevoir une dizaine de camions bâchés, trois ou quatre bulldozers et, sur la droite, la masse sombre d'une forêt où je déduis que se prépare une opération de ratis-

sage... Le Club lui-même, avec son atmosphère de camp retranché, les herbes de ses barrières militaires, son haut mur d'enceinte ocre, ses barbelés, ses reverberes qui, comme sur l'autoroute, et à croire que la lumière est devenue, en tant que telle, un des vrais enjeux de cette guerre de l'ombre, éclairent comme en plein jour... Le Club encore... Sa plage sous haute surveillance... Son « Palais des Nations », avec ces dizaines de hampes vidéo qui virent, en d'autres temps, défilant Ararat, Habache, les leaders des Panthères noires, Fidel Castro... Cela peut paraître absurde : mais c'est là, face à tout ça, que, deux jours après mon arrivée, j'ai senti pour la première fois la présence physique du « terrorisme »...

LE Commandant Azeddine habite une des deux centes villas « italiennes », jolie mais modeste, qui ne me semble ni aussi grande que celle du ministre Chawki, ni aussi bien située que, un peu plus loin, la villa à étage du cheikh Nahnah, le leader du parti islamiste « modéré » associé au gouvernement. Il nous reçoit chez lui. Puis dans un restaurant de poissons, sur la plage, où nous rejoignons un grand journaliste algérois, Tayeb Belghiche, puis Miloud Brahimi, avocat éti-qué « éradicateur », mais qui met son point d'honneur, dans son métier, à défendre des islamistes. Il n'a pas beaucoup changé, Azeddine, depuis notre dernière rencontre, il y a huit ans, quand j'étais venu l'interviewer sur ses relations avec Frantz Fanon. Toujours la même tête, terrible et cabossée, de baroudeur vieilli. Toujours la même véhémence. Les mêmes colères feintes. La même façon de scanner le propos en tapant du poing sur la table et en roulant des yeux furieux. C'est un Alexandre Sanguinetti version « libération de l'Algérie ». C'est un de ces bricards mal récompensés qu'ont toujours produit les grands compagnonnages politiques. « Vous voulez savoir ce qui se passe à Alger, tonne-t-il ? Les barbus ont pris le pouvoir. Si, si, ne faites pas cette mine étonnée. Ils l'ont pris le plus légalement du monde puisque Zeroual a donné six portefeuilles, ou même sept, au Hamas de Monsieur Nahnah, mon voisin. » Et comme je lui demande si le recyclage des islamistes les plus modérés n'est pas inévitable - de Galle lui-même, après la guerre, n'a-t-il pas pardonné aux vichystes ? - il prend à témoin Brahimi : « Il n'y a pas d'islamistes modérés : dis-le lui, Miloud, que la seule différence entre les "durs" et les "modérés" c'est que les uns veulent nous manger en mèche et que les autres nous préfèrent en tigre. » Puis, cherchant l'assentiment de Belghiche : « Quant à de Gaulle, attention ! Il a attendu que les pétainistes soient vaincus ; alors que là, c'est le contraire : on pactise avec les mentors politiques des barbus alors qu'ils continuent de découper en tranches les bébés des douars isolés. » Il est 1 heure du matin quand nous nous séparons. Retour par la même autoroute. Nos deux voitures - plus une troisième, venue en renfort - roulent l'une derrière l'autre, en quinconce, à 160 à l'heure. Le convoi militaire a disparu. Mais nous passons près de l'endroit où, quelques nuits plus tard, aura lieu le massacre de Baïnem - onze hommes, femmes et enfants morts, les tripes des événements pendues, en guirlandes, aux branches et aux poutres des maisons...



Dans le quartier populaire d'El Harrach, à Alger, les débris d'une maison soufflée par une explosion en décembre 1997.

ainsi dans les quartiers les plus chauds de sa ville, n'est-ce pas, de toute façon, un signe ? Les policiers. Etre journaliste, en principe, de faire un pas sans escorte. C'est un vrai détachement pour les déplacements jugés « à haut risque », comme, justement, dans la Casbah. C'est, pour sortir d'Alger, deux ou, selon le danger présumé, trois grosses Toyotas de gendarmerie accompagnées d'une voiture de police banalisée. Et c'est, dans tous les cas, sur le terrain comme

dans la capitale, un chauffeur dans votre voiture, deux gardes du corps dans une voiture suivante et un second chauffeur, encore, pour cette deuxième voiture - l'équipe communiquant constamment, par talkie-walkie, avec un mystérieux « central » et ayant pour rôle, officiellement de vous protéger, à l'occasion de vous surprotéger, sans compter cette autre tâche, plus cocasse, qui consiste à vous fourguer le discours de circonstance sur un terrorisme « résiduel dont les médias font trop de cas et qui

de luxe en bord de mer, les privilégiés du régime. Il est huit heures du soir. Les talkie-walkies grésillent. Je sens que ça parle mentes set du côté des « sphères invisibles ». Et nous voilà partis vers cette Réserve, roulant à vive allure sur une autoroute, qui devrait être, avant les événements, une sorte de boulevard des plages et où nous ne croisons que deux voitures, zigzaguant l'une après l'autre comme si les conducteurs étaient ivres. La route déserte... Des caroubiers et des eucalyptus cou-



S

gérie



Au marché de Badjarah, dans la banlieue d'Alger, un policier veille.

Une théorie court la ville. C'est celle, notamment, d'Abia Cherif, l'une des plumes les plus en vue - et les plus menacées - de la presse privée. L'enrôlement, d'après elle, vise quatre types de population et se fait selon quatre types de scénario. Les demandeurs de visa, repérés dans les queues, à la porte des consulats ; on leur promet le précieux document ; parfois, on le leur obtient ; et on recrute, ainsi, pour l'antenne du groupe à l'étranger. Les déserteurs, chômeurs et autres cas sociaux ; on les approche au nom d'une association caritative ; on les entoure ; on les écoute ; on se rend, petit à petit, sympathique, puis indispensable ; jusqu'au jour où on leur explique que c'est le pouvoir qui, en sous-main, commande les massacres et où, pour le leur prouver, on les conduit jusqu'à l'émir - ils sont photographiés ce jour-là, compromis, presque complices. Les vendeurs à la sauvette, troisième, et autres petits métiers ; on repère celui que le fil du com pécute le plus volontiers ; on at-

Nadia : « Pourquoi lui ont-ils fait ça ? Pourquoi ne l'ont-ils pas, elle aussi, assassinée ? "Mariée" au chef, les deux premières nuits... "Mariée" par le chef, ensuite, à deux de ses complices... »

Un islamiste modéré ? Le hasard m'en fait rencontrer un, le lendemain matin, toujours à Alger. Il est tôt. Je suis sorti de l'hôtel sans prévenir les anges gardiens - première infraction à la règle ! Je suis redescendu, place des Martyrs, jusqu'à une échoppe, toute noire, où l'on vend, en plein Alger, des appels à la djihad, des récits héroïques de la guerre d'Afghanistan, une biographie autorisée d'Ali Belhadj, le chef emprisonné des islamistes. Et je me trouve devant la mosquée Djama el Kebir, rôdant, hésitant à entrer, observant la foule des fidèles qui se

gens, les empêchent de jouer aux cartes et aux dominos : « C'est vrai, ça, bien sûr ; mais regarde les cigarettes ; ils m'entraînent de fumer, d'accord ; mais il y a, en bas de chez moi, un fils qui, presque chaque matin, renverse la planche à cigarettes de mon cousin ; alors ? tu vois une différence ? »

SUR le type d'emprise que continue d'exercer, malgré ses révers, la terreur islamiste dans les quartiers, un autre témoignage. L'homme s'appelle Boubker. Il est chauffeur, chargé des « personnalités invitées », au

pour la France - ou bien il est un homme mort, on le retrouvera, un matin, égaré en bas de son immeuble.

AIS... GIA. Ce sont, sur le papier, les deux grandes organisations qui se disputent la mouvance islamiste. Les premiers, dissidents du FIS, auraient été plutôt partisans - avant la « trêve » d'octobre dernier - d'attentats ciblés, visant les intellectuels ou les fonctionnaires et, quand ils faisaient un faux barrage, auraient pris soin d'épargner la vie des paysans détreuillés. Les seconds, bien plus sauvages, seraient à l'origine des grandes massacres aveugles de ces derniers mois, ils ne feraient aucune différence entre les catégories d'« impies » et ils estimeraient que verser le sang, n'importe quel sang, est le plus sûr moyen de se rapprocher de Dieu. La réalité ? Plus complexe. Et, surtout, plus indécise. J'en aurai la confirmation, bientôt, quand je sortirai d'Alger. Mais j'ai déjà, sous les yeux, un paquet de tracts, en arabe, saisis dans une casemate terroriste de la Mitidja et retrouvés par un journaliste d'un quotidien privé. Ce sont des « fatwas ». Ce sont, paraphés par l'émir local, des petits textes annonçant, à une « expédition punitive » contre une famille, ici la « condamnation à mort » d'un camionneur de Bab el Oued. L'information est claire : non seulement l'étrange besoin, chez ces barbares défrayés, d'une justification « religieuse » de leurs forfaits, mais aussi le fait que cette justification change de nature et de niveau - elle émanait, au départ, des grands émirs nationaux ; elle semble se suffire, désormais, de l'autorité d'un émir local, chef de bande auto-investi... Miniaturisation des fatwas. Pufflement

amis est enlevé par trois hommes encagoulés. On l'enferme dans une cave d'une cité des Eucalyptus, base arrière de nombreux groupes armés, dans la grande banlieue d'Alger. On le fait attendre, là, huit jours, sans manger, presque sans boire, et, au bout de ces huit jours, le plus vieux de la bande dit aux deux autres : « Laisse-moi me rapprocher de Dieu en le tuant de ma propre main. » Et à lui : « Comment veux-tu mourir, chien ? De quelle façon veux-tu être tué ? » A quoi le « chien », épuisé, ne sachant plus trop ce qu'il dit, s'entend répondre : « Je respecte la volonté du Seigneur, mais toi va te faire foutre ! » Providentiel propos qui fait bondir le vieux : « Attention, frères ! Il a dit qu'il respectait Sa volonté ! C'est peut-être un craignant-Dieu ! » Et comme il faut, en islam, un minimum de trois témoins pour attester de l'impunité d'un mauvais musulman et qu'il n'en a que deux sous la main, le groupe rentre à Alger, interroge discrètement le voisinage, fiche sans dessus dessous l'appartement, bref se met en quête de « preuves » susceptibles de remédier à la carence du témoignage et, ne les trouvant pas, finit par libérer son prisonnier. Cette histoire, je ne sais trop comment l'interpréter. Incohérence ? Peut-être. Formalisme maniaque ? Sans doute. Religiosité persistante des « petits » terroristes de base ? Admettons (encore que la tendance générale soit plutôt celle d'une évolution mafieuse : ne dit-on pas de Filcha, par exemple, qu'il ne porte ni barbe ni kamis, la robe blanche des islamistes ? N'a-t-il pas commencé sa carrière comme voleur à la tire, puis trafiquant de hasch, rejoignant les GIA, début 1994, après qu'il eût assassiné un officier des stupéfiants ?). Non. Ce

d'« eux », me dit la journaliste algérienne qui l'accompagne. Trop peur qu'« ils » ne reviennent... Trop peur, aussi, de ne pas être crue, d'être moquée, mal jugée... Trop peur, au fond, du regard des autres : n'a-t-elle pas mis un mois, ou, un mois, après sa fuite, à retrouver ce qui lui restait de famille et à oser se présenter aux siens sans craindre d'être devenue « le déshonneur de la tribu » ? Elle a vingt ans donc. Elle parle lentement, très doucement, comme si elle craignait de se tromper de mots. Ça s'est passé il y a six mois, dit-elle. Elle connaissait leur chef. Elle ne peut pas dire qui c'était, mais elle le connaissait puisque c'était un garçon du village et qu'elle le cotoyait depuis l'enfance. Ils ont commencé, sous ses yeux, par violer sa mère, puis l'égorger. Ils ont émasculé l'un de ses frères, puis l'ont éviscéré. Ils ont, toujours en sa présence, décapité son père à la hache après qu'il eut, dans un soufisme, consenti au chef du groupe un « mariage de jouissance » avec elle. Et, ensuite... Oh ! ensuite... Pourquoi lui ont-ils fait ça ? Pourquoi ne l'ont-ils pas, elle aussi, assassinée ? « Mariée » au chef, les deux premières nuits... « Mariée » par le chef, ensuite, à deux de ses complices. Puis, quand les lieutenants se sont lassés, eux aussi, de ce « mariage de jouissance », esclave ménagère du groupe, vouée aux travaux domestiques les plus ingrats : « Tu es notre "thanim", lui disaient-ils. Tu es notre "butin", tu es à notre service. »

JUSQU'AU jour où, découvrant qu'elle était enceinte, ils ont décrété qu'elle n'était même plus bonne à les servir. Ils l'auraient tuée, dit-elle, ils l'auraient piétinée pour lui faire sortir du ventre son pauvre fœtus, s'il n'y avait eu une alerte cette nuit-là et si, à la faveur de la confusion, elle n'avait réussi à s'enfuir. Elle insiste sur ces « mariages de jouissance ». Chaque nuit, elle réentend la voix de l'assassin : « Est-ce que tu consens, père indigné, à me donner ta fille, etc. » Puis : « Zamaïdj moutaa, je consens, moi, votre émir, à vous donner, à mon tour, cette fille que son père m'a donnée. » Qu'est-ce qui, pour l'observateur, indigné le plus : le formalisme odieux de ces crimes ou bien, une fois encore, la toute-puissance d'un psychopathe, autoproclamé « émir », qui ne répond plus devant personne de ses actes monstrueux ?

Le recrutement de ces groupes.

Le commandant Azzedine : « Il n'y a pas d'islamistes modérés ; dis-le lui, Miloud, que la seule différence entre les "durs" et les "modérés", c'est que les uns veulent nous manger en méchoui et que les autres nous préfèrent en tajine »

hâtent pour la prière (regards de convoitise ; nouvelles du matin ; petits rires ; embrassades ; mélange, qui me surprend un peu, de vieux en djellabas et de jeunes chaussés d'Addidas...). Je suis là, donc, quand un type, bizarre, très agité, s'approche : « Qu'est-ce que tu fais là ? C'est la place des musulmans ! Les étrangers n'ont rien à faire ici. » Puis, sans transition : « Tu as de l'argent français ? Viens, on va manger du poisson ; tu verras, c'est l'ami de ma sœur ! » Et me voilà donc attiré, de bon matin, devant une assiette de poisson trop frit dans une gorgotte de la pècherie, à écouter l'édifiant récit de la conversion à l'islamisme modéré de Saïd et de sa famille. « Mon père était kabyle, dit-il. Il est venu s'établir près d'Alger, après 62. Mais la Cité était pauvre. Il n'y avait de travail pour personne. Sauf pour un moudjahidin, ancien de la guerre d'indépendance, qui, quand j'étais gamin, s'était installé dans son garage un business illégal de bicyclettes. C'est pas normal, ça, tu comprends. C'est le désespoir de voir ça, pour un jeune ! Alors, quand les barbus sont venus, quand ils ont dit, à la mosquée, qu'ils allaient supprimer la corruption, on les a tous suivis. » J'essaie de lui parler des massacres : « C'est pas le Coran, ça, mon ami ; c'est une offense au Coran. » Je lui demande s'il n'est pas embêté par ces barbus qui se mêlent de la vie des

siège de la Sonatrach. Personne, m'explique-t-il, ne le savait dans son quartier. Personne, depuis des années, ne s'était jamais douté que ce jeune qui, chaque soir, réintègre sa maison de la Casbah en jean et perfecto a une double vie et porte, dans la journée, le costume et la cravate de l'employé modèle d'une entreprise d'Etat. Or voici que, le mois dernier, un « grand invité » saoudien se met en tête d'aller se recueillir à la vieille mosquée et lui demande de l'y conduire. Il arrête la Mercedes le long du front de mer, à quelques rues de chez lui. Il baisse son pare-soleil, met ses lunettes noires et sa main sur son visage. Il prie, oh ! oui, il prie qu'il ne se trouve pas un voisin pour le voir là, dans son « uniforme » d'agent du pouvoir et, donc, de traître à l'islamisme. Mais le temps passe. Le Saoudien s'éternise. La foule, autour de lui, se fait plus dense. Et ce qu'il redoutait tant, et depuis si longtemps, arrive : un type rôde autour de la voiture, le dévisage, s'éloigne, revient, le dévisage encore, parle à un autre type, s'en va. Depuis, il n'en dort plus. Il ne rentre, d'ailleurs, même plus chez lui pour dormir. Non que son quartier soit spécialement favorable à l'AFIS ou au GIA. Il est juste hostile à tout ce qui, de près ou de loin, symbolise le « pouvoir » algérien. L'alternative est claire : ou bien je l'aide à obtenir un visa

Saïd : « Alors, quand les barbus sont venus, quand ils ont dit, à la mosquée, qu'ils allaient supprimer la corruption, on les a tous suivis »

des commandements. Et donc, en parallèle, prolifération de groupes, déconnectés les uns des autres, sans commandement stratégique unifié : des dizaines, peut-être des centaines, de foyers de micro-pouvoir et d'extermination des civils.

Récit de Hand. Un matin, en se rendant à son bureau, un de ses

que cette histoire dit c'est, d'abord, cette souveraineté du microgroupe - condamné, dans la comédie comme dans l'horreur, dans le rocambolesque comme dans le tragique, à improviser ses normes et ses conduites.

Récit de Nadia. Elle a vingt ans. Jamais, encore, elle n'a pu raconter cette histoire. Trop peur

tend qu'il lui ait renversé sa « table » pour lui offrir de quoi la remplacer ; le jeune est prisonnier, là encore ; il est l'obligé du réséant ; pour peu qu'on le conduise, lui aussi, jusqu'à l'émir et pour peu qu'on le fasse, comme par hasard, à bord d'une voiture volée, ou repérée, ou qui a servi à une opération, il est définitivement piégé. Et puis le « trabendiste » enfin qui « tient le mur » et qui, depuis son mur, est le témoin oculaire d'un attentat : la police forcément l'interroge ; le recruteur, perdu dans la foule des badauds, constate, forcément aussi, qu'on l'interroge ; le lendemain, il revient : « Les frères savent que tu as vu ; ils savent aussi que tu as dit aux flics ce que tu as vu ; et si tu avais tout vu ? Et si tu nous avais reconnus ? Une seule solution pour prouver ta bonne foi - rencontrer l'émir à nouveau, porter un pli, rendre un service... » Le discours de la secte allie à celui de la mafia. La logique du grand banditisme, en renfort de celle de la foi. C'est la force des terroristes - c'est peut-être, déjà, leur défaite.

Je quitte Alger sur cette impression. La terreur peut encore frapper. La menace est partout présente. Le risque existe, à tout moment, d'une voiture piégée dans un marché, à la gare routière, à la Grande Poste ou aux portes d'un stade. Mais, face à une population qui, de son côté, avec un sang-froid exemplaire, reprend possession de la rue, les groupes ont, néanmoins, perdu la bataille des centres urbains. Cap, donc, sur la Mitidja, puis sur l'Ouest algérien, où la partie, en revanche, ne fait hélas que commencer.

Bernard-Henri Lévy
© Bernard-Henri Lévy
/ Le Monde

DEMAIN
2. La loi des massacres

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél.: 01-47-37-20-01. Télécopieur: 01-47-37-21-21. Tél.: 01-47-37-20-01
Tél. relations clientèle abonnés: 01-47-37-32-90
Internet: <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'Asie, si proche...

LA tourmente financière asiatique prend de l'ampleur. Née il y a tout juste un an avec les premières attaques contre la monnaie thaïlandaise, le bath, rien ne semble pouvoir l'arrêter. Devises, Bourses et perspectives de croissance: dans cette partie du monde où certains voulaient voir l'avenir, la chute est générale. Limitée dans un premier temps aux pays dits « émergents » — la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie —, la crise a atteint Hongkong et Taiwan, puis a destabilisé la Corée du Sud et le Japon, deux grandes puissances de l'économie mondiale. Dans cet inquiétant jeu de dominos, le regard est désormais tourné vers la prochaine victime possible, la Chine. Faute d'une réaction rapide et collective, la contagion menace.

Comme lors de la crise mexicaine de 1995, le Fonds monétaire international (FMI) espérait que les crédits massifs qu'il a déversés ces dernières semaines en faveur de la région permettraient de calmer la tempête. Il n'en a rien été jusqu'à présent. Les 100 milliards de dollars (600 milliards de francs) apportés par le FMI et la communauté internationale n'ont servi à rien, ou presque. La crainte de la défaillance de l'un ou l'autre des pays n'a pas disparu. Telle le Titanic, l'Asie semble s'enfoncer inexorablement dans la crise. Un cercle vicieux s'est enclenché sans que l'on en voit l'issue.

L'assainissement économique — celui des comptes et des structures — demandé par le FMI et les grands pays prêteurs en contrepartie de leur aide risque de pro-

voquer, dans l'immédiat, une période d'austérité pour des peuples qui n'en peuvent mais. Les responsables politiques de ces pays hésitent à mettre en œuvre les réformes sur lesquelles ils se sont pourtant engagés. Tout cela crée un climat général de défiance. Les investisseurs craignent un ralentissement encore plus brutal de la croissance, un mécontentement grandissant des populations et, finalement, un blocage général des économies.

Pour éviter au monde une déflation généralisée sur le modèle des années 30, le FMI, la communauté internationale et les dirigeants asiatiques doivent, ensemble, convaincre de leur capacité à combler les brèches tout en réformant en profondeur les économies de la région. Les pays riches ne doivent pas lésiner sur leurs soutiens. Les pays asiatiques doivent établir de nouvelles relations, saines et transparentes, entre les entreprises, les banques et les États.

La mondialisation, c'est-à-dire l'interdépendance croissante des économies, rend plus que jamais nécessaire la prise en charge par la collectivité mondiale des risques que fait désormais courir à toute la planète une crise locale, nationale ou régionale. Faute d'un gouvernement mondial, une utopie encore prématurée, les dirigeants du monde doivent imaginer au plus vite des formes efficaces de coopération pour rétablir la confiance dans cette Asie lointaine, aujourd'hui si proche.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombat
Directeurs: Jean-Marie Colombat; Dominique Aubry, directeur général;
Noël Couedel, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction: Edouard Plé
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Vincent Lecomte, Robert Solé
Rédaction en chef: Jean-Paul Bessis, Pierre Gaudet
Laurent Gellerman, Edith Herscovitch, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique: Dominique Royant
Rédaction en chef technique: Edouard Plé
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fournier

Mémoires: Thomas Perceval
Directeur exécutif: Eric Pélissier; directeur délégué: Anne Chassagnon
Conseiller de la direction: Alain Rollat; directeur des relations institutionnelles: David Vernet

Conseil de surveillance: Alain Méry, président; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs: Hubert Bernès-Méry (1944-1961), Jacques Pauzet (1961-1982),
André Lacroix (1982-1983), André Fournier (1983-1991), Jacques Lacomme (1991-1997)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social: 900 000 F. Actionnaires: Société d'Édition du Monde, Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde Chers kilowatts-heure

« SOYEZ de votre temps ! Utilisez le chauffage électrique, le plus propre, le plus sûr, le plus souple, le plus pratique. » C'est au dos d'une quittance de 1939 de la Compagnie parisienne de distribution d'électricité (CPDE) qu'on peut lire ce conseil. Chacun voudrait bien être de son temps en 1948; mais le radiateur électrique est devenu la bête noire des techniciens du « dispatching »; les discours ministériels eux-mêmes l'ont accusé de rendre les délestages obligatoires et de freiner ainsi la production nationale.

Les consommateurs dont la frilosité restait sourde à de tels arguments vont être maintenant mis au pas. Le nouveau tarif du courant porte le coup de grâce au chauffage électrique, qu'il soit direct, ce qui est une charge pour les heures difficiles, ou à accumulation, ce qui est une bonne source

de revenus pour le producteur. En 1939, quand la CPDE vantait les mérites du radiateur électrique, le tarif domestique était de 2,19 F pour la première tranche, de 1,19 F pour la deuxième tranche et de 0,40 F pour la troisième.

En 1948, la première tranche domestique est passée à 16,48 F (sept fois et demie plus cher qu'en 1939), la deuxième à 11,83 F (presque dix fois plus cher qu'avant la guerre) et la troisième à 7,44 F (soit dix-huit fois et demie plus cher qu'en 1939).

Bref, une consommation de 1 000 kWh par mois d'hiver passera de 750 francs en 1939 à 10 000 francs en 1948. Si l'on voulait nous détourner des applications domestiques de l'électricité, le moyen est sûrement excellent.

C.-G. B.
(8 janvier 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minut: 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE
Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

Le sport, un dopant pour les journaux

LA COUPE du monde de football ne sera pas seulement un événement de télévision. Les 37 milliards de téléspectateurs attendus devant leurs écrans, entre le 10 juin et le 12 juillet 1998, dévoreront aussi la presse écrite, qu'elle soit spécialisée ou non. A l'heure pour l'audimat, les grands événements sportifs dopent aussi les ventes des journaux, qui redoublent d'énergie, en ces occasions, pour séduire lecteurs et annonceurs. Ainsi, L'Équipe se prépare à ajouter, pendant les cinq semaines de la Coupe, une édition dominicale à sa couverture quotidienne. L'ensemble de la presse quotidienne généraliste suivra, à commencer par Le Monde, qui consacrera huit pages quotidiennes à l'événement, accentuant ainsi l'effort entrepris en 1996 pour la couverture des Jeux olympiques d'Atlanta.

Le Mondial ne sera pas l'unique rendez-vous sportif de 1998. Auparavant, il y aura eu les Jeux olympiques d'hiver de Nagano et Roland-Garros, puis aussitôt après, le Tour de France. Mais l'appétit du public pour l'information sportive ne se limite pas aux menus de fête; l'actualité du sport est permanente, et elle déborde largement du cadre de la presse spécialisée. Dans les journaux de qualité comme dans les journaux populaires, la rubrique sportive n'est plus confinée dans son ghetto de fin de journal, elle conquiert la « une », ses journalistes gagnent en crédibilité et les experts en marketing volent en elle un élixir rédactionnel contre le déclin des ventes.

« ASSUMER SANS COMPLEXE »

La place occupée par le sport dans le développement éditorial et commercial de la presse était le thème de la Conférence 1997 sur le lectorat, organisée à la fin de l'année dernière à Paris par l'Association mondiale des journaux (AMJ). « Pour reconstruire le journal, en 1990-1991, nous avons beaucoup parlé sur le sport », a témoigné Noël Couedel, directeur de la rédaction de Parisien. Avec succès pour la coupe de diffusion. Sur-tout, a-t-il précisé: « 33 % des lecteurs du Parisien ont été renouvelés depuis cinq ans. Ils sont jeunes pour la plupart, et deux fois sur trois, leur porte d'entrée a été la rubrique sportive. »

La démarche a été similaire à El Periódico de Catalunya, un quotidien catalan né en 1978 dans un univers concurrentiel féroce: aux huit ou neuf journaux d'informations générales vendus à Barcelone s'ajoutaient alors quatre quotidiens sportifs. Le pari du sport a toutefois été tenu par ce jeune titre à la ligne rédactionnelle plutôt progressiste. « La presse mo-

dern d'information doit assumer sans complexe le fait que le sport est devenu l'un des premiers centres d'intérêt », dit Antonio Branco, rédacteur en chef de El Periódico. C'est une hypocrisie de prétendre que le sport n'intéresse pas le lecteur cultivé, il faut se différencier de la presse spécialisée par la qualité, en privilégiant les aspects politiques, économiques et sociaux du sport. » Deux fois par semaine, une photo ou une infographie de sport rivalise en « une » avec un titre politique ou économique, et le lundi, le journal est partagé en deux cahiers jumelés de 24 pages chacun, celui des sports enveloppant celui des informations générales. Cette « priorité visuelle » accordée à l'actualité sportive aurait fait augmenter les ventes de 10 % ce jour-là. La même politique volontariste a fait le succès du Parisien: 20 % de la surface rédactionnelle est réservée au sport (9 pages, en moyenne sur 48, et 40 à 45 pages dans les éditions locales sur les 140 produites chaque week-end), et il est présent en « une » chaque jour.

Quel sport privilégier? Pour

Noël Couedel, la hiérarchie est nette: « Du foot, du foot et du foot. » Et plus précisément: « Le PSG, le PSG et le PSG. » La proximité avec une équipe est évidemment un « plus » pour se rapprocher de ses lecteurs. Surtout, si elle gagne. Rebecca Bucchi, directrice du marketing de l'Association américaine des journaux (NAA), a cité l'exemple de The Post-Crescent, le quotidien de Green Bay (Wisconsin) qui s'identifie presque totalement à l'équipe locale de football, les Packers. Le club et le journal sont liés par de nombreux accords commerciaux, et The Post-Crescent en a touché les dividendes cette année lorsque les Packers ont gagné le Superbowl: le phénomène Packers a généré 1,2 million de dollars (près de 7 millions de francs) pendant la saison régulière, et 300 000 dollars (environ 1,7 million de francs) pendant les play-off. Soit 2 % du chiffre d'affaires annuel du groupe.

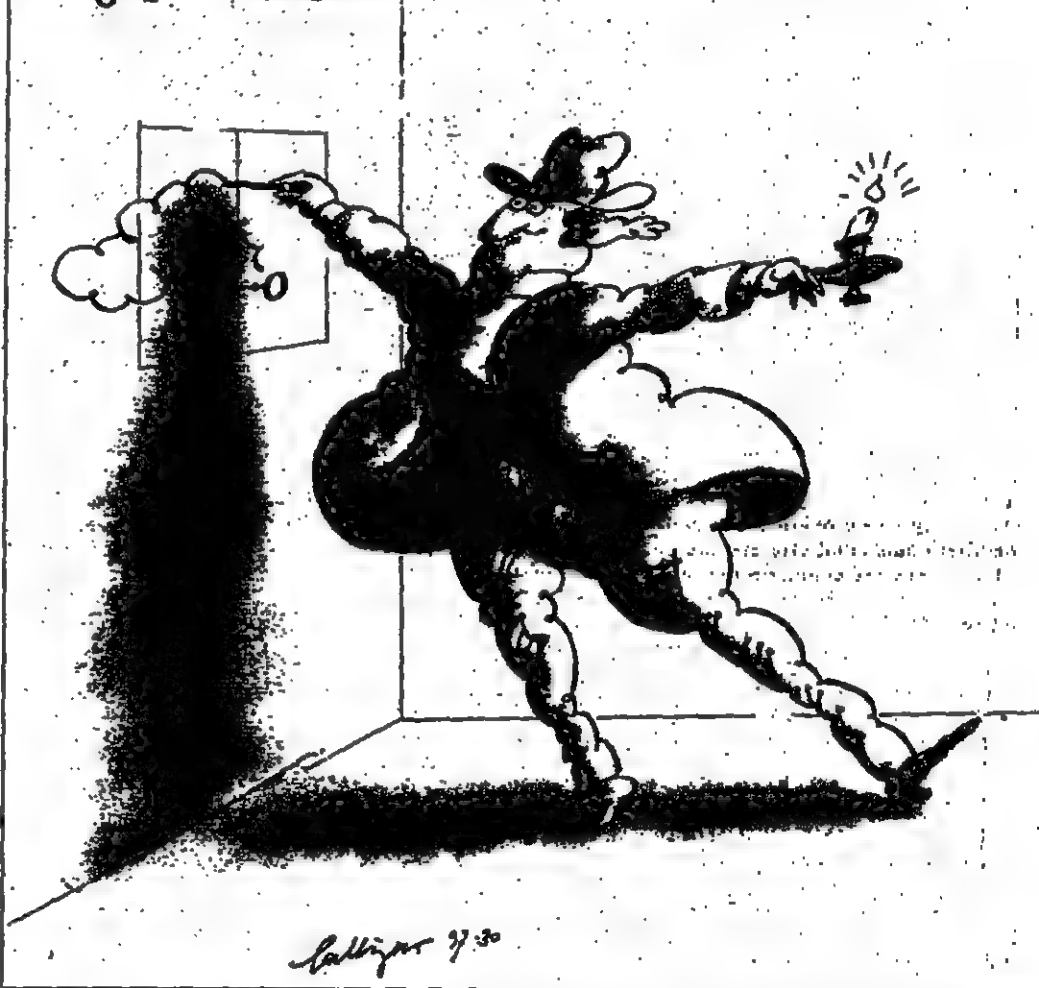
Toutefois, cette proximité, lorsqu'elle se double d'une relation d'affaires, n'est pas sans répercussion sur l'indépendance rédactionnelle.

De l'aveu d'Antonio Branco, la passion collective que suscite le club phare de Barcelone est « un piège ». « Nous avons toujours défendu le Barça comme lien social, dit-il, mais nous avons pris nos distances avec les géants du club. » Une telle approche critique est appréciée des lecteurs: El Periódico vend plus au lendemain d'une défaite que d'une victoire, car c'est dans ses colonnes que le supporteur vient chercher l'analyse du revers.

S'il contribue à rapprocher le lecteur, le sport a aussi l'inconvénient de le masculiniser. Aux États-Unis, une étude de la NAA montre que les rubriques sportives sont lues par 88 % des lecteurs contre 68 % des lectrices. En France, les lecteurs de L'Équipe sont à 85 % des hommes. Le danger a été identifié au Parisien, où « l'effort sur les pages hippiques et sportives a accentué le caractère masculin du journal ». Pour y remédier, explique Noël Couedel, rendez-vous à été pris... après la Coupe du monde.

Jean-Jacques Bozonnet

Songe par Calligaro



L'étape politique de la crise coréenne

Suite de la première page

Il l'a fait avec habileté: par un geste de magnanimité, non dénué d'arrière-pensée politique (se concilier le camp conservateur) en donnant son accord à l'annulation des deux ex-général-présidents corrompus. Il a dans le même temps, ironie mordante, demandé à l'agence de sécurité nationale (l'ex-KCIA), l'instrument de répression des dictatures dont il fut l'une des victimes, de s'occuper désormais des menaces étrangères plus que des opposants. La veille des élections, cette même agence avait détruit trois conteneurs de rapports sur Kim Dae-jung... Le nouveau président a surtout donné des assurances sur sa volonté de réformer l'économie en faisant voter, dès le 29 décembre, par le Parlement les lois en attente destinées à renforcer le contrôle du système financier et à assurer la transparence de celui-ci.

Le pays est pour l'instant sous le choc. Chacun y est trop inquiet sur son propre avenir pour que prennent corps des oppositions. Mais l'homme d'État Kim Dae-jung risque d'être rapidement placé en porte à faux par rapport à son image de désident, voire en contradiction avec les valeurs qui ont guidé sa vie. Il risque de faire

l'amère expérience de voir se dresser contre lui ses alliés d'antan: les étudiants et les syndicats.

Le défenseur des ouvriers, le catholique à la foi ardente appelant à la justice sociale se fait aujourd'hui l'avocat des lois du marché et prône la flexibilité en matière d'emploi. Le nouveau président a, en réalité, peu de marge de manœuvre. La politique économique de la Corée a été tracée par l'accord avec le FMI qu'il s'est engagé à respecter après avoir annoncé au cours de sa campagne qu'il comptait le renégocier. La reconstruction des conglomérats afin qu'ils se recentrent sur leur métier d'origine, la coupure des liens malsains entre milieux économiques et politiques, l'ouverture du capital des entreprises aux investisseurs étrangers et la dérégulation du marché du travail y sont définies comme les conditions du redémarrage de l'économie coréenne.

PATRIOTISME SOURCILLEUX

Elles sont peut-être porteuses d'une meilleure répartition des fruits de la remarquable expansion de ce pays qui l'a fait passer en quarante ans de la pauvreté au rang de onzième puissance économique du monde mais qui fut cher payée par ses « soutiens » (une bonne partie du monde ouvrier travaillant pour la sous-traitance).

Kim Dae-jung devra convaincre ses concitoyens d'accepter des réformes dont beaucoup étaient jugées nécessaires avant que le FMI n'en fasse des conditions de son aide. Mais la maladresse d'intérêts étrangers sur des firmes co-

lonisées sera mal ressentie: colonisée pendant quarante ans par le Japon, les Coréens font preuve d'un patriotisme sourcilieux. S'il veut éviter des crispations nationalistes, Kim Dae-jung devra ouvrir le pays sans donner l'impression de le brader et savoir, au moment opportun, faire le tri entre les réformes nécessaires mais compatibles avec les sentiments populaires et celles perçues comme d'arrogants diktats du FMI, et derrière lui des États-Unis et du Japon.

Dans l'immédiat, les restructurations annoncées, avec la liquidation d'entreprises et de banques surendettées, ne se feront pas sans un coût social élevé. M. Kim devra mettre en place rapidement un système de protection sociale pour faire accepter aux syndicats une plus grande souplesse sur le marché de l'emploi. Ces syndicats avaient démonté, il y a tout juste un an, leur combativité en forçant le gouvernement à amender des lois assouplissant les conditions des licenciements. Les licenciements sont « inévitables », a justement déclaré Kim Dae-jung, qui entend faire voter dès cette semaine une loi permettant les mises à pied en cas de fusions ou d'acquisition d'organismes financiers en difficulté. Plus d'un million de salariés pourraient perdre leur emploi dans les mois qui viennent, multipliant par deux le nombre des chômeurs. M. Kim a promis la création d'un organisme de compensation et de réorientation pour les demandeurs d'emploi, mais l'active Confédération coréenne des syndicats (FCTU) exige que les conglomérats assu-

ment leur responsabilité avant d'envisager des licenciements.

Au-delà d'une restructuration technique de l'appareil productif, c'est un nouveau contrat social, un nouveau rapport au sein de l'entreprise et entre celle-ci et le monde politique, que doit élaborer Kim Dae-jung. Sa tâche est d'autant plus difficile qu'il n'a pas les mains libres. Il arrive au pouvoir avec une très faible avance électorale et un Parlement où il ne dispose pas de la majorité. Il doit faire face à une bureaucratie qui le suspecte pour ses actions passées et représente les intérêts de l'élite politico-affairiste contrôlant depuis quarante ans les réseaux de pouvoir.

IMPOSER UN ÉQUILIBRE

Si la majorité parlementaire rechigne et si la bureaucratie traîne les pieds, les réformes pourraient s'enliser. Le nouveau président a en outre pour allié la vieille droite, héritière du régime Park Chung-hee (1961-1979). Il n'est pas certain que son chef, Kim Jong-pil qui, lorsqu'il était premier ministre de Park, mit les trusts au service de l'État, accepte les restructurations envisagées.

M. Kim hérite d'un pays dont l'économie est à la dérive. C'est une excellente occasion de réaliser des réformes impopulaires. Mais il lui faudra, à lui aussi, toute la force de ses convictions pour venir à bout des résistances et surtout imposer un équilibre entre l'efficacité économique et les principes de justice sociale dont il s'est toujours réclamé.

Philippe Pons

pour les journaux

Le Monde

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 8 JANVIER 1998

FINANCE Soutenus par la très forte hausse du dollar et les perspectives de reprise en Europe, les groupes français ont retrouvé les faveurs des investisseurs en 1997.

● LE SECTEUR FINANCIER ET BANCAIRE, en pleine restructuration, et les groupes paraissant opérables ont été les plus recherchés. Les AGF, convoités à la fois par l'allemand

Allianz et l'italien Generali, ont vu leur capitalisation boursière augmenter de 139 % en un an. ● LA CRISE ASIATIQUE, cependant, commence à affecter certains

groupes. LVMH, très impliqué en Asie, a perdu plus de 30 % de sa valeur boursière en un an. ● APRÈS UNE ANNÉE RECORD, les fusions et acquisitions devraient se poursuivre

en 1998. ● LES GROUPES FRANÇAIS ne sont pas les mieux placés en Europe : huit seulement ont une capitalisation boursière dépassant les 100 milliards de francs.

La capitalisation boursière des groupes français a fortement progressé en 1997

Les perspectives de reprise en Europe et la montée des OPA ont dynamisé les cours des sociétés. Les investisseurs parient sur une accélération des concentrations. Les entreprises tricolores, encore mal valorisées, sont des proies tentantes

L'ACTIVITÉ est bonne, les carnets de commande sont garnis. Pourtant, en ce début d'année, les chefs d'entreprise doutent. Avec la crise asiatique, beaucoup craignent de voir s'envoler, une nouvelle fois, la croissance, au moment même où celle-ci commence à devenir palpable. Tout au long de 1997, les investisseurs ont parié sur une reprise en Europe, soutenue par la très forte remontée du dollar. Les Bourses européennes ont connu les plus belles performances : 59 % de hausse à Milan, 58 % à Zurich, 47 % à Francfort. Celle de Paris a aussi connu une année record, tant en volume d'échanges, avec un total de 2 429 milliards de francs, qu'en nombre de transactions, avec 37,1 millions d'opérations enregistrées, selon la Société des Bourses françaises. L'indice CAC 40 a terminé l'année à 2 998,91 points, en hausse de 29,5 % sur douze mois.

Après cinq années de quasi-stagnation, cette hausse témoigne d'un regain d'intérêt pour les groupes français. En pleine restructuration, le secteur bancaire et financier est celui qui en a le plus bénéficié. Convoités à la fois par l'allemand Allianz et l'italien Generali, les AGF se placent au premier

Groupes En milliards de francs	Capitalisation au 31-12-1996	Capitalisation au 31-12-1997	Évolution en %
AGF	22,8	54	136,8
Alcatel Alsthom	67,4	124,4	84,6
Accor	21,7	39,9	83,9
Compagnie bancaire	17,1	30,6	78,9
CCF	17	29,7	74,7
Lafarge	13,8	23,7	71,7
Promodès	27,3	47	70,9
Rhône-Poulenc	37,9	67	67,5
BNP	41,6	68,2	63,9
Dexia	16,3	26	57,6
Total	101,6	159	56,5
Financière Printemps Redoute	46	71,9	56,3
AXA-UAP (2)	99	154,2	55,8
Havas	25,3	35,8	53,6
Société générale	51,3	78,3	52,6
Renault	26,7	40,6	52,1
Paribas	43,5	65	49,4
Banque	32,5	48,4	49,3
Elf Aquitaine	128,8	192,1	49,1
Scm	42,3	63,9	48,3

(1) introduction le 20-10-1997. (2) Cours reconstitués après fusion.

rang des hausses boursières : la capitalisation de la compagnie d'assurances a augmenté de 136 %, pour terminer à 54 milliards de

L'évolution des capitalisations des sociétés du CAC 40

Groupes En milliards de francs	Capitalisation au 31-12-1996	Capitalisation au 31-12-1997	Évolution en %
Général des eaux	78,8	112,6	42,9
Suez-Lyonnaise (2)	58,7	85,8	42,8
Legrand	18,9	25,6	35,4
Sano	54	70,8	31,1
Peugeot	29,2	38	30,1
Valéo	22,3	28,7	28,7
Michelin	32,2	41,2	28
Lafarge	29,3	37,2	27
Canal Plus	28,1	35	24,6
L'Oréal	132	159,1	20,5
Saint-Gobain	63,5	76,2	20
Air Liquide	59,2	68,8	16,4
Usinor	18,3	21,1	15,3
Ernst & Young	21,6	24,8	14,8
Bic	21,3	24,2	12,6
Thomson CSF	20,1	22,6	12,4
France Télécom (1)	206,5	218,3	5,7
SGS-Thomson	51	51,8	1,6
Carrefour	129,8	120,8	-6,9
LVMH	126,6	87,5	-30,9

Groupes En milliards de francs	Capitalisation au 31-12-1996	Capitalisation au 31-12-1997	Évolution en %
Général des eaux	78,8	112,6	42,9
Suez-Lyonnaise (2)	58,7	85,8	42,8
Legrand	18,9	25,6	35,4
Sano	54	70,8	31,1
Peugeot	29,2	38	30,1
Valéo	22,3	28,7	28,7
Michelin	32,2	41,2	28
Lafarge	29,3	37,2	27
Canal Plus	28,1	35	24,6
L'Oréal	132	159,1	20,5
Saint-Gobain	63,5	76,2	20
Air Liquide	59,2	68,8	16,4
Usinor	18,3	21,1	15,3
Ernst & Young	21,6	24,8	14,8
Bic	21,3	24,2	12,6
Thomson CSF	20,1	22,6	12,4
France Télécom (1)	206,5	218,3	5,7
SGS-Thomson	51	51,8	1,6
Carrefour	129,8	120,8	-6,9
LVMH	126,6	87,5	-30,9

Groupes En milliards de francs	Capitalisation au 31-12-1996	Capitalisation au 31-12-1997	Évolution en %
Général des eaux	78,8	112,6	42,9
Suez-Lyonnaise (2)	58,7	85,8	42,8
Legrand	18,9	25,6	35,4
Sano	54	70,8	31,1
Peugeot	29,2	38	30,1
Valéo	22,3	28,7	28,7
Michelin	32,2	41,2	28
Lafarge	29,3	37,2	27
Canal Plus	28,1	35	24,6
L'Oréal	132	159,1	20,5
Saint-Gobain	63,5	76,2	20
Air Liquide	59,2	68,8	16,4
Usinor	18,3	21,1	15,3
Ernst & Young	21,6	24,8	14,8
Bic	21,3	24,2	12,6
Thomson CSF	20,1	22,6	12,4
France Télécom (1)	206,5	218,3	5,7
SGS-Thomson	51	51,8	1,6
Carrefour	129,8	120,8	-6,9
LVMH	126,6	87,5	-30,9

tiques, avec lesquels il réalise 62 % de son chiffre d'affaires, le groupe de luxe a été abandonné par les investisseurs au second semestre. Il a perdu 30,9 % de sa valeur boursière sur un an, pour redescendre à 87,5 milliards.

Carrefour, dans une moindre mesure, est aussi victime de l'effondrement asiatique. Le groupe de grande distribution, qui a été le premier à se développer en Chine et à Taiwan, paie aujourd'hui ses audaces. Bien qu'il soit solidement implanté en Europe, les investisseurs redoutent de le voir subir des pertes en Asie : sa valeur boursière a diminué en un an de 6,9 %, à 120,8 milliards de francs.

D'autres sociétés seront-elles affectées à leur tour par la crise asiatique dans les prochaines semaines ? Les analystes se montrent très circonspects. A court terme, certains pensent que l'indice CAC 40 pourrait monter jusqu'à 3 100 points. D'autres imaginent une possible baisse. A moyen terme, tous croient, cependant, à une forte activité boursière soutenue par la mise en place de l'euro qui imposera aux groupes des rachats et des concentrations pour acquiescer à leur taille européenne.

Les groupes français ne sont pas forcément les mieux placés dans cette redistribution des cartes. En dépit de leur forte croissance boursière en 1997, la très grande majorité d'entre eux sont mal valorisés. Les sociétés seulement affichent une capitalisation de plus de 100 milliards de francs. A l'exception d'Elf Aquitaine, de France Télécom, L'Oréal, Air Liquide, Legrand et Bic, tous les autres se paient moins d'une fois leur chiffre d'affaires. Ils n'en deviennent que des proies plus tentantes pour des concurrents à la recherche de paris de marché.

Martine Orange

Les Français mal placés dans l'indice européen

A mesure que la date de l'instauration de l'euro se rapproche, certaines sociétés françaises redoutent de ne pas être retenues dans le futur indice des cinquante premières valeurs européennes. Cet indice, appelé à être l'instrument privilégié des grands investisseurs internationaux, doit être élaboré par l'américain Dow Jones. Un de ses critères de sélection sera la capitalisation boursière.

A cette aune, treize groupes français seulement peuvent espérer y figurer, dont France Télécom, AXA-UAP, LVMH ou Danone. D'autres, comme Michelin, Saint-Gobain ou Renault, en seraient exclus. Pourraient également être retenues dix-neuf sociétés allemandes, huit néerlandaises, cinq espagnoles, quatre italiennes et une finlandaise (Nokia). Lorsque la Grande-Bretagne intégrera l'euro, l'indice européen sera revu, et les groupes français risquent d'y voir leur part encore réduite.

Des fusions et acquisitions de plus en plus nombreuses et imposantes

A L'HEURE des bilans, les banquiers d'affaires se frottent les mains. Les opérations de fusions et acquisitions, de plus en plus imposantes, se sont multipliées en 1997. Les commissions qu'ils encaissent aussi.

Selon le magazine *Fusions et Acquisitions*, qui vient de publier son palmarès annuel des banques-conseils en France, en 1997, sept opérations impliquant un ou deux acteurs français ont dépassé le montant de 20 milliards de francs. Du jamais vu. Parmi elles, on compte trois opérations franco-françaises : la fusion Suez-Lyonnaise des eaux (pour 46 milliards de francs), l'acquisition de Womms & C^o par les AGF et l'IFIL (32 milliards de francs) et l'offre publique d'achat (OPA) de Rallye sur Casino (31 milliards). Trois d'entre elles sont le fait de groupes français à l'étranger : l'acquisition de la totalité du capital de Rhône-Poulenc Rorer par Rhône-Poulenc (27 milliards de francs), la participation de LVMH dans le groupe Diageo né de la fusion GrandMet-Guinness (26 milliards) et l'OPA hostile réussie de Lafarge sur le groupe britannique Redland (21,7 milliards). La dernière opération de plus de 20 milliards, l'OPA d'Allianz sur les AGF (60 milliards), a touché une cible française. Le record de taille établi en 1996 par l'opération AXA-UAP (49,6 milliards) a donc été largement battu.

Cinq banques, dont trois françaises (Lazard, Rothschild & C^o et la Société générale) et deux étrangères (Morgan Stanley et Goldman Sachs), ont dépassé la barre des 100 milliards de francs de transactions conseillées, contre deux seulement en 1996. Morgan Stanley arrive en tête du classement. Elle a détrôné la banque Lazard, qui doit surtout sa bonne place à l'excellente année de Lazard Londres. En prenant en compte les OPA sur

Casino et AGF, qui n'étaient pas bouclées fin 1997 et ne sont donc pas incluses dans le classement, Rothschild & C^o remonterait en tête.

Les trois banques à réseau françaises, la Société générale, la BNP (première par le nombre de transactions) et le Crédit lyonnais, ont bien défendu leur position. La Société générale tire les fruits d'une politique de développement très déterminée, depuis la mise en place de banquiers-conseils en 1995 jusqu'au rachat des activités de la banque d'affaires anglaise Hambro & Co. « La Société générale a pris des participations dans des groupes qui bougent beaucoup. Elle a su en tirer parti », relève un de ses concurrents, qui ne manque pas, au passage, de rappeler que cela n'a pas réussi à tous ses clients et notamment à Promodès, co-conseillé par Morgan Stanley, dont l'OPA sur Casino a échoué. Les

banques commerciales françaises profitent aussi des moyens financiers qu'elles peuvent mobiliser rapidement pour leurs clients : la BNP, le Crédit agricole-Indosuez, le Crédit lyonnais, aux côtés d'ABN Amro et de Deutsche Morgan Grenfell, apparaissent ainsi comme des concurrents de Jean-Charles Naouri pour le rachat de Casino.

TROIS OPA

Paribas ne se classe qu'au huitième rang du palmarès, qui exclut toutes les opérations réalisées par un groupe bancaire pour son propre compte, comme le rachat de l'épicerie de Danone par Paribas affaires industrielles ou l'opération Compagnie bancaire. Paribas, comme la BNP et Deutsche Morgan Grenfell, était en outre mobilisé sur la privatisation de France Télécom, qui n'entre pas non plus dans le palmarès.

De l'avis de tous les banquiers,

Les dix premières banques-conseils en 1997

Le magazine *Fusions et Acquisitions* a établi le classement suivant pour 1997 en fonction du montant total des opérations conseillées.

- Morgan Stanley : 179,1 milliards de francs (principales opérations : Suez/Lyonnaise des eaux, Rhône-Poulenc/Rorer, Grand Met-Guinness/LVMH).
- Lazard : 130,2 milliards (Hoechst/Roussel-Uclaf, Générale de santé/Cinven, Redland/Lafarge, Filipacchi Médias/Lagardère).
- Société générale : 123 milliards (AGF-Soméal/Worms, Salomon/Adidas, Sodexho/Marriott Services, Rhône Poulenc/Rorer, Canal Plus/Nethold, Worms/Saint-Louis, Générale des eaux/Havas).
- Goldman Sachs : 121,8 milliards (Adidas/Salomon, Rhône-Poulenc/Rorer,

- Havas/Générale des eaux, AGF-Soméal/Worms).
- Rothschild & C^o : 119 milliards (Cinven/Générale de santé, LVMH/GrandMet-Guinness, Havas/Générale des eaux, AGF-Soméal/Worms).
- Banerji-BNP : 89,4 milliards (Lafarge/Redland, Saint-Louis/Worms, AGF-Soméal/Worms, Monoprix/Casino).
- Citinvest-Crédit lyonnais : 85,5 milliards (Adidas/Salomon, Lyonnaise des eaux/Suez, Filipacchi Médias/Lagardère).
- Paribas : 77,5 milliards (Adidas/Salomon, Casino/Leader Price-Franprix).
- JP Morgan : 64,9 milliards (Redland/Lafarge).
- Crédit agricole-Indosuez : 56,4 milliards (Rallye/Casino).

les opérations les plus marquantes de l'année 1997 en France auront été les trois OPA hostiles : celle initiée par François Pinault (notamment conseillé par JP Morgan) sur le groupe Womms, celle de Promodès (conseillé par Morgan Stanley et Lazard) sur Casino puis celle de Generali (conseillé par Lazard) sur les AGF. « Mais il est important de souligner qu'aucune des trois n'a réussi », souligne Edouard de Rothschild, associé-gérant de Rothschild & C^o. « Les méthodes de défense ont bien fonctionné grâce notamment au développement de nouveaux instruments comme les certificats de valeur garantie », explique Marc Pandraud, chez Deutsche Morgan Grenfell.

L'année 1998 sera-t-elle un aussi bon cru que 1997, qui a bénéficié d'une bonne conjonction boursière et de taux d'intérêt bas ? Aux États-Unis, le marché des introductions en Bourse marque un ralentissement et l'activité de fusions et acquisitions en Grande-Bretagne, qui représente 40 % du marché européen, a été en légère baisse en 1997. Cela n'inquiète pas outre mesure les professionnels. « Le continent va représenter une part plus importante du gâteau », commente Michael Zaoui, qui dirige le département fusions et acquisitions de Morgan Stanley. Pour lui, les opérations domestiques vont continuer à céder du terrain aux opérations transfrontières en Europe, monnaie unique oblige. Peu endettées et plus productives, les entreprises françaises vont aussi chercher à croître, pour satisfaire la Bourse, mais aussi pour faire face à l'émergence de géants européens. De l'avis général, les secteurs les plus sensibles sont les banques, la pharmacie, les médias et télécommunications, l'agroalimentaire et les équipementiers automobiles.

Sophie Fay

Les opérateurs de téléphonie mobile veulent arrêter de casser les prix

LA FÊTE a du bon. Mais vient le moment où elle doit s'arrêter, même si le retour aux réalités quotidiennes risque d'être brutal. Les opérateurs français de téléphonie mobile en sont là. Pendant un an, ils ont « grisé » les Français à coup de promotions, et le nombre des abonnés a doublé : il frôle aujourd'hui les 5,8 millions. Maintenant, ils vont devoir expliquer pourquoi les prix vont remonter.

« Il fallait confirmer le décollage du téléphone mobile en France, montrer que celui-ci avait bien sa place comme outil de communication à part entière. Les promotions ayant donné un coup de pouce à la fin de ce cycle », explique Didier Pouillot, responsable des analyses industrielles à l'Institut d'études de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate). Les promotions, qui ont notamment consisté à offrir un terminal téléphonique avec certains abonnements, ont eu pour effet d'attirer près de 900 000 nouveaux abonnés pour le seul mois de décembre auprès de France Télécom, SFR et Bouygues Télécom.

Ces promotions, qui en principe prennent fin le 18 janvier, Didier Pouillot, le directeur commercial de France Télécom Mobiles, assure vouloir « en sortir ». « Nous allons laisser refroidir le marché et profiter du premier trimestre 1998 pour revenir à des pratiques plus saines », annonce Alain Hennequin, le directeur général de SFR.

La prime de bienvenue, qui consiste pour les opérateurs à subventionner l'achat du terminal – en le vendant moins cher qu'ils ne l'achètent ou en l'offrant –, devrait disparaître. « Nous maintenons notre objectif de la supprimer en 1998 », indique M. Pouillot.

« L'assainissement est nécessaire

pour les opérateurs, car cette pratique de la prime à l'achat du terminal, ou du terminal gratuit, leur coûte cher : on peut presque dire que plus ils vendent, plus ils perdent de l'argent », relève M. Pouillot. « Avec ces promotions il y a aussi le risque que les réajustements diminuent après la période minimale d'un an des contrats », ajoute M. Pouillot, qui rappelle que « ce n'est qu'au bout d'un an que les opérateurs commencent à entrer dans leurs frais avec ces abonnés ». Le taux de désabonnement serait de 25 % chez les opérateurs français.

Reste à savoir comment réajusteront les Français à cette « vérité » des prix vers laquelle affirment vouloir aller les opérateurs. Dans un premier temps, un phénomène de pause devrait être observé. « La croissance des derniers mois de 1997 va être rapidement oubliée », pronostique M. Pouillot. « Nous allons avoir fatalement un premier trimestre en léger ralentissement, car il y a certainement eu beaucoup d'anticipations d'achats, et nous avons épuisé le réservoir de ceux qui, psychologiquement, étaient prêts à acheter », confirme M. Hennequin.

Pour autant, « le nombre d'abonnés supplémentaires sera, en 1998, du même ordre qu'en 1997 », prédit M. Pouillot. « Au moins du même ordre », renchérit M. Hennequin. « Dans d'autres pays, même quand le marché a atteint, comme en France, le seuil de 10 % de taux d'équipement, les ventes continuent à croître », souligne M. Pouillot, qui estime qu'« il ne serait pas étonnant qu'en 1998 on [compte] 2 à 3 millions d'abonnés supplémentaires ».

Philippe Le Cœur

Promodès se rapproche du premier distributeur belge

A PEINE tournée la page Casino, Promodès reprend le cours de son développement international. Après des acquisitions en Espagne et au Portugal, et une alliance conclue en Italie ces derniers mois, le groupe de distribution normand a annoncé, mercredi 7 janvier, un renforcement des liens noués en 1995 avec le numéro un belge de la distribution alimentaire, le groupe GIB. Ce dernier « a réuni l'ensemble de ses activités supermarchés et hypermarchés sous une seule entité, appelée GB, dont le capital a été ouvert à Promodès à concurrence de 27,5 % », précise un communiqué.

GB totalise un chiffre d'affaires consolidé de 23 milliards de francs français, avec 630 magasins en Belgique sous de multiples enseignes (Maz GB, Super GB, Unic, Nopri, Big's Continent...), 16 supermarchés Globi en Pologne, et une filiale de logistique, Supertransport. Promodès estime avoir réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards (180 milliards sous enseignes, franchises compris).

DÉPÊCHES

■ **GENERAL MOTORS** : le premier constructeur automobile mondial pourrait réduire de 20 % à 30 % ses effectifs en Europe, actuellement de 80 000 personnes, au cours des cinq prochaines années, notamment dans les usines de sa marque allemande Opel, selon le *Wall Street Journal Europe* du 7 janvier. GM a également décidé de reporter au-delà de 1999 l'ouverture de sa nouvelle usine en Thaïlande.

■ **TOYOTA** : le constructeur automobile japonais espère vendre 5,6 millions de véhicules dans le monde - dont 2,14 millions au Japon - au cours de l'année calendaire 1998, ce qui représenterait pour lui un nouveau record. Un tel objectif traduirait une progression de 220 000 véhicules sur l'année précédente (ou +4,5 %).

■ **ULTRAMAR-PETRO-CANADA** : un projet de fusion des activités de raffinage, de commercialisation et de distribution au Canada et dans le nord des États-Unis a été annoncé, le 6 janvier, par les compagnies pétrolières américaine Ultramar/Diamond Shamrock Corp. et canadienne Petro-Canada. Avec un chiffre d'affaires de 36 milliards de francs, cet ensemble deviendrait la plus grosse compagnie pétrolière au Canada, exploitant cinq raffineries, dont une aux États-Unis, et plus de 3 500 stations-service en Amérique du Nord.

■ **DASSAULT SYSTÈMES** : la société française de logiciels de conception et de fabrication assistées par ordinateur a annoncé, mercredi 7 janvier, le rachat de l'américain Deneb, spécialisé dans la simulation des processus de fabrication, pour 105 millions de dollars (630 millions de francs).

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : l'État allemand a vendu 13 % du capital de l'opérateur de télécommunications pour 10 milliards de DM (33,4 milliards de francs) à l'Institut pour la reconstruction (KfW), lundi 5 janvier. Jusqu'alors, l'État détenait 74 % de Deutsche Telekom, le reste ayant été placé en Bourse en novembre 1996. Le KfW placera ses actions sur le marché de façon progressive. Deutsche Telekom a indiqué au quotidien *Bild* paru le 7 janvier qu'il renonce provisoirement à sa décision de taxer ses abonnés partant chez des concurrents.

■ **CHINE** : le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles a atteint 13,25 millions fin 1997, soit une progression de 6,4 millions, a indiqué, mardi 6 janvier, l'agence Xinhua.

■ **UNISYS** : le groupe américain abandonne les ordinateurs personnels, a-t-il annoncé le 6 janvier. Il va passer dans ses comptes à cet effet, et pour couvrir des dépréciations d'actifs, une provision de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs) au dernier trimestre 1997.

La chute des devises et des marchés boursiers asiatiques s'accélère

La Bourse de Hongkong a perdu 5,89 %, mercredi 7 janvier

Les places financières d'Asie du Sud-Est ont connu une nouvelle journée noire, mercredi 7 janvier. La roupie indonésienne a perdu 12 %

de sa valeur face au dollar, entraînant les autres monnaies de la région dans son sillage. Même le dollar de Singapour, jusqu'alors relativement

épargné, a plié, provoquant une chute de 4,82 % de la Bourse. Les experts redoutent une extension de la crise à la Chine.

JUSQU'OU tomberont les monnaies et les Bourses d'Asie du Sud-Est ? La crise financière dans la région, qui a commencé au début du mois de juillet 1997 avec la rupture du lien entre le baht thaïlandais et le dollar, prend des proportions vertigineuses qu'aucun expert n'avait envisagées.

Mercredi 7 janvier, la roupie indonésienne a plongé de 12 % vis-à-vis de la monnaie américaine, les opérateurs ayant mal réagi à la présentation du budget pour 1998, jugé totalement irréaliste. La baisse de la roupie s'établit à 39 % depuis le début de l'année, après un recul de 56 % en 1997 ! Entraînée par la roupie indonésienne, les autres devises de la région plongeaient. Le ringgit malaisien perdait 6,8 %, le baht thaïlandais 4,2 %, le peso philippin 2,8 % et le dollar de Singapour 2,2 %, pour se retrouver à son plus bas niveau depuis six ans. Les experts attribuent davantage la chute des monnaies au comporte-

ment des investisseurs locaux qu'à celui des opérateurs étrangers, souvent incriminés. Afin de pouvoir rembourser leurs emprunts libellés en devises étrangères, notamment en dollars, les entreprises et les banques de la région cherchent désespérément à se procurer des billets verts.

Pénalisées par la chute des monnaies, les Bourses d'Asie du Sud-Est reculaient fortement mercredi. Kuala Lumpur perdait 4,27 %, Manille 4,02 % et Djakarta 2,21 %. Plus inquiétant encore, Singapour, qui avait été jusqu'à présent relativement épargné par la crise en raison de la solidité de son économie - la richesse par habitant y est supérieure à celle observée en France, la balance courante dégage un excédent représentant 13 % du produit intérieur brut, contre un déficit de 3 % en Corée du Sud -, cédait 5,91 %. A Hongkong, où la situation, après le mouvement de panique du mois d'octobre, avait

réussi à se stabiliser, décrochait à nouveau. L'indice Hangseng de la Bourse a terminé la séance en baisse de 5,89 %.

Les experts ont du mal à se retrouver dans cette tempête et à faire des pronostics sur la suite de la crise. Les économistes les plus optimistes estiment que les atouts structurels dont disposent les nations d'Asie du Sud-Est vont servir de forces de rappel qui permettront tôt ou tard aux marchés financiers de se redresser. Ils mettent en avant la qualité du appareil productif et du système éducatif dans ces pays, et estiment que le ralentissement de l'activité attendu - le PIB thaïlandais reculerait par exemple de 1,5 % en 1998 après une progression de 7 % en 1996 et 3 % en 1997 - n'effacera pas le boom économique qu'a connu l'Asie du Sud-Est depuis dix ans.

D'autres spécialistes se montrent beaucoup plus inquiets. Ils redoutent une crise sociale majeure

en raison des plans massifs de licenciement que le nouveau président sud-coréen Kim a lui-même jugé « inévitables ». Ils estiment aussi que les plans d'aide internationaux adoptés à l'automne dernier en faveur de la Thaïlande et de l'Indonésie sont d'ores et déjà dépassés et que la banqueroute de ces deux États est inévitable. Mais la principale source d'inquiétude concerne la Chine et Hongkong. Le lien entre le dollar de Hongkong et le billet vert pourra-t-il être maintenu ? Pékin, de son côté, malgré les démentis officiels, ne va-t-il pas être tenté de dévaluer le yuan pour préserver la compétitivité de ses produits sur le marché mondial ? Déjà, en Chine, sur le marché noir, cette crainte incite une partie de la population à acheter des dollars. Le billet vert s'y échange à 8,4 yuans, contre 8,27 yuans au taux officiel.

Pierre-Antoine Delhomme

Les chantiers navals européens réclament une baisse des capacités sud-coréennes

AVEC L'ÉLECTRONIQUE et le matériel hi-fi, la construction navale est une industrie-phare de l'économie sud-coréenne et son expansion effrénée suscite régulièrement des protestations véhémentes de la part des concurrents de la vieille Europe. Alors qu'il y a vingt ans ce pays ne comptait quasiment pas sur ce créneau, il occupe aujourd'hui le second rang mondial, derrière le Japon. Exploitée en tonneaux de fange brute, la production des chantiers coréens représente 24,3 % du total mondial, contre 14,8 % en 1993, grignotant

des parts de marché sur l'Allemagne, le Danemark et bien sûr la France. Les grands chantiers coréens (Hyundai, Daewoo, Samsung, Halla...) sont présents non seulement sur le marché des grands pétroliers, des porte-conteneurs et des cargos transporteurs de charbon ou de blé (des armateurs français comme Louis Dreyfus, le groupe CGM/CMA ou Van Omeren s'y fournissent), mais aussi sur celui de navires plus sophistiqués comme les paquebots ou les méthaniers.

Le Comité des associations européennes de constructeurs de navires (CESA) a interpellé les autorités de Bruxelles, courant décembre, pour protester contre les aides fournies par les organismes internationaux, comme le FMI, au gouvernement de Séoul pour lui permettre de surmonter la crise actuelle. « C'est la politique insensée de construction navale menée par la Corée, fondée sur l'augmentation irresponsable des capacités de production et la casse des prix qui a conduit aux tensions financières et à la crise industrielle affectant négativement l'industrie

navale dans le monde », souligne le CESA. Ce sont en fait les contributeurs du Japon, des États-Unis et de l'Europe qui subventionnent la Corée pour lui permettre de se tirer d'affaire, ajoute en substance le CESA, qui note que la dévaluation du won va encore renforcer la compétitivité des chantiers coréens. Il demande que les soutiens occidentaux ne soient accordés que si Séoul s'engage à réduire considérablement la capacité de production de ses docks.

COMPÉTITIVITÉ SALARIALE
Entre 1995 et 2005, le taux de croissance des capacités de production coréennes est estimé à 108 %, contre 29 % au Japon ; un chiffre considérable qui aura pour première conséquence une baisse des prix généralisée sur le marché mondial et une dégradation prévisible des résultats de tous les grands chantiers européens, au premier chef, mais aussi... coréens. Les pertes nettes de Samsung en 1996, par exemple, se sont élevées à 338 millions de dollars. Quant à Halla, le chantier qui s'est le plus

développé, il est en quasi-faillite.

Selon les navires, la main d'œuvre représente 30 % à 40 % du coût total, ce qui donne un avantage aux entreprises asiatiques en raison du niveau plus bas des salaires. Mais la compétitivité ne dépend pas de ce seul facteur. Elle prend aussi en compte l'évolution de la monnaie (par rapport au dollar) ainsi que le montant et la nature des aides, qui se sont élevées à 2 390 millions de dollars en moyenne annuelle en Corée entre 1988 et 1993, dont 595 millions d'abandons de créances pris en charge par l'État, contre 1 900 au Japon ou 634 en France. La compétitivité est aussi fonction de l'organisation de la production à l'intérieur du chantier ou du volume des commandes « garanti » par des armateurs domestiques, ce qui est le cas en Corée. Cela fragilise encore les chantiers français par rapport aux entreprises allemandes ou italiennes, qui bénéficient d'un regain de dynamisme de leurs armateurs respectifs.

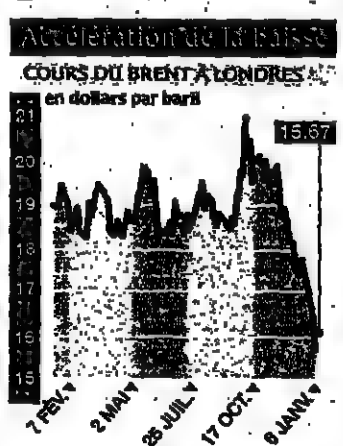
François Grosrichard

Les valeurs pétrolières et les Bourses mondiales sont affectées par la baisse des prix du brut

APPARUE aux États-Unis lundi 5 janvier, la tourmente qui souffle sur les valeurs pétrolières et parapétrolières s'est propagée à l'ensemble des places européennes mardi. Aucune valeur du secteur n'a été épargnée. A Londres, Shell et British Petroleum ont perdu 5 %. A Paris, dans un marché en recul de 1,14 %, les six plus importantes baisses ont été enregistrées par Elf (-7,9 %), Géophysique (-7,2 %), Bonnygas Offshore (-6,4 %), Colferip (-6,4 %), Isis (-5,9 %) et Total (-5,8 %). La tendance s'est poursuivie à New York avec Exxon (-3,4 %) et Chevron (-2,3 %).

L'explication se trouve dans la chute des cours du pétrole, affectés par la crise asiatique et par la perspective de reprise des exportations de brut irakien, sur un marché où l'offre abonde déjà. Mardi, le « Brent », qualité de référence de la mer du Nord, est tombé à 15,67 dollars, retrouvant son niveau d'octobre 1995. A New York, le « light sweet crude », échelonné février, a gagné 2 cents à 16,91 dollars. La veille, il avait perdu 54 cents à 16,89 dollars, en raison du niveau élevé des stocks et de la douceur des températures que connaît le Nord-Est des États-Unis en raison du phénomène climatique El Niño.

La baisse des cours s'est amplifiée fin novembre, après la décision des onze membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de relever de 10 % leurs quotas de production pour le porter dès le 1^{er} janvier de 23,09 à 27,5 millions de barils/jour. Ce relèvement intervient dans un contexte peu favorable. Sur le plan climatique, Phi-



Les cours du brut (100 barils) de Brent, qualité de référence de la mer du Nord, ont perdu plus de 10 % en un mois et 30 % en un an. Ils avaient atteint un pic de 18 dollars à la fin de l'été 1997.

ver n'est pas au rendez-vous. De plus, la crise asiatique soulève l'inquiétude sur l'activité dans cette région et donc sur la demande en énergie.

REPRISE DES VENTES IRAKIENNES
Enfin, mardi, l'annonce par les autorités irakiennes de la prochaine reprise de leurs exportations de pétrole a atténué un peu plus les cours. Bagdad reprendra ses ventes interrompues début décembre dans les deux jours suivant l'approbation par les Nations unies de leur plan de distribution de l'aide alimentaire. L'accord renouvelle l'autorisation de commercialiser jusqu'à 1 milliard

de dollars de pétrole par période de 90 jours. Les cours baissent, l'Irak mettra davantage d'huile sur le marché.

La conjonction de ces phénomènes a conduit les analystes financiers à revoir leurs prévisions. Jusqu'alors, ils se focalisaient sur un autre indicateur - le dollar - qui régit l'évolution des cours pétroliers. La baisse du billet vert leur avait fait oublier la dégradation des cours du brut. D'où la forte correction actuelle. « Chez Elf, une variation des prix du pétrole de 1 dollar par baril a un impact de 1,5 milliard de francs sur le résultat opérationnel avant, à la hausse ou à la baisse, explique Jean-François Carminat, directeur de la communication financière. Pour la parité dollar-franc, 10 % de variation ont le même impact de 1,5 milliard de francs ».

Pour Total, la fluctuation de 1 dollar par baril a un impact de 550 millions de francs sur le résultat opérationnel global, et de 6 % sur le bénéfice net. Selon Michel Houcard, responsable de la communication financière, le groupe est moins exposé que d'autres pour deux raisons : « La production du Moyen-Orient a des marges faibles, indépendantes des prix du pétrole, et la production gazière est régie par des contrats à long terme ».

En bout de chaîne, la réaction négative sur les valeurs parapétrolières est due à la crainte d'une baisse de commandes. Les analystes redoutent que la baisse des cours du brut ne diffère des investissements des compagnies pétrolières.

Dominique Galliot

Il n'y a pas que le physique qui compte



Jean-Pierre Changeux, Christian Baudelat, Jacques Bouveresse, Dominique de Calan, Charles Couture, Pascal Engel, Roger Fauroux, Jean-Michel Gaillard, Hervé Hamon, Nathalie Heinrich, Olivier Houdé, Jacques Mehler, Paul Mengal, Françoise Parot, Michel Serres, Annette Wiewiorka, etc.

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, éducation, réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, perçoivent l'accès aux savoirs, œuvres et forment les citoyens de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec ceux de la culture et de la formation.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC le vendredi 16 janvier à 17 heures à la FNAC d'Angers et le jeudi 22 janvier à 18 heures à la FNAC du Forum des Halles à Paris, sur le thème : « L'intelligence se mesure-t-elle ? »

fnac

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

arte

550 من المجلد

s devises
asiatiques s'accélèrent

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 8 JANVIER 1998

Le paysage radiophonique devrait subir de fortes turbulences en 1998

La vente du groupe RMC et l'arrivée éventuelle de nouveaux opérateurs pourraient tendre les relations dans ce secteur très concurrentiel. Le service public sera aussi contraint de redéfinir sa stratégie

RADIOS À VENDRE. fréquences à distribuer, loi en préparation, PDG à renouveler, concurrence de plus en plus vive : en 1998, le paysage radiophonique devrait être traversé de turbulences.

Les plus spectaculaires concernent la cession de quatre stations importantes. Outre Skyrock, que le groupe Lagardère s'est engagé auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à céder, pour cause de dépassement du seuil de concentration, les trois stations de groupe RMC (RMC, Radio-Nostalgie et Radio-Montmartre) devraient changer de propriétaire. Après le refus par le gouvernement, cet été, de l'accord avec Sud Radio, le dossier est reparti de zéro.

Pour éviter le ridicule des tentatives précédentes de privatisations, où les prix de vente trop élevés avaient dissuadé les candidats, le gouvernement a décidé d'être pragmatique. Deux banques, le CCF et Rothschild & Cie, se sont vu confier la mission de discuter avec les éventuels repreneurs afin de faire « une évaluation du prix en fonction du marché ». Elles devraient remettre leur rapport, mardi 20 janvier. Ensuite le gouverne-

ment se déterminera sur le type de vente - de gré à gré ou par appel d'offres - selon le nombre de candidats. L'affaire devrait encore prendre quelques mois. D'ailleurs, le Trésor a accepté de débloquer 70 millions de francs pour assurer le fonctionnement de ce groupe jusqu'en septembre.

EMPÊCHER LES BRITANNIQUES. La presque totalité des opérateurs radio ont examiné le dossier. Les plus intéressés semblent être NRJ et le groupe de luxe LVMH, qui est déjà propriétaire de La Tribune, auxquels pourrait s'ajouter Sud-Radio. Ces différentes sociétés pourraient se mettre d'accord sur un montage financier leur permettant d'acquiescer la totalité du groupe, à charge pour elles de se répartir ensuite les différentes stations.

Dans cette hypothèse, NRJ mettrait la main sur Nostalgie, dont la situation est bonne, mais moins florissante qu'autrefois, et LVMH se chargerait de trouver une ligne éditoriale pour la relance de RMC. Quant à Radio-Montmartre, qui perd beaucoup d'argent, elle est convoitée par Gérard Louvin, qui rêve ainsi d'étendre le réseau de Voltage FM.

Cette stratégie a notamment pour objectif d'empêcher l'entrée sur le marché français de deux groupes britanniques, Emap et Virgin, qui logent sur ces stations et aussi sur Skyrock. « Il faut que le partage des dépouilles de RMC se fasse dans le cadre du paysage radiophonique actuel. L'arrivée d'un nouvel opérateur dans ce secteur aboutirait à un trop-plein », estime Marc Pallain, directeur du développement de NRJ.

Beaucoup pensent que le nombre d'intervenants commence à être un peu trop important pour le gâcheur publicitaire, qui a diminué au cours des deux dernières années. L'irruption de groupes comme Emap ou LVMH, qui ont un important savoir-faire

et de fortes exigences en matière de rentabilité, effraie un peu ceux qui sont déjà en place.

D'ailleurs, à l'exception de NRJ, à qui ses bénéfices et sa trésorerie assurent une incontestable aisance, les autres groupes donnent l'impression de vouloir être beaucoup plus rigoureux dans la gestion de leurs réseaux musicaux. Le changement à la tête de Fun Radio et les synergies recherchées avec RTL 2 semblent avoir été imposés par l'actionnaire CLT-UFA, qui trouve trop faible la rentabilité de ce secteur. De même, à Europe, une direction commune a été mise en place pour RFM et Europe 2.

« La situation est devenue tellement concurrentielle qu'il est indispensable de cibler de mieux en mieux

les formats », explique Martin Brisac, directeur délégué des activités radio du groupe Europe 1 Communication. Afin de poursuivre leur développement, les groupes pourrout toujours continuer à batailler pour l'obtention de fréquences supplémentaires. L'audit destiné à étudier si de nouvelles fréquences sont disponibles dans le paysage hertzien devrait bientôt démarrer.

Deux sociétés, la française CRIL Ingénierie et la californienne CMSE, ont été retenues pour réaliser une première étude dans la région Rhône-Alpes, dont les conclusions devraient être connues à la fin du printemps. Il restera alors à décider si l'audit doit être étendu à l'ensemble du territoire.

ÉVALUATION À RADIO-FRANCE

Le service public est directement concerné par ce ménage dans les fréquences. D'une part parce qu'il lui est reproché d'en occuper trop, et d'autre part parce que son propre développement est en cause, notamment celui du Mouw, la radio jeune lancée en juin et diffusée pour l'instant dans dix-sept villes moyennes. C'est jeudi 15 janvier que Francis Brun-Buisson, chef du Service juridique et tech-

nique de l'information (SITI), devrait remettre à Catherine Trautmann le rapport dont elle a chargé sur l'évaluation de cette station.

Mardi 30 décembre, lors du déjeuner où elle a réuni les présidents des différentes entreprises du service public, Catherine Trautmann leur a rappelé qu'elle attend leur plan stratégique. C'est donc à Michel Boyon, PDG de Radio-France, d'indiquer dans quelle stratégie il situe cette radio et quels moyens il compte débloquer pour la faire fonctionner. L'exercice ne sera pas facile, d'autant que le gouvernement risque d'avoir des exigences sur le public visé, et donc sur le contenu. Par ailleurs, cette station ne fait pas l'unanimité dans la maison ronde, dont le PDG est dans la dernière partie de son mandat.

L'année 1998 devrait s'achever sur d'éventuels changements à la tête des radios du service public. Les missions de Michel Boyon, PDG de Radio-France, et de Jean-Paul Cluzel, PDG de Radio-France internationale, arrivent respectivement à échéance en novembre et décembre.

Françoise Chiriot

Les radios et la loi

Le projet de loi sur l'audiovisuel devrait concerner les radios sur plusieurs points : les modifications du rôle et du fonctionnement du CSA, les limites aux concentrations et l'incompatibilité d'activités dans les médias et pour les commandes de l'État. Par ailleurs, le texte de loi devrait définir plus précisément le secteur des radios associatives, notamment en précisant leurs missions : il devrait aussi définir plus précisément le contenu et les moyens d'un « programme local » ; enfin, le texte pourrait revenir sur le système de reconstitution automatique des fréquences et accorder plus de latitude au CSA dans ce domaine.

Un spot publicitaire syndical au service de l'école républicaine

EXERCICE de style. Un slogan - « On a tous à gagner à faire gagner l'école » - et quarante-cinq secondes de film publicitaire sont jetés en pâture, depuis le 17 décembre et jusqu'à la fin avril, au public des salles obscures de métropole et des départements d'outre-mer. Cette première publicité grand public destinée à promouvoir l'école laïque et républicaine française entre pop-corn et crèmes glacées a de quoi surprendre. Si ce spot se veut « plus proche dans son écriture cinématographique du long métrage que du spot de lessive », selon son auteur, Jérôme Babouline, de l'agence Voltaire & Associés, il suscite, selon les cas, des sourires moqueurs ou de timides « C'est pas mal ».

Voilà que désormais l'école éprouve le besoin de battre campagne. Le plus surprenant est que l'initiative revient au Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), qui regroupe 85 000 professeurs des collèges et lycées. Celui-ci en fait une arme de bataille politique contre son ministre de tutelle, Claude Allègre, « dégraisseur de mammoth » et pourfendeur de l'absentéisme enseignant. Le SNES a jugé urgent de recourir à la publicité pour, selon Monique Vuaillet, sa secrétaire générale, « couper court à la campagne de déstabilisation menée par le ministre qui raconte tout et n'importe quoi à l'opinion publique ». Le syndicat a donc décidé de sub-

stituer aux affiches militantes de ses précédentes campagnes un film qui défende les valeurs « de l'éducation nationale ». « Puisque M. Allègre a abandonné son terrain légitime [de communication] avec un discours qui n'est ni fédérateur ni rassembleur, il existait une possibilité formidable pour le SNES d'occuper ce territoire », analyse M. Babouline.

Pour « raconter l'école avec ses doutes, ses critiques et ses attentes en insistant sur le sens et l'importance du dialogue qui doit se nouer entre les jeunes et leurs professeurs », le spot est construit comme un « tissu de dialogues impressionnistes qui façonne un portrait contrasté de l'école ».

2,2 MILLIONS DE FRANCS POUR LE SNES

La scène se passe dans un café. Des jeunes discutent, la caméra se promène de table en table et capte des bribes de conversations : « Si tu ne comprends rien, dis-le, on t'expliquera », « Si tu crois qu'avec un diplôme tu auras du boulot », inspirées par des témoignages recueillis auprès d'élèves il y a deux ans. Il y a aussi ce professeur qui douille l'enthousiasme d'un ancien élève pour le débat scientifique - « Le boulot de prof c'est de donner la passion, pas l'aveuglement » - et jette, à propos d'une blondinette, un malheureux « On en fera peut-être quelque chose ».

Si le SNES assume pleinement son acte de

communication, les choix créatifs ont été précautionneux, marqués par une retenue formelle. Il ne s'agit pas de se mettre à dos ses propres troupes : le cinéma a notamment été préféré à la télévision « parce qu'il [il] bénéficie d'une bonne image culturelle » ; la réalisatrice Tonie Marshall a été retenue car elle possède à son actif des longs métrages et quelques films publicitaires « nobles », dont ceux réalisés récemment sur le sida ; enfin, le lieu comme les comédiens cultivent plutôt un style plutôt rive gauche que zone d'éducation prioritaire.

Cette première publicité, qui constitue « un effort financier » pour le SNES puisque son budget global atteint 3,2 millions de francs - « à peine 38 francs par membre », s'empresse-t-on de préciser dans les équipes syndicales -, pourrait être l'acte fondateur d'une nouvelle façon de communiquer. Monique Vuaillet affirme « rechercher une politique de communication à long terme qui comprendrait plusieurs outils dont celui-ci ». Cette réponse en forme de billet aigre-doux des enseignants aux propos vilipendés de leur ministre n'en restera pas là. Elle est destinée à accompagner une campagne de débat public et pourrait servir de toile de fond à une grève que le syndicat envisage pour les prochaines semaines.

Florence Amalou

Canal France International poursuit France Télécom pour avoir diffusé (par erreur) des images pornographiques

FRANCE TÉLÉCOM devra-t-elle payer 123 millions de francs d'indemnité à Canal France International (CFI) pour sa responsabilité dans la rupture du contrat entre la chaîne française et l'Organisation arabe de communication par satellite Arabasat ? C'est la somme qu'a demandée CFI, mardi 6 janvier, devant le tribunal de commerce de Paris, en réparation du préjudice « financier, commercial et moral » causé par l'incident qui, le 19 juillet 1997, a entraîné l'interruption de la diffusion des programmes de CFI au Moyen-Orient via le satellite Arabasat.

Ce jour-là, l'émission pédagogique de La Cinquième « Va Savoir », animée par Gérard Klein, que CFI diffusait dans les pays du Golfe, est brutalement interrompue, remplacée par les images d'un film pornographique que Canal Plus destinait à ses abonnés de Polynésie. L'intervention des programmes vers les satellites. Dès le 21 juillet, France Télécom reconnaît d'ailleurs « son entière responsabilité » dans un communiqué, présente ses excuses et promet une enquête. Mais, pour CFI, le mal est fait. La projection, à une heure de grande écoute, d'une vingtaine de minutes de Club privé au Portugal a

suscité, localement, une émotion considérable, et Arabasat ne reviendra jamais sur sa décision de rompre son contrat avec CFI.

Les raisons de l'erreur d'attribution n'auraient jamais été clairement établies par France Télécom. Simple « défaillance humaine » de France Télécom, du fait d'une « clause restrictive » du contrat le liant à CFI. Son client n'ayant qu'une obligation de moyens, il n'aurait pas à se préoccuper de ce qu'il transporte. L'avocat a dénoncé « un procès télévisé politique » et « une gestulation diplomatique à l'intention des pays arabes » décidés par « les stratégies en chambre du Quai d'Orsay ».

ENTREPRISE OU ADMINISTRATION ?

Pour justifier le montant de l'indemnisation réclamée, CFI a évoqué le travail et les investissements réduits à néant, la perte des recettes publicitaires, le coût social ainsi que le préjudice moral, évalué à 10 % du chiffre d'affaires d'une « entreprise que l'on a cassée ». Cette comptabilité « vicieuse » a été vivement contestée par M. Rosenfeld. Pour lui, CFI n'est pas une entreprise, mais « une extension de l'administration qui offre le faciès d'une société commerciale, un simple budget annexé, une facilité que s'est donnée le ministère des affaires étrangères pour agir dans l'audiovisuel ».

Pas question donc, pour une société qui, elle, a désormais le souci

de ses petits actionnaires, de retentir la notion de préjudice financier ou commercial. Sur le plan moral, France Télécom veut bien accorder 1 franc symbolique par téléscripteur choqué, soit, selon les calculs du défenseur, 300 000 francs. M. Rosenfeld s'amuse des 123 millions de francs, « qui représentent 572 fois le résultat exceptionnel de CFI », tandis que M. Missika restitue l'affaire dans son contexte politique : « En pleine restructuration de l'audiovisuel extérieur, cet incident a placé CFI dans une situation inextricable ». Son exclusion de la zone arabe et son remplacement prochain sur Arabasat par la chaîne francophone TV 5, a, il est vrai, permis d'entamer à son détriment le processus de « rationalisation des coûts », prôné depuis longtemps par l'administration de tutelle des deux chaînes.

Les magistrats estimeront-ils, comme le suggère France Télécom, qu'on demande indûment au tribunal de commerce « d'arbitrer une querelle de fonctionnaires » ? Pour éclairer leur délibéré, les trois juges se sont vu remettre par M. Missika la cassette vidéo dont ils n'avaient pas jugé nécessaire la projection à l'audience. Il est vrai que personne ne conteste la réalité - très crue - des faits.

Jugement le 30 janvier.

Jean-Jacques Bozonnet

Publicis maintient ses objectifs aux Etats-Unis

MAURICE LÉVY, président du directoire de Publicis, qui vient d'échouer dans sa prise de contrôle de son ancien partenaire, le groupe américain de publicité True North (Le Monde du 1^{er} janvier), maintient son objectif de 20 % de chiffre d'affaires aux Etats-Unis d'ici l'an 2000. Le groupe français envisage de procéder à une ou plusieurs acquisitions afin de tripler le volume de son activité américaine et de venir l'un des quinze plus grands réseaux publicitaires sur ce marché. Publicis dispose d'environ 1,8 milliard de francs pour son développement. « On ne peut pas acheter vingt-cinq petites agences et les agglomé- rer, cela ne fonctionnerait pas », a affirmé M. Lévy, mardi 6 janvier, précisant qu'il a repris avec « plusieurs interlocuteurs américains » ses discussions interrompues par son OPA sur True North. A l'instar de Young & Rubicam, qu'il cite en référence, le patron de Publicis veut constituer « un réseau publicitaire solide » qui puisse fonctionner « à côté d'un réseau de communication hors-média ».

« Marianne » change de régie publicitaire

L'HEBDOMADAIRE de Jean-François Kahn, Marianne, confie sa régie publicitaire à Publicis, qui s'occupe de L'Événement du jeudi, de Libération et du Monde. Publicis remplace l'agence de Philippe Le Grix de la Salle. Jean-François Kahn n'a jamais caché les maigres résultats publicitaires du titre par rapport à son succès de diffusion : 4 pages en juin, 5-6 pages en septembre et octobre, 7 pages en novembre, 5-6 en décembre. Selon lui, l'équilibre de l'hebdomadaire, qui emploie quarante-quatre personnes, serait atteint avec 9 pages de publicité.

Créé en avril 1997, Marianne a attiré pour son premier exercice un déficit de 4 millions de francs. Vendu 10 francs, l'hebdomadaire s'est rapidement imposé avec une diffusion totale payée de 229 200 exemplaires en 1997, dont 187 000 exemplaires proviennent des ventes en kiosques.

DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ** : le japonais Dentsu, un des cinq premiers groupes de publicité au monde, devrait faire son entrée à la Bourse de Tokyo. Dentsu a annoncé mardi 6 janvier son introduction en Bourse, afin d'« accroître sa crédibilité parmi les annonceurs internationaux ». Cette opération pourrait intervenir en octobre 2001 à l'occasion du centenaire de la fondation de Dentsu. - (AFP)

■ **La régie publicitaire Thématis Régie** propose à partir du 18 janvier un service de publicité interactive audio sur les chaînes MCM, Canal Jimmy et Comédie 1. Les abonnés de CanalSatellite pourront écouter des extraits (90 secondes) de l'album Fantaisie militaire d'Alain Bashung (Polygram) après avoir cliqué sur la touche OK de leur télécommande. Cette opération est qualifiée de « première mondiale » par Thématis Régie.

■ **NUMÉRIQUE** : NTV International, première chaîne privée russe, sera accessible en clair, à partir du 13 janvier, par les abonnés du bouquet numérique CanalSatellite. Télévision généraliste, NTV International est destinée aux russophones installés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Au printemps 1998, les abonnés de CanalSatellite pourront souscrire à une nouvelle option comprenant NTV International et une chaîne proposant les grands films classiques du cinéma russe.

■ **CÂBLE** : Leo Hindery, président, Tele-Communications Inc (TCI), premier câble-opérateur américain, a annoncé, mardi 6 janvier, des accords de partenariats ou de joint-ventures « dans les deux prochaines semaines » avec plusieurs sociétés de la Silicon Valley pour proposer l'internet, la télévision interactive et le téléphone à ses abonnés. Microsoft pourrait développer un partenariat avec TCI. Le câble-opérateur prévoit d'acquiescer 5 à 10 millions de décodeurs numériques. - (Bloomberg)

■ **PRESSE** : deux titres du groupe de communication catholique Bayard Presse, Bonne Soirée et Le Chasseur français, renouvellent leur formule. L'hebdomadaire féminin se recentre sur la lecture - avec notamment des textes inédits de Agatha Christie et Georges Simenon - et le véc, ce qui se traduit par de nouvelles rubriques (portraits, histoires vraies). Le mensuel consacré à la nature a quant à lui remodelé la maquette de son numéro de février, et créé de nouvelles rubriques axées sur le « mode de vie ».

■ LE DOLLAR, en baisse mercredi à Tokyo, dans la crainte d'une intervention des banques centrales, s'échangeait à 133,54 yens, contre 134,12 yens la veille au soir.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé mercredi en hausse de 0,9 %, soutenue par des achats de couverture en fin de journée. L'indice Nikkei a gagné 131,77 points, à 15 028,17.

■ LES MONNAIES d'Asie du Sud-Est poursuivaient mercredi leur chute, notamment la roupie indonésienne après la présentation d'un projet de budget jugé irréaliste.

■ WALL STREET était en baisse mardi, les investisseurs s'inquiétant des performances des entreprises. L'indice Dow Jones a cédé 72,74 points (-0,91 %) à 7 906,25.

■ L'OR a ouvert en baisse mercredi sur le marché international de Hongkong à 280,60-281,10 dollars l'once, contre 281,65-281,95 dollars la veille en clôture.

LES PLACES BORSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Cours	1 mois	1 an	1 mois

La Bourse de Paris orientée à la hausse

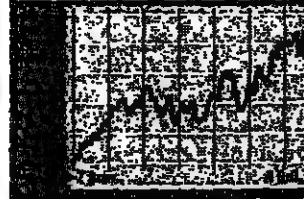
LA BOURSE DE PARIS était orientée à la hausse, mercredi 7 janvier, en fin de matinée. L'indice CAC 40 des principales valeurs gagnait 0,61 %, à 3 056,37 points. Il avait ouvert en baisse de 0,82 %, dans le sillage du recul de la Bourse de Hongkong (-5,9 %), le matin même, et de Wall Street, la veille, (-0,91 %). Mais la Bourse de Paris s'était rapidement redressée grâce à la forte progression de France Télécom (+4,22 %).

La bonne tenue du titre France Télécom s'expliquait par l'annonce mardi d'une explosion des ventes de téléphones mobiles en France en décembre, portant à 5,8 millions le nombre total d'abonnés. L'indice de France Télécom a passé à la fin de l'année le cap des 3 millions d'abonnés.

« Mais la tendance générale de la Bourse de Paris demeure une fausse hausse, et le marché devrait rester en phase de consolidation », estimait un boursier.

Le montant total des transactions dépassait 3 milliards de

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 (mill.)



francs sur le règlement mensuel. Parmi les valeurs du jour en vedette, les pétroliers continuaient à reculer mais nettement moins que la veille. Elf Aquitaine perdait

1,81 %, Isis 1,76 % et Total 1,25 %. Publicis était en forte baisse (-5,22 %), après l'annonce de prévisions de résultats très encourageantes pour 1998.

BNP, valeur du jour

L'ACTION BNP a enregistré, mardi 6 janvier à la Bourse de Paris, une hausse importante de 3,1 %, à 329 francs, dans un marché de 527 000 titres. L'établissement a bénéficié d'abord et comme l'ensemble du secteur bancaire de la baisse jusqu'à un plancher historique des taux obligataires en France (3,19 %) qui devrait dopper la demande de crédits immobiliers par les particuliers. La valeur a aussi profité d'une rumeur récurrente prêtant à AXA la volonté de créer

un géant de la finance en France en se rapprochant de Paribas et de la BNE l'an dernier, le titre BNP avait gagné 59 %.

BNP sur 1 mois



Reprise à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé mercredi 7 janvier en hausse de 0,9 %, soutenue par des achats de couverture en fin de journée et des achats sélectifs de valeurs vedettes. L'indice Nikkei a gagné 131,77 points pour finir à 15 028,17, tandis que l'indice élargi Topix progressait de 3,14 points à 1 163,79 points.

Les investisseurs ont commencé à se porter acheteurs après avoir constaté la fermeté des seuils de résistance dans les transactions de l'après-midi, limitant ainsi les chutes des cours alimentés par la baisse de la Bourse de Hongkong. Certains opérateurs ont attribué ces achats aux commentaires, lundi soir, du vice-ministre japonais des finances chargé des affaires internationales, Eisuke Sakakibara, indiquant que le gouvernement ne

laisserait pas les institutions financières aller vers la faillite.

Wall Street avait perdu pour sa part quelque 70 points mardi, les liquidations affectant en particulier les valeurs pétrolières et bancaires à la suite d'avertissements lancés par des analystes pour ces secteurs. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cédé 72,74 points (-0,91 %) à 7 906,25.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 06/01	Cours au 07/01	Var. %
Paris CAC 40	3056,37	3056,37	+0,61
New-York DJ Ind.	7906,25	7906,25	-0,91
Tokyo Nikkei	15028,17	15028,17	+0,91
Londres FT100	2549,30	2549,30	-0,53
Frankfurt DAX 30	1334,00	1334,00	-0,13
Bruxelles C20	3100,99	3100,99	-0,09
Amsterdam AEX	325,00	325,00	+0,67
Stockholm OMX	1334,00	1334,00	+0,13
Hong Kong Hang Seng	10135,51	10135,51	-5,91
Singapore Straits	1439,12	1439,12	-0,99

NEW YORK

	06/01	07/01	Var. %
Alcoa	70,91	72,50	+2,24
Amgen	39,10	39,25	+0,38
American Express	87,06	86,87	-0,22
AT & T	60,12	59,56	-0,93
Boeing Co	47,87	48,54	+1,38
Caterpillar Inc.	49,31	49,68	+0,75
Chesapeake Energy	73,91	75,68	+2,41
Coca-Cola Co	64,25	64,43	+0,28
Disney Corp.	96,43	96,81	+0,39
Du Pont Nemours & Co	59	60,37	+2,34
Eastman Kodak Co	64,56	62,93	-2,52
Exxon Corp.	59,06	61,18	+3,59
Gen. Motors Corp.	59,43	60,56	+1,88
Johnson & Johnson	74,51	75,31	+1,07
Goodyear T & R	62,31	62,50	+0,30
Hewlett-Packard	64,31	64,31	0,00
IBM	105,43	106,43	+0,95
Intl Paper	46,31	46,12	-0,41
J.P. Morgan & Co	110,93	111	+0,09
Lockheed Martin	64	65,06	+1,66
McDonald's Corp.	47,50	47,56	+0,13
Merck & Co.	106,75	106,25	-0,47
Minnesota Mining & Mfg.	83,62	83,57	-0,06
Philip Morris	45,87	45,87	0,00
Procter & Gamble Co	82,57	82,68	+0,13
Sears Roebuck & Co	45,81	45,81	0,00
Travelers	53,43	53,06	-0,69
Union Carb.	43,87	43,87	0,00
Unilever	72,25	72,06	-0,26
Wal-Mart Stores	39,93	39,75	-0,45

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 06/01	Var. %
HAUSSES, 12h30	07/01	31/12
Marine Wende	768	+12,20
Indesat	238	+12,64
SEI	1148	+14,50
Enfance	319	+11,75
France Telecom	232,30	+4,41
Capit (Ly)	688	+12,25
Sas Roussin	115	+7,07
Proctos	230	+1,92
Valis	624	+3,87
Bayer H&M	636	+6,71

	Cours au 06/01	Var. %
BAISSES, 12h30	07/01	31/12
Geopost	70	-0,99
Crédit Lyonnais CI	299,30	-4,91
Crédit Mutuel	251,10	+1,41
Société Générale	630	-
Metropole Intec	16,20	+1,25
Ingenio	118,10	+0,39
Renor Céréales	101,60	-0,25
Crédit Fon. France	87	-5,31
London (NY)	393,50	-1,62
Finatex SA	485	+1,46

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	06/01	07/01	Var. %
SEANCE, 12h30	07/01	31/12	
France Telecom	232,30	232,30	+4,41
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50
SEI	1148	1148	+14,50

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

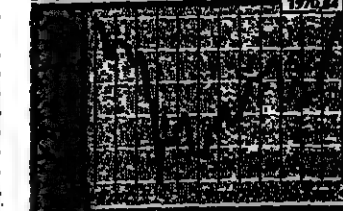
	Cours au 06/01	Var. %
HAUSSES, 12h30	07/01	31/12
Marine Wende	768	+12,20
Indesat	238	+12,64
SEI	1148	+14,50
Enfance	319	+11,75
France Telecom	232,30	+4,41
Capit (Ly)	688	+12,25
Sas Roussin	115	+7,07
Proctos	230	+1,92
Valis	624	+3,87
Bayer H&M	636	+6,71

	Cours au 06/01	Var. %
BAISSES, 12h30	07/01	31/12
Geopost	70	-0,99
Crédit Lyonnais CI	299,30	-4,91
Crédit Mutuel	251,10	+1,41
Société Générale	630	-
Metropole Intec	16,20	+1,25
Ingenio	118,10	+0,39
Renor Céréales	101,60	-0,25
Crédit Fon. France	87	-5,31
London (NY)	393,50	-1,62
Finatex SA	485	+1,46

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 06/01	Var. %
Ind. SBF 120	2076,02	-0,90
Ind. SBF 250	1970,84	-0,80
Ind. Second Marché	1635,54	+0,08
Ind. SBF 120-250	1622,50	+0,05

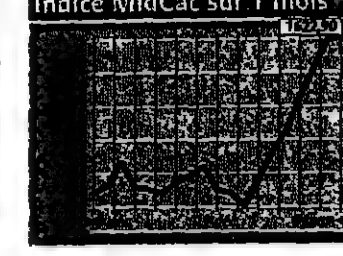
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANKFORT	FRANKFORT
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

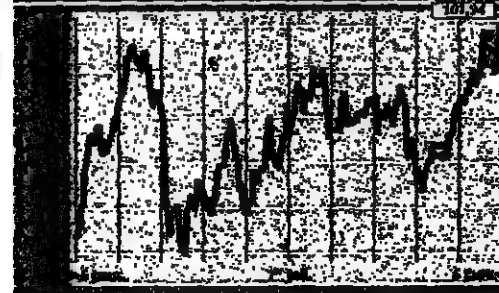
Progression du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en hausse, mercredi 7 janvier, soutenu par son statut de placement refuge et par la nouvelle chute enregistrée sur les places boursières asiatiques.

Le contrat notional de Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 20 centimes, à 102,14 points, après quelques minutes de transactions. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor

(OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,17 %, soit 0,01 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. Aux Etats-Unis, la veille, les obligations avaient terminé la séance en hausse, malgré un afflux d'émissions lancées par les entreprises. Le rendement de l'emprunt à 30 ans, qui constitue la référence outre-Atlantique, s'était inscrit à 5,72 % en clôture, un nouveau plus bas niveau historique.

Notionnel 5,5 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 06/01	Taux au 07/01	Indice des prix
France	3,91	3,91	100,00
Allemagne	3,91	3,91	100,00
Grande-Bretagne	7,06	7,06	100,00
Italie	6,38	6,38	100,00
Japon	0,62	0,62	100,00
Etats-Unis	5,49	5,49	100,00

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 06/01	Taux au 07/01	Indice
TAUX DE RENDEMENT			
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,22	98,30
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5	5	100,00
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,47	101,48
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,81	101,28
Fonds d'Etat 15 à 30 ans	6,39	6,39	102,67
Obligations françaises	5,76	5,76	101,02
Fonds d'Etat à TME	1,95	1,95	98,28
Fonds d'Etat à TRE	2,18	2,18	98,86
Obligat. franc à TME	2,20	2,20	99,14
Obligat. franc à TRE	0,07	0,07	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	06/01	06/01	07/01	07/01
1 mois	3,36	3,36	3,36	3,36
3 mois	3,36	3,36	3,36	3,36
6 mois	3,36	3,36	3,36	3,36
1 an	3,36	3,36	3,36	3,36

MATIF

	Échéance 06/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 5,5 %						
Mars 98	126,72	149,96	102,12	102,88	102,08	
juin 98	78	109,36	101,38	102,22	101,38	
Sept. 98	2	109,36	101,38	102,22	101,38	
1 an						

PIBIO 3 MOIS

	12/01	06/01	07/01	08/01	09/01
Mars 98	126,72	149,96	102,12	102,88	102,08
juin 98	78	109,36	101,38	102,22	101,38
Sept. 98	2	109,36	101,38	102,22	101,38
Déc. 98	316	109,36	101,38	102,22	101,38

ECU LONG TERME

	06/01	07/01	08/01	09/01	10/01
Mars 98	101,34	101,34	101,34	101,34	101,34

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	Échéance 06/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Janvier 98	1212	306	306	306	306	306
Février 98	306	306	306	306	306	306
Mars 98	26	306	306	306	306	306

LES MONNAIES

US/\$	US/DM	US/£	DM/£	£/S
6,165	1,817	133,600	1,381	0,930

Remontée du yen

LE DOLLAR restait ferme face aux devises européennes, mercredi 7 janvier, dans les premiers échanges entre banques, à 6,1315 francs et 1,8318 deutschemark, contre 6,0925 francs et 1,8201 deutschemark mardi soir. Il était en revanche en baisse face au yen, en raison de la crainte d'intervention des banques centrales. Le billet vert cotait 133,06 yens mercredi matin, contre 134,12 yens à New York mardi soir.

« La résistance du dollar à la hausse est apparue forte vers 134,40 yens, expliquait un cambiste. Les inquiétudes sur une intervention conjointe du Japon et des Etats-Unis se renforcent en raison de la visite d'Eisuke Sakakibara [vice-ministre des finances] aux Etats-Unis. » Pour autant, les investisseurs restaient prudents. La nouvelle baisse des autres devises asiatiques, mercredi, pourrait finir par se répercuter sur le yen.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	Cours 06/01	07/01	Var. %
DEVOISES			
US\$ (100 dm)	133,600	133,600	+0,00
DM (100 fr.)	6,1315	6,1315	+0,00
£ (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00
DM (100 fr.)	166,093	166,093	+0,00

L'OR

	cours 06/01	cours 07/01
Or fin (g. barre)	57000	57000
Or fin (en lingot)	57990	56100
Once d'Or Londres	284,40	282,80
CRB	327	321
Pièce d'union (200)	330	322
Pièce d'union (100)	329	329
Pièce 20 dollars us	2910	2910
Pièce 10 dollars us	1580	1500
Pièce 50 pesos mex.	2105	2095

LE PÉTROLE

السلامة

DISPARITIONS

Jean-Paul Baïetto

La cheville ouvrière d'Euralille

JEAN-PAUL BAIETTO, directeur général du centre d'affaires d'Euralille, est mort vendredi 2 janvier. Agé de cinquante-sept ans, il avait été hospitalisé lundi 29 décembre à la suite d'une hémorragie cérébrale. Pierre Mauroy, sénateur et maire (PS) de Lille, a rendu hommage à celui qu'il désigne comme « l'un des plus grands aménageurs » de la métropole du Nord, celui, souligne-t-il, qu'il avait appelé « à ses côtés », en 1990, « pour lancer, réaliser et promouvoir » le vaste complexe d'Euralille.

Né le 9 mai 1940 à Valence (Drôme), Jean-Paul Baïetto avait en effet pris en main avec passion ce projet d'Euralille, imaginé en 1986 par l'ancien premier ministre et lancé l'année suivante avec le soutien de Jean Peyrelevade, alors dirigeant de la banque Stern, et l'appui de cinq puissants groupes financiers, dont la Caisse des dépôts (CDC). C'est d'ailleurs d'une filiale de cette dernière institution, la Société centrale d'équipement du territoire (SCET), que vient l'homme-orchestre du projet illois. Directeur de la SCET de 1983 à 1987, il avait commencé sa carrière d'aménageur en 1969 comme directeur technique à Marne-la-Vallée et l'avait poursuivie à Grenoble, où il a dirigé, de 1974 à 1983, la société d'aménagement du département de l'Isère.

CARNET D'ADRESSES

Jean-Paul Baïetto fait partie de ces nouveaux spécialistes de la ville grâce auxquels peuvent se construire les ambitions de la décentralisation : il fait le lien entre l'édile, l'urbaniste et le financier, il peut construire les réseaux nécessaires. Lorsque Pierre Mauroy l'appelle, il sait qu'il peut compter non seulement sur un aménageur expérimenté, mais sur un tacticien au carnet d'adresses performant, bien rempli, et à entrées multiples, condition du bon fonctionnement d'une société d'économie mixte (SEM).

Avant d'être un quartier, en effet, Euralille sera d'abord une SEM, dont le nouveau directeur doit pouvoir compter sur la confiance des banques, et notamment de la puissante institution financière, la CDC, qu'il a naguère servie. Car Baïetto n'est pas du genre à faire de l'ombre à ses puissants patrons, même s'il n'appartient pas à la race des fonctionnaires effacés. A partir d'une idée qui s'élabora aussi vite que se rapproche l'achèvement du TGV Nord, il doit construire un scénario assez crédible pour susciter l'enthousiasme et la sérénité des banques.

RADICALISME ESTHÉTIQUE

Mais Euralille, enjeu économique, sera aussi un considérable pari urbain et architectural. Le Hollandais Rem Koolhaas a été choisi pour donner forme au projet. Le futurisme, le radicalisme esthétique l'ont emporté, au terme d'une sélection étonnamment éclectique, sur des propositions urbaines beaucoup plus pondérées.

Pour faire face au scepticisme et à la polémique, Jean-Paul Baïetto met habilement en place un cercle de qualité, qui doit tout à la fois assurer la pérennité du projet Koolhaas et l'enrichir de ses critiques. Une situation qui frôle souvent le paradoxe, mais que le directeur, devant ses interlocuteurs, semblait maîtriser avec une relative aisance.

A ceux qui doutaient, il opposait sa certitude, celle qu'il avait adoptée sans réticence en rejoignant la ville de Pierre Mauroy. Sa forte stature et son éternelle pipe désarmaient ceux qui, faute de pouvoir faire douter Pierre Mauroy, et moins encore Koolhaas, espéraient ébranler la cheville ouvrière d'Euralille : Jean-Paul Baïetto. Etait-il aussi sûr de lui ? La question ne se pose plus, puisque son persévère le souvenir de sa fidélité.

Frédéric Edelmann

■ RENÉ FUSIER, une des grandes figures de la Résistance lyonnaise, est mort, lundi 5 janvier, à l'âge de soixante-deux ans, à Fleuri-sur-Saône (Rhône). Entré dans la police en 1941, il est inspecteur à la sûreté nationale en octobre 1942. Dans ses fonctions, René Fusier a accès à de nombreux documents qu'il transmet aux chefs de la Résistance lyonnaise. De novembre 1942 à août 1944, il a été membre du réseau NAP (Noyau de la Résistance des administrations publiques), rattaché au mouvement Combat. Il a notamment communiqué à la Résistance la liste sur laquelle étaient fichés les noms de 5 000 personnes qui devaient être arrêtées en cas de troubles. Mûr en 1943 à Annecy, il y a continué son action et a rejoint, en 1944, les Forces françaises de l'intérieur (FFI) de la Loire.

■ LE GÉNÉRAL PIERRE BRIQUET, ancien directeur de Polytechnique, est décédé, le 29 décembre 1997, à Gentilly (Val-de-Marne). Né le 28 décembre 1917, ancien élève de Polytechnique, Pierre Biquet, fait prisonnier en juin 1940, a ensuite servi dans l'artillerie en Afrique et en Extrême-Orient. Il prend, en 1962, le commandement du 2^e régiment d'artillerie à Landau (Allemagne). Avec le grade de colonel, il est affecté en 1964 à l'état-major particulier du général de Gaulle à la présidence de la République. Puis, il commande la 6^e brigade mécanisée à Strasbourg. En 1970, avec le grade de général de brigade, Pierre Biquet est adjoint au chef de la division des affaires militaires au secrétariat général de la défense nationale (SGDN). Promu général de division, il devient en 1971 directeur général de l'école polytechnique, où il doit faire face, chez les élèves, à une agitation qui foillera, notamment en 1973, à en punir certains qui faisaient la grève du port de l'uniforme pour réclamer de nouveaux statuts et protester contre l'organisation des études à l'école de l'École (Esseonne). Elevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, il devient en 1977 conseiller du gouvernement pour la défense.

■ SONNY BONO, ancien chanteur pop devenu congressiste américain, s'est tué, lundi 5 janvier, en percutant un arbre lors d'une chute de ski dans la station californienne de Heavenly Ski Resort. Il avait

soixante-deux ans. Né à Detroit le 16 février 1935, Salvatore Bono déménagea en Californie avec sa famille dans les années 40. Après le lycée, il se mit à composer des chansons. C'est au côté du producteur-pygmallon Phil Spector qu'il fera ses premières années, participant entre autres à l'écriture de *Needles and Pins*, *Sonny Tube* des Righteous Brothers. Sa rencontre avec la chanteuse Cherlyn Sadistian lui permettra de former sous le nom de Sonny and Cher l'un des duos - et l'un des couples - les plus populaires des années 60. A leur actif, des succès comme *The Beat Goes On*, *It's The Little Things*, *Laugh At Me* et surtout *I Got You, Babe*, numéro un aux États-Unis à partir d'août 1965 et repris depuis de multiples fois. Le duo anima également plusieurs émissions de télévision dans les années 70 avant de se séparer. Reconverti dans la restauration dans les années 80, Sonny Bono se lança ensuite avec succès dans la politique, devenant maire de Palm Springs en 1983 et membre de la Chambre des représentants (républicain) en 1994. Il envisageait de se présenter au Sénat cette année.

■ CARLO LUDOVICO BRAGAGLIA, cinéaste italien, est mort à l'âge de cent trois ans dimanche 4 janvier à Rome. Né le 3 juillet 1894, Bragaglia avait débuté sa carrière en 1930 avec la réalisation de documentaires, avant de se lancer dans le long métrage, trois ans plus tard, avec *Non son gelato* (Je ne suis pas jaloux) et *O la borsa o la vita* (La Bourse ou la vie). Il avait tourné après la guerre plusieurs comédies avec le célèbre comique napolitain Totò comme *Totò le Moko* en 1949, ou *Totò cerca moglie* (Totò cherche une femme) en 1950. Bragaglia s'est également essayé au péplum avec *Hannibal* (1959), *Les Amours d'Hercule* (1960), *Les Vierges de Rome* (1961), *Maciste dans la vallée des lions* (1962). Ado Kyrou, dans *Le Sur-réalisme au cinéma*, avait signalé l'originalité d'un des premiers films de Bragaglia, *Gli animali parlano* (Les Animaux parlent), réalisé en 1938, dont l'action se déroule dans une clinique psychiatrique pour animaux où se font soigner un canari qui aboie à la suite d'un traumatisme, et un cheval fou ne pouvant courir que sur les toits. Après avoir réalisé plus de soixante films, Bragaglia s'était retiré au milieu des années 60.

NOMINATIONS

CONSEIL D'ÉTAT

Daniel Labetoulle a été nommé président de la section du contentieux du Conseil d'État, en remplacement de Michel Gentot, atteint par la limite d'âge, lors du conseil des ministres du vendredi 2 janvier (*Le Monde* du 3 janvier). [Né le 13 septembre 1939 à Saint-Sylvestre (Haute-Vienne), Daniel Labetoulle devient auditeur au Conseil d'État à sa sortie de l'ENA, en juin 1966. Il est conseiller technique au cabinet de Christian Bonnet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement du logement et du tourisme, d'octobre 1972 à mai 1974. Il revient ensuite au Conseil d'État et exerce la fonction de commissaire du gouvernement, jusqu'en novembre 1984. Il est aussi commissaire du gouvernement près le tribunal des conflits de 1981 à 1984 et rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel d'octobre 1982 à juillet 1987. Il est nommé président de la première sous-section du contentieux en octobre 1991, et président adjoint de la section du contentieux en octobre 1995. Par ailleurs, il préside la commission nationale de concertation des rapports propriétaires-locaux de septembre 1988 à juillet 1991, l'Institut national de la propriété industrielle de février 1990 à avril 1993, et l'Observatoire juridique des technologies de l'information d'octobre 1990 à novembre 1993.]

ÉDUCATION NATIONALE

Christian Forestier, ancien directeur général des enseignements supérieurs du ministère de l'éducation nationale, a été nommé, lors du conseil des ministres du 2 janvier, recteur de l'académie de Versailles. Il succède à Armand Frémont qui a atteint la limite d'âge.

[Né le 8 décembre 1944 à Aubière (Puy-de-Dôme), Christian Forestier, ingénieur et docteur d'état ès-sciences, a été nommé, en 1968, maître-assistant à l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Saint-Etienne dont il devient le directeur en 1976 avant d'être élu, en 1978, président de cette université. Il est nommé recteur de l'académie de Reims en 1981, puis de Dijon en 1983. En 1985, il est chargé de mission auprès de Roland Curat, secrétaire d'État à l'enseignement technique. L'année suivante, il rejoint l'inspection générale de l'éducation nationale, jusqu'en 1989 où il retrouve la fonction de recteur dans l'académie de Créteil. En 1992, il devient directeur des lycées et collèges au ministère de l'éducation nationale. Depuis juillet 1995, il était directeur général des enseignements supérieurs.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 31 décembre sont publiés :

- **Finances** : la loi de finances pour 1998. La décision du Conseil constitutionnel relative à cette loi (*Le Monde* du 1^{er} janvier).
- **Terrorisme** : une loi tendant à faciliter le jugement des actes de terrorisme.
- **Accords internationaux** : une loi autorisant la ratification de la convention créant l'Association des États de la Caraïbe.
- **Mex** : une loi autorisant la ratification de la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est.
- **Elysée** : une décision du directeur du cabinet du président de la République, Bertrand Landrieu, relative à la création sur Internet d'un site comprenant la biographie du président, la composition de son cabinet, l'organigramme de ses services, son agenda, la diffusion des discours présidentiels et comportant un service de courrier électronique, permettant de lui adresser des messages.
- **Taxis** : un arrêté relatif aux tarifs des courses de taxi. Le prix de la course est majoré de 2,1 % pour l'année 1998.
- **Médicaments** : un décret relatif à la composition et au fonctionnement du Comité économique du médicament.
- **RMI** : un décret modificatif relatif à la protection sociale des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Au Journal officiel du jeudi 1^{er} janvier sont publiés :

- **Redevance** : un décret relatif à la fixation des taux de base, applicables à compter du 1^{er} janvier 1998, de la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision : 471 francs pour un appareil noir et blanc, 735 francs pour un appareil couleur.
- **Zones franches** : deux décrets modificatifs portant délimitation de zones franches urbaines dans certaines communes de métropole et d'outre-mer.
- **Saint-Pierre-et-Miquelon** : un décret relatif au transfert de compétence de l'action sociale à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.
- **Piles** : un décret relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses, et à leur élimination.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Yves et Lucile TALLINEAU ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

Constantin-Albert-Alfred,

le 27 décembre 1997, à Berlin.

Chez Stephan et Anne SCHESCH.

Anniversaires de naissance

— Aujourd'hui, l'inspecteur des Travaux, fins, l'Empereur de la Mauvaise Foi, a treize et quelques années.

Papa, on t'aime !

Laurence, Annebelle, François et les autres.

Anniversaires de mariage

Catherine, Cécile et Alice ont le plaisir de rappeler le mariage. Il y a trente-trois ans de leurs parents.

Michel et Geneviève VIGOUROUX, née PELLERIN.

You know what ? I'm happy !

Décès

— Le directeur de la Sécurité sociale, Et ses collaborateurs ont le vif regret de faire part de la disparition de

M. Hervé de la BARRE DE NANTEUIL.

décédé accidentellement, le 3 janvier 1998.

La direction tient à s'associer à la peine de sa famille et à lui présenter ses sincères condoléances.

— Bordeaux.

M^{me} Suzanne Bonthury, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. François, Georges BORJEURY,

survenu à Bordeaux (Gironde), le 5 janvier 1998, dans sa quatre-vingt-unième année.

— La Fondation internationale Nadia et Lili Boulanger a la tristesse de faire part du décès de son fondateur,

Doda CONRAD.

40, avenue Hoche, 75008 Paris.

— Claudine Debussche-Pignat, Max et Geneviève Debussche, ont la tristesse de faire part du décès de

Louis DEBUSSCHE,

survenu à Cassel, le 27 décembre 1997.

Ses obsèques ont eu lieu à Cassel, le 29 décembre, dans l'intimité familiale.

44, rue Bollant, 59670 Cassel, 650, rue des Érables, 34980 Saint-Gély-du-Fesc.

— Le recteur Jacques Béguin, président du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires,

Le recteur Patrick Gérard, directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Le personnel du CNOUS et des CROUS, ont le regret de faire part du décès de

M. Jean-Pierre ESPAGNET, trésorier-payeur général, chef du service des affaires financières et comptables du CNOUS, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 5 janvier 1998, dans sa cinquante-sixième année.

69, quai d'Orsay, 75007 Paris.

— Le conseil d'administration, La direction, Et le personnel de la Mairie du Tréport, ont le douleur de faire part du décès de leur président,

M. Jean-Pierre ESPAGNET, trésorier-payeur général, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 5 janvier 1998, dans sa cinquante-sixième année.

Mairie du Tréport, 8, rue Léon-Jouhaux, 75010 Paris.

— Philippe, Sylvie et Antoine, ses enfants, Marie et Jacques, sa belle-fille et son gendre, Sylvain, Carole, Fabienne, Jérôme, Mathias et Camille, ses petits-enfants, Gaston, son frère et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Eliane GERHARDT, née DOUAIRE, artiste peintre.

survenue à Paris, le 1^{er} janvier 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part. 4, rue Anguste-Perret, 75013 Paris.

12, rue de Vincennes, 95280 Jouy-le-Moutier.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Bab JANIN,

survenue le 27 décembre 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

M^{me} Jacqueline Rousseau, née DOUAIRE, 92230 Saint-Coud.

— M^{me} Charlotte LaJadji, son épouse, M^{me} Zahra Khelil, sa sœur, Ses enfants, petits-enfants, neveux et petits-neveux, sur les deux rives de la Méditerranée, ont le chagrin de faire part du décès de

Hachène LADIADJ, ancien président de l'Ordre des géomètres-experts d'Algérie,

survenue à Poitiers, le 19 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Il repose aujourd'hui dans sa terre natale qu'il aimait tant.

BP 457, 86011 Poitiers Cedex.

— L'Institut d'histoire sociale, Et les anciens collaborateurs de la revue *Est et Ouest* ont le tristesse d'annoncer le décès, survenue le 3 janvier 1998, de

Branko LAZITCH.

Les obsèques auront lieu le samedi 10 janvier, à 15 heures, au cimetière Montmarais, 20, avenue Rachel, Paris-18^e.

4, avenue Benoît-Franchon, 92023 Nanterre.

— Marie-Christophe de Menil, Adèle Carpentier, Georges de Menil, François de Menil, Fabrice Friedrich, ses enfants, et leurs conjoints.

Taya Allison, Jean-Charles, Joy, Benjamin, Victoria de Menil, John, Sophie, Conrad de Menil, Dohi, Adie Friedrich, ses petits-enfants,

Daniell, Caroline, Maxwell Snow, ses petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Dominique de MENIL, née SCHLIMBERGER,

survenue en son domicile, à Hoston (Etats-Unis), le 31 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le samedi 3 janvier 1998, à Hoston.

— Christian Fancher, directeur général, Et l'ensemble des collaborateurs de la société Génoce ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

Michel PERELMUTER,

survenu accidentellement, le 26 décembre 1997.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Pouliot et Masson ont la douleur de faire part du décès, le 26 décembre 1997, de

M^{me} Lucienne POULNOT, professeur agrégée d'allemand.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Berthoult (Voges), le 2 janvier 1998.

— Luc Quinot, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Thérèse QUINOT, née FERRARI,

survenue le 2 janvier 1998.

Elle a fait don de son corps à la médecine et selon sa volonté il n'y aura pas de cérémonie.

— M^{me} Robert Sala, Michel et Lyvia Sala, Valérie et Xavier Delacoux des Rosiers, Gabriel, Daniel, Simon et Léon, ses petits-enfants, Les familles Delacoux-Sala, Belsch, Levy, parents et alliés, Ses cousins et cousines, Ses nombreux amis, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de leur très cher

Robert SALA, médecin ophtalmologiste.

Nous l'accompagnerons au cimetière parisien de Pantin, le jeudi 8 janvier 1998, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— La famille de Jacques TOURNOUR.

remerciera toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur lors de son décès, le 26 décembre 1997 et s'excuse auprès de celles qui n'ont pas pu être prévenues.

Anniversaires de décès

— Il y a deux ans disparaissait, bien trop tôt,

Régine ARVIV-SEKNADJE.

Peine mienne, ton époux et tous ceux qui t'ont aimé pensent à toi, ainsi qu'à ta sœur et à ton frère.

11, rue Rébeval, 75019 Paris.

— Le 8 janvier 1996,

Pierre MANIGAUDIT.

nous a quittés.

Nous le sentons toujours vivant en nous, famille, amis.

— Il y a deux ans, disparaissait le Président,

M. François MITTERRAND.

Paulette Gedco garde toujours vivant son souvenir et dédie une pensée éternelle à sa mémoire.

« L'homme quelquefois mourait Et pourtant, dans ses dangers de vie, un trait d'ombre avait scellé ses yeux. » René Char.

Séminaires

● **Hommage à l'œuvre Clémence Rameau** : la réserve du sens sous la responsabilité de Michèle Simpère avec A. Charles-Saget, M. Deguy, L. Brisson, J.-P. Vernant, A. Soulez, M. Cavigli, J. Fère et P. Ricour.

17 janvier 1998, 9 heures-19 heures, amphithéâtre. Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-88.

Communications diverses

OUVERTURE D'UN CABINET DE MASSOUBRE KINÉSITHÉRAPEUTE

BROKINGHE 12, rue Lavoisier, Paris-9^e, métro Saint-Augustin. Tél. : 01-40-07-02-05.

— Maison de l'Ébène : pour instruire la bibliothèque ou l'insérer et à insérer au Zohar en dix éditions, ou à distance. Professeur Jacques Bernadine : 01-47-97-38-22/06-66-57-56-22.

Soutenances de thèse

— Léon Soter a soutenu, le 19 décembre 1997, à l'université Paris-7, une thèse de doctorat intitulée : « L'émancipation d'un nouvel objet symbolique : le phénotype ».

Elle a obtenu la mention très honorable, avec félicitations du jury, à l'unanimité. Le jury était composé de M. Michel Bibot, directeur de thèse, CNRS ; de M. Michel Blay, CNRS ; de M. Christiane Charvillat, présidente Paris-7 ; de M. Jean Goyon, directeur de jury, université Paris-VII, et de M. Jean Seidenberg, université de Reims.

— André Sirota, université Paris-X-Nanterre, soutiendra une thèse de doctorat d'Est et lettres et sciences humaines, le jeudi 15 janvier 1998, à 9 heures, salle Louis-Liard, à la Sorbonne, dans le cadre de l'université Paris-VII-Denis-Diderot.

Titre de la thèse : Le travail d'analyse en groupe (analyse de Laiton, diffusion et figures perverses).

Jury : Jacqueline Barot-Michel, université Paris-VII ; Françoise Couderc, université Paris-X-Nanterre ; Eugène Enquens, université Paris-VII ; Roland Gori, université Aix-Marseille ; Edith Lecourt, université Paris-V ; Adrian Nicolau, université Alexandru-Ioan-Cuza, à Iasi, Roumanie.

SCIENCES Après l'échec du vol inaugural d'Ariane-5, en juin 1996, les doutes concernant l'avenir du nouveau lanceur lourd européen ont été levés par le deuxième tir, fin

1997, en dépit de quelques problèmes techniques en voie de règlement. ● LA COMMANDE d'une série de vingt lanceurs dès cette année devrait concrétiser son véritable en-

vol commercial. ● LES CONSTELLATIONS de petits satellites multimédias représenteront un marché important pour la nouvelle venue, à condition qu'elle puisse être dotée

rapidement d'un étage supplémentaire. La décision doit en être prise par les ministres européens à la fin de l'année. ● LA REFORME des struc-

tures et de l'actionnariat de la société ArianeSpace, ainsi que la clarification de ses relations avec le CNES et l'ESA, devraient constituer, en 1998 également, un autre point fort de l'évolution de l'espace européen.

Le lanceur Ariane-5 entame une année cruciale pour son avenir

Plusieurs décisions et mesures à prendre en 1998 seront lourdes de conséquences pour la compétitivité de la nouvelle fusée européenne, explique Jean-Marie Luton, le PDG d'Arianespace

1998 sera l'année Ariane-5. « Tous les doutes concernant la conception et l'adaptation du nouveau lanceur européen sont désormais balayés », Jean-Marie Luton, PDG d'Arianespace, est désormais confiant. Devant la presse, il a, mercredi 7 janvier, tiré le bilan d'une période noire, marquée par beaucoup d'inquiétudes et de remises en question pour les responsables du spatial européen. Après l'échec de la première Ariane-5, le 4 juin 1996, le deuxième vol réalisé le 30 octobre 1997 est apparu comme « un vrai feu vert », en dépit des problèmes techniques qui l'ont marqué. Le problème de rouille qui a affecté l'étage principal et empêché une satellisation correcte de la charge utile du lanceur lors de ce tir est en voie de règlement. « Deux solutions sont en balance. Je pense que tout cela sera clarifié dès février. En attendant, nous pouvons d'ores et déjà prendre des engagements », se réjouit-il.

Si tout se passe comme prévu, deux vols du nouveau lanceur lourd européen devraient avoir lieu au milieu et à la fin de l'année 1998. La cadence devrait monter progressivement à quatre lancements en

1999, puis, espère-t-on à ArianeSpace, à huit à dix tirs par an dès 2001. Un tel rythme exigera des investissements supplémentaires. L'outil industriel n'étant dimensionné, dans certains secteurs, que « pour la fabrication de cinq à six lanceurs par an ». C'est ainsi qu'il faudra, en Guyane, doubler les installations de coulée de poudre des propulseurs d'appoints de la fusée.

VINGT LANCEURS EN 1998

Pour faire face à ses besoins, ArianeSpace va passer commande en 1998 d'une première tranche de vingt Ariane-5, sur le lot de cinquante qu'elle prévoit de faire fabriquer à plus long terme, annonce Jean-Marie Luton. Cette nouvelle série viendra s'ajouter aux quatorze lanceurs commandés il y a deux ans (Le Monde du 14 juin 1995), les deux premiers exemplaires, déjà lancés, étant à la charge de l'Agence spatiale européenne.

Mais ce bel optimisme ne peut faire oublier aux responsables d'Arianespace la concurrence russe et américaine. Pour permettre au nouveau lanceur de « coller » à son marché, un programme d'amélioration (baptisé Perfo 2000) prévoit

déjà de faire passer sa capacité d'emport de 6 à 7 tonnes. Le programme Ariane-5 Evolution suivra très vite, portant cette capacité à 8 tonnes. Les crédits qui lui sont destinés ont été quelque peu écorchés par le retard et les modifications entrainées par l'échec du vol inaugural, mais ce dernier programme devrait pouvoir être mené à bien, comme prévu, pour 2003, estime M. Luton.

Cela ne suffira pas. Les moto-

ristes d'Ariane préparent déjà un étage supplémentaire réalumable. Ce nouvel élément, d'une poussée de 10 tonnes dans le vide, doit permettre de lancer plusieurs satellites sur des orbites différentes, ou de placer directement sur orbite géostationnaire les satellites du futur, pour lesquels les mêmes motoristes préparent des propulseurs ioniques inspirés des réalisations russes. La Société européenne de production (SEP) et la firme allemande DASA

se sont associées pour proposer un projet. Cet étage, qui pourrait être prêt dès 2003, porterait la capacité d'emport d'Ariane-5 de 8 à 12 tonnes. Un tiers du coût de son développement, un peu supérieur à 2 milliards de francs, pourrait être pris en charge par les industriels concernés.

FIDÈLE ARIANE-4

« Cette proposition devrait faire l'objet de discussions entre l'ESA, le CNES et ArianeSpace », estime Jean-Marie Luton. Elles seront ensuite débattues dans le cadre de la future conférence des ministres de l'espace européen, qui devrait avoir lieu cette année à Bruxelles. Si elle était retenue, elle permettrait à Ariane-5 d'aborder dès 2003 le marché prometteur des constellations de petits satellites multimédias (Le Monde du 26 décembre 1997).

Arianespace compte « pénétrer très sérieusement » ce marché « dès 1998 » en ramassant des commandes sur les constellations de deuxième génération, avec Ariane-5. « Nous comptons spécialiser Ariane-4 dans le lancement des satellites géostationnaires, pour re-

server Ariane-5 aux constellations. Cela, bien entendu, sans exclusive. »

Cette stratégie pourrait ouvrir de nouvelles perspectives à la fidèle Ariane-4. Le lanceur vedette de la famille a été tiré onze fois en 1997, alignant ainsi 32 succès consécutifs. Le 1^{er} décembre 1997, ArianeSpace en a commandé vingt exemplaires supplémentaires destinés à couvrir les besoins de lancements jusqu'en 2002. Poursuivra-t-elle sa carrière au-delà ? Jean-Marie Luton n'exclut pas cette éventualité : « Nous verrons fin 1999, en fonction de l'évolution du marché, s'il convient d'en commander d'autres. »

C'est aussi le marché qui dictera le développement éventuel d'un petit lanceur. La seconde génération des constellations multimédias sera probablement composée d'engins plus gros (de 3 tonnes environ) et ces petits lanceurs risquent de devoir se contenter de petits satellites d'observation de la Terre ou d'écoute, destinés principalement aux usages militaires. Or, insiste M. Luton, la défense n'a pas encore défini précisément ses besoins dans ces domaines.

Jean-Paul Dufour

Une sonde américaine reprend l'étude de la Lune

LA NASA aurait-elle voulu faire d'une pierre deux coups et, comme au bon temps de la guerre froide, associer, comme l'ont souvent fait les Russes, un anniversaire et un lancement de sonde spatiale ? Un radar tenu de la Patrick Air Force Base a perturbé ce projet. L'agence américaine a dû retarder de vingt-quatre heures le tir de son nouvel explorateur lunaire, Lunar Prospector, qui n'a pu

une obscurité gênante qui aurait contraint Lunar Prospector à « porter » anormalement sur ses batteries.

Il n'empêche que la petite sonde américaine est officiellement chargée de reprendre le flambeau des illustres missions Apollo, les seules qui aient jamais permis à des humains de débarquer sur un autre astre que la Terre. Cette nouvelle mission est cependant modeste :

zones d'ombre, rappelle Yves Langevin, de l'Institut d'astrophysique spatiale (UMR 120) à Orsay. Ainsi, dix à vingt cent seulement de la composition élémentaire de la Lune ont été décryptés par imagerie gamma ou X.

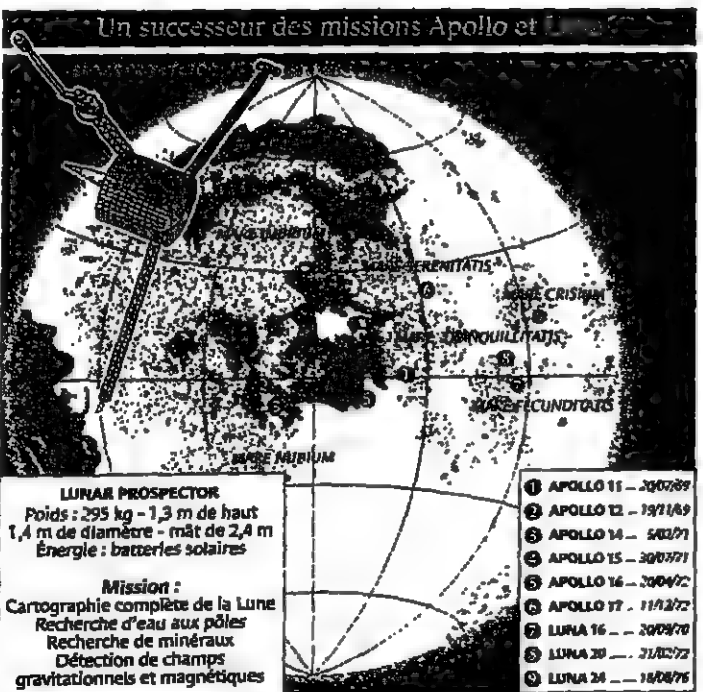
Doté de cinq instruments de mesure, Lunar Prospector a pour mission de décrire les champs magnétiques et gravitationnels de la Lune, de sonder la croûte lunaire, mais surtout de « prospecter » les différentes ressources minérales du satellite. Et de donner le signal d'une éventuelle « ruée vers l'eau », si la présence de celle-ci est confirmée. « L'eau est la ressource-clé qui permettra d'implanter la vie sur la Lune et d'en partir vers d'autres planètes », prédit Bill Feldman, du laboratoire de Los Alamos. Son équipe a fourni trois des instruments embarqués, dont le détecteur de neutrons, qui devrait discerner l'hydrogène signalant la présence d'H₂O.

« En outre, l'eau fournirait par dissociation l'hydrogène nécessaire à la propulsion de fusées interplanétaires », ajoute-t-il. Encore faut-il confirmer l'annonce triomphale du Pentagone, qui prétendait, il y a quelques mois, avoir détecté, grâce à Clémentine, des lacs de glace poussiéreuse au fond d'un cratère situé près du pôle Sud de la Lune. Depuis, de nouvelles images prises par le radiotélescope d'Arecibo (Porto Rico), ont permis de constater que des zones équatoriales « où l'eau n'a aucune chance de se conserver » renvoient une signature radar similaire, qui serait due à la conformation accidentée de la surface, et non à la présence de glace (Le Monde du 4 décembre 1996 et du 13 juin 1997).

Si l'eau lunaire existe, elle sera très convoitée. Apportée par des météorites ou des comètes entrées en collision avec la Lune, « elle serait rapidement piégée dans les zones très froides perpétuellement à l'ombre », explique Yves Langevin. La glace serait alors confinée dans la régolite, une couche de poussière et de roche de 5 à 10 mètres d'épaisseur. « Si ce modèle se confirme, les glaces polaires de la Lune représentent 4 milliards d'années d'histoire des impacts cométaires dans le système solaire interne, avance encore le Français. C'est autrement plus intéressant, ajoute-t-il, que l'utilisation de la glace dans les sanitaires d'une base lunaire ! »

Hervé Morin

* La mission Lunar Prospector peut être suivie sur Internet : <http://lunar.nasa.gov/index.html>.



Lunar Prospector, qui ne fera que survoler la Lune, est un lointain successeur des missions Apollo et Luna qui de 1969 à 1976 ont permis aux Américains et aux Soviétiques de récupérer en tout 382 kg de roches sur 9 sites. Les Américains sont les seuls à avoir débarqué sur notre satellite naturel, les Russes n'ayant envoyé que des sondes automatiques.

décoller de Cap Kennedy (Floride) que le mercredi 7 janvier vers 3 h 30 (heure française). Vingt-cinq ans, à une quinzaine de jours près, après les derniers pas sur la Lune d'un des astronautes de la mission Apollo-17.

La coïncidence serait pourtant fortuite, affirme la NASA, qui, cet été, avait su faire atterrir sur Mars le petit robot Sojourner le 4 juillet, date anniversaire de l'indépendance des États-Unis. Cette fois, explique la NASA, la date de lancement de la nouvelle sonde lunaire, déjà retardée de quelques mois en raison de problèmes de mise au point du petit lanceur Athena II, correspondrait à l'entrée dans une période pauvre en éclipses de Lune. Ces phénomènes, durant lesquels la Terre s'interpose entre le Soleil et la Lune, allongent notre « stellite dans

représentant du programme Discovery, comprenant des engins censés faire « mieux, plus vite et moins cher ». Lunar Prospector est une sonde petite (295 kg) et peu coûteuse (372 millions de francs).

RUE VERS L'EAU

Automatique, elle survolera pendant un an, à 100 kilomètres d'altitude, notre satellite naturel, délaissé hormis son survol par la sonde militaire Clémentine (1994) et par Galileo en route pour Jupiter et Europe - au profit d'autres objets du système solaire. Paradoxalement, la Lune reste assez mal connue. Les astronomes disposent bien de quelque 382 kilogrammes de roches rapportées par missions américaines (six Apollo, habitées) et soviétiques (trois Luna, automatiques). « Mais le rush vers l'enterrissage a laissé de vastes

La face grêlée de Mathilde

CEUX qui espéraient un profil de médaille en seront pour leurs frais. Mathilde est grise et sa peau plutôt grêlée. Cinq magnifiques cratères, d'une trentaine de kilomètres de diamètre, marquent la face que cet astéroïde aux contours bien ingrats de 66 kilomètres sur 46 kilomètres a bien voulu montrer aux caméras indiscrettes de la sonde automatique américaine NEAR (Near Earth Asteroid Rendezvous).

Le 27 juin 1997, 534 clichés de cet astre mineur en forme de pomme de terre ont été pris. L'occasion était belle, dans la mesure où les spécialistes de la trajectoire ont su amener NEAR, qui croisait alors à la vitesse de 10 kilomètres par seconde, à survoler l'astéroïde à une altitude de seulement 1 212 kilomètres.

Une vraie prouesse qui a permis à deux équipes, l'une conduite par des chercheurs du Jet Propulsion Laboratory (et à laquelle appartenait Jean-Pierre Barriot, du CNES-Toulouse), l'autre par des scientifiques des universités Cornell, John Hopkins et du Maryland, de donner, après plusieurs mois de dépouillement, la vraie nature de cet errant. Les premiers ont pu déterminer sa masse, avec précision (seule celle de cinq autres astéroïdes est connue, à 30 % près). Mathilde pèse un peu plus de cent mille milliards de tonnes, ce qui conduit à « une densité étonnamment faible ».

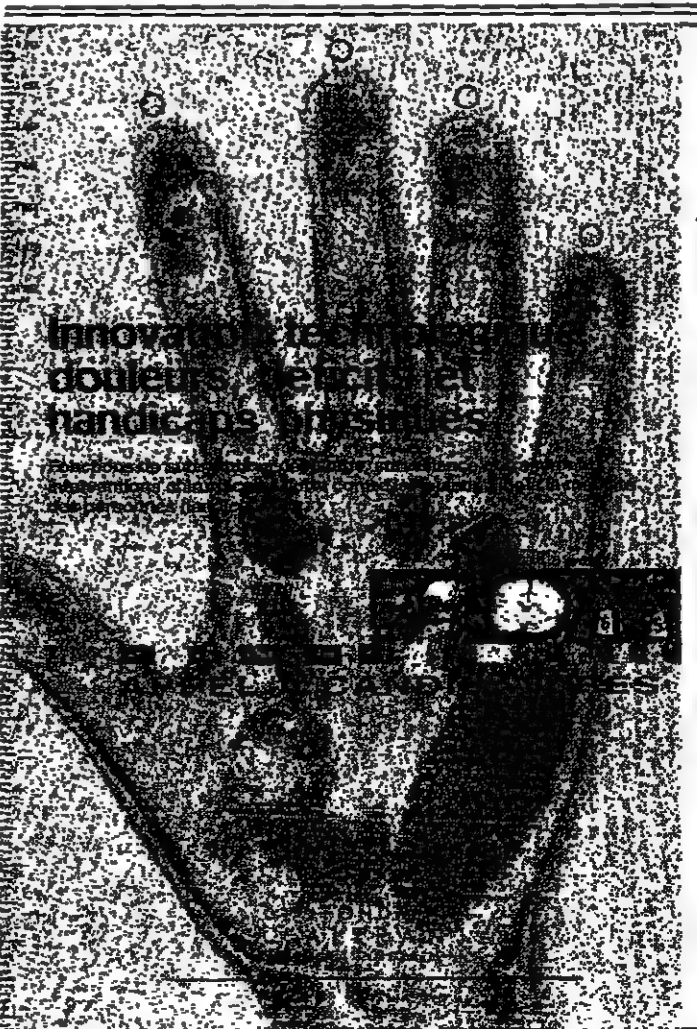
Ce petit corps, essentiellement de chondrites carbonées, semble « très poreux », au point que les chercheurs ne peuvent dire « si son état actuel est proche

de celui qu'il avait à l'origine ». Est-ce en raison d'un cœur qui abriterait quelque chose comme de l'eau ? Ou au contraire parce qu'il contiendrait des matériaux peu denses datant de la lointaine formation de ces astres ? Difficile de trancher, mais une chose semble se dessiner : Mathilde ne serait pas seule dans ce cas, comme en témoigne le grand nombre d'autres astéroïdes à la face grêlée.

Plus surprenants encore paraissent les cratères, massifs pour la taille de cet astéroïde, qui ont modelé la face de Mathilde. Comment cet astre n'a-t-il pas éclaté sous le choc de telles collisions, car Mathilde n'a ni la structure ni la taille ne serait-ce que de la Lune ? « C'est comme si ce petit astéroïde de classe C se comportait au choc comme une plaque de mousse ou comme des pastilles de plastique d'emballage ! » s'est exclamé l'un des chercheurs de Cornell University, Joseph Veveřka.

Ce n'est d'ailleurs pas sa seule singularité, puisqu'il présente également une période de rotation très lente (17,4 jours), si lente même que seuls deux autres astéroïdes connus, 288 Glauke et 1 220 Crocus, tournent plus lentement encore. Ce survol éclairci, la sonde NEAR s'est élancée vers l'astéroïde 433 Eros, le vrai but de son formidable voyage de trois ans (Le Monde du 17 février 1996), qu'elle devrait atteindre le 10 janvier 1999 et autour duquel elle se mettra en orbite.

Jean-François Augereau



Prix 1998 de la Fondation Altran pour l'Innovation

Leader européen du conseil en technologies, Altran a créé en 1998 une Fondation pour promouvoir et soutenir l'innovation technologique au service de l'intérêt général.

La Fondation Altran pour l'Innovation lance aujourd'hui son Prix 1998. Il récompensera des équipes ou individus ayant mis au point des innovations à fondement technologique au service de la lutte contre toutes les formes de douleurs, déficits et handicaps physiques.

Ce Prix européen s'adresse aussi bien aux laboratoires d'écoles et d'universités qu'aux entreprises, aux structures de recherche publiques ou privées, aux hôpitaux, aux associations.

Il est assorti d'une dotation financière de 100 000 francs et d'un accompagnement d'un des lauréats pendant un an, sous forme d'un mécénat de compétences.

Règlement du Prix et dossier de candidature disponibles sur demande auprès de :

Fondation Altran pour l'Innovation
251 boulevard Pénelle
F - 75017 Paris
Tél : (33) 01 44 08 64 00
Fax : (33) 01 44 08 64 48

A Cuba, mais avec Hemingway

Dans l'île encore sous blocus et déjà dollarisée, les turbulences politiques ont épargné l'esprit du lieu autour du bungalow de l'écrivain

LE PAPE n'est pas le seul à être attiré par Cuba : à La Havane - comme à Hanoi - avec la soudaineté de la foudre, la mode a frappé, morbidement attirée sans doute par le spectacle du communisme tropical en train de couler dans le mondialisme. Dollarisme et dollarisme. « Un Cuba réduit, pour nous touristes, à ses serveurs, ses liftiers, ses putes, ses taxis, ses danseuses sautées » (Jean-Luc Coatalem, *Les Beaux Horizons*, 1997). Question tourisme, Cuba est mal parti.

Une destination à fuir a priori donc. En enfer, le dictateur Batista doit bien être. Le chiffre annuel du million de vacanciers étrangers a été dépassé, et on prédit son doublement pour l'an 2000. Les Français ne sont pas les derniers : 99 999 d'entre eux ont séjourné en 1997 dans l'ex-île rebelle où les ti-chueurs avec le pauvre Che font un tabac - sans surprise - comme partout à travers la planète. La reprise, prévue pour le 21 juin, des vols d'Air France aidant, 125 000 citoyens de l'Hexagone sont attendus à Cuba cette année ; de 150 000 à 200 000 l'an prochain, avec le quadruplement de la révolution castriste et le centenaire d'Hemingway, né certes près de Chicago et qui s'est suicidé, à la Montserrat, en 1961, dans l'idée - mais « il a vécu chez nous durant vingt ans les moments les plus heureux de sa vie », estiment en chœur les Cubains.

Précisément, la vie de Papa Ernest, ce « tyrique de l'action » (Robert Escarpit) est en train de supplanter l'œuvre du Nobel de littérature 1954. On trouve son existence plus consensuelle, sans les longueurs du *Vieil homme et la mer*, plus médiatique aussi avec ses trois

guerres, ses quatre épouses sans compter les fredaines, ses dix amis célèbres, ses soixante chats et chiens et le final du coup de fusil dans la bouche. En revanche, on passe désormais au bleu les « championnats de descente d'alcool » ; les esclandres à table ; les massacres de pigeons et de fauves ; le goût pour la tauromachie et la gallimachie ; les poses très beaux à côté d'espagnols géants ; les titres macho (*En avant... ou pas*) ; l'ex-parisien des républicains espagnols maudissant « les prétentieux intellectuels [new-yorkais] au sang de navet » ; un idéal d'Hemingway un peu brutal pour notre fin de siècle gnangnan : « Être fort, travailler dur, boire et manger avec ses amis, jouir de la vie ».

Et puis zut à la fin ! L'esprit du lieu balaise tout cela : le bon et le mauvais, le démodé et l'éternel. Oh ! pas dans la chambre muséifiée de *Senor Ernesto* à l'hôtel Ambos Mundos à La Havane, encore

moins devant le tabouret de ses cuittes au *mojito* (rhum, sucre, menthe, eau glacée) au bar *Floridita*. Le siège de l'écrivain y est enchaîné car les fétichistes rôdent et ne se laisseraient pas impressionner par la photo suspendue au mur suggérant une certaine complicité entre Hemingway et Fidel Castro. D'autant plus que, malgré le cri du « colosse grincheux » (Gérard de Cortanze) contre son pays natal - « Que l'Amérique aille se faire foutre ! » -, la police castriste réquisitionna sa thébaïde, la Finca Vigia.

IMAGINÉRIE

Non, là où on peut oublier un moment tout le reste, c'est précisément à Finca Vigia, colline boisée et ventilée, dans l'intérieur des terres : la *Casa Hemingway*. Ici, l'auteur excelle dans « l'art de se protéger » (Philippe Sollers). A une demi-heure des façades grises d'humidité de La Havane, on tombe sur une tour blanche jouxtant une villa de plain-pied, au toit plat, simple et cubainisme. Par les fenêtres grandes ouvertes, on contemple le lit où dormait Hemingway, le divan sur lequel il s'étendait tout nu pour lire, les livres jaunis de sa bibliothèque, le bureau du maître, son lavabo, sa table de nuit, sa lampe, ses cartouches, son ventilateur que même par grosse chaleur il ne branchait pas, tel de Gaulle, par haine du bruit. On ne peut plus circuler parmi cet attirail, barbelé mais sacrifié par l'inspiration littéraire, depuis que l'épouse d'un diplomate étranger, protégée par son immunité, commit ici, au col, le vol d'un tampon portant la signature d'Hemingway.

Le jardin montueux, courant sur

quelques hectares, reste en revanche de libre accès. Vous n'y verrez plus l'énorme *ceiba*, arbre-vandou rappelant la pinte de sang africain du Cuba post-colombien et dont Mary Hemingway, à la fureur de son mari, fit arracher les racines nourricières menaçant les fondations de leur maison. Vous ne retrouverez peut-être pas non plus la totalité des dix-huit espèces de manguiers du temps de l'écrivain mais beaucoup sont encore là, en compagnie de palmiers aux ramures molles, de flamboyants, aréquiers, avocats, fromagers, orchidées et fougères.

Les sentiers ont vu passer Ava Gardner, Ingrid Bergman et Adriana. Cette jeune Vénitienne brune fut en 1948 la dernière conquête féminine du romancier-baroudeur, en Italie puis au dernier étage de la tour cubaine. Après avoir publié son autobiographie, justement intitulée *La Tour blanche*, la séductrice italienne épousa une particule allemande, sombra dans la boisson et se pendit près de Rome en 1983, comme en écho au coup de feu de l'idole. Cependant, Adriana avait joué à fond son rôle de muse à la Finca Vigia, galvanisant son amant afin qu'il termine *Le Vieil homme et la Mer* et lui inspirant *Au-delà du fleuve et sous les arbres*.

On était parti sur l'individu et *in fine* on retombe sur la littérature toute crue. Le bungalow des environs de La Havane n'est plus qu'un décor à la Dominière Rousseau mais on a presque envie de dire qu'il vaut le voyage, qu'il console, par le seul magnétisme *post mortem* d'un grand artiste, de ce qu'on peut voir et ressentir autour, à Cuba.

Jean-Pierre Péroncel-Hugot

Carnet de route

● Site : Finca Vigia, San Francisco de Paula, tél. : 91-08-09.

● Voyageur : HavanaTour, Paris, tél. : 01-44-51-50-95. Forfait 7 jours à partir de 7 360 F. Voyages à la carte comportant location de voitures, avec ou sans chauffeur.

● Lectures : les romans d'Hemingway ont été réunis en deux volumes dans *La Pléiade* ; *Hemingway à Cuba*, de Gérard de Cortanze et Jean-Bernard Naudin, Le Chêne, 170 p., 260 F ; *Ernest Hemingway Rediscovered*, de Roberto Herrera-Sotolongo et Norberto Fuentes, Gallimard, 192 p., le guide *Cuba*, Olizane, 320 p., 145 F.

Des îles en hiver

Pendant les premiers mois de l'année, quelques heures d'avion suffisent à échapper aux trépas. Les archipels, où il fait bon vivre légèrement vêtus, s'étendent le long de l'équateur jusqu'aux tropiques du Cancer et du Capricorne. En prenant cap au Sud, on réduit les décalages horaires. A l'inverse, les îles situées à l'ouest, en mer des Caraïbes, impliquent de changer cinq à six fois de fuseau horaire. Comme vers l'ouest, pour les Maldives. On peut bâtir un périple en s'inspirant des programmes inscrits dans les catalogues des voyagistes. Familière du propos, Françoise Flac et ses fils du monde, agence créée en 1994, déroule la carte des océans pour explorer les archipels méconnus ou peu fréquentés. Ainsi, au large des côtes vénézuéliennes, le parc national de Los Roques : des dizaines d'îles, îlots et bancs de sable, peuplés de tortues à bec, de poissons-anges, de dauphins. On descend à la posada Dona Carmen sur Gran Roque, une pension de famille qui organise des sorties pêche et plongée en canot. Au Belize, le long de la barrière de corail, on s'installe à Water Cay dans un bungalow rustique. Sur la route des

épices, on choisit Zanzibar, avec son port et ses palais classés par l'Unesco ; ou Mayotte, aux Comores, restée française après l'indépendance de 1975 (tél. : 01-43-26-63-68, compter en moyenne, de Paris, autour de 12 000 F, pour une semaine en pension complète). Programme plus classique chez Voyageurs dans les îles (tél. : 01-42-86-16-39). Aux Antilles avec une sélection de modestes maisons à Marie-Galante et aux Saintes, facilement accessibles depuis la Guadeloupe (trois jours, 950 F à 1 200 F, traversée en bateau hâché, nuit supplémentaire 270 F-350 F, vol de Paris, AOM ou Air France 5 500 F). Idem à La Dominique et à Sainte-Lucie (que l'on rejoint depuis la Martinique), ou Anguilla, mouillée à 8 kilomètres au nord de Saint-Martin. Les hôtels-clubs et complexes touristiques ont été sélectionnés par Accor Tour, Jet Tours, Havas Vacances (Hiver 100 % Soleil) ou Kuoni (Les Sables des Caraïbes) : autour de 7 000 F la semaine en janvier, dans les agences de voyages. Nouvelles Frontières privilégie les croisières à la voile aux Grenadines (tél. : 06-05-33-33-33, vols Corsair, 4 000 F en classe Grand Large ; 8 700 F dix jours sur le catamaran Nemo). Aux Maldives, réputées pour la richesse de leurs

fonds marins, Kuoni programme nombre d'atolls et déroute toute la gamme de l'hôtellerie avec le choix de la compagnie aérienne (Swire, Air Charter ou Balaï de Paris et province sans supplément). Du plus simple (à partir de 8 420 F en pension complète sur l'atoll d'At, pour sept nuits) au plus raffiné dans une villa de Vallabhi (en doublant la mise). Les Seychelles sont l'affaire d'Anstral, voyagiste créé en 1986 et piloté par Danielle Payet-Aïe, une enfant du pays. Parmi les îles granitiques ou coralliennes, une vingtaine seulement sont habitées. On y trouve une faune et une flore exceptionnelles. Le sud de Mahé, la grande île, demeure sauvage (trois nuits à l'Allantanda, une maison créée sur l'anse Forbans, avec vol de Paris : 8 245 F en demi-pension, tél. : 02-99-85-94-94). Les îles les plus éloignées, comme Eld, Denis, Desroches, ne possèdent qu'un établissement composé de bungalows. Selon le confort de l'étape, compter 1 000 F à 1 400 F par jour, en pension complète. A Silhouette, plus montagneuse, on s'enfonce à pied, à travers la jungle, en quête de l'ylang-ylang qui parfume le carnet de notes à vie...

Florence Evain

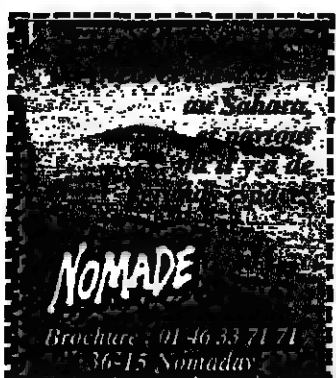
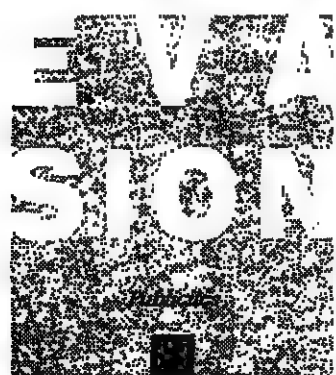


PARTIR

■ **SOLEIL NOIR**. Jeudi 26 février, 13 h 12, sur la péninsule de Paragana, au Venezuela. Alors qu'aucun nuage n'empêche le soleil de briller, le ciel s'obscurcit. 14 h 10 : l'éclipse solaire est totale ! Un spectacle également visible dans les Caraïbes que le voyageur images du monde invite à découvrir « à la carte » ou avec deux circuits, du 14 février au 1^{er} mars (26 250 F par personne en chambre double, de Paris) et du 18 février au 1^{er} mars (18 550 F) avec, la veille du jour J, une veillée aux étoiles avec dîner-langoustes. Ce voyageur propose également un combiné Panama/Costa Rica, du 11 au 16 avril (19 850 F par personne en chambre double).
★ Images du monde, 14, rue Lahire, 75013 Paris, tél. : 01-44-24-87-88.

■ **UN JARDIN, DES JARDINS**. Végétal, minéral, botanique, conceptuel, paysager, romantique, historique, « à l'italienne », « à l'anglaise » ou « à la française », le jardin est décliné sous toutes ses facettes par Mondes et merveilles voyages, qui programme une vingtaine de circuits au gré des saisons. A commencer par une Sicile à l'époque de la floraison des amandiers (7 au 13 février, 10 800 F par personne en chambre double et pension complète, de Paris), Madère (28 mars au 4 avril, 8 500 F), les Açores (19 au 26 avril, 9 900 F), l'Angleterre du XVIII^e siècle (28 avril au 5 mai, 9 200 F) et, aux mêmes dates, la région des lacs, en Italie (8 900 F). Suivront Anvers et la Zélande (Pays-Bas), le Portugal, le Lake District puis le Yorkshire et les Cotswolds (Grande-Bretagne), la Vénétie, la Toscane et le Latium (Italie).
★ Mondes et merveilles, 7, rue du 29-Juillet, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-34-54.

■ **LE FRANCE À LISBONNE**. Du 22 mai au 30 septembre, la capitale du Portugal va accueillir la dernière exposition mondiale du XX^e siècle, EXPO'98, consacrée aux « Océans, patrimoine pour le futur ». Elle accueillera aussi le plus grand paquebot du monde, le *Norway* (Norwegian Cruise Line), qui retrouvera, l'espace de quelques mois, son nom de baptême, le *France*. Il fera escale lors de plusieurs croisières : du 25 au 30 mai, de Marseille à Lisbonne via Barcelone et Cadix ; du 30 mai au 3 juin, de Lisbonne à Bordeaux via Vigo et du 3 au 7 juin, de Bordeaux à Lisbonne. Il est également possible d'embarquer du 25 mai au 3 juin pour rallier Marseille à Bordeaux. Les prix varient en fonction de la croisière et de la catégorie de cabines choisies. Pour une cabine extérieure avec un lit double, comptez 7 620 F, 10 120 F ou 14 160 F par personne, en pension complète, pour une croisière de quatre, cinq ou neuf nuits incluant, le cas échéant, l'acheminement aérien pour ou de Lisbonne.
★ Renseignements auprès de La croisière à la planète mer, 5, rue du Général-Clergerie, 75116 Paris Cedex, tél. : 01-47-53-03-10.



Online tourisme
MARRAKECH 1 890 FF
8 jours/7 nuits. Vol + Hôtel 4* en 12 Pers.
SENEGAL 3 990 FF
6 jours/5 nuits. Vol + Hôtel 3* en 12 Pers. compl.
MALI 5 890 FF
10 jours/9 nuits. Vol + Hôtel 4*
DES CENTAINES D'OFFRES DE CHIFFRES

PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)
piscine, tennis, balneo, jeux d'enfant
Hébergement : Hôtels 2 ou 3*
résidence hôtel ou studios
St-Véran : plus haute commune
2040 m, site classé, châteaux du XV^e
Aéroport : 1800 m au pied du fameux
col de l'Azard
1/2 pension de 258 à 318 F/jour
pension de 317 à 376 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.32.45.82.82
Se recommander du "Mondé"

3615 TRAVELTOUR
tél. 03 36 69 66 99

NEIGE - STAGE DE SURF
A PRALOU 2 990 F
Stage 4 jours/3 nuits - Hôtel Grand Confort en pension
complète - Exercices techniques 4 jours inclus.

REPUBLIQUE DOMINICAINE 5 990 F
5 jours/4 nuits
Vol + Transferts + Hôtel 3* ap. tout inclus.

3615 AIRNEGO
Des milliers d'offres de vols réguliers au départ de Paris
et vers. Combinaisons et itinéraires en temps réel.
99, rue La Fayette - PARIS 10^e

WEEK-END DE LA SAINT VALENTIN
au CARNAVAL DE VENISE
13 au 15 Février 1998
Par vol spécial au départ de Paris
à partir de **3 480 F**
Avion + transferts + Hôtel *** + dîner typique
Taxes aériennes : en sus

CASH AND GO
"L'art de voyager"
PLUS DE 1 000 DESTINATIONS
EN VOLS REGULIERS
AUX MEILLEURS PRIX
NEW YORK 1 750 F PEKIN 3 150 F
WASHINGTON 1 750 F TOKYO 4 150 F
LOS ANGELES 2 440 F AUCKLAND 6 050 F
MEXICO CITY 3 220 F SYDNEY 5 590 F
SAO PAULO 3 290 F HONOLULU 4 220 F
3615 CASH and GO *
34, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél. : 01.53.93.63.63 - Fax : 01.42.89.65.33
* 2,23 F/an TTC Lic. 075930110

BONNE ANNEE 98 !
aux lecteurs du Monde et aux clients Directours (souvent les mêmes)
En 98 faites comme en 97 : dépensez moins, voyagez plus !
En 98, pour la 5^{ème} année consécutive, vous retrouverez chaque semaine nos offres,
dans le Monde du Mercredi (dernier jour). Et pour commencer en beauté, dans la
hutte des Rois Mages cette semaine :
WEEK-ENDS EXCEPTIONNELS
4 jours / 3 nuits. Vol régulier départ Paris et province*
+ hôtel (chambre double) et petit déjeuner buffet.
Prix valables jusqu'au 31/03/98. Réductions enfants -12 ans.
VIENNE BUDAPEST PRAGUE
hôtel 3* 1490 F hôtel 3* 1750 F hôtel 3* 1790 F
hôtel 4* 1620 F hôtel 4* 2190 F hôtel 4* 2260 F
* Espr. Malbroux et Strasbourg (Marseille, Nice, Toulouse, Clermont + 230 F) (Dans la limite des disponibilités).
Brochures gratuites au 01 45 62 62 62, province 08 01 63 75 43.
Ou au 96, av. des Champs Élysées Paris 8^{ème} tous les jours sauf dimanche.
SNAV et APS **DirecTours.** Lic. 096770001
Voyagiste en vente directe au consommateur sans intermédiaires, construits des voyages
individuels de qualité, à la carte, à prix étonnants. Pourquoi payer plus cher ?
Notre production et nos promotions sur le 3615 Directours (1,25€) + 15.000 vols secs à prix négociés sur le web www.directours.fr

PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages
RUBRIQUE "EVASION" : 01 42 17 39 40 - (Fax : 01 42 17 39 25)

Philippe Troussier, entraîneur de la sélection nationale de football d'Afrique du Sud « J'ai été nommé à la tête de l'équipe comme quelqu'un qui appartient au continent »

Dans un entretien au Monde, le Français Philippe Troussier, qui entrainera l'équipe nationale d'Afrique du Sud à partir du 1^{er} mars, revient sur les dix années de son parcours africain et parle

de ses projets à la tête de la sélection qu'il conduira à l'occasion de la Coupe du monde de football 1998. Son objectif : « Trouver un compromis entre la rigueur occidentale et le

bouillonnement africain » pour assurer le succès de sa nouvelle équipe, les Bafana Bafana. Il affirme que le continent africain reste une « véritable mine de talents ».

LE FRANÇAIS Philippe Troussier vient d'être nommé entraîneur de la sélection nationale de football d'Afrique du Sud, qui jouera le premier tour de la Coupe du monde 1998 (10 juin-12 juillet) dans le même groupe que la France - les deux équipes s'affrontant le 12 juin, à Marseille. Surnommé le « sorcier blanc » en raison de sa longue expérience africaine, il succède à Clive Barker, « démissionné » pour cause de mauvais résultats. Sous contrat jusqu'à la Coupe d'Afrique des nations (7-28 février) avec le Burkina Faso, pays organisateur, le nouvel entraîneur des Bafana Bafana ne prendra ses fonctions qu'à partir du 1^{er} mars. A l'approche des deux épreuves majeures de la saison, Philippe Troussier raconte son expérience du football africain.

« Après la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Burkina Faso, vous allez prendre en main l'équipe nationale d'Afrique du Sud à l'occasion de la Coupe du monde 1998. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

« C'est important pour moi, d'abord à titre symbolique, par rapport à l'histoire de ce pays et à la personnalité de son président, Nelson Mandela. Dans ma tête de jeune Français, son combat pour la liberté a eu une signification très forte. Aujourd'hui, diriger l'équipe qui représente la nouvelle Afrique du Sud constitue une

grande fierté et un honneur, d'autant plus que je me sens vraiment un ambassadeur africain. J'ai été nommé à la tête de l'équipe comme quelqu'un qui appartient au continent, qui a obtenu ses résultats en Afrique et qui va défendre les intérêts de l'Afrique. Je viens en France avec ce statut d'Africain.

« Votre nomination a pourtant été critiquée en Afrique du Sud. Certains reprochent à la fédération d'avoir fait appel à un étranger, comme c'est d'ailleurs le cas dans beaucoup d'autres pays africains...

« La présence d'un entraîneur étranger est liée au fait qu'on estime souvent que les Africains ne sont pas à la hauteur, ce qui n'est pas entièrement vrai. Plus qu'un problème de compétence, il s'agit d'une question de neutralité. Les entraîneurs locaux sont plus facilement soumis aux rivalités communautaires ou personnelles. Ils ont du mal à se faire accepter, à résister à la pression, et ils ont tendance à se laisser déstabiliser par les problèmes du pays. Les entraîneurs étrangers, eux, sont neutres par rapport aux rivalités internes, ce qui leur permet de mettre tout le monde d'accord.

« Pensez-vous pouvoir réussir ce pari en prenant, trois mois avant la Coupe du monde, la tête d'une équipe en perte de confiance depuis sa victoire

dans la Coupe d'Afrique des nations 1996 ?

« C'est un groupe qui a tout gagné et qui semble usé sur le plan de la motivation. Il faut se présenter avec la volonté de faire un coup en France, de donner la meilleure image possible de l'Afrique du Sud et de l'Afrique en trouvant un équilibre intelligent entre le désir de tout casser et le respect de l'adversaire. Mais l'équipe baigne dans un contexte d'enfant trop gâté par les sponsors et l'argent. Elle doit être plus agressive dans son approche. Il va falloir la bousculer, la réveiller en injectant du sang neuf par l'apport de nouveaux joueurs et une meilleure organisation sur le terrain et en dehors. Pour autant, il ne faut pas dénaturer le côté africain. Mes dix années passées en Afrique font que je pense pouvoir trouver un compromis entre la rigueur occidentale et le bouillonnement africain. Les Européens ont tendance à considérer cela comme du désordre, moi j'y vois plutôt un moyen de susciter agressivité, concentration et créativité.

« Le Nigeria, que vous avez entraîné, semble toujours avoir une longueur d'avance. Ce pays apparaît encore comme le seul pays africain capable de rivaliser avec les grandes nations du football international...

« Le Nigeria peut gagner la Coupe du monde. Il possède de

tendus qu'il entretenait avec les dirigeants nigériens et la presse locale - situation bien connue de tous les entraîneurs étrangers en Afrique - ont précipité son départ pour le Burkina Faso. Il y avait signé un contrat de cinq mois, venant à expiration à l'issue de la Coupe d'Afrique des Nations, en février 1998. C'est donc le 1^{er} mars qu'il rejoindra l'Afrique du Sud.

Les Bafana Bafana l'ont retenu après l'avoir mis en concurrence avec trois techniciens du cru. Son palmarès et son expérience, qui lui ont valu le surnom de « sorcier blanc », ont fait la différence.

Propos recueillis par Frédéric Chambon

Ski alpin : les favoris confortent leurs positions

L'ITALIENNE DEBORAH COMPAGNONI s'est imposée, mardi 6 janvier, dans le slalom géant de Bormio (Italie), remportant ainsi sa quatrième épreuve de Coupe du monde cette saison et son neuvième succès consécutif. Elle a devancé l'Allemande Martina Ertl et l'Autrichienne Alexandra Meisnitzer. Au même moment à Saalbach (Autriche), le slalom géant messieurs a vu la victoire de l'actuel leader du classement général de la Coupe du monde, l'Autrichien Hermann Maier. L'italien Alberto Tomba a terminé deuxième et l'Autrichien Rainer Salzgeber troisième. La veille, la Suédoise Ylva Nowen avait gagné son quatrième slalom consécutif en terminant première des deux manches disputées à Bormio.

Football : huit clubs de D1 éliminés de la Coupe de la Ligue

LE PARIS SAINT-GERMAIN a difficilement battu l'Olympique lyonnais sur le score de 1 à 0, mardi 6 janvier au Parc des Princes, en seizième de finale de la Coupe de la Ligue. Le but parisien a été marqué par Florian Maurice à la 34^e minute. En tout, huit équipes de première division ont quitté l'épreuve à l'occasion de ce tour disputé sur trois jours (dimanche, lundi, mardi). Les éliminations les plus surprenantes ont été constituées par les défaites de Monaco face à Niort, club de deuxième division (1-1 et 3 tirs au but à 1), et de Bastia face à Nancy, également en D2 (2-2 et 3 tirs au but à 2). La rencontre entre Epinal (National) et Toulouse (D1), arrêtée lundi 5 janvier à la 61^e minute en raison des intempéries, sera rejouée le mardi 13 janvier.

COUPE DU MONDE 1998

■ **STADE DE FRANCE** : chaque spectateur qui assistera au match inaugural du Stade de France le 28 janvier entre l'équipe de France et son homologue espagnole va recevoir un billet SNCF-RATP gratuit. Cette initiative du ministère des transports, financée par le consortium qui gère l'équipement et l'entretien par la Fédération française de football, est destinée « à favoriser l'utilisation des transports publics pour se rendre au stade ». Le nombre de places de parkings situées à la proximité du Stade de France est de 6 000.

■ **GRILLAGES** : Michel Platini et Jacques Lambert, respectivement coprésident et directeur général du Comité français d'organisation, ont indiqué, mardi 6 janvier, lors de la conférence Football Expo 98 organisée à Singapour, qu'il n'y aurait pas de grillages autour des dix terrains de la Coupe du monde. Dans le même temps, on précisait à Paris qu'à défaut d'être totalement supprimés, les grillages devraient être réduits du point de vue de leur hauteur.

■ **CONCERT** : José Carreras, Pakidó Domínguez et Luciano Pavarotti se produiront sur le Champs-de-Mars le 10 juillet, à l'avant-veille de la finale de la Coupe du monde. Le trio s'était déjà produit à Rome à l'occasion du Mondiale 1990 et avait donné un concert devant 60 000 personnes et 1,5 milliard de téléspectateurs à la veille de la finale du Mondial 1994 à Los Angeles. Les trois chanteurs seront accompagnés par l'Orchestre de Paris dirigé par James Levine.

■ **TUNISIE** : 10 000 places d'avion pour Paris, Marseille et Montpellier, qui accueillent la Tunisie lors du premier tour de la phase finale de la Coupe du monde, ont déjà été réservées par la compagnie aérienne tunisienne Tunisair. Le Comité français d'organisation a demandé à la Fédération tunisienne de football (FTF) de lui indiquer le nombre de billets dont elle aura besoin avant le 15 janvier. Selon le président de la FTF, Tarek Mbarek, il faudrait, outre ceux prévus pour les citoyens résidant en Tunisie, 15 000 autres billets d'entrée dans les stades.

DÉPÊCHES

■ **VOILE** : Il y a à nouveau trois défis français dans la course à la Coupe de l'America, qui aura lieu entre octobre 1999 et février 2000 en Nouvelle-Zélande. Le défi du Yacht club de Cannes et celui intitulé Yaka France avaient annoncé leur fusion en décembre 1997 à l'occasion du Salon nautique. Mardi 6 janvier, le Yacht club de Cannes a indiqué qu'il allait déposer seul la caution d'inscription à l'épreuve dont le montant est de 250 000 dollars (1,5 million de francs). Le troisième défi français est celui de Jean-Marie Vidal, France Pacifique. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 janvier (Le Monde du 30 décembre 1997).

■ **SKI NORDIQUE** : le sauteur à ski japonais Kazuyoshi Funaki a terminé huitième de la dernière manche de la célèbre Tournee des quatre tremplins, disputée mardi 6 janvier à Bischofshofen, après avoir remporté les trois premières. C'est l'Allemand Sven Hannawald qui a enlevé, devant son public, la première place de cette étape. Le Japonais termine premier au classement général de la Tournee.

■ **AUTOMOBILISME** : la justice allemande enquête contre le pilote Michael Schumacher pour « tentative d'homicide » sur son rival canadien Jacques Villeneuve lors du Grand Prix d'Europe de formule 1 disputé à Jerez (Espagne), le 26 octobre 1997. Un habitant de Francfort a, comme il en a le droit, porté plainte quelques semaines avant Noël sans motif davantage en action. Pour tenter de préserver son avance en tête du Championnat du monde des pilotes, Schumacher avait délibérément heurté la voiture de Villeneuve lors de la course, la dernière de la saison 1997. Au sortir du choc, le pilote allemand avait dû abandonner et le Canadien avait remporté le titre mondial.

PROFIL

LE « SORCIER BLANC »

A quarante deux ans, Philippe Troussier possède une solide expérience du football africain. Après une carrière de joueur qui l'a notamment conduit à Rouen et au Paris Saint-Germain, il devient entraîneur, à Créteil puis au Red Star. Son aventure africaine débute en 1988, en Côte d'Ivoire, à la tête de l'ASEC Mimosas d'Abidjan avec lequel il gagne trois fois le titre national. Ce résultat devait le propulser, en 1993, pour quelques

Plainte franco-belge contre l'intransigeance frontalière de l'UEFA

LILLE

L'histoire est franco-belge et de principe. Elle traite de football et de Europe. Elle ne parle pas de quelle de clocher mais, au contraire, de bon voisinage, d'amitié contrariée. Mouscron avait une belle équipe, Villeneuve-d'Ascq un joli stade. On a voulu empêcher le mariage au prétexte qu'une frontière passait entre les deux. La Communauté urbaine de Lille et l'intercommunale de Mouscron-Estaimpuis-Cominès se sont donc associées pour déposer, le 30 décembre 1997, une plainte contre l'Union européenne de football (UEFA) auprès de la commission de Bruxelles.

L'affaire remonte à l'été 1997. Mouscron, révélation du championnat belge, se qualifie pour la coupe UEFA à la fin de la saison 1996-1997. Mais le stade du Canonier, où évolue habituellement la formation, pêche par sa vétusté. L'enceinte peut accueillir 10 000 personnes en championnat, mais sa capacité est ramenée à 4 500 places par l'application des normes de sécurité des Coupes d'Europe. Les autorités locales se mettent donc en quête d'une arène plus digne de l'événement. Ils dénichent leur bonheur à vingt minutes de leurs quartiers : le Stadium Nord de Villeneuve-d'Ascq.

L'infrastructure, gérée par la Communauté urbaine de Lille, bénéficie de tout le confort moderne. Après mise en conformité, il dispose encore de 18 000 places. Les propriétaires sont trop heureux d'offrir à leur voisin un stade plutôt sous-employé. Le Royal Excelsior de Mouscron demande à l'UEFA une dérogation pour jouer sur cette pelouse étrangère, à la fin du mois d'août, contre les Chypriotes de Limassol. L'instance dirigeante accepte, et 12 000 spectateurs as-

sistent à la qualification des Belges.

Puis le mauvais sort s'en mêle. Mouscron se voit proposer Metz au tour suivant. Elle réclame sa demande de dérogation. L'UEFA la décline cette fois, arguant que l'équipe lorraine ne peut disputer les deux matchs, aller et retour, sur son propre territoire. Les dirigeants belges se rendent en Suisse plaider leur cause et se livrent à une leçon de géographie sur un coin de table afin de démontrer l'absurdité du refus. L'UEFA reste inflexible, craignant que ce précédent fasse jurisprudence. Le 16 septembre, Mouscron se réveille donc sur son vieux stade du Canonier et se fait éliminer, sans qu'il y est là lien de cause à effet.

Deux mois et demi après les faits, sous l'impulsion de Pierre Mauroy, président de la Communauté urbaine de Lille, Belges et

La FIFA défend l'exception sportive

La Fédération internationale de football (FIFA) va demander à l'Union européenne de modifier son traité fondateur (le traité de Rome) afin que le football échappe aux lois sociales en Europe, lui permettant ainsi de contourner l'arrêt Bosman sur les transferts. « Nous voulons que l'UE exempte le sport des lois sociales européennes à cause des considérations nationales particulières », a expliqué Michel Zera-Ruifin, secrétaire général adjoint de la FIFA, mardi 6 janvier, à Singapour, en marge de Football Expo 98. Sepp Blatter, le secrétaire général de la FIFA, a même qualifié l'arrêt Bosman de « pire interférence de la politique dans le sport ». - (AFP)

Français ont donc décidé d'attaquer l'UEFA pour non-respect du traité de Rome. Les responsables du football continental auraient, estiment-ils, enfreint les articles 59 sur la libre prestation des services et 86 sur la libre concurrence.

CHARGE SYMBOLIQUE

La plainte a été transmise aux services de Karel Van Miert, commissaire chargé de la concurrence. A Bruxelles, on affirmait, mardi 6 janvier, être en train de l'examiner. Les plaignants ont notamment fait appel à l'avocat de Jean-Marc Bosman, Mr Jean-Louis Dupont, pour défendre leur cause. « Nous aimons qu'il y ait un arrêt Stadium Nord comme il y a eu un arrêt Bosman », explique Jean-Michel Stievenard, vice-président de la Communauté urbaine de Lille. Un match de soutien au joueur belge devrait d'ailleurs être organisé prochainement dans cette enceinte.

Mais les auteurs de la plainte entendent donner à cette affaire une charge symbolique. « La démarche est plus politique que sportive », explique Jean-Pierre Detremmerie, bourgmestre de Mouscron et président de l'Excelsior. « Nous faisons partie d'une même communauté dont nous sommes le versant belge », poursuit-il. Sur les 50 000 habitants de Mouscron, 10 000 sont de nationalité française. Depuis des générations, la frontière réunit les deux côtés plus qu'elle ne les sépare, la population la traversant régulièrement pour en tirer quelque avantage économique. « En tant qu'Européens et transfrontaliers, la circulation des personnes et des biens est une réalité ici », estime M. Stievenard.

Le ballon rond n'est qu'un prétexte. M. Detremmerie caresse le rêve que l'intercommunale d'étude et de gestion (forme ju-

dique belge du syndicat de communes) de Mouscron puisse se fonder dans la communauté urbaine de Lille. Une structure a déjà été mise en place afin de préparer le terrain. Bien des obstacles nationaux s'y opposent encore. Que l'équipe belge puisse jouer au Stadium Nord comme elle le souhaiterait serait une étape de ce grand projet d'eurorégion. « Nous tricotons l'Europe chaque jour », affirme le bourgmestre. La football pourrait lui permettre d'ajouter une nouvelle maille.

Benoit Hopquin

GUCCI

collection automne/hiver

prêt à porter - chaussures et accessoires - maroquinerie

- soldes -

à partir du 2 janvier, 1998

2, rue du faubourg St Honoré, Paris 8^{ème}

galeries lafayette, 40 boulevard haussmann, Paris

3, rue de la mesange, Stasbourg

17, la croixette, Cannes

Plus de soleil, moins de vent

L'ANTICYCLONE ibérique étire peu à peu sa sphère d'influence à la France. De ce fait, les perturbations atlantiques sont rejetées vers des latitudes plus septentrionales. Ce jeudi, seules les régions voisines de la Manche voient un ciel durablement nuageux. Les températures restent clémentes.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Les régions côtières de la Manche et de la Bretagne ont un ciel parfois assez nuageux, le soleil se glisse entre les nuages. Le vent de sud-ouest est encore marqué en bord de mer avec des rafales à 80 km/h. Les températures s'étagent entre 11 et 13 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La Côte d'Opale et le pays de Caux pâtissent de passages nuageux fréquents et plus denses en soirée, ainsi que d'un vent de sud-ouest soutenu. Le soleil domine en Ile-de-France au Centre. Il fait de 9 à 12 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le

temps est agréable. Au nord, le soleil est parfois contrarié par des bancs nuageux sans conséquence. Les températures seront de 7 à 11 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans les vallées du Sud-Ouest, les brouillards se dissipent dans la matinée. Le soleil prend le relais sur l'ensemble des régions. Il fera l'après-midi 13 degrés en Poitou et de 15 à 19 au sud de la Garonne.

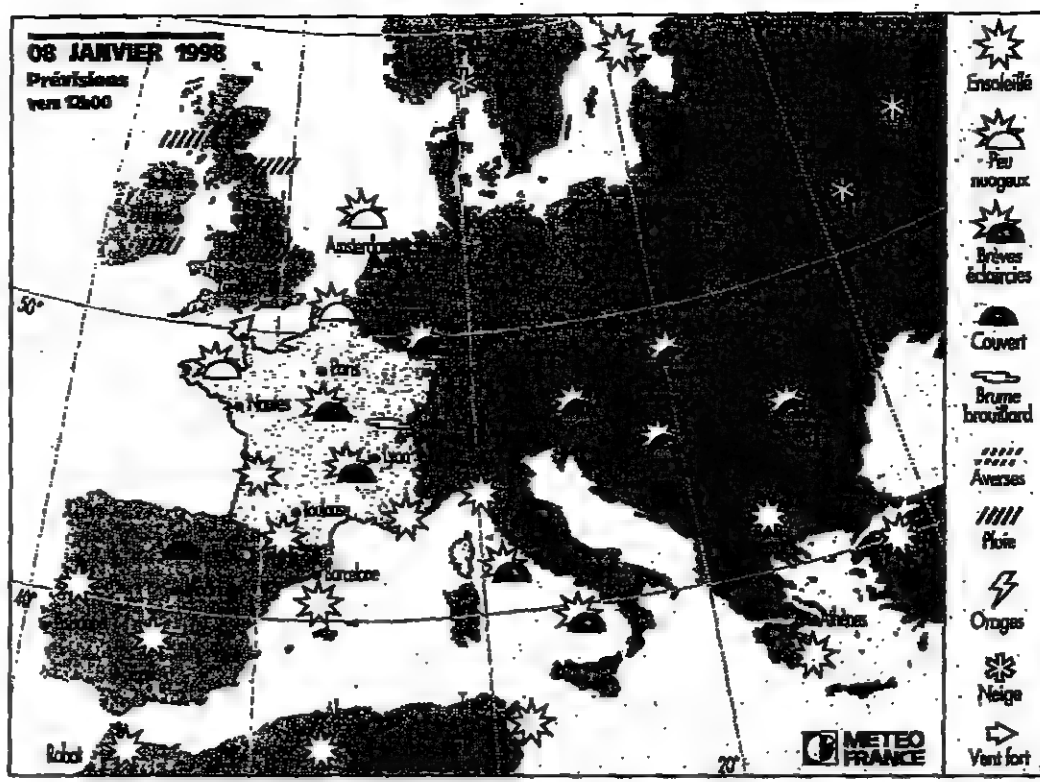
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil règne en maître, notamment en montagne. Dans les fonds de vallée, quelques nappes brumeuses ne lui offrent pas une grande résistance. Après de faibles gelées localement le matin, il fera de 7 à 12 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Ce jeudi se déroule sous un ciel bleu azur après la dissipation des bancs de brouillard. L'insignifiance du vent permet de profiter pleinement de températures voisines de 14 à 17 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 08 JANVIER 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	7/9 N	ATHÈNES	7/14 S	BARCELONE	7/14 S	MILAN	7/14 S	AMSTERDAM	7/11 N	LOMBARDIE	7/14 S	MADRID	7/14 S	CHICAGO	1/7 S	LOS ANGELES	10/18 N	MEXICO	6/17 S	MONTREAL	4/2 S	NEW YORK	15/18 C	HANOI	18/28 S	HONGKONG	20/25 S	JERUSALEM	12/20 S	NEW DELHI	14/24 S	SEOUL	10/18 S	SINGAPOUR	26/32 S	SYDNEY	19/22 C	TOKYO	5/7 P
-----------------------	-------	-------	---------	--------	-----------	--------	-------	--------	-----------	--------	-----------	--------	--------	--------	---------	-------	-------------	---------	--------	--------	----------	-------	----------	---------	-------	---------	----------	---------	-----------	---------	-----------	---------	-------	---------	-----------	---------	--------	---------	-------	-------

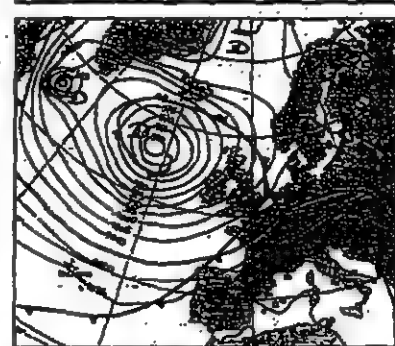
FRANCE métropolitaine	NANCY	7/9 N	ATHÈNES	7/14 S	BARCELONE	7/14 S	MILAN	7/14 S	AMSTERDAM	7/11 N	LOMBARDIE	7/14 S	MADRID	7/14 S	CHICAGO	1/7 S	LOS ANGELES	10/18 N	MEXICO	6/17 S	MONTREAL	4/2 S	NEW YORK	15/18 C	HANOI	18/28 S	HONGKONG	20/25 S	JERUSALEM	12/20 S	NEW DELHI	14/24 S	SEOUL	10/18 S	SINGAPOUR	26/32 S	SYDNEY	19/22 C	TOKYO	5/7 P
-----------------------	-------	-------	---------	--------	-----------	--------	-------	--------	-----------	--------	-----------	--------	--------	--------	---------	-------	-------------	---------	--------	--------	----------	-------	----------	---------	-------	---------	----------	---------	-----------	---------	-----------	---------	-------	---------	-----------	---------	--------	---------	-------	-------



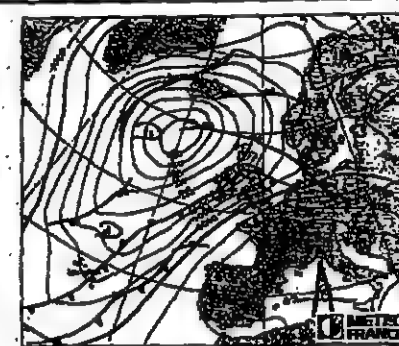
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CANADA.** Sept cent cinquante mille Québécois étaient privés d'électricité, mardi 6 janvier, en raison de brouillards glaçants qui se sont abattus sur la province canadienne. C'est la région de la Montérégie, à l'est de Montréal, qui est la plus affectée. Près de Drummondville, à 100 km à l'est de Montréal, huit pylônes soutenant une ligne de 755 000 volts se sont effondrés sous le poids des câbles couverts de glace. L'auto-route, principal lien routier entre Montréal et Québec, a été fermée pendant l'après-midi de mardi.

■ **BANGLADESH.** Une vague de froid traverse le Bangladesh, qui connaît, dans les régions au nord du pays, des températures de 4 degrés Celsius, les plus basses depuis cinq ans. Un épais brouillard froid recouvrait, mardi 6 janvier, la capitale, provoquant le retard d'une dizaine de vols, nationaux et internationaux.



Situation le 7 janvier à 0 heure TU



Prévisions pour le 9 janvier à 0 heure TU

JARDINAGE

Petit plaidoyer pour la taille des rosiers en hiver

LE RÉCHAUFFEMENT du climat va-t-il entraîner une période de glaciation? C'est la question que se posent certains climatologues qui naviguent à vue comme les économistes. La différence étant que l'action des premiers ne peut en aucun cas modifier le climat et le rendre plus doux aux hommes.

Cet hiver, en tout cas, est doux, si doux qu'il pleut des cordes. Et cette eau qui serait une bénédiction dans les régions du monde frappées par la sécheresse, commence à faire des dégâts dans les jardins au sol argileux et dans ceux dont le sous-sol est imperméable.

Certaines plantes n'aiment pas l'eau stagnante pendant leur période de repos : sauges, iris, romarins, plantes de terre de bruyère souffrent. Il n'y a malheureusement pas grand-chose à faire. Les plus petites plantes pourront toujours être protégées de l'excès d'eau en les recouvrant d'une plaque de verre inclinée, voire d'une feuille de plastique plaquée au sol par des pierres ou des crochets - il faudra alors la retirer quand il ne pleut pas afin que

les souches respirent. Quand il pleut, il est difficile de travailler au jardin, impossible de bêcher, de creuser - la terre est trop collante -, mais il est possible de tailler haies, arbustes et rosiers qu'il ne faudrait en revanche pas raccourcir en période de gel car le froid abîmerait les tissus fraîchement coupés.

La taille des rosiers est l'une des opérations les plus simples et les plus compliquées qui soient. Quand on « sait », on manie le sécateur presque sans réfléchir. Quand on ne sait pas, les problèmes commencent et l'on reste coi devant l'arbuste.

Pourquoi tailler les rosiers maintenant et non en mars, comme on le recommande souvent? La croissance de ces plantes est davantage provoquée par l'allongement du jour que par l'élévation de température. Ce faisant, les bourgeons placés en haut des branches de l'année dernière commencent déjà à gonfler (à Paris, où il n'a pas encore gelé, certains rosiers n'ont pas cessé de pousser et certains de fleurir : tout en bas de la rue Buffon, près d'une des entrées du jardin des

plantes, un petit groupe de rosiers blancs est encore en fleurs...). Poussant, ils vont mettre en sommeil les bourgeons dormants placés près du sol.

SECRET PROFESSIONNEL

Que se passe-t-il si l'on attend mais pour tailler? A ce moment de l'année, on va supprimer de grandes branches gorgées de sève et rabattre les arbustes sur des bourgeons atrophiés. Le rosier va alors s'épuiser pour recommencer

un cycle végétatif déjà amorcé. Si on le rabat maintenant, on supprime une branche dans laquelle la sève ne fait que recommencer à circuler et on ralentit le cycle végétatif du rosier dont les yeux dormants placés au bas de grandes branches produites l'an dernier ne se mettront en végétation que vers la mi-mars.

Ce type de taille, peu pratiquée, nous a été enseigné par une très vieille dame, il y a fort longtemps. Ses roses faisaient l'admiration de

tout le voisinage et elle tenait ce secret de son père, jardinier professionnel au siècle dernier.

Les manuels de jardinage interdisent ce type de taille. On y prétend que si une période de gel intense vient détruire les bourgeons supérieurs du rosier, la taille en mars permet de rabattre sur des bourgeons dormants épargnés par le froid. Ce n'est pas faux, mais ces manuels oublient le fait que le rosier dont la végétation ne cesse jamais totalement - sauf dans les régions où il fait vraiment froid l'hiver - s'épuise à alimenter des bourgeons qui seront supprimés. Or la taille du rosier buisson vise avant tout à donner une belle silhouette à cet arbuste qu'à renouveler en permanence son bois.

PERPÉTUELLE JEUNESSE

Mal taillés, ou pas taillés du tout, les variétés modernes de rosiers vivent moins longtemps, fleurissent moins et se dégarnissent de leur base qui devient excessivement ligneuse. Bien taillés, ces variétés produisent de nombreuses branches nouvelles chaque saison, et en pratiquant une taille tournante qui vise à

supprimer totalement les branches vieilles de deux ou trois ans, le rosier vit une perpétuelle jeunesse.

D'une façon générale, plus le rosier est faible, plus il devra être taillé court, plus il est vigoureux plus il devra l'être long; généralement deux ou trois yeux pour les buissons à fleurs groupées (que l'on appelle Polyanthas autrefois), quatre, cinq ou six pour des buissons à grandes fleurs.

Encore que certains rosiers à fleurs groupées soient très vigoureux (Queen Elizabeth, par exemple) et que certains grands à fleurs soient faibles (le cas de la majorité des rosiers « anglais », dont on ne contestera ni la beauté ni le parfum, mais bien la vigueur, le port dégingandé et la résistance aux maladies).

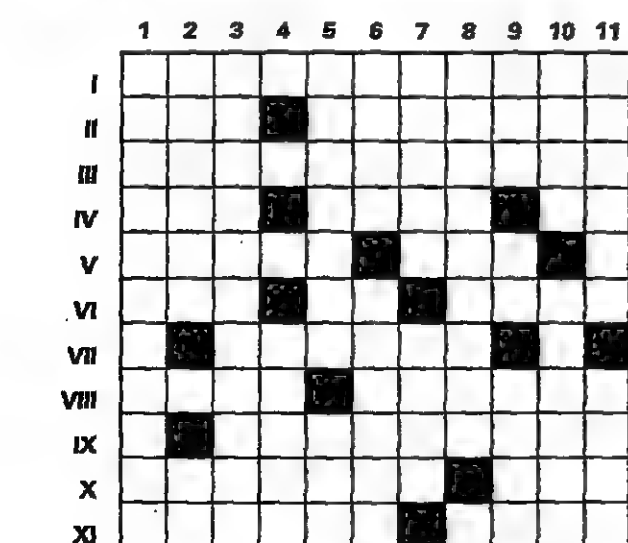
Tres en vogue, ces rosiers anglais, à de rares exceptions près, sont à réserver au jardin à fleurs. C'est, en tout cas, ce que nous ont écrit de nombreux lecteurs et que nous avons vérifié nous-même : de la quinzaine plantée, il y a neuf ans, seuls trois vivent encore...

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98007

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT

I. Qui ne laisse rien passer. - II. Sans effets, mais peuvent en faire. Conçue pour frapper d'estoc. - III. Témoin des mouvements de la Terre. - IV. Saison migratoire. Brème dans les forêts d'Europe. L'argot. - V. Ajoute deux zéros. Degré musical. - VI. Fête au Vietnam. Stratégie chinoise. Teinture en pharmacie. - VII. S'installèrent et laissèrent leur nom à une péninsule. - VIII. A la fois poli et amical. Donne l'étendue des champs. - IX. Toujours

VERTICALEMENT

I. S'il fait de l'effet, il tue. - II. Comptage bétailier. Conjonction. - III. Plus que nécessaire. - IV. S'exprime comme un âne. - V. Un enfant plutôt en avance. Roue à gorge. - VI. Musique indienne. Mettent de l'ambiance dans les foyers. - VII. Bien

attaché. Divisions du temps. - II. Bien attachées elles aussi. - III. Le premier chez Noé. Saint manchois. Vallée pyrénéenne. - IV. Douce en chanson. Améliora la situation. - V. Monde fantastique. A préféré les lentilles.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98006

HORIZONTALEMENT

I. Congés payés. - II. Alarmées. CA. - III. Pl. Ails. Abl. - IV. Ignorants. - V. Tous. Ensemble. - VI. Apis. Epic. - VII. Loser. Autre. - VIII. De. Partiel. - IX. Sels. En (ml). Sel. - X. Tangage. - XI. Récréatures.

VERTICALEMENT

I. Capitaliser. - II. Oligopole. - III. Na. Nuisset. - IV. Grasse. Sac. - V. Emit. Rp. Nô. - VI. Série. Aigu. - VII. Person. Armât. - VIII. Ais. Nient. Ge. - IX. Aspitiser. - X. Ecl. Marée. - XI. Sauterelles.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur.

ISSN 0245-0007

Imprimé au Monde 12, rue de Valenciennes 94032 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

BRIDGE

PROBLÈME N° 1770

SURPRENANTE APPARITION

Ce grand chelem a été gagné, dans un championnat du Marché commun, par Christian Desrousseaux, qui avait été champion d'Europe juniors en 1988.

AVS3
ADV
V4
AK65

104
10843
93
D9872

8
9765
RD765
1043

RD9762
R2
A1082
V

Ann. : N. don. N-S. vuln.

Ouest Nord Est Sud

1 1 1 1

4 4 4 4

5 5 5 5

passé 4 SA

passé 7

Quest ayant entamé le 9 de Carreau, comment Christian Desrousseaux, en Sud, a-t-il gagné ce GRAND CHELEM À PIQUE?

Réponse

La chute semblait inévitable, car un squeeze à Carreau-Trèfle sur Est était exclu (Ouest étant forcément gardé à Trèfle). Alors Desrousseaux comprit que sa seule chance était de faire tomber Est-Ouest dans un traquenard.

Après avoir pris le Roi de Carreau d'Est avec l'As, il commença par jouer le Valet de Trèfle dans l'intention de laisser couler, mais l'Anglais Panzetta, en Ouest, s'empressa de couvrir avec la Dame de Trèfle et le mort fit le Roi de Trèfle ; puis, après deux coups d'atout, il joua Cœur et diffusa le 10 de Carreau sur le troisième Cœur du mort. Ensuite, il tira trois de ses quatre derniers atouts en abandonnant froidement l'As de Trèfle. Alors, sur le dernier Pique, le miracle eut lieu, car les trois dernières cartes étaient les suivantes :

OV 65

9 82

Sud a joué le 9 de Pique et a défaussé le Valet de Carreau du mort. Est jeta sa Dame de Carreau pour garder ses deux Trèfles, puis, tout étonné, il vit Sud sortir de sa manche le 8 et le 2 de Carreau !

LA COUPE FORCÉE

Dans le New York Times, Alan Truscott a publié cette donne, qui montre que les cartes fournies par les adversaires permettent parfois de reconstituer la distribution des atouts.

753
842
ADV95
D7

V104
DV75
R842
V3

8
9862
R963
103
982

AD9
A10
076
AR10654

Ann. : N. don. E-O. vuln.

Quest Nord Est Sud

2 SA 1 3 4

3 SA 1 4 5

4 4 5 6

Quest ayant entamé la Dame de Cœur, Sud prit avec l'As et joua le 7 de Carreau pour le Valet du mort, puis il tira la Dame de Trèfle et reprit la main avec l'As de Trèfle (Ouest fourna le Valet). Il joua ensuite le 6 de Carreau pour la Dame du mort et le 10 d'Est. Comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À CARREAU contre toute défense?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 2 SA » était un peu faible à Carreau. « 3 Trèfles » et « 4 Trèfles » étaient également artificielles. Après ces enchères conventionnelles, Sud décida de jouer « 6 Carreaux », mais le chelem à Trèfle aurait été plus normal.

Philippe Bregnon

M. Co

L'esprit de la chouette dans l'ombre des Grands Boulevards

Pour la première fois, la Cinémathèque française consacre sa programmation à Chris Marker, tandis que paraît un livre sur son œuvre

DU 7 JANVIER au 1^{er} février, la Cinémathèque française consacre son programme à Chris Marker. Simultanément paraît un petit livre consacré à ce réalisateur, *QU'EST-CE QU'UNE MADELINE ?* de l'écrivain et journaliste Jean-Michel Prodon. Voilà y avoir là rien d'étonnant. Voilà à quelque quarante-cinq ans que ce cinéaste s'est signalé à l'attention de ses contemporains, en co-signant avec Alain Resnais *Les statues meurent aussi*, aussitôt interdit par les autorités françaises — elles ont doublement bien fait : d'une part, il s'agissait d'une authentique œuvre d'art anticolonialiste, donc d'un réel danger public, d'autre part, cette interdiction fit davantage pour la reconnaissance des coauteurs qu'une diffusion condamnée à une certaine confidentialité. Oh, en ce qui concerne le seul Marker, il signa en 1962 un film intitulé *La Jette*, que plusieurs poignés d'estimables quidams considèrent comme l'une des plus belles choses jamais impressionnées sur de la pellicule.

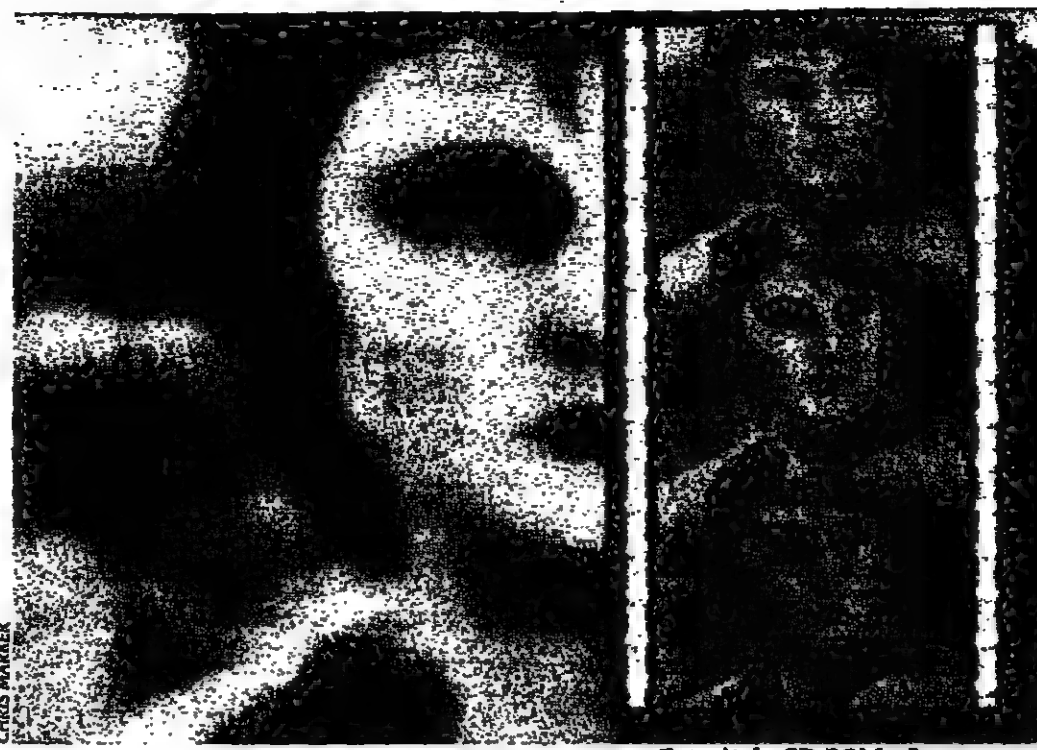
Donc ces deux coups de chapeau (programme, bouquin) devraient être la mouture des choses, mais non. L'un et l'autre sont des premières, l'un et l'autre sont d'ailleurs partiels, intriguants par leurs manques autant que satisfaisants par leurs apports. Jamais le Musée du cinéma n'avait rendu hommage à Marker, parce que celui-ci ne voulait pas. Il n'existait pas, en français, de livre sur Marker parce que celui-ci n'en voulait pas — et cette succulente *Madeline* n'est pas, loin s'en faut, l'ouvrage « de fond » qu'appréhendait cet auteur. Lui-même y a veillé. On justifie ce phénomène, extrapolation de la clandestinité avec laquelle Chris Marker habite les planètes des hommes et des œuvres depuis plusieurs lustres, par toute la lyre des explications stratégico-psychologiques, misanthropie, saine défiance des médias et des institutions, parade

de séduction, paranoïa et guérilla. Illes sont toutes entières.

Mais manquent peut-être le principal, qui serait une esthétique et une éthique du déni d'identification. Un « bartlebyisme » de l'étré (d'après Barleby, héros d'un bref roman éponyme de Herman Melville qui justifie son mode d'existence, fondé sur l'esquive généralisée, par un « je préférerais ne pas le faire »). Je préférerais ne pas être cinéaste, dit l'auteur d'*A.K.* et de *L'ambassade*, et d'une quarantaine de films splendides, inventifs, dévotants, de tous formats, matériels, supports et genres (et moins encore court-métrage, documentaire, vidéo, téléfilm, etc.). Je préférerais ne pas être militant, dit le réalisateur du *Joli Mai* et du *Fond de l'air est rouge* (dont il compose en ce moment un nouveau montage), le concepteur de *Loin du Vietnam*, l'un des activistes de l'engagement les plus lucides et intraitables de la deuxième moitié du siècle.

JE PRÉFÉRERAI PAS ÊTRE

Je préférerais ne pas être : un intellectuel ; un artiste ; un écrivain ; un photographe ; un monteur ; un historien ; un journaliste ; un écrivain. Malgré une vie — toujours en cours, et bien verte — consacrée à essayer de penser le monde malgré tout ; malgré une attention sans relâche aux formes, sans lesquelles il n'est que le triomphe de la bêtise et de l'escavage ; malgré la présence absolue donnée au langage, à ce qui fait que l'humain est humain depuis ses racines les plus profondes, en Grèce ou en Orient extrême ; malgré un génie de la prise de vue aussi infatigable que celui qui domine la place de la Bastille ; etc. ; et malgré la perception qu'il fallait non seulement ne pas détourner le regard de la Méduse électronique, non seulement y aller voir, mais y



Extrait du CD-ROM « Inmemory ».

aller faire. Parce que le bartlebyisme n'est pas dandyisme, pas question de refus du monde — Marker a été partout, il y retourne. Ce soir-là, de ses amis dans tous les recoins de la planète. Et partout, avec tout et avec tous, il a essayé de fabriquer.

« Fabriquer », « essayer », faire des films comme des essais. C'était ainsi qu'André Bazin déjà définissait ses films, il y a un demi-siècle. Marker ne fait pas autre chose en construisant lui-même le programme de la Cinémathèque, comme un nouvel essai, comme une nouvelle œuvre de l'intelligence. Les treize épisodes — tour de cartes de l'esprit de la démocratie, de la Grèce de Périclès et de Socrate à celle de Castoridis et d'Angelopoulos — de *L'Héritage de la chouette* en sont comme les vertèbres. Autour s'organise un corps généreux (rien de moins désacquérit que le cinéma de Marker, mécréant qui sait mieux que quiconque comment le verbe se fait chair). Il est composé de certains « ses films » (une bonne vingtaine, pas les plus anciens reniés à présent sous de fallacieux prétextes — *Lettre de Sibérie*, « un brouillon », ce manifeste de la liberté créative ? allons donc !), rassemblés pour travailler à comprendre, ici et maintenant. Il faut revoir ainsi *A bientôt l'es-*

père (1967) et l'environnement télévisuel dans lequel il fut alors diffusé — avec le jeune Delors en guest star. Il faut les trois minutes du chat Guillaume écoutant un peu de musique après Fode aux idées trahies du *Tambeau d'Alexandre*. Mais cette composition-programme s'arrête en contrepont avec des œuvres amies, le sublime *L'Annonce faite à Marie*, d'Alain Cuny, un portrait solitaire de Nicole Védres avant son *La vie commence demain*, parmi les correspondances qui sont aussi réseaux de connivence. Signoret, Pelechián, McLaren... Cette construction finit par croiser le chemin de celui qui parcourt depuis presque aussi longtemps l'autre bord de la pensée du cinéma, Jean-Luc Godard (dont *Puissance de la parole* est présenté). Tous les sentiers de l'intelligence mènent à ce point, et le petit livre composé à partir de deux textes de Laurent Roth et Raymond Bellour, inspirés par le CD-ROM *Inmemory* — dont on attend toujours la publication après son exposition à Beaubourg (Le Monde du 4 juillet 1997) aide à en tracer les lignes de progression.

A rappeler que Leonard de Vinci ou Pic de la Mirandole n'étaient pas des candidats particulièrement bien entraînés pour *Questions pour*

un champion, mais des esprits modernes, c'est-à-dire critiques. L'hypermétrie les aurait bien fait rigoler (ils en faisaient depuis toujours). Et il les aurait passionnés, comme il passionne Marker le cosmographe de *Sans soleil*, le voyageur de *Level 5*, le mécano-bosco-capitaliste et passager de *Zapping Zone* et d'*Inmemory* — et comme il passionnera Godard, qui y viendra. L'insouciant et cosmopolite et révolutionnaire labeur de Marker est la quête d'un au-delà de la frontière qui distingue irrémédiablement (aussi irrémédiablement que l'Eden est perdu) le verbe de l'image, le logos de l'icône. C'est de cela dont il va être question, sur les Grands Boulevards, jusqu'à la fin de ce mois. De cela et, comme le rappelle Eisenstein dans un beau texte introductif, de la « question du bonheur ».

Jean-Michel Prodon

★ Marker mémoire. Du 7 janvier au 7 février à la salle Grands-Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10^e. Tél. : 01-47-04-24-24. *QU'EST-CE QU'UNE MADELINE ?* A propos du CD-ROM *Inmemory*. Essais de Laurent Roth et Raymond Bellour. Yves Gevaert/Centre Georges-Pompidou. 160 pages. 25 F.

DÉPÊCHES

■ La fréquentation des cinémas a connu une hausse importante dans la banlieue parisienne en 1997, selon les chiffres publiés par *Le Film français*. L'hebdomadaire professionnel souligne que si les entrées 1997 Paris-périphérie devraient atteindre une augmentation de 7,5 %, ce phénomène est surtout dû aux +15,6 % enregistrés dans les environs de la capitale, Paris intra muros connaissant une hausse de +4,5 %.

■ 275 films sont en course pour les Oscars, dont la soixante-dixième cérémonie se tiendra le 23 mars, à Los Angeles. Ce nombre de films est le plus élevé depuis 1973. Les titres des cinq films sélectionnés dans chacune des vingt-quatre catégories des Oscars seront dévoilés le 10 février.

■ Un film sur la princesse Diana va être tourné dans l'île de Majorque, a annoncé la société de production britannique Aramis Films. Il s'agira d'un long métrage réalisé pour la télévision, intitulé *The People's Princess: A Tribute*, qui sera tourné en février sous la direction de la réalisatrice britannique Gabrielle Beaumont. D'autre part, l'acteur Kevin Costner a affirmé qu'il aurait dû tourner une suite à *Bodyguard* avec la princesse de Galles.

■ Le Club des producteurs a pris position contre l'AMI (Accord multilatéral sur les investissements) qui se négocie actuellement dans le cadre de l'OCDE et risque de remettre en cause les mécanismes de protection des œuvres au titre de l'« exception culturelle ». En prenant ainsi position aux côtés de l'Académie européenne du cinéma (qui attribue annuellement des prix à l'échelle de l'Union), cette organisation affiche pour la première fois une telle position au sein d'une assemblée dépassant les limites nationales.

■ Enregistrements devient accessible aux coproductions bipartites. Le Conseil de l'Europe a en effet décidé d'ouvrir ce fonds d'aide à la coproduction cinématographique aux projets rapprochant seulement deux pays — au lieu de trois jusqu'à présent. Cette mesure est destinée à couper court aux montages artificiels induits par une réglementation plus volontariste que réaliste.

La panne de l'ascenseur social

La Prisonnière espagnole. Une description très réussie de la société américaine

Film américain de David Mamet. Avec Campbell Scott, Rebecca Pidgeon, Ben Gazzara, Steve Martin, Ricky Jay. (1 h 50.)

Depuis *Engrenages*, son premier film, David Mamet raconte toujours la même histoire. On ne risque pas de s'en lasser puisqu'elle nous oblige, selon un procédé bien connu depuis *Usual Suspects* de Bryan Singer, à revoir son film aussitôt celui-ci terminé. Le scénario de *La Prisonnière espagnole* est l'histoire d'un scénario, d'un coup monté, d'un simulacre, d'une arnaque généralisée où chacun des éléments du récit contient sa propre dramaturgie. Scénariste doué, Mamet s'est toujours distingué par une capacité presque schizophrénique à livrer d'un côté des scripts taillés sur mesure pour l'industrie hollywoodienne (parmi ceux-ci, celui des *Incorruptibles*, *Hoffa* et *Nous ne sommes pas des anges*), qui les apprécie à leur juste valeur, et de l'autre, à se réserver à son propre usage ce que ses commanditaires détestent le plus : l'incertitude, l'entre-deux, le vide, la déstructuration.

Joe Ross, le jeune ingénieur de *La Prisonnière espagnole*, est comme le spectateur, un homme confiant qui croit autant en la générosité de son entreprise que d'autres dans la bonne volonté d'un cinéaste à réaliser une histoire en cinq actes à la morale nette et affirmée. Joe Ross est l'inventeur d'un procédé révolutionnaire (quel ? pour quoi faire ? cela n'a aucune espèce d'importance pour David Mamet) qui pourrait bien rapporter une fortune à ses employeurs. Agacé par les rumeurs de son patron (Ben Gazzara), Joe Ross remet toujours à l'indemnité la signature d'un contrat destiné à lui assurer sa part sur les éventuels bénéfices réalisés par son invention, Joe Ross confie ses doutes à Jimmy Dell un mysté-

rieux homme d'affaires (interprété avec toute la distance et l'ambiguïté nécessaires par Steve Martin) qui lui propose, par amitié, d'examiner les termes de son contrat. Joe Ross peut-il faire confiance à Jimmy Dell ? Doit-il suivre George Lang, son meilleur ami ? Susan, la secrétaire de son patron, est-elle amoureuse de lui, ou cherche-t-elle à l'attirer pour mieux lui soutirer la formule de son procédé ? Les agents du FBI censés le protéger sont-ils seulement des agents du FBI ? Il est impossible de raconter toutes les péripéties de *La Prisonnière espagnole*, sauf à s'épuiser, pour retomber de toute façon sur le même obstacle.

David Mamet est l'un des rares metteurs en scène à réaliser des films qu'il aurait pu signer le Fritz Lang de *L'incroyable Vérité*. Il traite ses spectateurs comme le cinéaste allemand, c'est-à-dire à la fois comme des innocents et des coupables. Innocents, car nous ne savons rien de cette histoire ; coupables, parce que nous croyons dur comme fer à chaque minute de ce récit tronqué. Dans *Homicide*, Mamet s'attachait, avec le même procédé langien, à dépeindre le drame d'un fils new-yorkais, trop juif pour ses collègues, trop gay pour le groupe d'extrémistes juifs dont il devenait le complice. Avec ce film remarquable, Mamet mettait un point final à un thème : celui du fameux melting-pot, qui, au lieu de brasser les minorités, en vrombait certaines avec force. *La Prisonnière espagnole* met fin au mythe de la libre entreprise, à la méritocratie, au rêve d'ascension magique due à la seule intelligence. L'ascenseur social est en panne. Arrivée à maturité, le cinéma de David Mamet est tout sauf un simple jeu de rôles : il se révèle l'une des tentatives les plus réussies et les plus amères de décrire la société américaine.

S. Ba

La guerre des bus

La Cinquième Saison. Un premier film souriant et cruel, au ton inhabituel dans le cinéma iranien

Film iranien de Rafi Pitts. Avec Roya Nona-hali, Ali Sarkhani, Parviz Poorhosseini. (1 h 20.)

Un petit village niché dans un paysage d'une époustouflante beauté fournit le cadre à l'action. Celle-ci est essentiellement fondée sur la rivalité ancestrale qui oppose deux familles, les Jamalvandis et les Kamalvandis. Le film commence d'ailleurs sur l'échec de leur possible réconciliation, via une cérémonie de mariage qui tourne court et cause dans la foulée l'arrêt cardiaque d'un parent de l'ex-promesse. Du mariage avorté à l'enfermement du bonhomme il n'y a qu'un raccourci, mais qui suffit à

déteinter la barbe de guerre, notamment par des femmes comme on en voit rarement dans le cinéma iranien. La guerre sera économique et acharnée.

Elle se déchaîne du fait de l'acquisition par chaque clan d'un bus afin de créer une ligne de transport reliant le village à la grande ville. Les deux véhicules strictement semblables accomplissent un trajet identique et subissent les mêmes mésaventures au cours de la périlleuse épopée concurrentielle qui s'ensuit. Rafi Pitts, l'auteur de ce film, est né en Iran en 1967. Il vit aujourd'hui en France, où il a notamment été l'assistant de Jacques Dailion avant de retourner dans son pays natal pour y

réaliser ce premier long métrage, à mi-chemin entre la fable et la comédie.

Il en a rapporté cet objet déconcertant, qui emprunte au cinéma iranien la splendeur immobile d'un livre d'enluminures et à la comédie italienne la cruauté grotesque des mœurs, sans parvenir pour autant à faire sortir cette histoire de son ombre symbolique. Reste, sur la rétros, une persistante symphonie de couleurs, l'ocre minéral du village, les couleurs de gros jouets des autobus, le pourpre profond des rancœurs, et le bleu chavirant des yeux de la mariée.

Jacques Mandelbaum

LES NOUVEAUX FILMS

■ L'AMOTIE

Mon premier plan est un jeune type qui, tenant une tranche de pastèque à la main, réitère une demi-douzaine de fois sur un ton atrocement monocorde et en pure perte la demande suivante : « Donne-moi du sucre, Ingrid. » Mon deuxième plan montre, dans une autre pièce, la destinataire de cette demande, une ravissante jeune fille alangui, tandis que le répondant téléphonique se met en marche et qu'une voix féminine donne vingt secondes au jeune homme du premier plan pour décrocher, ce qu'à son tour il se gardera bien de faire. Mieux vaut s'accrocher à cette séquence d'ouverture programmatique, car pas davantage que ses personnages Serge Bozon n'apportera de réponse au désarroi suscité par son étrange, charmeur et possiblement irritant premier long métrage. On peut bien sûr prétendre qu'il s'agit de l'histoire d'un jeune homme, Frédéric, qui vit avec une jeune fille, Ingrid, et que son ex-petite amie, Vronika, tente de récupérer sur les conseils machavéliques d'un autre garçon, William, lui-même en proie au dépit amoureux. Mais de cette trame romanesque il ne reste devant la caméra

de Bozon qu'un squelette prime-sautier, dévoré par des brouillages godardiens, des timbres bressoniens et des coq-à-l'âne rivettiens, comme si son film s'amusait à expédier l'anecdote en rassemblant les armes et bagages de la modernité. Cela fait une expédition délibérément hétéroclite et désaccorde, fantomatique et loufoque, dont le véritable thème est bel et bien le manque de lien, qui affecte le récit (déstructuré), les images (cadres obturés, faux raccords), les phrases (fautes de Rabelais) et, naturellement, les sentiments. Rien que pour le défilé, on attend quelques jours la suite.

J. M. Film français de Serge Bozon. Avec Fabrice Barbato, Elodie Bachelier, Axelle Ropert, Serge Bozon. (1 h 24.)

■ MY SON THE FANATIC

Adapté d'une nouvelle de Pétrivait et scénariste Hanif Kureishi (collaborateur de Stephen Frears sur *My Beautiful Laundrette* et *Somy et Rosie s'envoient en l'air*), *My Son the Fanatic* est le deuxième long métrage du cinéaste anglais d'origine indienne Udayan Prasad. Son film se déroule dans la communauté anglo-pakistanaise de Bradford, et focalise son point

de vue sur un modeste père de famille, Parvez, en s'attachant à décrire les relations tourmentées d'un père et d'un fils, le phénomène de l'acculturation, et la montée de l'intégrisme parmi la jeune génération. Anglophile et tolérant, Parvez s'ennuie avec sa femme, écoute du jazz dans sa cave. Il finit par s'éprendre d'une jeune prostituée anglaise qu'il a l'habitude de conduire dans son taxi, tandis qu'à la maison son fils Farid repète en cause l'autorité paternelle en se convertissant à l'intégrisme musulman. Filmé avec un soin empressé et doté d'une interprétation sans surprise, ce film ne parvient jamais à s'élever au-dessus de l'intention appliquée et de l'exercice didactique aux idées courtes.

J. M. Film britannique d'Udayan Prasad. Avec Om Puri, Gopi Desai, Akbar Kurtha, Rachel Griffiths. (1 h 28.)

■ UN GRAND CRI D'AMOUR

Il y aura bientôt deux ans que Josiane Balasko présente sur scène, en compagnie de Richard Berry, la pièce du même nom qu'elle avait écrite à sa propre intention, et dont *Le Monde* (du 10 février 1996) avait dit ce qu'il convenait d'en penser. Dont acte. S'il ne fait de doute pour personne que sa transposition à l'écran est un moyen propre pour tous les participants de mettre un peu de saindoux

■ TITANIC

Lire page 25.

■ LA PRISONNIÈRE ESPAGNOLE

Lire ci-contre.

■ LA CINQUIÈME SAISON

Lire ci-dessus.

■ PARIS

Lire page 27.

Tout le cinéma

Raymond Depardon et les demoiselles de hasard

Paris. Un beau mais faux film-enquête dans les rues de la capitale, qui se révèle une véritable mise à l'épreuve du désir de raconter des histoires

Film français de Raymond Depardon. Avec Luc Delahaye, Sylvie Peyre. (1 h 35.)

Parmi les mille et une façons de classer les films, celle-ci : on peut distinguer entre ceux qui se suffisent à eux-mêmes, sans réclamer une once de savoir sur qui l'a fait, où ça se passe, pourquoi, comment, mais encore... ? Et les autres.

Paris, nouvel opus filmé de Raymond Depardon, fait partie des autres. C'est dire que, malgré ses séductions propres et immédiates, il n'est pas certain qu'on en goûte tous les tenants et aboutissants sans quelques billets d'introduction. C'est une faiblesse, sans doute, mais si on va au-delà, Paris devient complètement émouvant, ludique, passionnant.

Que voit-on, de prime abord ? On voit un jeune homme brun plutôt renfermé rencontrant dans un bistrot une jeune femme brune plutôt nerveuse à laquelle il a donné rendez-vous. Le jeune homme se dit réalisateur, il cherche une actrice pour un premier film dont il ne connaît pas l'histoire. Il ne sait pas non plus à quel doit ressembler son héros. Il engage la jeune femme, dont c'est le métier, pour lui trouver de possibles interprètes, « dans la rue » - en fait c'est surtout dans les gares qu'elle cherche des demoiselles, qu'on retrouve ensuite en conversation avec le cinéaste putatif, toujours dans des bars. L'essentiel du film est composé de ces face-à-face, mi-interview mi-discussion.

HIER DU TEMPS PRÉSENT

Les jeunes femmes interrogées « racontent leur vie », comme on dit. Cela va de l'anecdote survenue un quart d'heure plus tôt à la découverte des profondeurs de leur existence. Certaines retournent vers le réalisateur ses questions, le cuisinent sur lui-même et sur sa démarche. A un

moment, et sans que cela change grand-chose, ce seront de jeunes actrices à la recherche d'un rôle et non plus des demoiselles de hasard qui répondront.

On voit... des corps, des visages, des postures, des vêtements, des lieux publics et banals. On entend des voix toutes différentes, des mots, des intonations, des rires, des silences, des hésitations. Est-ce une petite géographie humaine, un petit herbier du temps présent qui se compose ainsi sous nos yeux ? Oui, bien sûr, grâce aux puissances élémentaires du cinéma dès qu'il est utilisé pour lui-même.

Les « absences » de Luc Delahaye

Le rôle principal de Paris, de Raymond Depardon, est joué par un photographe de trente-six ans, Luc Delahaye, un des plus intéressants de sa génération, membre de l'agence Magnum - comme Depardon - depuis 1994. Sa révélation a été fulgurante, accumulant les distinctions pour ses reportages de guerre dans les pays de l'Est déstabilisés, en Afrique et en ex-Yougoslavie.

Ce jeune homme réservé, à l'opposé du baroudeur, ne croit pas qu'une photographie puisse changer le monde et critique la façon dont les médias utilisent l'image d'actualité. Comment représenter le réel quand on doute de la réalité des choses ? De cette question, il a tiré deux livres expérimentaux : des portraits de sans-abri réalisés au Photomaton (Portraits, éd. Somme, 1996) et de victimes de la guerre en Bosnie récupérés dans des pages chronologiques (Hazan, 1997). Ainsi, quand Depardon développe une œuvre autobiographique, Delahaye cherche à se dissoudre dans l'actualité qu'il fixe, prône une « absence », une « indifférence physique » afin d'« approcher la personne au plus près de ce qu'elle est ».

même - élémentaire parce que directement issues de la nature du cinéma, mais pas évidentes : la preuve, bien peu parviennent à les invoquer.

Et, comme chaque fois qu'un film-meur sachant filmer se contente de filmer sans finasser, c'est aussitôt brouillé d'instantanés intéressants, surprenants, de signes de toute nature, dont chaque spectateur peut faire son miel personnel. Dès lors que le « dispositif film » fonctionne, on peut voir bien des choses encore. Par exemple - thème fréquemment avoué à de-

mi-mot par tant de cinéastes -, découvrir une nouvelle manière de murmurer que faire un film, c'est chercher une (ou des) fille(s) - pas sûr que la réciproque soit vraie lorsque c'est une femme qui réalise. Ou détecter un subtil, cruel et mélancolique marivaudage : la fille que cherche le type, le personnage féminin fort, est là depuis le début : c'est la casting director (Sylvie Peyre), mais le garçon ne la voit pas. Il n'est même pas sûr que Depardon le sache, mais le film, lui, « voit » ça, et son injustice.

Tout cela suffirait à faire de

son sens si on l'inscrit dans la carrière de ce dernier : Paris devient alors un nouvel épisode du jeu complexe entamé par un grand témoin du réel avec le désir de fiction, un nouveau tour de ce manège créateur depuis longtemps (au moins depuis *Le Petit Navire*, 1967) revendiqué, narcissisme compris, par Depardon.

Au risque, parfois, du malentendu. Pas plus qu'*Afrique* : comment ça va avec la douleur ? n'était un film sur l'Afrique, Paris n'est un film sur Paris, ou sur les femmes de vingt-cinq ans dans la cité contemporaine. L'un comme l'autre sont des films sur Raymond Depardon. Des films sur son envie de raconter des histoires et sa manière de buter dans le réel, de s'y blesser ou d'en avoir peur, sur sa pudeur et son exhibitionnisme. C'est cela que conte, non sans dureté, cet « Un homme à Paris » après *Une femme en Afrique*, ce « Captif de la ville » après *La Captive du désert*. Mais aussi dans le sillage des « documentaires » comme *Faits divers*, *Urgences* ou *Défilés*, qui jamais ne furent de purs témoignages sur une réalité extérieure à lui qui filmait, mais étaient déjà hantés des possibles récits qui y naissent.

Dans l'entrelacs de lambeaux d'existences livrées au micro et à la caméra de Paris, mais toujours (si ce n'est obscurément) à travers le regard et l'écoute de Depardon et parce que c'est d'abord son problème, le principe même du spectacle, le mystère de raconter des histoires inventées avec des corps réels, est mis en abyme. Cet abyme et ce mystère sont, à chaque nouvelle rencontre, périlleux. De là naissent la tension, l'excitation dont se soutient un film à la construction apparemment répétitive - un film dont le titre pourrait bien être, aussi, un nom commun au pluriel.

J.-M. F.

Les meilleures entrées en France

FILM	Nombre de copies	ENTRÉES	Nombre de spectateurs	% d'augmentation par rapport à la semaine précédente	TOTAL : toutes les semaines
1. Demain ne meurt jamais	3	552 304	601	-28 %	2 806 120
2. Hercule	6	346 755	678	-27 %	3 864 359
3. Le Bossu	5	271 204	455	-11 %	1 843 781
4. Sept ans au Tibet	8	210 491	453	-1 %	2 177 532
5. Marius et Jeannette	7	150 000 (est.)	235	+15 %	1 358 865
6. Spice Girls le film	2	140 607	378	-18 %	419 893
7. On connaît la chanson	8	130 567	268	+21 %	1 737 469
8. The Full Monty	11	128 863	234	+8 %	2 376 787
9. Le Cousin	4	118 980	363	-11 %	681 742
10. Le Collectionneur	7	91 782	165	-6 %	582 362

* période du mercredi 31/12/1997 au dimanche 4/1/1998 inclus

Avec 26 % de hausse de fréquentation pour les quinze plus gros titres par rapport aux premiers jours de l'année, la nouvelle année démarre sur les chapeaux de roues... grâce à des films déjà anciens. Aucune sortie des deux derniers mercredis de 1997 (pas même les *Spice Girls*) n'était de nature à figurer dans les sommets du box-office. « Le » *James Bond* et « le » *Disney* du moment s'en tirent avec des résultats correspondant à leurs ambitions et, sans avoir jamais été en mesure de porter une botte décisive, *Le Bossu* fait montre d'un souffle dont témoigne la faible érosion de ses entrées. Sept ans au Tibet manifeste, lui aussi, une notable longévité. Mais le phénomène le plus étonnant concerne la remontée de *Marius et Jeannette* et de *On connaît la chanson*, d'ores et déjà événements cinématographiques de l'an passé. Sans parvenir à de tels sommets, *Le Septième Ciel* enregistre lui aussi une excellente performance en se classant treizième. Et il faut noter le résultat tout à fait étonnant, du moins à l'échelle parisienne, de *Before and After*, que son producteur américain avait refusé de sortir et qui enregistre un taux record d'occupation de son unique salle. Ou encore la belle réussite dans la capitale d'une œuvre aussi atypique que *Kairat*, film kazakh distribué un 31 décembre.

L'évasion de la couleur

Antoine Perrot rend justice aux fuchsia, bleu lagon et autres bannis par les Beaux-Arts

Antoine Perrot, « Et in Arcadia ego », Galerie Lahunière, 17, rue du Parc-Royal, Paris 3^e. Tél. : 01-42-77-27-74. Jusqu'au 31 janvier.

« Il n'y a pas de couleurs vultueuses. Opposer le vert loden au rose fluo, c'est faire preuve d'un jugement de classe. La peinture fabriquée pour les artistes reproduit, consciemment ou pas, ce goût imposé par une élite. C'est pourquoi je préfère « importer » mes couleurs en utilisant des matériaux industriels. »

Antoine Perrot, quarante-quatre ans, rend donc justice aux fuchsia, émeraude, pivoine et autres bleu des mers du Sud, dénominations bannies des Beaux-Arts, mais qui fleurissent sur les pots de peinture en bâtiment. Il fait des miracles sur les enduits de ciment, les craies industrielles, les bois composites.

Des miracles, parce qu'il parvient à rester, malgré tout, dans le domaine pictural : « Durant tout le XIX^e siècle, on a martyrisé le tableau

en tant qu'objet, volume ou surface, sans toujours se préoccuper de la couleur. C'est pourtant là qu'il y a encore des questions à poser. »

Les habitués de l'abstraction géométrique française risquent néanmoins d'en perdre leur latin. Pas tant à cause du titre de l'exposition, « Et in Arcadia ego » (un hommage au glissement d'interprétation du célèbre tableau de Poussin qui peut se lire d'au moins deux façons : « Même en

Arcadie, la mort existe », ou « Moi aussi, j'ai vécu en Arcadie »), ni même par refus esthétique des couleurs suaves, que par l'extrême singularité du travail de Perrot fait le paysage artistique hexagonal. Il est en effet plus proche des minimalistes américains que de l'abstraction parisienne.

La règle est simple : à chaque surface correspond une couleur, et une seule. C'est la disposition des plans, le plus souvent groupés en polyèdres, les uns par rapport aux autres, mais surtout par rapport au mur, qui donne toute sa puissance à l'œuvre.

LEURRE VISUEL

Accrocher un Perrot dans une pièce vous interdira la plupart du temps de poser autre chose à côté. Et rend délicat l'espace lui-même : les tableaux débordent. L'une des œuvres, *Et in Arcadia ego* (1996), est ainsi fixée au mur par la bordure gauche du châssis, taillée en biseau. Les panneaux du triptyque saillent donc vers le

spectateur, suivant un angle oblique. « Un leurre visuel à déchiffrer », ainsi que Perrot le revendique. Comme les bergers du tableau de Poussin, qui regardent le tombeau sous tous ses angles, le visiteur est amené à se déplacer autour de l'œuvre. Il constatera que, par un phénomène de reflets, la couleur s'évade du plan pour danser sur le mur lui-même.

Harry Bellet

Depuis 1894
DU BEAU VETEMENT A
LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Prix spéciaux de Janvier
très grand choix
27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e
Tél : 01.47.42.70.61

SORTIR

PARIS

Armor
Elsa Solal a voulu mettre en scène, en mots, les personnages de la mythologie celtique et des légendes irlandaises, que l'on retrouve dans les contes du Graal : les chevaliers de la Table ronde, Merlin, l'île d'Avalon. Tous sont tiraillés entre deux loix, celle d'un monde en déclin, du démantèlement d'un royaume et celle d'un monde en transformation. Tous se heurtent au mouvement d'une rupture ; à ce que peuvent être un dieu, une foi et des croyances, à la différence entre la Loi et les lois. Cette pièce d'Elsa Solal, mise en scène par Philip Boulay, a été créée à la Ferme du Bulson en mai 1997.
Avec Hugues Boucher, Violaine de Carné, Sébastien Faure, David Gouhier, Karine Lerondeau-Zéza, Philippe Leroy, Nathalie Newton, Victor de Oliveira, Vincent Ozanon, Sylvie Pascaud, Nicolas Pinson et Anne-Sophie Robin.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M^o Saint-Denis-Basilique. Du mardi au samedi, de 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

ERRANCES

Ce spectacle en grec ancien conçu, interprété et mis en scène par Dido Lykoudis est adapté des *Supplantes*, d'Eschyle. Les extraits présentés se situent au moment de l'arrivée à Argos des filles de Danaos ayant les Egyptiennes. Là, entre la mer et la terre, ces héroïnes appartenant encore au monde confus et rebelle d'Antémis la Chasseresse, parlent dans une langue que l'on ne connaît plus. Sur le rivage, le Coryphée racontera leurs errances. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^o Rambuteau. Du mercredi au samedi, à 19 heures. Tél. : 01-44-54-53-06. 60 F et 80 F. Jusqu'au 7 février.
Stéphane Huchard Quintet
Ancien batteur - frappe sèche et précise - de l'ONU de Laurent Cuny, Stéphane Huchard a réuni quelques-uns des solistes apparus ces dernières années dans les clubs pour mener un quintette qui s'inspirerait du Miles Davis des années 70. Stéphane Guillaume est à la trompette, Pierre de Bethmann au piano.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 7 et 8 janvier. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.

Publicité

DANS LA JUNGLE DES VILLES

Brecht / Braunschweig

Première ce soir

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

L'Amitié
de Serge Bozon (France, 1 h 24), avec Fabrice Barbato, Elodie Bachellier, Axelle Ropert, Serge Bozon, Sonia Bayle, Eve Truffaut.
Cinquante Salons
de Rafi Pitts (France-Iran, 1 h 20), avec Roya Nonahali, Ali Sarkhani, Parviz Poorhosseini, Ghorban Nadjafi, Golab Adineh.
Love in Paris
d'Anne Goursaud (France - Grande-Bretagne, 1 h 10), avec Mickey Rourke, Angèle Everhart, Agathe De La Fontaine, Steven Berkoff, Werner Schreyer.
My Son The Fanatic
d'Udayan Prasad (Grande-Bretagne, 1 h 28), avec Om Puri, Rachel Griffiths, Stella Skarsgard, Akbar Kurtha, Gopi Desai.
Paris
de Raymond Depardon (France, 1 h 35), avec Sylvie Peyre, Luc Delahaye, Emilie Lafarge, Barbara Jung, Méliode Weyergans, Sandy Bolzard.
La Prisonnière espagnole
de David Mamet (Etats-Unis, 1 h 50), avec Ben Gazzara, Felicity Huffman, Ricky Jay, Steve Martin, Rebecca Pidgeon, Campbell Scott.
Titanic
Film américain de James Cameron (Etats-Unis, 3 h 20), avec Leonardo DiCaprio, Kate Winslet, Billy Zane, Kathy Bates, Bill Paxton, Frances Fisher.
Un grand cri d'amour
de Josiane Balasko (France, 1 h 30), avec Josiane Balasko, Richard Berry, Daniel Prévost, Daniel Ceccaldi.

remberg, extraits, La Walkyrie, extraits. Strauss : Aïni parlait Zarathoustra. José Van Dam (basse), Emmanuel Krivine (direction).
Salle Playel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. Les 7 et 8 janvier, 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 90 F à 320 F.
Philip Harper Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Près. Le 7, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Swingtime
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 7, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-35. 80 F.
Name
Péniche Six-huit, quai Malaquais, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Près. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-43-80-74-54. 40 F.

RÉSERVATIONS

The Turn of the Screw
de Benjamin Britten, d'après Henry James. Myrtaury Piper (livret), David Syrus (direction musicale), Deborah Warner (mise en scène). Avec les solistes du Royal Opera House Orchestra. MC 93, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. M^o Bobigny-Pablo-Picasso. Les 10, 14, 15 et 19 janvier à 20 h 30 ; les 11 et 18 janvier à 15 h 30. Tél. : 01-41-80-72-220 F. De 100 F à 200 F.
Arcadie
de Tom Stoppard, mise en scène de Philippe Adrien.
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice. Du 13 janvier au 22 février. Tél. : 01-44-39-87-00. 110 F et 160 F.
Mano Solo
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^o Opéra. Du 15 au 17 janvier, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 176 F.
La Fania All Stars
Avec Celia Cruz, Johnny Pacheco, Willie Colon, Paulito, Feliciano, Roberto, Romena, Larry Harlow, Bobby Valentini, Andy Montañez.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 16 janvier, à 21 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 220 F.
Natcha Atlas
Elyseé Martine, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. Le 27 janvier, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 132 F.

TRouver SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3815 LEMONDE ou tél. : 06-36-68-03-78 (223 Fmin).

REPRISES

Les Amants de la nuit
de Nicholas Ray, avec Farley Granger, Cathy O'Donnell, Howard Da Silva, Jay S. Flippen, Helen Craig, Will Wright.
Américain, 1947, noir et blanc (1 h 35). VO : Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17^e (01-43-29-79-89).
Loïta
de Stanley Kubrick, avec James Mason, Shelley Winters, Sue Lyon, Peter Sellers.
Britannique, 1962, noir et blanc (2 h 35). VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Dormez, je le veux !
de Georges Feydeau, mise en scène de Florence Giorgetti, avec Lionel Astier, Romain Bonnin, Frédéric Klein, Silvia Laguna, Anne Rejony et Emmanuel Texeraud.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^o Abbesses. Le 7, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.
Orchestre de Paris
Wagner : Les Maîtres chanteurs de Nu-

Tout
le
cinéma
36 15 LEMONDE

EN VUE

■ Le Père David Cappa, président du Comité national chargé des normes professionnelles au sein de l'Eglise catholique d'Australie, vient de rédiger un « code de conduite » interdisant aux prêtres de se trouver seuls en présence d'un enfant et supprimant les châtiments corporels. Déjà, en Nouvelle-Zélande, les anciens confessionnaires sont remplacés par des boîtes vitrées sans rideaux.

■ Les garçons cubains devront porter des shorts pour économiser le tissu, alors que les petits Chinois, de plus en plus gros, ne trouvent plus de vêtements à leur taille.

■ Après le suicide, l'an dernier, de deux lycéennes humiliées, le gouvernement turc vient d'assouplir la loi qui autorisait les directeurs des établissements scolaires et des orphelinats à contrôler la virginité des jeunes filles : elles ne seront plus soumises sans leur consentement à des visites médicales, mais on les tiendra pour fautive en cas de refus.

■ Sauveur Palermo, de Marseille, spécialiste des « relations humaines et canines », interrogé par l'Agence France-Presse, déplore après la mort, le 1^{er} janvier en Bretagne, d'une fillette agressée par une chienne, que trop de maîtres manquent encore de « l'autorité verbale incontestable qui confère la qualité de chef de meute ».

■ « La peuple bulgare demande et attend le roi Siméon, conscient que la monarchie peut être utile. En tant que simple citoyen, le roi Siméon ne pourrait pas aider ou améliorer la situation », a proclamé, mardi 6 janvier, dans un journal de Sofia, l'ex-roi Siméon II, qui, d'après un quotidien concurrent, n'a aucune chance de remonter sur le trône.

■ A l'époque de la guerre froide, Haïm, depuis disparu, avait fait un séjour en orbite : on avait assis Minnie sur des sièges éjectables et soumis Lili Minnie à des épreuves de résistance physique. Aujourd'hui, l'Air Force, qui héberge temporairement ces « vétérans » dans la base de Holloman au New Jersey, ne veut plus les nourrir. Roger Fouts, professeur de psychologie, leur procureur, n'a pas encore réuni les fonds nécessaires pour construire un refuge aux cent quarante-quatre « astroréfractés » survivants que, déjà, des savants les réclament pour des expériences de transplantation.

■ Cinq mois après la mort de Boy, Twiggy, l'éphémère, se morfond dans l'attente d'un nouveau partenaire. « Nous n'avons pas assez d'argent pour lui en acheter un », vient de déclarer le directeur du zoo de Belgrade, Vuk Bojovic, espérant toutefois lui trouver un compagnon « grâce à ses relations personnelles ».

Christian Colombani

LE PREMIER MINISTRE, Benjamin Nétanyahou, s'est-il livré, comme le croit Maariv, à « une manipulation de trop » ? A-t-il délibérément oublié les promesses - écrites - faites en juin 1997 à son ministre des affaires étrangères concernant l'aide publique budgétaire aux couches juives les plus défavorisées de la société israélienne ? Une chose est sûre, poursuit le journal de droite, « David Lévy en a eu assez. Assez de voir Nétanyahou vider les coffres publics en faveur des religieux ultra-orthodoxes aux dépens des quartiers pauvres et des villes de développement qui soutiennent traditionnellement » le parti Guesher du ministre sortant.

Effective depuis le 6 janvier, la démission spectaculaire du chef de la diplomatie israélienne n'en finit pas d'inspirer les éditorialistes du pays. « David Lévy a quitté un navire en perdition », écrit le premier quotidien populaire du pays, Yediot Aharonot. Le départ du ministre et de ses quatre députés ne prive pas encore Benjamin Nétanyahou de sa majorité parlementaire puisqu'il lui reste 61 partisans sur 120 à la Knesset. Mais « le gouvernement est désormais entré dans une impasse », estime le libéral et prestigieux Haaretz selon lequel des élections anticipées sont inévitables.

Dans les pages intérieures du journal, l'une de ses plus célèbres



plumes, Yoël Marcus, congratulate le ministre sortant des affaires étrangères. « David Lévy (ancien maçon) n'a peut-être pas fini l'université mais, avec son dernier sursaut, il a certainement appris une chose ou deux à Nétanyahou. Il l'a humilié publiquement, il l'a fait ramper, et

au passage, lui a fait payer tout le mépris et le double langage que lui et d'autres membres du gouvernement ont dû subir en dix-neuf mois de pouvoir ».

« Le compte à rebours de la chute du gouvernement est enclenché », écrit déjà lundi Maariv. Mardi, dans le même journal, Hani Shalev attaque un « gouvernement plus droitiste et plus religieux que tous ses prédécesseurs. Voici un cabinet, poursuit-il, dominé par Ariel Sharon - le « faucon des faucons » - et qui dépendra plus que jamais du bon vouloir des colons et des ultras religieux ». Cela ne peut évidemment qu'engager un peu plus le processus de paix israélo-arabe, virtuellement moribond depuis que

Benjamin Nétanyahou a décidé, en février 1997, de lancer la construction d'une onzième colonie juive dans la partie arabe annexée de Jérusalem.

Sur ce point, mis à part le journal d'extrême droite Hatzofeh, tous les commentateurs sont d'accord. Même Maariv, plutôt plus proche du Likoud au pouvoir que ses grands concurrents, en convient. « Le départ de Lévy qui, avec Itzhak Mordechai, le ministre de la défense, conduisait le camp intra-gouvernemental des « modérés » contre les durs comme Ariel Sharon est un mauvais coup pour le processus de paix ». A quinze jours de la rencontre prévue le 20 janvier à Washington entre le président Bill Clinton et le premier ministre israélien, nul ne voit comment le gouvernement pourrait voter le nouveau retrait des territoires arabes occupés que la communauté internationale, et d'abord les Palestiniens, attendent depuis mars 1997.

Or, conclut Maariv, « si les Américains, principaux alliés de l'Etat juif, considèrent que nous sommes responsables de l'échec à relancer le processus de paix, on peut s'attendre à un glacial hiver avec Washington et les capitales européennes. Israël n'aura ni la paix ni la sécurité (promises par Nétanyahou) mais sera diplomatiquement isolé et exposé à un retour de l'intifada, au terrorisme et peut-être même à une nouvelle guerre. Depuis la démission de Lévy, ce danger est devenu dangereusement concret ».

Patrice Claude

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Paul Gilbert

■ Ce pouvoir, autant par son ancienne culture que par son actuelle méthode, est prêt à l'imprévisibilité du mouvement social. En dépit d'un louable instinct du mitterrandisme, le socialisme

jospinien a gardé le culte des législations lourdes et généralisées, sur la nationalité, l'immigration ou les 35 heures, en y ajoutant même, dans ce dernier cas, le sens de l'histoire : autant de sujets qui, pour honorer leur promesse électorale, n'ont guère à voir avec l'éclosion. Ils ont révélé, au contraire, les premiers craquements significatifs de la majorité plurielle, que les prochains débats

sur la ratification du traité d'Amsterdam ne feront qu'accentuer. (...) Il reste au premier ministre à démontrer que sa méthode de gouvernement résistera dans ce qu'elle a de plus remarquable : la gestion du cartel des gauches depuis 1997.

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Le Parti communiste cherche (...) à afficher sa personnalité sans s'opposer à Lionel Jospin. Dans la réalité, la manœuvre est évidemment plus délicate. Les responsables et les militants ultra-orthodoxes, les plus allergiques à l'union de la gauche et à ce gouvernement social-démocrate, bondissent sur l'occasion pour tenter de déborder leur propre direction

et de mettre Robert Hue en difficulté. Ce n'est pas un hasard si les actions et les déclarations se concentrent dans les Boutiques-du-Rhône, le Pas-de-Calais ou le Val-de-Marne, bastions des nostalgiques du PC des années 60. Depuis la victoire de la gauche, Robert Hue (...) s'appuie sur le mouvement social, il l'encourage, il compte sur lui pour radicaliser l'action du gouvernement ; en même temps, il prépare les élections avec, pour la première fois, des listes communes aux régionales avec le PS. Il veut ainsi concilier ses convictions et ses ambitions, faire évoluer le PC sans le banaliser (...). Cela marche bien avec les électeurs, moins bien avec les militants.

LIBERATION

Gérard Dupuy

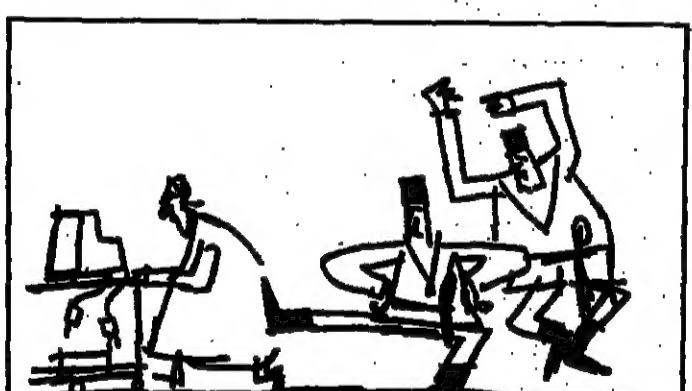
■ La pollution urbaine qui préleve inlassablement sa flèche sur la santé publique provient en grande majorité des moteurs automobiles (...). La nouvelle étude épidémiologique redonne de l'acuité à un débat bien français : sachant que le diesel est un carburant particulièrement nuisible pour l'état respiratoire des citoyens, sachant aussi que la fabrication de ce type de moteurs est une spécialité nationale, n'ignorant pas que de très nombreux électeurs possèdent de tels véhicules, que faut-il faire ? Jusqu'à présent, le lobby du diesel a su parer les mises en cause et préserver ses avantages fiscaux. Mais cette résistance (...) fait tressailler. Au propre et au figuré.

www.geocities.com/CollegePark/2341/

Un Israélien d'origine circassienne a créé un site de rencontre pour les Caucasiens exilés

« KEKLAR » veut dire « bienvenue », en circassien. Pour s'exercer à prononcer cette langue du Caucase, dite aussi adyghéen, on a le choix entre la transcription en alphabet cyrillique, imposé au début de l'ère soviétique, et une autre, plus récente, en caractères latins. Ainsi, grâce à la cinquantaine d'expressions de base affichées sur le site Circassians, les internautes d'origine circassienne installés sur tous les continents peuvent apprendre quelques rudiments du parler de leur aïeux.

Son créateur, Edris Abzak, vingt-six ans, fait partie de la petite communauté circassienne émigrée en Palestine, et devenue israélienne. Aujourd'hui, sur trois millions de personnes se considérant comme Circassiens, ou Adyghéens, moins du tiers vivent encore dans le Caucase. Les autres, descendants de ceux qui ont fui la conquête russe au siècle dernier, sont en Turquie, en Syrie, en Jordanie, mais aussi en Occident, de l'Allemagne aux Etats-Unis. Or, depuis la chute de l'Union soviétique, on assiste à la renais-



LES RETROUVAILLES DES CIRCASSIENS DU MONDE ENTIER SUR LE RESEAU ETAIENT TOUJOURS PRESENTES AGRANDIES FETES.

sance d'un sentiment national, malgré les distances séparant les communautés. Selon Edris Abzak, Internet s'impose comme un outil incontournable pour faciliter et accélérer ce mouvement historique.

Au départ, son site n'offrait qu'une petite visite virtuelle de la

patrimoine : photos de paysages montagneux et de combattants en toque d'astrakhan, musiques traditionnelles, recette du poulet « shepsara pastara ». Puis, des descendants d'autres peuples caucasiens exilés ont décidé de s'en servir comme d'une plate-forme de

dialogue - soit grâce au canal de discussion en direct, soit par l'abonnement à la liste de diffusion pour échanger des messages. Amjad, qui vit en Jordanie, vend par correspondance son dictionnaire babarde-anglais. Azret, du Mississippi, recherche des cassettes de musique adyghéenne. Khagba, au Canada, lance un appel à la communauté internationale pour sauver l'Abkhazie des griffes de la Géorgie. Bahar, à Berlin, cherche à correspondre avec des Karatchaï, la tribu de ses ancêtres.

Gigit Upcheshaw, qui écrit une histoire de sa famille, souhaite recueillir les souvenirs des anciens. Paru rêve de recevoir des nouvelles d'un ami retourné dans le Caucase. Une jeune femme, mi-russe mitochondrienne, lance une supplique à tout hasard : « La famille de mon père vit en Tchétchénie, mais beaucoup se sont éparpillés durant les guerres. Si vous connaissez un proche, ou juste des compatriotes, écrivez-moi ».

Solveig Godeluck

SUR LA TOILE

THAÏLANDE : PROJET DE CENSURE

■ La section thaïlandaise de l'Internet Society (ISOC) a rédigé à l'attention du gouvernement un projet de loi visant à établir une censure très stricte et un contrôle étatique complet sur le contenu et les infrastructures d'Internet dans le pays. Aussitôt, M. Vinton Cerf, vice-président de l'ISOC à l'échelle internationale, a fait savoir que ce texte « ne semblait pas compatible avec les principes de l'ISOC », qui a toujours œuvré pour la défense de la liberté d'expression sur le réseau. De son côté, le quotidien Bangkok Post, très critique à l'égard du projet, met en cause la composition et les statuts de la section thaïlandaise de l'ISOC.

ECHecs

■ Le descriptif complet des parties déjà jouées de la finale du championnat du monde d'échecs, qui a lieu actuellement à Lausanne entre le Russe Anatoli Kasparov et l'Indien Viswanathan Anand, est disponible sur le site Internet de la FIDE, à l'adresse www.chessweb.com - (APR)

Abonnez-vous au Monde

pour ne manquer aucun rendez-vous en 1998

■ EN MARS... Les élections régionales et cantonales

■ EN MAI... Le trentième anniversaire de mai 68

■ A PARTIR DE JUIN... La coupe du Monde de football

■ CET ETE... Un voyage en Egypte dans les pas de Bonaparte

■ EN JANVIER 1999... La mise en circulation de l'euro

■ ET TOUS LES JOURS... AVEC LE MONDE PASSEZ UNE BONNE ANNEE 1998

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 565 F ☐ 6 MOIS - 1065 F ☐ 1 AN - 1980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

* Prix de vente au numéro - (Tiré en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité : / / Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : / /

Localité :

Pays :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

IBAN :

MERCREDI 7 JANVIER

FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.30 **Personne ne m'aime** ■
De Marion Vernoux (France, 1994, 90 min).
Ciné Cinémas
- 19.05 **De nouveaux hommes** ■
De Luigi Comencini (Italie, 1948, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinémas
- 20.30 **La Passade** ■
De Henri Calef (France, 1950, N, 100 min).
Ciné Cinémas
- 21.00 **Passage à l'acte** ■
De F. Girard (F, 1996, 100 min). Canal+
- 21.10 **Fleuve** ■
De R. Bourton (F, 1995, 110 min). RTBF1
- 21.40 **Silver** ■
De Philip Noyce (Etats-Unis, 1993, 105 min). TSR
- 22.10 **Vers sa destinée** ■
De John Ford (Etats-Unis, 1939, N, v.o., 100 min).
Ciné Cinémas
- 22.25 **Quelques jours avec moi** ■
De Claude Sauter (France, 1987, 130 min).
Ciné Cinémas
- 22.50 **Babe, le cochon devenu berger** ■
De Chris Noonan (Australie, 1995, 87 min).
Canal+

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**.
Invités : Jean-Louis Trintignant ; Jean Rochefort ; Pierre Vancé ; Wim Wenders. Canal+
- 19.00 **De l'actualité à l'Histoire**.
Rétrospective 1997. Histoire
- 20.00 **Raut pas réver**.
USA : Le plus petit opéra du monde. Suisse : Le jeu du frelon. TV 5
- 20.00 **20 h Paris Première**.
Invité : Florence Arthaud. Paris Première
- 20.10 **Strip-tease**.
Spécial « Maryline ». RTBF1
- 20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**.
Boy Hero 001. Arte
- 20.50 **Combien ça coûte ?**
Invités : Mias France et Marc Joffe. TF 1
- 20.55 **La Marche du siècle**.
A quel sert l'école ? Invités : Sébastien Roy ; Pierre Léna ; Daniel Picouly ; Alain Bensoussan ; Gabriel Tardif ; François Dubet ; Liliane Gonzalez ; Jean-Paul Roux ; Michel Deschamps. France 3
- 21.00 **Au nom de la loi**.
Les faillites du système. Les coulisses d'une victoire. TV 5
- 21.00 **Envoyé spécial**. Les années 90. Jour 1 : Copie-collage. Les paysans. Histoire
- 22.30 **La Vie à l'endroit**.
Des moines au cœur des villes. France 2
- 22.35 **Savoir plus santé**.
Le poumon dans tous ses états invités : les professeurs Philippe Darteville et Pierre Derozier. TV 5
- 22.55 **Le Droit de savoir**.
Paris Police Département Moto : Enquête sur les motards de la loi. TF 1

DOCUMENTAIRES

- 20.00 **Chroniques du studio 4**.
[22] Télé-révolution en Roumanie. Histoire
- 21.45 **Musica**. Mes années de lute : un portrait du compositeur Arnold Schoenberg. Arte
- 21.50 **Portraits**.
22.00 **Oliver North**.
Un candidat idéal. Planète
- 23.10 **Profil**.
Réflexions de fin de siècle. [14] Helmut Schmidt s'entretient avec Volody Giscard d'Estaing. Arte
- 0.05 **La Lucarne**.
L'impossible Québec. Arte
- 0.45 **Israël**.
Planète

SPORTS EN DIRECT

- 20.30 **Football**. Tournoi international de Maspalomas (Espagne). Eurosport
- 21.00 **La Lac des cygnes**. Ballet. Muzik

DANSE

- 21.00 **La Petite Renarde russe**.
Mise en scène de Nicholas Hytner. France Supervision

MUSIQUE

- 21.40 **Simple Minds** en concert. France Supervision
- 22.25 **Blut** : Showtime. Paris Première

NOTRE CHOIX

- 20.45 **Arte**
Les Mercredis de l'Histoire : Boy Hero 001
En 1932, Pavlik Morozov, un jeune garçon russe, dénonce les malversations de son père et d'autres membres de sa famille auprès des autorités. Six mois plus tard, il est assassiné par l'un des siens. Du jour au lendemain, le parti le consacre héros national, tout en incitant les jeunes Soviétiques à suivre ce modèle. Pendant près de soixante ans, la légende de Pavlik est mise en scène, déclinée dans des films, des poèmes, des opéras ; des statues sont érigées, des rues portent son nom... Un étonnant documentaire anglo-finlandais.

TÉLÉFILMS

- 20.30 **Intime conviction**.
De John Lurie. Festival
- 20.35 **Mémoire à la carte**.
De Larry Peerce. RTBF
- 20.50 **Mort aux enchères**.
O de Carlo Roia. M 6
- 20.55 **L'Est de Zora**.
De Marc Rivère. France 2
- 21.05 **Le Déjeuner de Soussy**.
De Lazare Iglesis. Festival
- 22.35 **Les Eclats du cœur**.
De Christopher Leitch. M 6

SÉRIES

- 19.00 **The Sentinel**. Affaire classée. M 6
- 19.00 **Au nom de la loi**.
La course prime. Arte
- 20.25 **Star Trek**.
La nouvelle génération. Canal Jimmy
- 20.45 **Les Anges de la ville**.
De Tom Eward (Etats-Unis, 1989, 110 min). Série Club
- 22.20 **Une fille à scandale**.
La dame (v.o.). Canal Jimmy
- 22.40 **Spin City**.
Strip-tease (v.o.). Canal Jimmy
- 23.35 **Bottom**. Carnival (v.o.). Canal Jimmy
- 0.10 **New York Police Blues**.
Cinq et caissettes (v.o.). Canal Jimmy
- 0.20 **Nash Bridges**. Train de nuit. TSR

NOTRE CHOIX

- 23.00 **France 2**
Vingt ans... à Harlem
Une jeunesse américaine en clichés
A Harlem, plus qu'ailleurs il y a les bons et les méchants. Les méchants sont chefs de gang, trafiquants de drogue, pères indigents. Michel Honorin et ses collaborateurs ne les ont pas filmés. Les « bons » sont « brothers » (frères) dans l'ordre des « Feathermen ». Anciens délinquants, ils ont découvert le droit chemin. De la vente de crack, ils sont passés à la recherche d'un travail. Ce sont eux qui servent de point de départ à ce volet de la série documentaire « Vingt ans... ».

- Succession de portraits de jeunes, dans la veine des huit émissions diffusées en 1995 et 1996. *Vingt ans... à Harlem* débute par une série de clichés. Images de taudis, entretiens avec de très jeunes mères célibataires, propos désabusés : « le maire de New York est pourri », « travaillant dans des rues sinistres... La première partie de l'émission ne donne matière qu'à ennui. Si la seconde se révèle plus intéressante, c'est parce que l'équipe de France 2 est allée un peu plus loin qu'on ne pouvait le craindre, en rencontrant des comédiens, un graffeur, une chanteuse, un dessinateur, bref, des jeunes qui « bougent ».
- Encore les rencontres restent-elles superficielles et sont-elles deservies par un commentaire décevant, clame d'un ton grandiloquent et ponctué d'expressions destinées à « faire jeune » (« ils se la font classique », à propos de jeunes qui dansent), « ils s'aiment, ces deux là ! », lance aussi Michel Honorin, d'une voix faussement candide, sur les images d'un jeune couple qui dine en tête à tête. Le télé-spectateur ne s'en serait pas rendu compte.
- Quelques informations sont distillées, mais qui demeurent sans explication. Si l'on apprend que « la criminalité a baissé de 40 % depuis un an pour s'exporter vers le Bronx et Brooklyn », on ne sait pas pourquoi. Quand le journaliste affirme qu'« Harlem n'est plus la capitale de l'Amérique noire », il ne se montre pas plus explicite, et l'on reste sur sa faim. Souhaitons que les quatre autres émissions à venir - Manille, Tel Aviv, Amman, Tokyo - seront plus sérieusement menées.

Marie-Pierre Subtil

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 19.05 **Walker, Texas Ranger**.
19.30 et 20.40 **Météo**.
20.00 **Journal**. Météo des neiges.
20.50 **Combien ça coûte ?**
Les chaînes de l'argent.
22.55 **Le Droit de savoir**.
Paris Police Département Moto.
0.10 **Minuit sport**.
Ski pro à Méribel.
0.40 et 1.20 **TF1 nuit**.
0.55 **Embarquement porte n° 1**.
- FRANCE 2
- 19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**.
19.25 et 1.10 **C'est l'heure**.
19.45 et 20.50 **Tirage du Loto**.
19.50 **Au nom du sport**.
19.55 et 20.45 **Météo**.
20.00 **Journal**. Le Monde de la Coupe.
L'Image du Jour, A cheval.
20.55 **L'Est de Zora**.
Téléfilm de Marc Rivère.
22.30 **La Vie à l'endroit**.
Des moines au cœur des villes.
0.05 **Journal**. Météo.
0.20 **Paris-Dakar**. Le Bivouac.
1.35 **Agapé**.
- FRANCE 3
- 18.50 **Un livre, un jour**.
18.55 **Le 19-20 de l'information**.
20.02 et 23.35 **Météo**.
20.05 **Fa si la chanteur**.
20.35 **Tout le sport**.
20.38 **Le Journal du Dakar**.
20.50 **Consom'ag**.
20.53 **La Marche du siècle**.
A quel sert l'école ?
23.40 **Soir 3**.
0.05 **Un siècle d'écrivains**.
Paul Claudel.
0.53 **Cinéma étoiles**.
1.20 **Vivre avec**.
Le grand âge à domicile.
1.35 **New York District**.
- CANAL+
- 21.00 **En clair jusqu'à 21.00**.
18.25 **Robin**.
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**.
20.30 **Le Journal du cinéma**.
21.00 **Passage à l'acte**.
De F. Girard.
22.40 **Flash Infos**.

PROGRAMMES

- 22.50 **Babe, le cochon devenu berger** ■
Film de Chris Noonan (v.o.).
0.20 **Lunes de fiel** ■
Film de Roman Polanski (v.o.).
- ARTE
- 19.00 **Au nom de la loi**.
19.30 7/12.
20.00 **Twentieth Century Fox**.
20.30 8 1/2 **Journal**.
20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**.
Boy Hero 001.
21.45 **Musica**. Arnold Schoenberg.
Mes années de lute.
23.10 **Profil**.
Réflexions de fin de siècle [14].
0.05 **La Lucarne**. L'impossible Québec.
1.20 **Court tounours**.
- M 6
- 19.00 **The Sentinel**.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 **Susan !**.
20.35 **Décrochages Info**, Éléments Terre.
20.50 **Mort aux enchères**.
Téléfilm O de Carlo Roia.
22.35 **Les Éclats du cœur**.
Téléfilm de Christopher Leitch.
0.10 **Secrès de femme**.
0.45 **Sery Zap**.
1.15 **Boulevard des clips**.
- RADIO
- FRANCE-CULTURE
- 20.30 **Agora**. Pascal Charvet.
21.00 **Philharmonie**.
A propos de Sorcière.
22.10 **Fiction**.
Le Facteur neige et le Facteur chaleur.
De Jean Luvig.
23.00 **Nuits magiques**.
0.05 **De jour au lendemain**.
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.
- FRANCE-MUSIQUE
- 20.00 **Concert**. XIX Festival de Sablé.
Œuvres de Muffat, De Grigny, LeBorgne, Bernier, Marchand, Clerambault.
22.30 **Musique phare**.
Œuvres de Scarlatti, Couperin.
23.07 **Les Greniers de la mémoire**.
- RADIO-CLASSIQUE
- 20.40 et 23.00 **Les Soirées**.
Jean Cocteau et la musique classique.

FILMS DU JOUR

- 13.30 **Lisbonne Story** ■
De Wim Wenders (Allemagne, 1995, 105 min).
Ciné Cinémas
- 14.00 **A fleur de peau** ■
De Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1995, 95 min).
Canal+
- 14.30 **The Affairs of Cellini** ■
De Gregory La Cava (Etats-Unis, 1934, N, v.o., 80 min).
Ciné Cinémas
- 15.00 **Jules César** ■
De Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1953, N, 120 min).
Histoire
- 15.50 **De nouveaux hommes** ■
De Luigi Comencini (Italie, 1948, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinémas
- 17.10 **Grenadins 2** ■
De Joe Dante (Etats-Unis, 1990, 105 min).
Ciné Cinémas
- 17.15 **Cette vieille canaille** ■
D'Anatole Litvak (France, 1933, N, 95 min).
Ciné Cinémas
- 18.50 **Vers sa destinée** ■
De John Ford (Etats-Unis, 1939, N, v.o., 100 min).
Ciné Cinémas
- 20.00 **L'Arbre de Noël** ■
De T. Young (F.-R., 1969, 90 min). TV 5
- 20.30 **Spartacus** ■
(version réactualisée) ■
De Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1960, 185 min).
Ciné Cinémas
- 20.35 **Saint-Tropez blues** ■
De Marcel Moussy (France, 1960, 90 min).
Canal Jimmy
- 20.35 **War Games** ■
De John Badham (Etats-Unis, 1983, 120 min).
RTL 9
- 20.35 **L'Affaire** ■
des policiers ■
D'Henri-Georges Clouzot (France, 1955, 110 min).
TMC
- 20.55 **Beilles de l'ouest** ■
O de Jonathan Kaplan (Etats-Unis, 1994, 100 min).
France 3
- 20.55 **La Prêt du roi** ■
D'Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1935, N, v.o., 90 min).
Paris Première
- 21.00 **La Vie d'Emile Zola** ■
De William Dieterle (Etats-Unis, 1937, N, 120 min).
Histoire
- 21.00 **Les 39 Marches** ■
D'Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1935, N, v.o., 90 min).
Paris Première
- 21.00 **Paris Blues** ■
De Martin Ritt (Etats-Unis, 1961, N, 100 min).
Muzik
- 21.30 **Mary Poppins** ■
De Robert Stevenson (Etats-Unis, 1965, 135 min).
Disney Channel
- 22.00 **Heat** ■
De Michael Mann (Etats-Unis, 1995, v.o., 164 min).
Canal+

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 19.30 **Bouillon de culture**.
L'Egypte au Louvre. TV 5
- 19.35 **Parole d'Expert**.
L'Afrique sort ses griffes. France 3
- 19.35 **24 heures**.
L'Afrique sort ses griffes. Canal+
- 17.00 **De l'actualité à l'Histoire**.
Rétrospective 1997. Histoire
- 18.00 **Stars en stock**. David Niven. Jeanne Mansfield. Paris Première
- 18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**.
Canal+
- 19.00 **Le Magazine de l'Histoire**.
Histoire
- 19.00 **Rive droite, rive gauche**.
Paris Première
- 20.00 **20 h Paris Première**.
Paris Première
- 20.05 **Temps présent**.
Proches Papon : en parler pour oublier. La chaise de Susan. TSR
- 20.55 **Envoyé spécial**. La vie devant soi. Les enfants obèses. Post-scriptum : Les violons de l'hiver. France 2
- 22.25 **Paroles de femmes**.
Invitée : Patricia Kato. TMC
- 22.35 **Faits divers spécial**.
Les Enfants de l'année blanche. TV 5
- 23.00 **Les Dossiers de l'Histoire**.
Sépiennage. Histoire
- 23.40 **Captain Café**.
Marc Lavigne. France Supervision
- 0.05 **Fréquentast**. Pascal Obispo. M 6
- 0.10 **Saga-Cité**. Viet-An. France 3

DOCUMENTAIRES

- 16.00 **Les Lumières de music-hall**.
Serge Gainsbourg. La Cinquième
- 18.00 **Les Grandes Enigmes**.
L'affaire Lindberg. La Cinquième

DOCUMENTAIRES

- 18.00 **Chroniques du studio 4**.
[22]. Histoire
- 18.30 **Le Monde des animaux**.
Sur les traces de Darwin. La Cinquième
- 18.35 **Le Tour de la planète drogue**.
[25]. Planète
- 18.40 **Dmitri Chostakovitch**.
[25]. Muzik
- 19.10 **La Tempête d'images**.
19.15 **Chung**, une humeur dans la nuit. France Supervision
- 20.00 **Sauve qui pense**. Le philosophe André Glucksmann. Arte
- 20.35 **A part ça...** Al Pacino. Canal+
- 20.35 **Les Éclairs**, part nationale. Planète
- 20.40 **Soirée thématique**.
Les Tchèques et les Allemands. Arte
- 21.05 **Chocolat, mon amour**.
Louis Armstrong. Planète
- 22.40 **Jazz Collection**.
Louis Armstrong. Muzik
- 23.05 **Vingt ans... à Harlem**.
23.05 **Rythmes du monde**. [35]. Planète
- 23.30 **Oliver North**.
Un candidat idéal. Planète
- 0.00 **Le Mystère des pyramides**.
[12]. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 18.00 **Ski**. Coupe du monde. Slalom mousquetaires. 1^{re} manche. Schladming (Autriche). Eurosport
- 20.30 **Football**. Tournoi international de Maspalomas (Espagne). Eurosport

DANSE

- 17.00 **Didon et Enée**. Ballet. Muzik
- 20.45 **Vu d'ici**. Ballet. France Supervision

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- Ne pas manquer.
- Châ-d'œuvre ou classiques.
- Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable
- Interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Les m'as-tu écouté

par Pierre Georges

TOUTE RÉSISTANCE est vaine. Mais toute moquerie reste valide. S'il est un spectacle de plus en plus commun, mais d'un bonheur sans cesse renouvelé, source d'un inépuisable émerveillement, c'est bien celui des multiples fâcheux saisis par les trames de la téléphonie sans fil. Admirable cet art d'en faire profiter les voisins. Admirable ce comportement « m'as-tu écouté », avatar moderne du « m'as-tu vu ». Pas un endroit, pas un lieu, où ne somme et résonne le merveilleux et ambulant appareil. Pas un moment, pas un instant où quelqu'un ou quelque chose n'ait des choses essentielles à faire savoir. A commencer par la haute conscience de sa propre importance.

Pouvoir être joint, pouvoir joindre. N'importe où, n'importe quand, n'importe comment, mais pouvoir ! Car c'est bien un instrument de pouvoir que cet outil-là, l'irremplaçable sans-fil à la tête et à la poitrine. C'est le boulot consenti, le valet et le geôlier de nos libertés conditionnelles, la peur du manque créant le manque.

Y avait-il une vie avant le téléphone sans fil ? On peut en douter. Tenez récemment, cette salle d'attente, à l'aéroport d'Orly, pour la prochaine destination Strasbourg. Il s'agissait d'un Airbus, donc d'un assez gros oiseau, du genre à vue de nez, 180 personnes. Eh bien, sans exception, il y eut bien un passage sur deux pour sortir son portable.

Fantastique ! Une ruche, un central. Les plus accros ayant tant de choses à dire et de si urgentes qu'ils téléphonaient encore de la passerelle d'embarquement. Et même, pure vérité, ce lascar, à côté, qui quitta Paris sur « bon, je te laisse, on embarque » et ne fit pas vingt mètres à Strasbourg sans téléphoner à la cantonade qu'on

était « bien arrivés ». Ce qui, somme toute, était statistiquement assez prévisible.

Folle du sans-fil. Partout, au bistrot, au restaurant, au bureau, aux champs, à la ville, au volant et, pourquoi pas bientôt, au Père-Lachaise. Y avait-il une vie avant le sans-fil ? La preuve non, par le Titanic. Ah ! qu'est-ce que cela aurait été bien, un sans-fil dans le naufrage : « Allô, allô, où, on coule. La musique ? Quelle musique ? Mais non, je ne danse pas, c'est l'orchestre qui joue ! Plus près de toi mon Dieu ! »

Au lieu de quoi, la mort en silence dans ces mens hostiles. Et la nécessité pour revivre vraiment l'événement d'aller savourer l'arnica en suçotant un esquimaux géant. A condition évidemment que nul dans la salle ne téléphone pour confirmer qu'il assiste bien au naufrage.

Folle du sans-fil. Nous y céderons tous. De gré ou de force. Il y aura bientôt l'avant et l'après portable. La preuve, le nombre de téléphones portables vendus en décembre, en France, par le père Noël : 850 000. Ce n'est pas une mode, mais une obligation sociale. Les opérateurs se livrent une guerre féroce. Par exemple, France Télécom. Maison séduisante, France Télécom. Savez-vous ce qu'ils firent, le 3 décembre, à l'agence de Royan ? Ils naquirent, en vitrine, deux superbes créatures, deux sans-fil women, bien vivantes. Uniquement vêtues d'un string et d'un portable. L'une était peinte d'or, l'autre d'argent.

De l'importance du nu pour la communication sans fil. Les syndicats, CGT et Sud-PTT, ont bien évidemment protesté contre « cette insulte à l'égard du personnel » et tout particulièrement féminin. « C'est vrai. Pourquoi un string ? »

Mme Voynet réclame une mission interministérielle santé-environnement

L'enquête Erpurs confirme l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique en Ile-de-France

DOMINIQUE VOYNET, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, devait demander au premier ministre, mercredi 7 janvier, le pilotage d'une mission interministérielle chargée des problèmes de santé et d'environnement. Mme Voynet souhaite également voir nommer une mission parlementaire sur ce sujet. Cette demande intervient le jour de la présentation, par Mme Voynet et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la Santé, des résultats de l'enquête épidémiologique Erpurs (évaluation des risques de la pollution urbaine sur la santé) en Ile-de-France pour la période 1991-1995. Conduite par l'Observatoire régional de la Santé d'Ile-de-France, cette étude confirme, avec une grande prudence méthodologique, « des liens à court terme entre les différents indicateurs de pollution et de santé » et opère pour la première fois une distinction saisonnière.

Les risques pour la santé ont été calculés dans deux situations : lorsque la pollution a atteint ou dépassé un niveau moyen et lors des jours de très forte pollution. En hiver (octobre à mars), les chercheurs ont constaté que « la mortalité totale est associée à l'indice de fumée noire (particules fines en suspension), au NO₂ (dioxyde d'azote) mais le lien est plus important avec le SO₂ (dioxyde de soufre) ». Ce polluant (combustion industrielle, chauffage, incinération,

véhicules) peut entraîner une hausse du nombre total des décès de 1,4 % à 5,3 %. La mortalité pour causes cardiovasculaires en relation avec le SO₂ augmente à un niveau moyen de pollution de 2 % et à un niveau élevé de 7,6 %.

Les hospitalisations pour affec-

tions respiratoires sont surtout liées aux fumées noires et au dioxyde d'azote et peuvent augmenter jusqu'à 7 % en cas de pic. Chez les enfants de moins de quinze ans, les hospitalisations pour asthme en relation avec le SO₂ et le NO₂ augmentent jusqu'à 34,6 %.

Les hospitalisations pour affec-

tions sont en hausse de 40 % en cas de pollution élevée au dioxyde de soufre, de 53 % pour les particules et de 23 % pour le dioxyde d'azote.

Etudié pour la première fois, l'impact de la pollution sur les arrêts de travail à EDF-GDF n'apparaît pas significatif pendant la période hiver-

Trois scénarios pour éviter des morts prématurées

Les chercheurs de l'Observatoire régional de la Santé ont élaboré pour la première fois plusieurs scénarios envisageant les conséquences sanitaires des réductions des niveaux journaliers de pollution pour les particules (fumée noire) et le dioxyde de soufre (SO₂) de pollution de 10 %, 30 % et 50 %. Pour les particules, le nombre annuel de décès prématurés liés à des maladies cardiovasculaires potentiellement évitables aurait été de 27 pour une réduction de 10 %, de 80 pour une baisse de 30 % et de 133 en cas de réduction de l'indice de fumée noire de 50 %. Une réduction de 10 % du niveau moyen annuel du SO₂ entraînerait, quant à elle, une baisse de 35 décès en agglomération parisienne, mais ce nombre pourrait atteindre 105 et 175 morts évitées si la pollution au SO₂ baissait respectivement de 30 % et 50 %. Les scénarios montrent également, en cas de baisse de la pollution atmosphérique, une réduction significative du nombre annuel des hospitalisations pour causes cardiovasculaires et respiratoires.

En revanche, l'été (juin à septembre), les arrêts maladie pour causes respiratoires s'accroissent de 6 % à 22 % pour les particules et de 10 % à 27 % pour le dioxyde d'azote. Le nombre moyen d'arrêts de travail pour des pathologies cardiovasculaires augmente de 19 % à 78 % en relation avec les particules fines et de

Laurence Folléa et Sylvia Zappi

23 % à 69 % avec le NO₂. En outre, lorsque la pollution associe dioxyde d'azote et ozone, ce chiffre peut atteindre 100 % d'augmentation. C'est en effet en été que les conséquences sanitaires de la pollution atmosphérique apparaissent les plus sensibles. En cas de hausse du niveau de NO₂, la mortalité pour causes respiratoires augmente de 8 % à 18,6 %. Les auteurs soulignent ici le rôle de l'ozone, qui est associé, l'été, à une hausse maximale de 4,8 % de la mortalité, toutes causes confondues. Les chercheurs ont aussi constaté une hausse de 24,9 % à 56,4 % des consultations pour asthme chez les enfants de moins de quinze ans dans les établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris en relation avec les particules fines et de 19,2 % à 52,1 % pour le NO₂. Le nombre journalier de consultations pour asthme aux urgences pédiatriques de l'hôpital Armand-Trousseau augmente pour sa part de 5 % à 16 %.

Une autre enquête devait être rendue publique mercredi, qui confirme la grande vulnérabilité des enfants. Intitulée Respira, elle porte sur plus de 200 000 consultations pédiatriques en Ile-de-France. Il en ressort notamment que 42 % de ces visites ont été effectuées pour causes respiratoires.

Pasteur Mérieux annonce une pénurie temporaire de vaccins pour nourrissons

LE SECRÉTARIAT D'ETAT à la Santé a annoncé, mardi 6 janvier, « avoir été informé par les laboratoires Pasteur Mérieux MSD d'une prochaine rupture d'approvisionnement en vaccins Pentacoq et Tetraquoq ». Il s'agit ici de vaccins utilisés chez les nourrissons (injections au deuxième, troisième et quatrième mois avec rappel à un an) protégeant contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et la poliomyélite ainsi, pour le Pentacoq, que contre certaines infections à *Haemophilus influenzae*. Cette annonce a été décidée alors que le quotidien *Presse-Océan* s'apprêtait à révéler, dans son édition datée du mercredi 7 janvier, l'existence « d'une pénurie de vaccins pour les enfants ».

Selon le quotidien national, les laboratoires Pasteur Mérieux, uniques fabricants de ces vaccins en France, ont été amenés à interrompre leur production au mois de septembre dernier, à la suite d'un contrôle opéré par le Réseau national de santé publique créé par Bernard Kouchner. Ce contrôle avait révélé la présence de « lots défectueux », et la production de ces vaccins, immédiatement interrompue, est toujours bloquée, au point que de nombreuses pharmacies dans toute la France sont en rupture d'approvisionnement.

Les informations fournies au *Monde* dans la matinée de mercredi 7 janvier, tant auprès de la firme Pasteur Mérieux MSD qu'auprès du secrétaire d'Etat à la Santé, permettent de préciser l'origine de cette situation et les décisions prises par les autorités sanitaires pour y remédier. Il semble acquis que les difficultés rencontrées par le fabricant tiennent à l'incorporation des quatre ou des cinq vaccins en une présentation unique.

RUPTURE DE STOCKS

Un premier lot (correspondant à environ 300 000 doses) avait ainsi été jugé d'une efficacité insuffisante à la fin du mois d'octobre 1997 et n'avait, de ce fait, pas été commercialisé. Les difficultés d'approvisionnement auraient néanmoins pu être surmontées si le même phénomène n'était survenu sur les lots suivants.

En toute hypothèse, une rupture de stocks était inévitable. En liaison avec la firme Janssen, le secrétariat d'Etat à la Santé et l'Agence du médicament ont, ces dernières semaines, travaillé en urgence pour prévenir ce qui représentait une véritable menace sanitaire. C'est ainsi que, dans les prochains jours, on devrait pouvoir trouver dans

les pharmacies ces vaccins, mais présentés sous une autre forme, plus traditionnelle. Pasteur Mérieux a été autorisé à commercialiser un « kit vaccinal » contenant de manière séparée le vaccin DTCoq, le vaccin antipoliomyélique et le vaccin anti-*Haemophilus influenzae*. Cette nouvelle présentation n'impliquera pas de multiplier le nombre des consultations, mais elle imposera néanmoins la pratique de deux injections.

Avec la naissance, chaque année, d'environ 720 000 enfants, ce marché vaccinal est de près de 3 millions de doses. La politique industrielle conduite par le groupe Pasteur Mérieux consistant à associer les préparations vaccinales dans une présentation unique facilite sans aucun doute la mise en œuvre de cette prévention mais fragilise la production dès lors que le fabricant est unique et que, comme c'est le cas depuis plusieurs mois, des incidents surviennent sur la chaîne de production. On confie, au secrétariat d'Etat à la Santé, « l'étude l'hypothèse d'un largissement du nombre des fournisseurs de ces vaccins ».

Jean-Yves Nau

Le tribunal de Lyon annule l'élection aux prud'hommes de candidats CFNT

LE TRIBUNAL d'instance de Lyon a annulé l'élection des sept candidats de la Coordination française nationale des travailleurs (CFNT) - organisation proche du Front national - dans les différentes sections des conseils des Prud'hommes de Lyon. Les magistrats se sont fondés sur le principe de l'indépendance de l'autorité judiciaire édictée par l'article 64 de la Constitution et donc sur la nécessaire « impartialité du juge prud'homme ». Dans son jugement d'une quarantaine de pages, le tribunal souligne que chacun des candidats de la CFNT a « bel et bien accepté un mandat impératif articulé autour des projets et de la stratégie du Front national en même temps qu'il donnait son accord pour participer au scrutin ». Il ajoute : « L'inscription des candidats et élus aux fonctions de juges prud'hommes dans une démarche impulsée et animée ostensiblement, sous quelque forme que ce soit, par les concepteurs de projets spécifiquement politiques que sont les partis doit être proscrite comme caractéristique de l'acceptation d'un mandat impératif, quelle que soit la situation de ces partis sur l'échiquier politique. » - (Corresp. rég.)

La CNIL fête ses vingt ans

VINGT ANS après la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a, lors de cet anniversaire, mis en valeur des personnes ou des organismes pour leur rôle exemplaire. Il s'agit de Bernard Stouff, délégué général du Syndicat des entreprises de vente par correspondance, pour sa contribution à l'élaboration d'un code de déontologie ; du lycée Charles-de-Gaulle à Muret (Haute-Garonne) pour la création d'une commission locale au sein du lycée ; de Gérard Lyon-Caen, pour ses travaux sur les libertés publiques et l'emploi ; de l'Union fédérale des consommateurs-Que choisir, pour ses actions d'information sur les fichiers ; de l'association Aides, pour sa « vigilance constante » sur la protection des données de santé ; et de La Poste, pour la conception et la promotion d'un porte-monnaie électronique anonyme.

La CNIL a également ouvert un site web sur Internet. Réalisé avec relativement peu de moyens (un budget de 150 000 F y compris un an d'hébergement), il démontre de façon exemplaire comment Internet peut dresser des profils d'individus à leur insu (Site web de la CNIL : www.cnil.fr).

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 5015 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 7 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES	
Tokyo Nikkei	15028,17 +0,88 -1,51	Cours au	Var. en % Var. en %
Hong Kong Index	9538,61 -5,89 -11,04	0701	0601 59,97
Tokyo, Nikkei sur 3 mois		Paris CAC 40	3026,70 -0,30 -0,99
		Amsterdam CSE	923,77 -0,70 -1,11
		Bruxelles	17732 -0,17 -0,51
		Francfort Dax 30	-
		France CSE	4279,88 -0,48 -5,58
		Londres FT 100	5264,40 +2,51
		Madrid Ibes 35	-
		Milan MIB 30	26277 -0,17 -5,35
		Zurich SMI	6378,70 +0,05 -1,81

Tirage du Monde daté mercredi 7 janvier : 500 568 exemplaires

Une affaire de pots-de-vin embarrasse la municipalité Front national de Toulon

TOULON

La municipalité Front national de Toulon est-elle confrontée à une première affaire de corruption interne ? La question se pose après la mise en examen pour « recel de preuve », mardi 6 janvier, de Philippe de Beauregard, chef de cabinet de Jean-Marie Le Chevallier, et par ailleurs conseiller municipal de Hyères et secrétaire départemental adjoint du Front national. Ce proche du maire nie toute implication directe dans une affaire de pots-de-vin dont la cheville ouvrière serait Dominique Notto, une employée municipale qui a été mise en examen pour « escroquerie par personne en charge d'une mission de service public » et écrouée par le juge Danielle Natta.

Tout commence en avril 1997 quand un Toulonnais, Cédric Quérel, s'ouvre à un ami de son désir de trouver un emploi en mairie pour lui et sa compagne. Il est mis en contact avec Dominique Notto qui promet d'accéder à sa demande moyennant 30 000 francs pour les deux emplois. En juin, il verse un acompte de 15 000 francs à l'employée municipale qui obtiendra le solde le mois suivant en promettant une embauche pour les premiers jours d'août. Cédric Quérel relance Dominique Notto à plusieurs reprises sans succès. Il enregistre une des communications téléphoniques au cours de laquelle son interlocutrice

lui demande de patienter, l'élu chargé de son dossier étant en vacances. Le demandeur d'emploi se retourne alors vers son intermédiaire, qui lui obtient rapidement un rendez-vous en mairie avec Michel Calafatis, chargé de mission, qui le met en contact avec Philippe de Beauregard. Le chef de cabinet récupère la cassette audio enregistrée par Cédric Quérel et lui demande de faire preuve de discrétion, moyennant quoi il se livrera à une enquête interne. Quelques semaines plus tard, Cédric Quérel est remboursé par Dominique Notto mais décide de porter plainte, entraînant l'ouverture d'une enquête par André Vianelli, procureur de la République.

RECEL DE PREUVE

Mardi 6 janvier, Philippe de Beauregard et Dominique Notto ont été entendus par les enquêteurs de la police judiciaire de Toulon. La principale accusée a affirmé ne pas connaître le plaignant même si son prénom figure à plusieurs reprises dans son agenda. A l'inverse, elle a été tout formelle de corruption même si, dans la journée, une employée municipale se signalait aux enquêteurs en affirmant que la même personne avait tenté de lui escroquer 6 000 francs contre son emploi de femme de service.

Philippe de Beauregard a expliqué, pour sa part, que sa charge de travail ne lui permettait pas d'avoir connaissance d'affaires de ce type. Il

a précisé aux enquêteurs que, dès le moment où Mme Notto avait procédé au remboursement des sommes indûment réclamées, il lui semblait que cette affaire était réglée. Pour le substitut Albert Levy, la conservation de la cassette audio constituait un recel de preuve, d'autant que le chef de cabinet n'avait pas jugé opportun d'engager une enquête administrative interne ou de réunir une commission disciplinaire.

Pour sa part, le maire Jean-Marie Le Chevallier ne voit dans cette affaire qu'une « malice politicienne, un traquenard tendu par les adversaires du Front national à la veille des régionales. Quant à M. Notto, je ne la connais pas et j'attends la décision de la justice pour savoir si les faits sont avérés et si convient alors de prendre des sanctions. En aucun cas je ne peux mettre en cause le sérieux et l'honnêteté de mon chef de cabinet. » Cette analyse est partagée, avec quelques nuances prélectorales, par Eliane Guillet de la Broeze, adjointe FN sans délégation, et bête noire de M. Le Chevallier. Pour elle, « M. de Beauregard est encore jeune et a pu pêcher par excès d'innocence. En tout état de cause, ce genre de mésaventure ne pourrait pas m'arriver. » Quant à Cédric Quérel, il a depuis trouvé un emploi d'agent de sécurité au commissariat central de Toulon.

José Lenzini

DISPONIBLES!

PowerMacintosh 4400/200

Processeur PowerPC 6030 à 200 MHz, 32 Mo de mémoire vive, disque dur 2 Go, lecteur CD 12x, Ethernet 10BaseT Intégrée, Carte L2 256 Ko, 2 connecteurs PCI, Clavier Apple II Design, Souris Apple II Design, 750 Mo 3.5" - Mac OS 7.5.3 - Mac OS 8.1 - Moniteur 15" Apple.

9776€

11 790€

Macintosh Business Mac OS Updts 2.0 - 2.1 - 2.2 - 2.3 - 2.4 - 2.5 - 2.6 - 2.7 - 2.8 - 2.9 - 3.0 - 3.1 - 3.2 - 3.3 - 3.4 - 3.5 - 3.6 - 3.7 - 3.8 - 3.9 - 4.0 - 4.1 - 4.2 - 4.3 - 4.4 - 4.5 - 4.6 - 4.7 - 4.8 - 4.9 - 5.0 - 5.1 - 5.2 - 5.3 - 5.4 - 5.5 - 5.6 - 5.7 - 5.8 - 5.9 - 6.0 - 6.1 - 6.2 - 6.3 - 6.4 - 6.5 - 6.6 - 6.7 - 6.8 - 6.9 - 7.0 - 7.1 - 7.2 - 7.3 - 7.4 - 7.5 - 7.6 - 7.7 - 7.8 - 7.9 - 8.0 - 8.1 - 8.2 - 8.3 - 8.4 - 8.5 - 8.6 - 8.7 - 8.8 - 8.9 - 9.0 - 9.1 - 9.2 - 9.3 - 9.4 - 9.5 - 9.6 - 9.7 - 9.8 - 9.9 - 10.0 - 10.1 - 10.2 - 10.3 - 10.4 - 10.5 - 10.6 - 10.7 - 10.8 - 10.9 - 11.0 - 11.1 - 11.2 - 11.3 - 11.4 - 11.5 - 11.6 - 11.7 - 11.8 - 11.9 - 12.0 - 12.1 - 12.2 - 12.3 - 12.4 - 12.5 - 12.6 - 12.7 - 12.8 - 12.9 - 13.0 - 13.1 - 13.2 - 13.3 - 13.4 - 13.5 - 13.6 - 13.7 - 13.8 - 13.9 - 14.0 - 14.1 - 14.2 - 14.3 - 14.4 - 14.5 - 14.6 - 14.7 - 14.8 - 14.9 - 15.0 - 15.1 - 15.2 - 15.3 - 15.4 - 15.5 - 15.6 - 15.7 - 15.8 - 15.9 - 16.0 - 16.1 - 16.2 - 16.3 - 16.4 - 16.5 - 16.6 - 16.7 - 16.8 - 16.9 - 17.0 - 17.1 - 17.2 - 17.3 - 17.4 - 17.5 - 17.6 - 17.7 - 17.8 - 17.9 - 18.0 - 18.1 - 18.2 - 18.3 - 18.4 - 18.5 - 18.6 - 18.7 - 18.8 - 18.9 - 19.0 - 19.1 - 19.2 - 19.3 - 19.4 - 19.5 - 19.6 - 19.7 - 19.8 - 19.9 - 20.0 - 20.1 - 20.2 - 20.3 - 20.4 - 20.5 - 20.6 - 20.7 - 20.8 - 20.9 - 21.0 - 21.1 - 21.2 - 21.3 - 21.4 - 21.5 - 21.6 - 21.7 - 21.8 - 21.9 - 22.0 - 22.1 - 22.2 - 22.3 - 22.4 - 22.5 - 22.6 - 22.7 - 22.8 - 22.9 - 23.0 - 23.1 - 23.2 - 23.3 - 23.4 - 23.5 - 23.6 - 23.7 - 23.8 - 23.9 - 24.0 - 24.1 - 24.2 - 24.3 - 24.4 - 24.5 - 24.6 - 24.7 - 24.8 - 24.9 - 25.0 - 25.1 - 25.2 - 25.3 - 25.4 - 25.5 - 25.6 - 25.7 - 25.8 - 25.9 - 26.0 - 26.1 - 26.2 - 26.3 - 26.4 - 26.5 - 26.6 - 26.7 - 26.8 - 26.9 - 27.0 - 27.1 - 27.2 - 27.3 - 27.4 - 27.5 - 27.6 - 27.7 - 27.8 - 27.9 - 28.0 - 28.1 - 28.2 - 28.3 - 28.4 - 28.5 - 28.6 - 28.7 - 28.8 - 28.9 - 29.0 - 29.1 - 29.2 - 29.3 - 29.4 - 29.5 - 29.6 - 29.7 - 29.8 - 29.9 - 30.0 - 30.1 - 30.2 - 30.3 - 30.4 - 30.5 - 30.6 - 30.7 - 30.8 - 30.9 - 31.0 - 31.1 - 31.2 - 31.3 - 31.4 - 31.5 - 31.6 - 31.7 - 31.8 - 31.9 - 32.0 - 32.1 - 32.2 - 32.3 - 32.4 - 32.5 - 32.6 - 32.7 - 32.8 - 32.9 - 33.0 - 33.1 - 33.2 - 33.3 - 33.4 - 33.5 - 33.6 - 33.7 - 33.8 - 33.9 - 34.0 - 34.1 - 34.2 - 34.3 - 34.4 - 34.5 - 34.6 - 34.7 - 34.8 - 34.9 - 35.0 - 35.1 - 35.2 - 35.3 - 35.4 - 35.5 - 35.6 - 35.7 - 35.8 - 35.9 - 36.0 - 36.1 - 36.2 - 36.3 - 36.4 - 36.5 - 36.6 - 36.7 - 36.8 - 36.9 - 37.0 - 37.1 - 37.2 - 37.3 - 37.4 - 37.5 - 37.6 - 37.7 - 37.8 - 37.9 - 38.0 - 38.1 - 38.2 - 38.3 - 38.4 - 38.5 - 38.6 - 38.7 - 38.8 - 38.9 - 39.0 - 39.1 - 39.2 - 39.3 - 39.4 - 39.5 - 39.6 - 39.7 - 39.8 - 39.9 - 40.0 - 40.1 - 40.2 - 40.3 - 40.4 - 40.5 - 40.6 - 40.7 - 40.8 - 40.9 - 41.0 - 41.1 - 41.2 - 41.3 - 41.4 - 41.5 - 41.6 - 41.7 - 41.8 - 41.9 - 42.0 - 42.1 - 42.2 - 42.3 - 42.4 - 42.5 - 42.6 - 42.7 - 42.8 - 42.9 - 43.0 - 43.1 - 43.2 - 43.3 - 43.4 - 43.5 - 43.6 - 43.7 - 43.8 - 43.9 - 44.0 - 44.1 - 44.2 - 44.3 - 44.4 - 44.5 - 44.6 - 44.7 - 44.8 - 44.9 - 45.0 - 45.1 - 45.2 - 45.3 - 45.4 - 45.5 - 45.6 - 45.7 - 45.8 - 45.9 - 46.0 - 46.1 - 46.2 - 46.3 - 46.4 - 46.5 - 46.6 - 46.7 - 46.8 - 46.9 - 47.0 - 47.1 - 47.2 - 47.3 - 47.4 - 47.5 - 47.6 - 47.7 - 47.8 - 47.9 - 48.0 - 48.1 - 48.2 - 48.3 - 48.4 - 48.5 - 48.6 - 48.7 - 48.8 - 48.9 - 49.0 - 49.1 - 49.2 - 49.3 - 49.4 - 49.5 - 49.6 - 49.7 - 49.8 - 49.9 - 50.0 - 50.1 - 50.2 - 50.3 - 50.4 - 50.5 - 50.6 - 50.7 - 50.8 - 50.9 - 51.0 - 51.1 - 51.2 - 51.3 - 51.4 - 51.5 - 51.6 - 51.7 - 51.8 - 51.9 - 52.0 - 52.1 - 52.2 - 52.3 - 52.4 - 52.5 - 52.6 - 52.7 - 52.8 - 52.9 - 53.0 - 53.1 - 53.2 - 53.3 - 53.4 - 53.5 - 53.6 - 53.7 - 53.8 - 53.9 - 54.0 - 54.1 - 54.2 - 54.3 - 54.4 - 54.5 - 54.6 - 54.7 - 54.8 - 54.9 - 55.0 - 55.1 - 55.2 - 55.3 - 55.4 - 55.5 - 55.6 - 55.7 - 55.8 - 55.9 - 56.0 - 56.1 - 56.2 - 56.3 - 56.4 - 56.5 - 56.6 - 56.7 - 56.8 - 56.9 - 57.0 - 57.1 - 57.2 - 57.3 - 57.4 - 57.5 - 57.6 - 57.7 - 57.8 - 57.9 - 58.0 - 58.1 - 58.2 - 58.3 - 58.4 - 58.5 - 58.6 - 58.7 - 58.8 - 58.9 - 59.0 - 59.1 - 59.2 - 59.3 - 59.4 - 59.5 - 59.6 - 59.7 - 59.8 - 59.9 - 60.0 - 60.1 - 60.2 - 60.3 - 60.4 - 60.5 - 60.6 - 60.7 - 60.8 - 60.9 - 61.0 - 61.1 - 61.2 - 61.3 - 61.4 - 61.5 - 61.6 - 61.7 - 61.8 - 61.9 - 62.0 - 62.1 - 62.2 - 62.3 - 62.4 - 62.5 - 62.6 - 62.7 - 62.8 - 62.9 - 63.0 - 63.1 - 63.2 - 63.3 - 63.4 - 63.5 - 63.6 - 63.7 - 63.8 - 63.9 - 64.0 - 64.1 - 64.2 - 64.3 - 64.4 - 64.5 - 64.6 - 64.7 - 64.8 - 64.9 - 65.0 - 65.1 - 65.2 - 65.3 - 65.4 - 65.5 - 65.6 - 65.7 - 65.8 - 65.9 - 66.0 - 66.1 - 66.2 - 66.3 - 66.4 - 66.5 - 66.6 - 66.7 - 66.8 - 66.9 - 67.0 - 67.1 - 67.2 - 67.3 - 67.4 - 67.5 - 67.6 - 67.7 - 67.8 - 67.9 - 68.0 - 68.1 - 68.2 - 68.3 - 68.4 - 68.5 - 68.6 - 68.7 - 68.8 - 68.9 - 69.0 - 69.1 - 69.2 - 69.3 - 69.4 - 69.5 - 69.6 - 69.7 - 69.8 - 69.9 - 70.0 - 70.1 - 70.2 - 70.3 - 70.4 - 70.5 - 70.6 - 70.7 - 70.8 - 70.9 - 71.0 - 71.1 - 71.2 - 71.3 - 71.4 - 71.5 - 71.6 - 71.7 - 71.8 - 71.9 - 72.0 - 72.1 - 72.2 - 72.3 - 72.4 - 72.5 - 72.6 - 72.7 - 72.8 - 72.9 - 73.0 - 73.1 - 73.2 - 73.3 - 73.4 - 73.5 - 73.6 - 73.7 - 73.8 - 73.9 - 74.0 - 74.1 - 74.2 - 74.3 - 74.4 - 74.5 - 74.6 - 74.7 - 74.8 - 74.9 - 75.0 - 75.1 - 75.2 -